L'HISTOIRE COMME UN ROMAN



Jean Delmas

La Bataille d'Alger

LAROUSSE

La collection *L'Histoire comme un Roman*
est dirigée par Claude Quétel

Autres titres parus

Farid Ameur
« La victoire ou la mort ! »
Les derniers jours de Fort Alamo

Jean-Yves Le Naour
Meurtre au *Figaro*
L'affaire Caillaux

Frédéric Denhez
Apocalypse à Saint-Pierre
La tragédie de la Montagne Pelée

Renaud Thomazo
« Mort aux bourgeois ! »
Sur les traces de la bande à Bonnot

Claude Quétel
Une ombre sur le Roi-Soleil
L'affaire des Poisons

Gérard Piouffre
« Le courrier doit passer ! »
L'aventure de l'Aéropostale

Jean Delmas s'engage dans l'armée en 1944 et entame une carrière d'officier du Génie qui le mène en particulier en Algérie (1956-1957 et 1960-1962). Docteur en Histoire, devenu général, il est nommé chef du Service Historique de l'Armée de terre (1980-1986). Il a notamment participé à *l'Inventaire de la Grande Guerre* (Universalis, 2005-2006) au *Dictionnaire de Gaulle* (Bouquins Laffont, 2006) et a dirigé, avec A. Corvisier, le tome 2 de *l'Histoire militaire de la Franc*e (PUF, 1992).

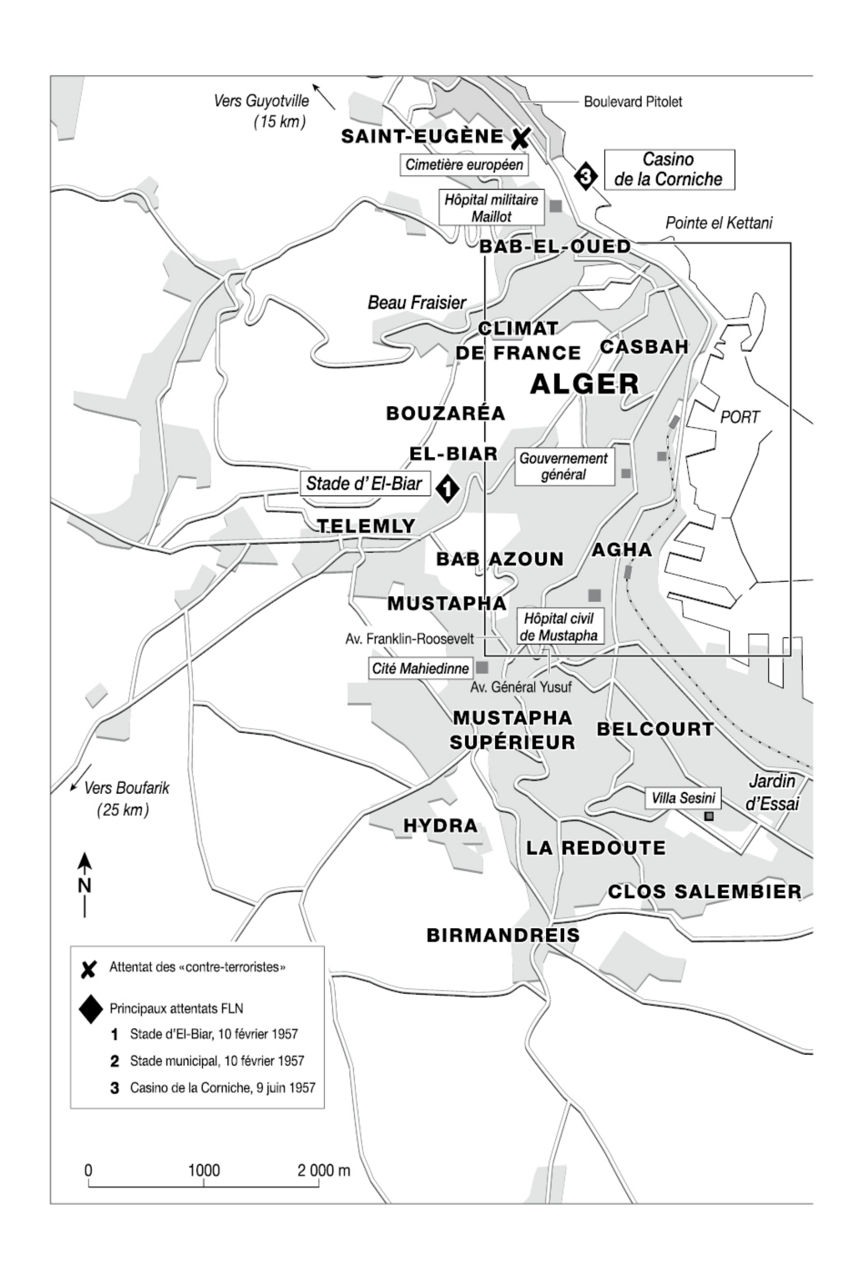
ISBN : 978-2-03-583664-9

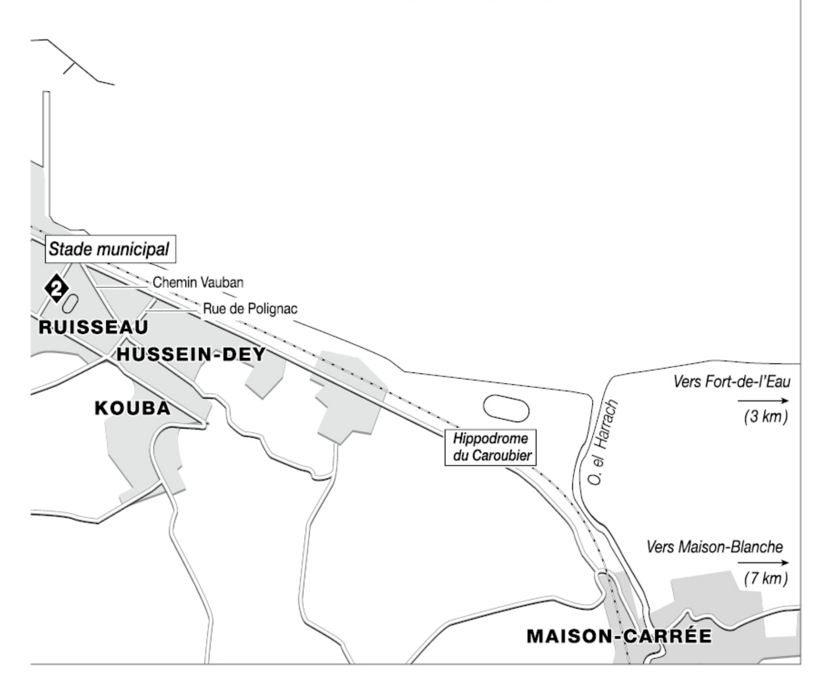
L'HISTOIRE COMME UN ROMAN

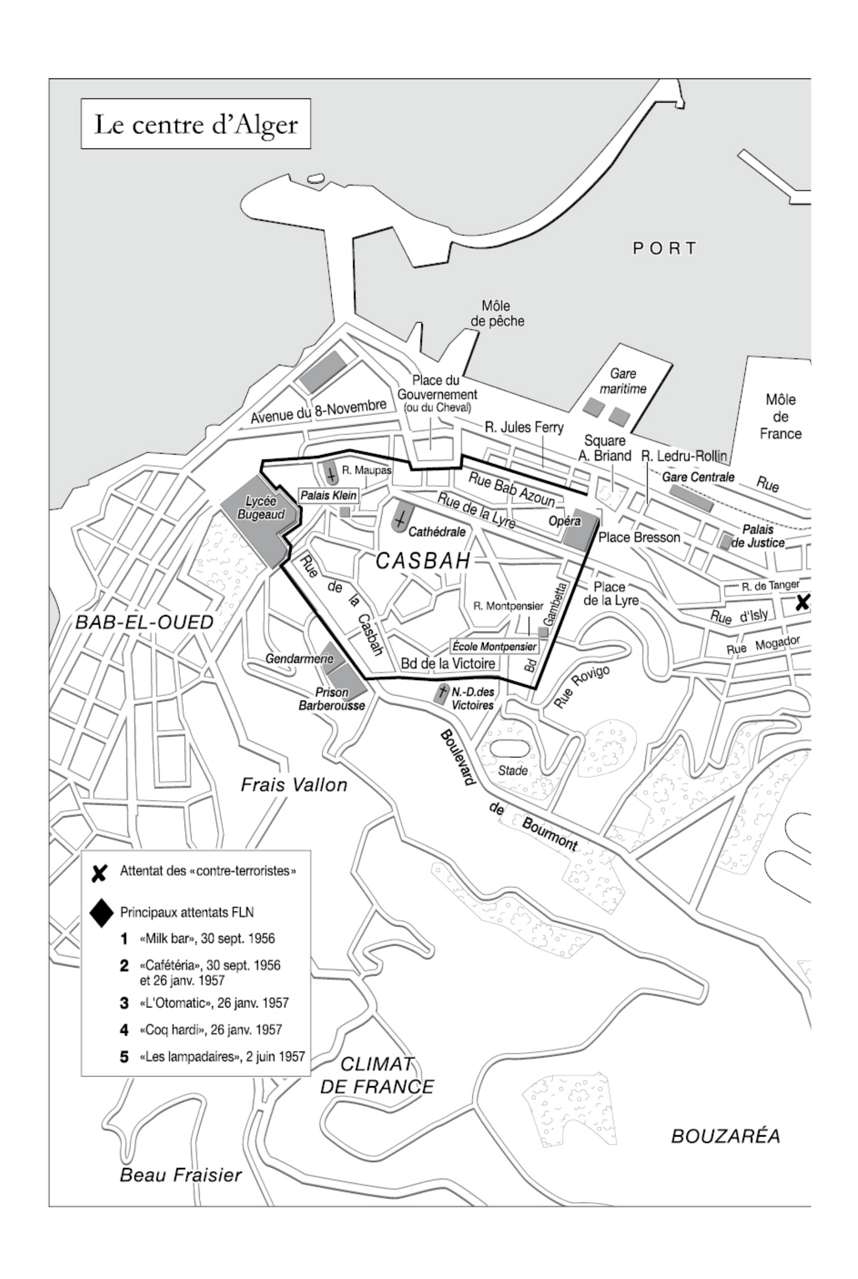
Jean Delmas

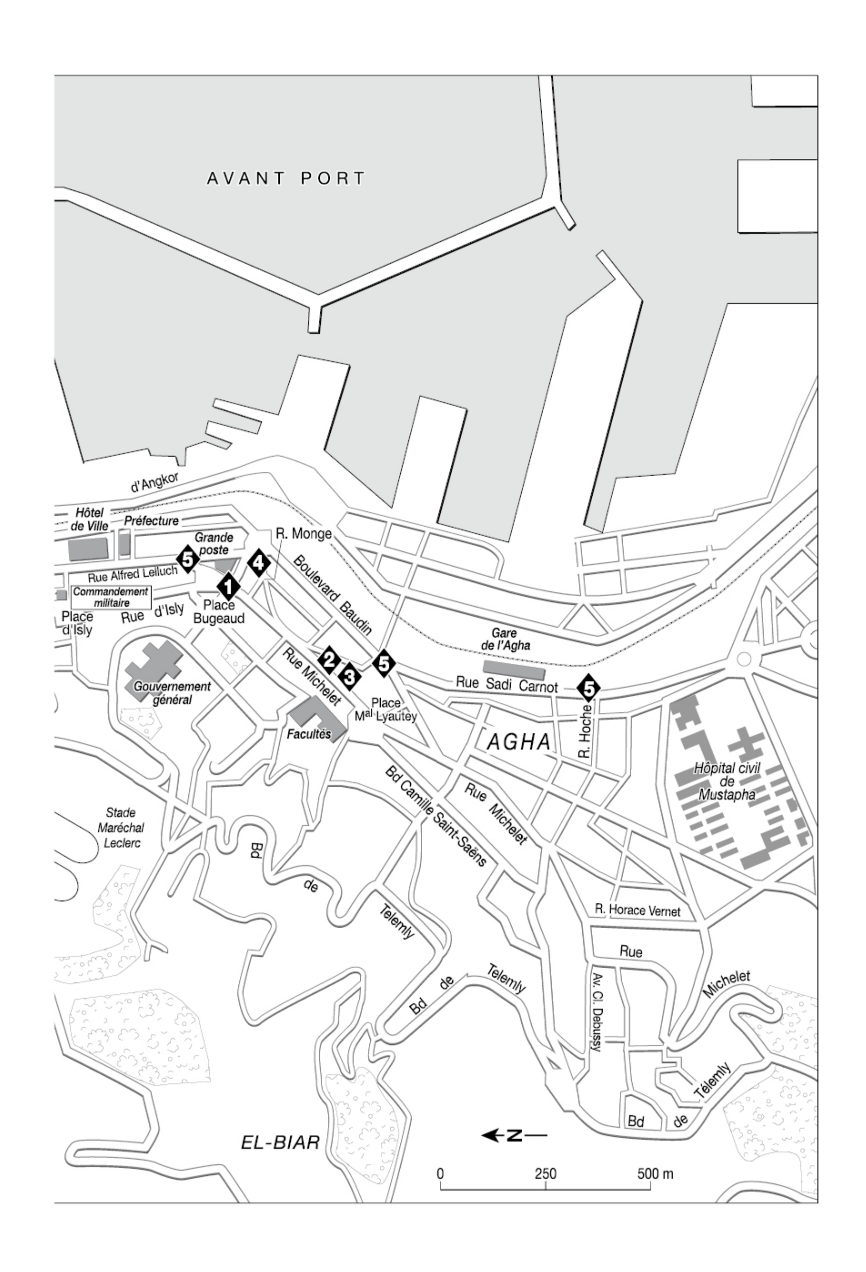
La bataille d'Alger

LAROUSSE


Vers Guyotville
(15 km)
Boulevard Pitolet
SAINT-EUGÈNE
Cimetière européen
3
Casino
de la Corniche
Hôpital militaire
Maillot
Pointe el Kettani
BAB-EL-OUED
Beau Fraisier
CLIMAT
DE FRANCE
CASBAH
ALGER
BOUZARÉA
PORT
EL-BIAR
Gouvernement
général
Stade d' El-Biar
1
TELEMLY
BAB AZOUN
AGHA
MUSTAPHA
Hôpital civil
de Mustapha
Av. Franklin-Roosevelt
Cité Mahiedinne
Av. Général Yusuf
MUSTAPHA
SUPÉRIEUR
BELCOURT
Vers Boufarik
(25 km)
Jardin
d'Essai
Villa Sesini
HYDRA
LA REDOUTE
N
CLOS SALEMBIER
BIRMANDREIS
Attentat des «contre-terroristes»
Principaux attentats FLN
1 Stade d'El-Biar, 10 février 1957
2 Stade municipal, 10 février 1957
3 Casino de la Corniche, 9 juin 1957
0
1000
2 000 m

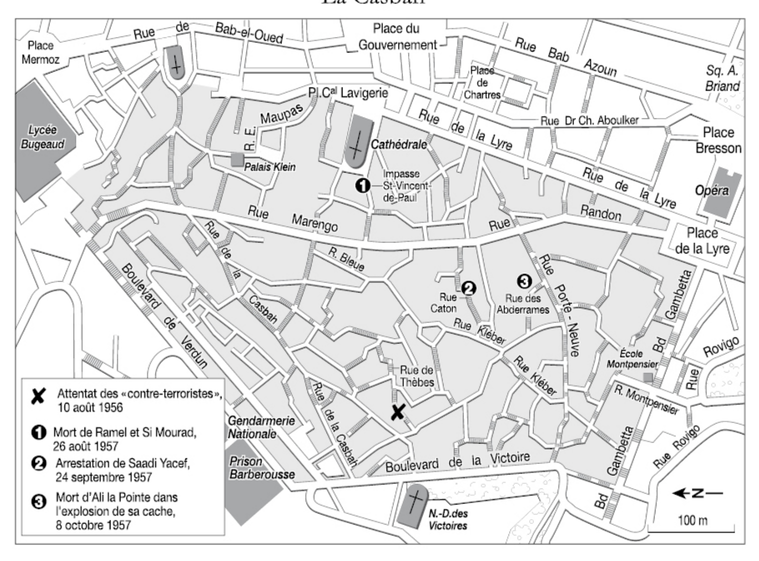

Le Grand Alger
BAIE D'ALGER
Stade municipal
2
Chemin Vauban
Rue de Polignac
RUISSEAU
HUSSEIN-DEY
KOUBA
Hippodrome
du Caroubier
O. el Harrach
Vers Fort-de-l'Eau
(3 km)
Vers Maison-Blanche
(7 km)
MAISON-CARRÉE


Le centre d'Alger
PORT
Môle de pêche
Place du Gouvernement (ou du Cheval)
Gare maritime
Môle de France
Avenue du 8-Novembre
R. Jules Ferry
Square A. Briand
R. Ledru-Rollin
Gare Centrale
Rue
R. Maupas
Palais Klein
Rue Bab Azoun
Rue de la Lyre
Lycée Bugeaud
Cathédrale
Opéra
Place Bresson
Palais de Justice
CASBAH
Rue de la Casbah
Place de la Lyre
R. de Tanger
Rue d'Isly
Rue Mogador
R. Montpensier
Gambetta
BAB-EL-OUED
École Montpensier
Gendarmerie
Bd de la Victoire
Bd
Rue Rovigo
Prison Barberousse
N.-D.des Victoires
Boulevard de Bourmont
Stade
Frais Vallon
Attentat des «contre-terroristes»
Principaux attentats FLN
1 «Milk bar», 30 sept. 1956
2 «Cafétéria», 30 sept. 1956 et 26 janv. 1957
3 «L'Otomatic», 26 janv. 1957
4 «Coq hardi», 26 janv. 1957
5 «Les lampadaires», 2 juin 1957
CLIMAT DE FRANCE
BOUZARÉA
Beau Fraisier



AVANT PORT
d'Angkor
Hôtel de Ville
Préfecture
Grande poste
R. Monge
Boulevard Baudin
Rue Alfred Lelluch
Commandement militaire
Place d'Isly
Rue d'Isly
Place Bugeaud
Gouvernement général
Rue Michelet
Facultés
Place Mal Lyautey
Gare de l'Agha
Rue Sadi Carnot
R. Hoche
AGHA
Hôpital civil de Mustapha
Bd Camille Saint-Saëns
Rue Michelet
Stade Maréchal Leclerc
Bd de Telemly
R. Horace Vernet
Rue Michelet
Av. Cl. Debussy
Bd de Telemly
Bd de Télemly
EL-BIAR
N
0
250
500 m

La Casbah



Place Mermoz
Rue de Bab-el-Oued
Place du Gouvernement
Rue Bab Azoun
Sq. A. Briand
Place de Chartres
Pl.Cal Lavigerie
Maupas
R. E.
Lycée Bugeaud
Palais Klein
Cathédrale
Rue de la Lyre
Rue Dr Ch. Aboulker
Place Bresson
Opéra
Impasse St-Vincent-de-Paul
Rue Marengo
Rue Randon
Place de la Lyre
Rue de la Casbah
R. Bleue
Rue Caton
Rue des Abderrames
Rue Porte-Neuve
Bd Gambetta
Rue Kléber
Boulevard de Verdun
Rue de Thèbes
École Montpensier
Rue Rovigo
R. Montpensier
Gendarmerie Nationale
Prison Barberousse
Boulevard de la Victoire
N.-D.des Victoires
N
100 m
Attentat des «contre-terroristes», 10 août 1956
1 Mort de Ramel et Si Mourad, 26 août 1957
2 Arrestation de Saadi Yacef, 24 septembre 1957
3 Mort d'Ali la Pointe dans l'explosion de sa cache, 8 octobre 1957

Alger la Blanche



lger la Blanche… Certes, mais pas toujours. En cette fin décembre 1956, le ciel s’est plombé pour les fêtes. Quelles fêtes !

À la une de *l’Écho d’Alger*, le 25 décembre : « Chasse à l’homme ! ». La veille, trois terroristes ont tiré, en plein centre d’Alger, dans un bar et sur des passants, faisant deux morts et cinq blessés. Poursuivis, les tueurs ont été rejoints près de la place d’Isly, rue Mogador ; l’un a été abattu, les deux autres capturés.

Le lendemain, jour de Noël, Aït Ali, président du conseil général d’Alger, a été victime d’un attentat. Il était bachaga, titre d’origine turque, que l’administration française donne aux grands chefs indigènes. Il déjeunait, square Bresson, au Cercle franco-musulman, fréquenté par des Européens friands de cuisine locale et par des notabilités musulmanes. Aït Ali y avait sa table, dans un coin isolé près d’une fenêtre protégée par des barreaux en fer forgé donnant sur la rue Ledru-Rollin.

Un jeune Algérien, Kerrar Smaïl avait fait ses repérages ; les « anges gardiens » veillaient au comptoir, près de l’entrée, mais, à travers les barreaux de la fenêtre, on pouvait voir distinctement la « cible ». Armé d’un 7.65, Kerrar a tiré entre deux barreaux, touché le bachaga à la tête et s’est enfui. Aït Ali s’en sortira, mais pas Kerrar Smaïl. Poursuivi par un Algérois, rejoint par une patrouille militaire, il a été abattu devant le 15 de la rue Jules-Ferry. Il avait été l’exécuteur d’une décision du Front de libération nationale (FLN) condamnant à mort le bachaga après son élection à la présidence du conseil général. La stratégie du FLN s’affirmait bien duale : attentats aveugles dans la foule, attentats ciblés.

On tire, mais la vie continue. Tant bien que mal…

Le 24 décembre, dans la soirée, un lieutenant du génie, Yves Cardel, est de sortie, invité à réveillonner par des amis à la Bouzaréa. Il n'ira pas loin. Sa voiture, garée devant la maison, a fait un bond de dix mètres ; une 2 CV est encastrée dans sa malle arrière. Le conducteur, hébété, est assis sur le trottoir, entouré de passants. Il est en treillis ; c'est un « territorial », c'est-à-dire un membre des UT, les unités territoriales constituées de Français d'Algérie, anciens combattants qui assurent périodiquement des missions de garde et de surveillance. Il revient de mission et, pressé à la perspective du réveillon, il s'est laissé déporter dans un virage. Les deux voitures sont inutilisables. Comment rejoindre la Bouzaréa sans voiture, alors que les déplacements nocturnes à pied sont vivement déconseillés ? Soirée fichue !

Comme l'usage des transports en commun n'est pas recommandé depuis que tramways et trolleys ont tendance à « sauter », c'est avec un véhicule de service de ramassage militaire que Cardel arrive le 29 décembre au commandement du Génie où il est affecté depuis six mois. La ville est en ébullition. La veille, dans la matinée, Amédée Froger a été tué alors qu'il venait de monter dans son véhicule, devant son domicile, rue Michelet. Le meurtrier s'est échappé par des escaliers menant dans une rue où un véhicule l'attendait et a disparu dans la direction de l'hôpital Mustapha.

Aït Ali, c'est désolant, mais Froger c'est un drame, une véritable provocation ! Froger, le maire de Boufarik, grosse commune de l'Algérois, et le président de l'interfédérale des maires d'Algérie ! « Le paradoxe de son existence, écrit *l'Écho d'Alger*, fut de passer aux yeux de certains comme le porte-étendard d'une prétendue oligarchie terrienne », ce qu'il n'est pas. Il n'est pas Blachette, le roi de l'alfa ; il n'est pas non plus Schiaffino, le tout-puissant armateur, mais ce courageux et médaillé combattant de 1914-1918 est certainement un des éléments les plus représentatifs de la population française d'Algérie et un de ses élus les plus actifs. On dit qu'il n'est pas innocent de l'accueil houleux réservé, le 6 février 1956, à Guy Mollet, le nouveau président du Conseil.

Bref, Alger et l'Algérois sont en état d'alerte. À Boufarik, deux compagnies de CRS protègent les quartiers musulmans, tant est vive

la crainte de représailles des Européens contre les « indigènes ».

Les obsèques d'Amédée Froger ont lieu l'après-midi. Après l'office religieux, le cortège doit rejoindre à pied le cimetière de Saint-Eugène, traversant la ville du sud au nord, contournant la Casbah par le front de mer et l'avenue du 8-Novembre proche du bureau où travaille Cardel. Curieux et inquiet, celui-ci rejoint l'avenue. Sur les deux trottoirs, une haie assez clairsemée de militaires, l'arme en bandoulière ; derrière eux, la foule ; au loin, une rumeur. Sur le trottoir qui lui fait face, Cardel remarque une demi-douzaine de jeunes musulmans. Il traverse l'avenue :

– « Ne restez pas là, leur conseille-t-il.

– Pourquoi, on n'a pas le droit ?

– Bien sûr que vous avez le droit, mais ce n'est pas prudent.

– Mais l'armée nous protégera… »

Cette conviction déconcerte Cardel ; il sait que le cordon d'appelés ne recevra jamais l'ordre d'intervenir. La rumeur qui précède le cortège funèbre s'enfle subitement.

– « Foutez le camp », leur crie-t-il.

Une meute hurlante, armée de bâtons, déboule sur l'avenue. Un vieil Arabe, à canne blanche, y zigzague. Cardel le happe sous son bras. Le képi et le burnous blancs, tels un écueil dans un torrent déchaîné, fendent le flot des jeunes « justiciers ». Avant l'arrivée du cortège funèbre, Cardel accompagne l'aveugle hors de l'avenue et retourne à son bureau. À peine arrivé, il est appelé à une fenêtre par un sous-officier : « Regardez, mon lieutenant… »

Il y a, en bas, dans le caniveau, un musulman effondré, ignoré des passants. Ils descendent tous deux. L'homme saigne abondamment de la tête. Ils font ce qu'il faut pour le faire transporter à l'hôpital. Quand Cardel remonte vers son bureau, la veste gabardine tachée de sang, une dactylo remarque, l'air dégoûté : « Oh, il a du sang de crouillat ! »

La course à l'Arabe, au « raton », c'est-à-dire les ratonnades se

poursuivent jusqu'au soir. Madame Froger soupire : « Il n'aurait jamais voulu cela. » Mais dans l'état d'exaspération de cette fin décembre, l'assassinat d'une personnalité de la taille de Froger ne pouvait que déclencher ces violences. N'était-ce pas son but réel, jeter les deux communautés l'une contre l'autre ?

Rentré chez lui, Cardel, officier bureaucrate, rumine sur son impuissance à peser sur la situation. Noire fin d'année pour lui : la bagnole cassée certes, mais surtout cette phrase du jeune musulman « l'armée nous protégera » qui le taraude. Y croyaient-ils vraiment ces jeunes ? Qui l'armée devait-elle protéger ? Aït Ali, Froger, les Français d'Algérie contre le terrorisme déchaîné ? Les musulmans contre les ratonnades et le contre-terrorisme européen ? Les deux à la fois ?

Coïncidence. Alors que le cortège funèbre de Froger chemine vers Saint-Eugène, débarque dans le port d'Alger, le 1er régiment de chasseurs parachutistes (1er RCP). Il a passé la nuit de Noël en mer, revenant de Chypre, désenchanté. De Chypre, il devait sauter sur le canal de Suez. Il est resté en rade, les États-Unis et l'Union soviétique ayant imposé l'arrêt de l'offensive franco-anglo-israélienne lancée vers le canal pour riposter à la nationalisation par le colonel Nasser.

Le 1er RCP précède les autres régiments de la 10e division parachutiste (10e DP) du général Massu qui doit constituer les réserves générales du commandant en chef en Algérie pour intervenir sur tout le territoire. La situation explosive à Alger lui donne une autre mission : la riposte à l'offensive du FLN à Alger.

Comment en est-on arrivé là ?

Première partie

L'offensive du FLN à Alger

Chapitre I

« Un mort à Alger fera plus de bruit… »

Quand le 1er novembre 1954, divers attentats éclatent en Algérie, leur simultanéité fait conclure à un complot contre l'ordre français. Mais leur gravité est variable. Il y a des morts dans les Aurès, ce bastion montagneux au sud-est de Constantine. À Alger, quelques bombes éclatent dont deux sur le port, près d'un réservoir de pétrole. Plus de bruit que de mal, maigre résultat pour Rabah Bitat, responsable de la « mise à feu » de l'Algérois et l'un des « neuf chefs historiques » de l'insurrection. Clandestin en cavale, il trouve un premier refuge chez un boulanger de la Casbah dont le fils se fera vite un nom, Yacef Saadi. Arrêté le 15 mars 1955, Bitat ne sortira de prison qu'à l'indépendance. Pour lui, la guerre est finie, à peine commencée. Cet échec pèse sur le développement du Front de libération nationale (FLN) à Alger.

Interrogé, un Algérois se rappelle : « En 1954, tout le monde a compris qu'il se passait des choses mais enfin, pendant deux ans, on ne voyait rien, il ne se passait rien à Alger ; ça nous paraissait des événements qui se passaient à l'intérieur du pays… Il y avait deux Algérie : la côte et l'intérieur ; l'intérieur, un vaste monde. »

Effectivement, dans ce « vaste monde », il se passait « des choses » en 1955. Un lent pourrissement contamine le Constantinois qui s'embrase le 20 août : un responsable du FLN déclenche délibérément, vers Bône et Philippeville, le massacre d'Européens

par une masse de fellahs fanatisés, plus souvent armés de haches et de couteaux que de fusils. Le bilan est sanglant : 132 morts dont 71 Européens et une répression brutale qui décuple le nombre des victimes.

Le cycle terrorisme-répression est ouvert ; le fossé se creuse entre les deux populations. Quant au gouverneur général, Jacques Soustelle, nommé par Mendès France pour trouver une solution politique au conflit, bouleversé par la vue des charniers, il rompt le dialogue avec les nationalistes.

Alger, la capitale, siège du Gouvernement général, de la haute administration, de l'Assemblée algérienne et de l'Université, peut-elle rester à l'écart de cette dégradation de la situation ?

La ville est difficile à maîtriser. Au Maroc, Lyautey a construit à Rabat une ville européenne, à côté de la ville indigène, sans toutefois qu'il y ait d'apartheid ; Alger, elle, s'est développée anarchiquement à partir de la ville turque, sur les pentes d'un massif de collines qui descend jusqu'à la mer, ne laissant qu'une étroite bande littorale. D'où cette ville-amphithéâtre au fond d'une vaste baie que découvrent, toujours éblouis, les passagers des navires qui viennent y accoster.

L'agglomération algéroise s'étire, nord-sud, sur la face ouest de la baie, sur plus de 10 kilomètres, de Saint-Eugène à Hussein-Dey. En 1954, la population musulmane y est devenue majoritaire, de peu : 293 465 musulmans recensés et 276 621 non-musulmans ; mais ceux-ci restent encore majoritaires dans la ville (192 890 pour 162 160).

Cette population se répartit dans des quartiers qui s'imbriquent les uns dans les autres. Leur peuplement répond à des facteurs ethniques corrigés par des facteurs sociologiques : les deux sociétés, européenne et musulmane, ne sont pas homogènes. Elles ont chacune leur prolétariat, leur bourgeoisie, leurs grands propriétaires ou entrepreneurs. De ce fait, la mixité des quartiers est très variable. Au nord voisinent les plus typés : Bab-el-Oued et la Casbah. Bab-el-Oued est le quartier du « petit blanc », ouvrier, employé, petit commerçant. La Casbah, l'ancien nid de pirates, un lacis de ruelles étroites, renferme un prolétariat arabo-kabyle, de plus en plus

entassé, entre 60 000 et 80 000 habitants, avec parfois une densité de 3 500 à l'hectare. Les classes moyennes musulmanes l'ont quittée pour cohabiter avec leurs homologues européens dans des quartiers mixtes. La bourgeoisie musulmane rejoint sur les hauteurs d'Alger des quartiers européens, comme Hydra ou El-Biar, tandis qu'à Belcourt, près du port, un petit peuple franco-musulman rappelle qu'Albert Camus, futur prix Nobel, y fut élevé par sa mère, veuve de guerre et femme de ménage. Enfin, il y a les bidonvilles que le maire d'Alger, Jacques Chevallier, tente de résorber par la construction, rapide mais soignée, d'immenses HLM pour ce prolétariat musulman qui vient de l'intérieur où il crève de faim, en croyant trouver dans la ville de quoi vivre.

Avant 1954, dans tous ces quartiers, même dans la Casbah dont le guide Vert conseille la visite et qu'a popularisée Jean Gabin dans *Pépé le Moko*, Européens et musulmans se côtoient dans les rues et au travail. Il n'y a pas ségrégation, au sens strict du mot.

C'est dans cette ville si complexe que le FLN veut développer son implantation. Celle-ci peut être favorisée par la présence d'une masse de musulmans souvent désœuvrés, accessibles. D'autre part, l'existence dans la population européenne d'une frange de « libéraux » ou « progressistes », spécificité algéroise, peut offrir d'utiles interlocuteurs.

Et comment ne pas vouloir profiter de cette caisse de résonance qu'est Alger, ce grand port ouvert sur le monde : « Un mort à Alger fera plus de bruit dans le monde que dix dans le djebel », pronostique Ramdane Abbane.

Abbane Ramdane est l'homme qui a fait d'Alger en 1956 la capitale de l'insurrection. Il n'a pas participé à son déclenchement pour une bonne raison : il était emprisonné depuis 1950 en Algérie puis en France pour avoir milité trop activement dans le parti du peuple algérien (PPA) du leader nationaliste, Messali Hadj. Libéré au début de 1955, assigné à résidence en Kabylie dans son village natal, il disparaît vite, happé par Krim Belkacem, le « patron » de la rébellion kabyle, qui a flairé la recrue de choix. Bachelier (ce qui est notable pour un autochtone), ancien secrétaire de commune mixte, militant engagé que la prison a mûri en lui offrant le temps de lire et de réfléchir, Abbane a 35 ans. Il rejoint Alger en mars 1955

comme délégué national du FLN, pour redresser une situation très compromise par l'arrestation de Bitat. Intelligent, autoritaire, voire parfois expéditif dans le choix des moyens, Abbane impose vite sa forte personnalité pour atteindre son premier objectif : faire du FLN le représentant exclusif des partisans de l'indépendance. De gré ou de force.

De gré, c'est convaincre de leurs torts les nationalistes modérés, qui ont choisi la voix élective pour parvenir à leurs fins, et les persuader (avec parfois des menaces sous-jacentes) que seule la lutte armée dirigée par le FLN, mènera à l'indépendance. Cette conviction est confortée par les progrès de l'insurrection en 1955. À la fin de l'année, Abbane est rejoint par des hommes venus d'horizons divers, dont des conseillers municipaux musulmans d'Alger élus sur la liste du maire libéral, Jacques Chevallier, qui, dès 1950, conseillait l'alliance avec les nationalistes : « Il est plus sûr d'avoir auprès de soi des demi-rebelles que des domestiques. »

En 1956, nombre de demi-rebelles sont devenus des rebelles.

Mais comme la persuasion échoue, le recours à la force est décrété. Encore faut-il disposer d'un moyen de coercition, d'un chef, d'exécutants et d'un repaire à l'abri des adversaires comme de la police et de l'armée françaises.

Quand Abbane arrive à Alger, il existe de petits groupes de combat nés spontanément dans des quartiers, agissant sans coordination et parfois rivaux. Les chefs les plus actifs sont Salah Bouhara à Belcourt, Mokhtar Bouchefa et Yacef Saadi dans la Casbah.

Discipliner, diriger ces groupes dans une action coordonnée est une des tâches d'Abbane. Il trouve un chef en la personne de Yacef Saadi. Beau gosse, de taille moyenne, ce fils de boulanger de la Casbah, « a eu ses études, écrit-il, interrompues par le débarquement allié de novembre 1942 ». Il reste assez discret sur ses activités, probablement plus passionné de football que militant actif de Messali. S'il n'a pas participé au déclenchement de l'insurrection, il cache Bitat pendant sa cavale. Après deux années passées en France, il rejoint la Casbah. Il a 27 ans et rencontre Abbane en mars 1955. Celui-ci l'envoie en Suisse pour assurer une liaison avec la délégation extérieure du FLN. La mission capote.

Yacef est expulsé par les Suisses en Belgique, par les Belges en France où il est réceptionné par la DST et transféré à Alger.

Trois semaines plus tard, il est libéré. Moyennant promesse de renseignements sur la rébellion, prétendent les méchantes langues. Abbane n'est pas loin de partager cette opinion, très réticent à l'idée d'utiliser le « libéré ». Il a même été question de le liquider. Il le met à l'épreuve avant de lui confier la direction de l'action militaire à Alger.

Se rendre maître de la Casbah, tel est le premier objectif, et faire de l'ancien nid de pirates un nid de terroristes.

Pour les puristes, la Casbah désigne la vieille citadelle turque qui dominait Alger et dont subsistent des éléments. Pour le commun des mortels, la Casbah est la vieille ville indigène, la ville haute. Elle étage ses maisons sur la pente depuis les rues Marengo et Randon à l'ouest, jusqu'au boulevard de la Victoire, à l'est, ouvert sur l'emplacement du vieux rempart. Au sud comme au nord, deux autres boulevards rectilignes la bordent. Elle est donc très précisément délimitée, encore que, à l'est, en direction de la rue Bab-Azoun, la frontière soit plus floue.

Le mystère de la Casbah naît de son habitat. Les maisons sont des cubes dont le mur extérieur n'offre le plus souvent qu'une seule ouverture, la porte, massive en bois clouté. Par-dessus les ruelles qu'elles transforment en tunnels, elles se font face en s'épaulant mutuellement. La maison prend le jour et respire par la cour intérieure, espace de vie qui aspire la lumière, champ clos de la vie familiale. Au-dessus du dernier étage de la terrasse où sèche le linge, la vue découvre la basse ville et parfois la mer. Ces cubes refermés sur eux-mêmes sont reliés par un lacis d'escaliers, de ruelles tortueuses et pentues, de venelles sombres qui laissent juste la place au bourricot, porteur de deux couffins, chargé d'évacuer les ordures. Labyrinthe, fourmilière, l'étranger s'y perd. C'est pourquoi la Casbah peut être un repaire inexpugnable pour Yacef Saadi qui y a été élevé, y habite et sait comment sauter de terrasse en terrasse pour échapper à un policier. Il en connaît tous les coins et recoins. Mais il sait aussi que pour maîtriser la Casbah, il faut l'assainir, c'est-à-dire détruire les réseaux d'une pègre interlope qui dicte sa loi, proxénètes, tenanciers de lupanars, de maisons de jeux

clandestins, trafiquants et délinquants de tout acabit, sans compter les mouchards de la police ou des Renseignements généraux.

« Faire une grande lessive », projette Yacef Saadi. De deux choses l'une : ou ces messieurs acceptent la règle du jeu imposée par Abbane et certains seront intégrés dans les groupes d'action, ou ils regimbent et ils seront abattus. Et aucune pitié pour les mouchards.

Il y a la pègre, mais aussi un adversaire bien plus difficile à chasser de la Casbah et des autres quartiers à majorité musulmane, une organisation rivale, musulmane elle aussi, qui poursuit le même but, l'indépendance, mais refuse de s'inféoder au FLN. C'est le Mouvement national algérien (MNA). Celui-ci est la dernière mouture des partis que crée et recrée inlassablement depuis 1925, Messali Hadj, au fur et à mesure que les dissout le gouvernement français. Juste avant l'insurrection, le parti a éclaté par refus de l'autoritarisme du vieux chef. De France où il vit en résidence surveillée, Messali crée alors le MNA en décembre 1954 avec les militants qui lui sont restés fidèles. Comme il a été tenu à l'écart du déclenchement de l'insurrection, il cherche à reprendre la main pour s'imposer. Quelques tentatives de négociations échouent devant l'intransigeance du FLN. Désormais s'ouvre une lutte qui va dégénérer en guerre civile entre musulmans. Et d'abord une guerre de tracts : FLN : « Le MNA est le briseur du mouvement national et l'auxiliaire du colonialisme français » ; MNA : « Le FLN est un panier de traîtres » ; FLN : « On ne s'allie pas aux traîtres ; on les abat ».

À Alger et notamment dans la Casbah, d'anciennes cellules messalistes survivent et permettent au MNA de tenter d'imposer sa loi ; il appelle au boycott du tabac et des alcools (ce que reprendra le FLN), s'attaque aux commerçants mozabites qui refusent le diktat, puis décide de passer à l'action terroriste et de développer des maquis. Krim Belkacem et Abbane, après d'ultimes négociations avec des responsables messalistes, n'hésitent plus, le 10 octobre 1955, à leur déclarer la guerre.

À Alger, les groupes de choc FLN et MNA entrent en guerre et les éliminations réciproques sont comptabilisées par la police française avec une évidente satisfaction.

En octobre 1955, Yacef accueille une nouvelle recrue que lui envoie Ahmed Chicha, dit le Corbeau, un roi du « business » de la Casbah : Ali Ammeri, connu dans le milieu sous le nom d'Ali la Pointe. Cet ancien boxeur analphabète, plus ou moins souteneur, a écopé deux ans de prison pour avoir joué les justiciers dans le milieu. Condamné une deuxième fois pour avoir tiré sur des gendarmes, il s'évade du camp de Damiette et Chicha le récupère. Yacef décide de le tester : « Le soir même, je lui désigne un mouchard, boulevard de la Victoire, qu'il abattit immédiatement. »

Garde du corps de Yacef, exécuteur des basses œuvres, hardi qui prend tous les risques, Ali la Pointe passe vite à l'action. Rafaï est un des rois du milieu ; c'est aussi un récalcitrant… Ce gros et petit bonhomme, tout replet, est plus connu sous le sobriquet ironique de Bud Abbott, le grand maigre du couple comique du cinéma américain Abbott et Castello, encore célèbres à l'époque. Invité à dîner chez son voisin, « Bud Abbott » est accueilli par Ali la Pointe, cachant une mitraillette sous sa cachabia. Son élimination, bientôt suivie par celle d'un autre « parrain », Hacène le Bônois, crée stupeur et panique chez les truands. Certains préfèrent aller exercer leur coupable industrie en France. Les autres se soumettent.

De ce côté, la lessive est faite. Demeurent les messalistes du MNA qui poursuivent la lutte, encore assurés d'un appui certain d'une partie de la population musulmane. Mais, après la nuit du 19 octobre 1955, où des groupes terroristes messalistes entrent en action à Alger, l'action répressive policière est rapide et efficace : quarante-neuf responsables messalistes sont arrêtés, dont le probable chef, un ancien conseiller municipal d'Alger, Mustapha Ben Mohammed, dit le Négro. Il y a encore beaucoup de méchantes langues pour prétendre que si la police a frappé aussi juste, elle le doit à des indicateurs inspirés par le FLN. Quoi qu'il en soit, l'organisation du MNA à Alger est décapitée à l'automne 1955, mais l'opinion musulmane condamne-t-elle l'action de Messali ? Le 9 avril 1956, l'enterrement d'un cafetier sympathisant messaliste assassiné rassemble encore 3 000 personnes dans la Casbah.

On peut considérer qu'à la fin de 1955, le FLN est en position de force à Alger. Qui pourrait encore lui disputer cette prééminence dans la direction de l'insurrection ? Le parti communiste algérien

(PCA) ? Certainement pas. Jusqu'à l'été 1955, le PCA a encore une existence légale et son journal, *Alger républicain*, continue à paraître ; sa position vis-à-vis de la rébellion est ambiguë à cause de son recrutement pluriethnique : le petit Blanc de Bab-el-Oued, ouvrier militant du PCA, est-il prêt à suivre une ligne prônant l'indépendance ? Pourtant, en juin, le parti décide de créer des groupes armés « les combattants de la libération ». Dissous, le 12 septembre, il tente de s'organiser dans la clandestinité, mais seul, le FLN n'ayant pas répondu à ses offres d'alliance. En pleine guerre froide, Abbane ne veut pas s'afficher avec des communistes pour ne pas décourager ceux qui, en Occident, assistent avec sympathie, aux progrès de l'insurrection algérienne. Mais il s'efforce de rallier au FLN le plus célèbre des chefs nationalistes modérés, Ferhat Abbas, ainsi que les oulémas, ces docteurs de la loi dont la devise est « l'islam est notre religion, l'arabe notre langue, l'Algérie notre patrie ».

L'année 1956 s'ouvre sur les élections législatives en France, le 2 janvier, qui donnent la majorité à un Front républicain rassemblant socialistes et radicaux, soucieux d'appliquer un programme de réformes en Algérie.

Pendant la lente constitution d'un nouveau gouvernement, deux réunions à Alger attirent l'attention. Le Congrès des oulémas qui s'était alors tenu sur une prudente réserve, franchit le pas le 7 janvier, par une motion s'élevant contre la répression et appelant à l'indépendance.

Le 21 janvier, à Alger, se réunit par ailleurs un Comité pour la trêve civile proposant de tenir la population à l'abri des affrontements, de la répression comme du terrorisme. Des personnalités musulmanes et françaises composent ce comité, entre autres : Ferhat Abbas, Amar Ouzegane, ancien député communiste exclu du PCA, Mohammed Lebjaoui, riche commerçant aux nombreuses relations européennes, le père Cuiocq, le romancier Emmanuel Roblès et Albert Camus, le célèbre écrivain, pied-noir comme Roblès. Camus arrive de Paris où, régulièrement, il fournit à *l'Express*, alors quotidien, des chroniques qui témoignent de son déchirement devant la situation en Algérie et de sa volonté de mettre fin à la violence. L'annonce de son arrivée déchaîne les « ultras » Algérois,

décidés à ne pas le laisser s'exprimer. La réunion devait se tenir en plein cœur de la ville. La police recommande de choisir un lieu plus discret. Mais tout se sait. Pendant la réunion, la foule maintenue à distance par un cordon de police, déclenche, un concert de hurlements et d'anathèmes, « Camus à la porte ! », voire de menaces. Blessé, Camus repart à Paris. Il se convainc rapidement que son nom a été utilisé par certains des membres du comité. Effectivement Abbas, Lebjaoui et Ouzegane venaient de faire allégeance au FLN par Abbane interposé. Ainsi disparaissent, avec les nationalistes modérés comme avec les oulémas, des interlocuteurs qui auraient pu être précieux pour le nouveau gouvernement.

Celui-ci est investi le 1er février 1956. Il est présidé par le socialiste Guy Mollet ; Pierre Mendès France est son vice-président, François Mitterrand le ministre de la Justice, Maurice Bourgès-Maunoury, celui de la Défense. Innovation : l'Algérie n'a plus de gouverneur général, mais est dotée d'un ministre résidant, c'est-à-dire qu'il participe au Conseil des ministres tout en étant en poste à Alger.

Cette fonction est confiée au général Catroux, un général-diplomate très impliqué dans les affaires du Moyen Orient et du Maghreb. Commissaire aux affaires musulmanes dans le Comité français de libération national qui siégeait à Alger en 1943-1944, il avait initié quelques réformes qui avaient rencontré l'hostilité des milieux européens. Et tout récemment, en 1955, il avait négocié le retour à Rabat du sultan du Maroc alors exilé à Madagascar. Sa nomination rencontre donc une violente hostilité en Algérie contre le « bradeur d'Empire ».

La foule algéroise va rapidement faire connaître ses sentiments. Et d'abord, dès le lendemain, lors du départ de Jacques Soustelle, l'ancien gouverneur général. Lui qui avait été si mal accueilli à son arrivée (« Pensez, il est nommé par Mendès France, ce funeste politicard ») est devenu le bien aimé des pieds noirs, depuis qu'il a rompu avec les nationalistes modérés, après les massacres du 20 août 1955. Pourra-t-il embarquer ? Une foule enfiévrée cerne son parcours vers le port, l'acclame ; vivats, cris de désespoir, pleurs : « Ne partez pas ! » Il faut percher Soustelle sur une automitrailleuse qui fend lentement la foule jusqu'à la passerelle du

navire.

Quatre jours plus tard, la même foule aussi bruyante, mais cette fois indignée, violente, protestataire, voire haineuse, accueille devant le monument aux morts d'Alger, le président du Conseil Guy Mollet qui vient installer le successeur de Soustelle…

Nommer Catroux à Alger est une provocation inacceptable, c'est annoncer la fin de l'Algérie française ! Le « non » des Algérois est catégorique et brutal : Mollet dépose sa gerbe sous les huées et une pluie de tomates et de pots de fleurs. La messe est dite : Mollet téléphone à Paris pour que Catroux ne vienne pas le rejoindre et démissionne. C'est ainsi que l'Algérie hérite d'un nouveau ministre résidant, dont le nom ne dit rien à personne, Robert Lacoste. Tout ce que l'on sait c'est qu'il est socialiste comme son ami Mollet et on imagine qu'il ne connaît rien à l'Algérie. Et on a raison.

Alors qu'on a cloué le bec à Camus, ce chantre émouvant d'une réconciliation franco-musulmane, la grande majorité de la population européenne d'Alger s'exprime, dans la rue, par la voix des défenseurs les plus extrémistes de l'Algérie française, y compris ceux qui prêchent au nom du Christ-Roi, au grand dam de l'archevêque d'Alger, Mgr Duval, la croisade contre l'islam et le communisme, pour préserver l'Algérie française.

C'est dans cette ambiance qu'arrive Robert Lacoste. Ce Périgourdin de 59 ans est un ancien syndicaliste que ses brillants états de service dans la Résistance – il est l'un des créateurs du mouvement Libération-Nord – ont mené à la députation et à des portefeuilles ministériels. Venu pour réformer et rétablir l'ordre, il prend vite conscience d'une priorité : bloquer la progression de l'insurrection ; le terrorisme urbain s'intensifie et à l'intérieur, l'Armée de libération nationale (ALN) prend forme et s'enhardit à attaquer des postes français ; de plus, l'accession très prochaine (mars 1956) à l'indépendance des deux voisins de l'Algérie, le Maroc et la Tunisie, rendra plus difficile la défense des frontières par où transitent armes et munitions pour les rebelles. Aussi le commandant en chef, le général Lorillot, réclame-t-il des effectifs de toute urgence.

Lacoste comprend vite. À sa demande, le gouvernement dépose un projet de loi lui conférant des pouvoirs spéciaux afin de renforcer

son action en Algérie, l’habilitant à prendre par décret toute mesure jugée nécessaire dans les domaines administratif, économique, social et militaire. Notamment, il devra pouvoir disposer des pouvoirs les plus étendus pour prendre toute mesure exceptionnelle pour rétablir l’ordre. C’est accorder des pouvoirs discrétionnaires au ministre résidant comme au ministre de la Défense, Bourgès-Maunoury. Ce polytechnicien a, comme Lacoste, un brillant passé de résistant (il fut parachuté en France occupée pour être le délégué militaire de Charles de Gaulle en zone sud). Il sera, comme Lacoste, un des plus fermes partisans d’une lutte contre le terrorisme par tous les moyens.

Le 12 mars, la loi des pouvoirs spéciaux est votée à une écrasante majorité (465 voix contre 76). Malgré des divergences internes, le parti communiste l’a votée, pour rester, dit Maurice Thorez, « solidaire du gouvernement de Front républicain ». Que pense de ce vote le PCA qui, interdit en Algérie depuis plusieurs mois, s’engage de plus en plus dans une action armée contre le « colonialisme » ?

La loi des pouvoirs spéciaux permettra au gouvernement de lancer un vaste plan de réformes administratives, mais plus vite encore, elle lui permet de faire passer, en six mois, les effectifs de l’armée en Algérie de 200 000 à 400 000 hommes, par le rappel des disponibles (classes récemment démobilisées) et l’allongement du service militaire à vingt-sept mois. Le doublement des effectifs permettra aux forces françaises de quadriller l’ensemble du territoire algérien.

Chapitre II

La première bataille d'Alger

G

râce au ralliement des nationalistes modérés, Abbane dispose désormais d'une équipe d'hommes d'expérience, bien engagés dans la lutte politique. Certes Ferhat Abbas s'envole rapidement pour le Caire en même temps que le secrétaire général de l'Association des oulémas. Mais restent avec Abbane, Lebjaoui et Ouzegane, du Comité pour la trêve civile, ainsi que deux anciens messalistes, le pharmacien Youssef Ben Khedda, un des responsables du parti de Messali qui s'étaient rebellés contre son autoritarisme et son ami Saad Dahlab. Emprisonnés en novembre 1954, ils avaient été libérés quelques mois plus tard dans l'espoir – vite envolé – qu'ils seraient des interlocuteurs qualifiés pour négocier. Tous deux sont d'anciens élèves du collège de Blida où ils ont connu Abbane et ils deviennent ses plus proches collaborateurs alors que ce dernier s'investit de plus en plus dans l'élaboration de la stratégie générale du FLN.

À Alger, Ben Khedda coiffe les chefs des commandos comme Mokhtar Bouchafa et Yacef Saadi. Celui-ci est désormais maître de la Casbah après l'élimination du MNA. Il y a fait procéder à l'inventaire de toutes les caches possibles et en fait construire d'autres dans des maisons où il peut trouver refuge en cas d'alerte. C'est son repaire, mais son domaine ne se limite pas à la Casbah. Son champ d'action s'étend sur l'agglomération algéroise qu'il divise en trois régions : la I comprend le centre (El-Biar, la Casbah,

la ville européenne) ; la II englobe les quartiers sud, Hussein-Dey, Maison-Carrée ; la III au nord s'étend de Bab-el-Oued à Guyotville.

Chaque région a son chef et constitue ses groupes d'action (trois hommes) selon un schéma de strict cloisonnement qui doit préserver la sécurité de la filière de commandement. L'armement est uniquement individuel : pistolets mitrailleurs (PM), fusils, plus souvent revolvers, mais en nombre limité. Pour enrichir le stock, une solution s'impose, rapide mais dangereuse : attaquer policiers et forces de l'ordre pour récupérer leur armement. On peut aussi provoquer la désertion, avec arme, de tirailleurs algériens de l'armée française. Sinon, il faut attendre les achats faits en Égypte ou en Europe par la délégation extérieure du FLN. Mais le chemin est long jusqu'à Alger.

Yacef Saadi, entouré de quelques hommes résolus comme Salah Bouhara et, bien sûr, Ali la Pointe, décide de passer à l'action le 16 mars 1956. Est-ce une riposte au vote des pouvoir spéciaux quatre jours auparavant ? Il ne le dit pas dans ses mémoires, mais il affirme qu'il a voulu, par le déclenchement synchronisé d'actions, accréditer l'opinion que le FLN est en force à Alger et en même temps faire cesser « une paix artificielle ». L'objectif est de provoquer simultanément trois incendies dans la ville. Salah Bouhara s'attaque près de la faculté au garage Valentin qui brûle. Yacef Saadi et Ali la Pointe échouent à mettre le feu à un garage du boulevard Saint-Saëns, parce qu'Ali, énervé, tire trop vite et ameute le quartier. À Maison-Carrée, un autre groupe s'attaque à une bouchonnerie qui s'enflamme. Spectaculaire, même si elle n'est pas totalement réussie, la démonstration obtient un résultat psychologique certain : elle crée un sentiment d'insécurité qui se traduit le lendemain par l'instauration d'un couvre-feu en ville de minuit à 5 heures.

Cette opération a moins d'impact dans l'opinion que la désertion, le 4 avril, d'un aspirant avec un camion plein d'armes. Il n'est pas algérien, mais français. Fils d'un fonctionnaire algérois, Henri Maillot, militant du PCA, était comptable à *Alger républicain*. Il a été rappelé en novembre 1955 pour trois mois, mais, surprise, s'engage avec probablement une idée en tête et l'accord du PCA. Responsable d'un transport d'armement, il donne quartier libre aux appelés

convoyeurs pour le déjeuner et chloroforme le conducteur qui se réveillera ligoté dans un camion vide. Cent vingt PM, cinquante-sept fusils, quatre-vingt-quatre revolvers, des grenades, des munitions disparus, c'est un beau bilan ! L'émotion est générale. L'indignation contre cette trahison communiste est encore avivée par une nouvelle désertion : quatre jours plus tard, un sous-lieutenant de réserve, officier d'administration du service de santé, Guerrab, est porté absent à l'hôpital de Blida. Originaire d'une grande famille kabyle chrétienne d'Alger, il a été rédacteur à l'*Alger républicain*.

Les deux déserteurs n'iront pas loin. Ils rejoignent Laban, un instituteur, ancien des Brigades internationales, qui veut implanter un maquis communiste à l'est d'Orléansville, dans le secteur des Beni Boudouane. Idée aberrante que de vouloir défier, dans son fief, le bachaga Boualam, un ancien officier français qui affirmera, jusqu'en 1962, sa volonté de rester français.

À peine arrivé, le commando de Laban réunit les hommes d'un village en se présentant comme faisant partie des combattants de la Libération, et non pas de l'ALN. Il constitue un tribunal du peuple qui condamne à mort quatre « collaborateurs » notoires de l'administration française. Il les exécute avant de se retirer. Très fidèles à leur bachaga, les Beni Boudouane repèrent très facilement les « étrangers », des citadins inaptes à la vie à la campagne. Bien renseignée, une unité française aidée par les harkis (supplétifs armés) de Boulam met fin à ce maquis « rouge ». Maillot et Laban sont tués avec leurs compagnons, sauf deux qui s'échappent, Guerrab et Boualem, secrétaire du syndicat des dockers d'Oran.

Ils finissent par trouver une planque provisoire à Orléansville, grâce au chirurgien de l'hôpital, le docteur Martini, ancien militant du parti communiste français. Bien que jugeant très sévèrement l'improvisation qui a présidé à la création de ce maquis, Martini fait évacuer par sa femme les deux rescapés vers l'Oranais. Un mois plus tard, il est placé en internement administratif dans un petit village des hauts plateaux.

L'armement détourné par Maillot ne l'avait pas accompagné dans le maquis. Selon divers témoignages, il avait été caché dans une cave d'une villa de Fort-de-l'Eau, appartenant au docteur Hadjerès, et, à

Alger, au fond d'une tombe du cimetière du Clos Salembier. Il était destiné aux « combattants de la Libération », l'organisation de combat du PCA. Son chef, Abdel Kader Guerroudj, un instituteur expulsé de Tlemcen pour activité subversive et clandestin à Alger, animait deux types d'action : implantation de maquis, terrorisme urbain. L'opération Maillot-Laban en fut la plus spectaculaire manifestation. Est-elle à l'origine de la négociation entre le FLN et le PCA qui s'ouvre au mois de mai ?

La rencontre a lieu à Alger, en quartier européen, rue Horace Vernet, chez un couple français, les Gautron. Depuis un an, ils hébergent des militants communistes recherchés et aussi des musulmans (Abbane a déjà bénéficié de leur hospitalité). Se réunissent chez eux deux émissaires du PCA dont le docteur Hadjerès, juif autochtone, chef du parti à Alger, et Abbane accompagné de Ben Khedda. Hadjerès propose une alliance PCA-FLN, fort de l'activité des combattants de la Libération. Il ne convainc pas Abbane. Une deuxième réunion se tient en juin, après le spectaculaire échec du maquis « rouge ». Il n'est pas étonnant qu'Abbane y réaffirme que le FLN est le représentant exclusif du mouvement national algérien. Seules sont accueillies les adhésions individuelles.

Un accord est finalement conclu le 1er juillet, intégrant les combattants de la Libération dans l'ALN. C'est probablement au cours de ces négociations que s'ébauche une collaboration FLN-PCA dans un domaine très particulier, celui de la fabrication d'explosifs. Abbane s'est aperçu qu'autour d'Hadjerès s'affairent des chimistes qui peuvent donner des leçons aux personnels très inexpérimentés de Yacef Saadi.

Le PCA peut refuser de se dissoudre, en affirmant dans une lettre du 12 juillet que « nous sommes les seuls à rassembler musulmans, israélites et Européens » ; il ne pèse plus lourd en tant que parti. « Accepter son alliance, réaffirme Abbane, serait nous aliéner la sympathie que nous manifestent certains États occidentaux anticommunistes. »

Pour lutter contre le FLN, le préfet d'Alger dispose des trois divisionnaires chefs des Renseignements généraux (RG), de la Police judiciaire (PJ) et de la Police urbaine, avec un renfort de trois

compagnies de CRS. Quant aux services de la Défense de la sécurité du territoire (DST), ils restent directement rattachés au ministre de l'Intérieur. Il y a là beaucoup de services et une très faible coopération. On connaît la guerre des polices dans la recherche du renseignement. Elle existe à Alger.

Au niveau militaire, Alger appartient à la division militaire d'Alger, vaste territoire qui couvre le tiers de l'Algérie. Dans la ville, même le chef du bureau de garnison, le lieutenant-colonel Marey gère la participation des militaires au maintien de l'ordre, surtout gendarmes mobiles et zouaves. Le 9e régiment des zouaves est traditionnellement basé à Alger. Il est exclusivement composé d'appelés de souche européenne qui sont affectés dans les innombrables états-majors et services de la garnison. Seule sa 4e compagnie, commandée par le capitaine Sirvent, a une activité opérationnelle permanente. Elle est implantée en basse Casbah au palais Klein. Elle est chargée de protéger les trois commissariats qui, à la périphérie de la Casbah, la surveillent et y enquêtent. Mais, la guerre civile FLN-MNA aidant, et les meurtres se multipliant, la Casbah est devenue off limit. Le 27 mai, pour y voir plus clair, zouaves, policiers, gendarmes et CRS la passent au peigne fin. Des centaines de suspects sont parqués dans le stade de Saint-Eugène. Yacef Saadi rigole : « Un fonctionnaire de la préfecture nous avait prévenus ! », et tous les groupes armés ont été évacués.

Chapitre III

Œil pour œil…

U

n coup pour rien. Les attentats continuent. La tension monte encore lorsque Robert Lacoste, cédant à la pression des représentants de la collectivité européenne, ordonne la première exécution de condamnés à mort. Le 19 juin, le couperet de la guillotine tombe sur deux têtes dans la prison Barberousse qui domine la Casbah. Les cris des prisonniers qui accompagnent l'exécution, prolongés par les youyous des femmes de la Casbah, précèdent la riposte annoncée par Abbane : les chefs des groupes de choc du FLN à Alger, Mokhtar Bouchafa et Yacef Saadi reçoivent l'ordre de passer à l'action en tirant sur tout Européen (sauf les femmes, les enfants, les vieillards). C'est « la ronde de justice », comme l'écrit Yacef, que mène par exemple à Bab-el-Oued un commando issu de la rue de Thèbes.

Tout explose alors, tout s'enchaîne, commandos FLN et commandos contre-terroristes en juillet et août. Avant les bombes…

Il est difficile de déterminer l'origine des attentats à cette époque. Pour *l'Écho d'Alger*, toute grenade est musulmane. Mais quand la grenade est lancée dans une épicerie musulmane, l'est-elle par un contre-terroriste ou par un terroriste du FLN voulant châtier un traître ou un commerçant refusant de payer la contribution financière ?

Il y a des attaques des commandos FLN dirigées contre les forces de l'ordre, dont l'objectif est la récupération d'armes. Véhicules isolés

même en pleine ville, postes de police sont attaqués en juillet, ce qui permet de s'emparer de deux mitrailleuses, de pistolets mitrailleurs, de deux fusils après avoir abattu une dizaine de policiers et soldats. Ali la Pointe, trop ambitieux, avec un commando réparti en quatre véhicules, s'attaque au casernement de l'infanterie de l'air à El-Biar. Un des aviateurs de faction réagit très vite et blesse mortellement un des conducteurs. Une course poursuite émeut El-Biar où est abandonné un véhicule avec un cadavre.

Simultanément se multiplient les actions du contre-terrorisme. Il ne naît pas en ce juillet 1956. Depuis longtemps, les ultras de l'Algérie française, regroupés dans un certain nombre d'associations dont certaines sont dissoutes par Robert Lacoste, ont décidé de suppléer aux défaillances du maintien de l'ordre et de répondre œil pour œil…

Certains de leurs commandos, opposés à une action aveugle, sélectionnent les cibles, parmi les hommes et les entreprises appuyant ou finançant le FLN : des imprimeries, les locaux d'*Alger républicain*, les huileries Tamzali, des cars dont les propriétaires sont algériens, tous devenus des objectifs en cet été 1956. D'autres sont plus radicaux, tels les responsables de l'explosion de la rue de Thèbes le 10 août. Ce soir-là, une équipe d'Européens, dont des policiers, pénètre dans la Casbah par la rue de la Gazelle et, par un escalier, débouchent dans la rue de Thèbes. Ils sont chargés d'explosifs qu'ils déposent au hasard : « N'importe où, ça grouille de terroristes. » Ils sont bien renseignés (c'est un commando FLN de la rue de Thèbes qui a arrosé Bab-el-Oued, fin juin).

L'explosion retentit, énorme ; il est minuit. Quatre immeubles s'effondrent. Le FLN décompte soixante-dix morts, la police vingt.

En représailles, Yacef Saadi lance ses commandos dans une chasse à l'Européen. Une trentaine dont dix policiers auraient été tués.

Pendant qu'Européens et musulmans s'entretuent à Alger, l'attention mondiale est soudainement monopolisée par le colonel Nasser, chef (le raïs) de l'Égypte. Le 20 juillet, il annonce la nationalisation du canal de Suez. À ce coup de force, la France et la Grande-Bretagne se mettent en situation de répondre par les armes,

si le recours à l'ONU s'éternise. La conséquence pour l'Algérie est immédiate. Deux divisions vont y être prélevées pour participer à l'opération Amilcar : un saut de parachutistes sur Port-Saïd (l'entrée du canal) suivi d'un débarquement. La 10e division parachutiste (10e DP) est choisie avec la 7e division mécanique rapide (7e DMR). Elle vient d'être créée en Algérie, comme unité de réserve générale à la disposition du commandant en chef. Dès le 7 août, son chef, le général Massu, est orienté vers sa nouvelle mission et ses régiments s'entraînent à Zeralda aux manœuvres de débarquement. On s'affaire à peindre couleur sable (le désert !) tous les véhicules. Bref la 10e DP oublie l'Algérie et prépare Suez. Mais récupérer le canal, n'est-ce pas aussi abattre Nasser, le grand protecteur et soutien de l'insurrection algérienne ?

De ce fait, à Alger, le lieutenant-colonel Marey ne peut espérer recevoir de renforts pour nettoyer la Casbah. À défaut, son bouclage est ordonné. Le 3 septembre, réseaux barbelés, chevaux de frise ferment toutes les rues menant aux quartiers européens, à l'exception de quelques-unes laissées entrouvertes par des chicanes, surveillées par des postes de zouaves et de policiers. Le capitaine Sirvent a transformé sa mission de protection des commissariats quand il a compris que les policiers hésitent de plus en plus à enquêter dans la Casbah. Depuis l'été, il s'y est immergé avec ses hommes. Jean Sirvent, l'homme dont Ferhat Abbas dira qu'il a été « le plus dangereux adversaire du FLN dans la Casbah d'Alger », est un pied-noir né à Alger. Il a 35 ans quand il prend le commandement de la 4e compagnie du 9e régiment de zouaves, à son retour d'Indochine, en août 1956. Aspirant de réserve sorti de l'École de Cherchell en 1943, il a combattu en Corse, à l'île d'Elbe, en France et en Allemagne, à la tête de tirailleurs algériens et de goumiers marocains. Blessé deux fois, il devient officier d'active en 1945. Lors de son premier séjour en Indochine, encore blessé, il commande un goum marocain. Parlant arabe, fort de son expérience du commandement de troupes musulmanes, et Algérois de naissance, il ne découvre ni la population musulmane ni la Casbah. Ses hommes, en revanche, sont des appelés métropolitains, surtout des ruraux originaires des départements du Nord. Ils s'adaptent vite à la mission, déambulent dans la Casbah pour en découvrir les coins et les recoins, discutent avec les commerçants et tenanciers de cafés maures, quand ils ne veillent pas aux chicanes

ou n'assurent pas la protection des perquisitions effectuées par la PJ. Ils sont dotés de talkies-walkies les reliant à leur capitaine qui a organisé un efficace réseau radio depuis le palais Klein, sur le toit duquel il a installé un phare sur pivot qui permet de surveiller les terrasses.

Écrire que Sirvent est admis dans la Casbah serait exagéré. Disons qu'il y est toléré, car « il n'abuse pas du tir en rafale », comme l'écrit le colonel Godard, qui apprécie vivement l'action du capitaine. En fait, Sirvent et ses hommes observent et écoutent. À son PC, sur un grand tableau noir naît un organigramme du FLN dans l'Algérois. Certes, il y a beaucoup de points d'interrogation, de non-identification de nombreux responsables. Mais l'écheveau se constitue.

Toutefois cet organigramme en pointillé qu'élabore Sirvent risque d'être modifié par les décisions du Congrès de la Soummam (20 août), sorte d'états généraux réunissant secrètement en Kabylie, des représentants de la résistance algérienne au colonialisme. Sous l'influence d'Abbane, la tête pensante, le Congrès définit une plate-forme politique articulée autour de trois principes : collégialité, primauté du politique sur le militaire, de l'intérieur sur l'extérieur ; il réorganise l'ALN sur le modèle d'une armée régulière, découpe le territoire en six régions, les wilayas, et une zone autonome, celle d'Alger (ZAA). Il désigne un Conseil national de la révolution algérienne (CNRA) et un comité de coordination et d'exécution, le CCE, de cinq membres : Abbane, Krim Belkacem chargé de la coordination entre les wilayas, Ben Midhi, Ben Khedda et Saad Dahlab. Le CCE, doit siéger à Alger, Ben Midhi et Ben Khedda devenant les chefs militaire et politique de la zone autonome. Le Congrès décide aussi la réorientation du terrorisme urbain en direction des quartiers européens, après l'élimination du MNA.

Il y a longtemps que Yacef Saadi pensait que pistolets et mitraillettes étaient insuffisants pour ameuter l'opinion. Seules des bombes… Mais il est difficile de se procurer des bombes. Il faut les fabriquer. Quand le 6 mai 1956, une petite explosion retentit dans un bureau de l'hôpital Mustapha et que disparaît un externe, Daniel Timsit, la PJ y voit le signe d'une manipulation hasardeuse, d'un apprenti chimiste communiste pour produire de l'explosif. Israélite

autochtone, qui a été élevé dans la Casbah, membre du PCA, Daniel Timsit a reconstitué dans l'illégalité la section des étudiants communistes d'Alger. Celle-ci compte des chimistes et aussi un parent des Tamzali, les propriétaires d'une huilerie célèbre. Il fournit glycérine et acides sulfurique et nitrique, ce qui permet de lancer la fabrication d'explosifs destinés aux maquis. Après l'intempestive explosion, Timsit est envoyé dans un maquis mais préfère revenir à Alger où un accord vient d'intervenir entre le docteur Hadjerès et Abbane. Le FLN soucieux de se procurer des explosifs prête à l'équipe de Timsit une villa à Birkadem où elle pourra, en toute sécurité, continuer ses travaux. Si elle échoue à mettre au point un explosif stable, donc utilisable, elle réussit à produire du fulminate de mercure pour les détonateurs des futures bombes.

Hassiba Ben Bouali assure le transport des explosifs fabriqués, « c'était une jeune lycéenne, se rappelle Timsit, très belle. Elle avait 18 ans, une très grande éducation, très raffinée… habillée à l'européenne mais faisant ses prières. »

Parallèlement Yacef Saadi a voulu disposer d'un laboratoire personnel. En fouillant dans les maquis de l'Algérois, on finit par trouver un étudiant en sciences, utilisé comme infirmier, Taleb Abderrahmane. Il s'installe en pleine Casbah, impasse de la Grenade. À partir de chlorate de potassium dérobé dans une droguerie, il peut fournir un explosif stable expérimenté avec succès, fin août, sur une plage. Yacef Saadi organise une chaîne de fabrication de bombes : le chimiste, le soudeur qui prépare la carcasse métallique, le menuisier qui prépare la caissette de transport, l'électricien-monteur qui installe le dispositif de déclenchement, les transporteurs. À la fin de septembre, Taleb a produit 5 kilos d'explosifs, Timsit a fourni les détonateurs, le monteur a installé des réveils dans trois bombes. Les porteurs sont désignés. Yacef Saadi a choisi trois femmes qui, habillées à l'européenne, peuvent sans se faire remarquer, pénétrer dans des établissements européens.

Tout est prêt pour passer à l'action !

Chapitre IV

L'automne sanglant

L

e 30 septembre 1956 est un dimanche ensoleillé. Au retour des plages, les consommateurs se pressent sur les terrasses des grandes artères d'Alger. À 18 h 30 éclatent simultanément deux explosions, l'une rue Michelet à la Cafétéria, rendez-vous de la jeunesse algéroise, l'autre place Bugeaud au Milk Bar. Au milieu des établissements dévastés gisent morts et blessés tandis que s'enfuient d'autres clients pris de panique. Quatre morts, cinquante-deux blessés dont plusieurs enfants qu'il faudra amputer. « Beau travail, mon garçon ! », dit Yacef Saadi à Taleb Abderrahmane pour le féliciter !

L'enquête révèle que ce sont des femmes européennes qui ont déposé des sacs de plage dans les deux établissements. Si ce sont des Européennes, ce ne peut être que des communistes. C'est la conclusion de tous les journaux d'Alger.

– « Pourquoi les journaux disent-ils que c'est les communistes, s'offusque Taleb.

– Les Français voient des cocos partout ! » lui explique Yacef Saadi, assez satisfait de cette orientation des recherches.

Pourtant il ne s'agit ni d'Européennes, ni de communistes. Les trois jeunes musulmanes que Yacef Saadi a choisies pour déposer les bombes ont fait illusion. Deux sont de milieux aisés, filles de cadi de Tiaret et d'Alger. Elles sont étudiantes en droit. L'une Zohra Drif

passe facilement pour une Européenne élégante dans un pull à côtes sur un pantalon noir lorsqu'elle dépose sa bombe au Milk Bar. L'autre Samia Lakhdari, en robe en toile bleu ciel, peu rassurée, a demandé à sa mère de l'accompagner à la Cafétéria. Quant à la troisième, Djamila Bouhired, elle n'a pas fait d'études supérieures, mais parle couramment le français. Elle est la fille d'un footballeur connu et la nièce d'un actif militant du FLN, Mohammed Bouhired qui habite dans la Casbah. Elle a déposé son engin de mort dans le hall d'Air France, de l'immeuble Mauretania. Mal réglée, la bombe n'a pas explosé et a été retrouvée intacte, ce qui permet de la démonter : « travail artisanal », jugent les spécialistes !

Artisanales ou pas, les deux bombes créent une psychose de guerre. Un arrêté préfectoral prescrit le contrôle de la circulation des voitures, leur fouille éventuelle, la surveillance des entrées des espaces publics, la vérification du contenu des paquets et des sacs.

Si octobre 1956 commence mal, il apporte ensuite aux Algérois quelques raisons d'espérer. À la recherche des ateliers de fabrication de bombes, les policiers débouchent très vite chez un nommé Ben Saddock, propriétaire de plusieurs maisons dont celle de Birkadem où il a hébergé le laboratoire de Timsit. Celui-ci est arrêté par la PJ ainsi que toute son équipe. La nouvelle se répand vite, qui conforte l'opinion que c'est le PCA qui mène l'offensive terroriste. Sus au PCA !

Quatre jours plus tard, l'atelier de montage des bombes que Yacef Saadi a fait installer à El-Biar, villa des Roses, explose à la suite d'une mauvaise manipulation du monteur qui est déchiqueté. Tout sanguinolents, le menuisier et son aide s'échappent en criant aux voisins en émoi : « c'est une bonbonne de gaz… »

Le 16 octobre, la marine française arraisonne au large d'Oran, l'*Athos*, un navire transportant 100 tonnes d'armes achetées par la délégation extérieure du FLN et qui doivent transiter par un dépôt au Maroc avant d'être transférées en Algérie. Le radio de l'*Athos* est un Grec informateur des services secrets français ; il les a prévenus de la nature de la cargaison.

Belle prise !

Mais surtout le 23, les Algérois découvrent dans leur journal une photo extraordinaire : cinq hommes menottés entre des gendarmes à l'aéroport de Maison-Blanche dont l'identité – faut-il en croire ses yeux ? – est donnée : de gauche à droite, Ben Bella, Boudiaf, Aït Ahmed, Lacheraf et Khider, soit quatre des « neuf chefs historiques » de l'insurrection et un accompagnateur, Lacheraf.

Après avoir été reçus par le roi du Maroc à Rabat, ils rejoignaient Tunis par un vol spécial. La chasse française mit fin à leur voyage en détournant l'avion pour l'obliger à atterrir à Maison-Blanche le 22 à 22 heures. Un enthousiasme délirant déferle sur la ville. Les plus optimistes annoncent la fin de l'insurrection puisque son leader, Ben Bella, est désormais prisonnier. Au mess des officiers, le lieutenant Cardel, d'habitude assez pessimiste sur l'issue du conflit, partage la joie générale, la satisfaction d'avoir enfin des chefs qui savent prendre des décisions audacieuses.

C'est à la même époque que, séparément, les cinq membres du CCE rejoignent Alger ; à la fin du mois, Ben Midhi est annoncé dans la Casbah. Il précède Krim Belkacem. Ils sont les deux seuls des « neuf chefs historiques », encore en activité, puisque quatre viennent de rejoindre Bitat en prison et que Didouche et Ben Boulaïd sont morts en opération. Avec Abbane dont le leadership s'est affirmé au Congrès, avec Ben Khedda et Saad Dahlab, les « centralistes » ex-messalistes ralliés au FLN, ils font du CCE un organe collégial de direction, très représentatif du nationalisme algérien au combat.

On peut penser qu'ils ne sont pas accablés par l'arrestation de leurs collègues de la Délégation extérieure, mais plutôt soulagés parce que Ben Bella qui n'avait pas assisté au congrès, en avait violemment contesté les conclusions, dont la primauté de l'intérieur sur l'extérieur.

Ils arrivent à Alger avec l'intention d'exercer leur pleine autorité dans la guerre qu'ils veulent mener depuis et dans Alger. Ben Midhi est désormais le chef militaire de la Zone autonome d'Alger (ZAA) et coiffe Yacef Saadi. On a peine à croire ce dernier lorsqu'il affirme que Ben Midhi s'est installé dans la Casbah comme simple observateur, ne s'immisçant jamais dans la conduite de la guerre : « Je lui rendais compte », veut-il bien concéder.

Larbi Ben Midhi a 33 ans. Il n'est pas kabyle comme Krim et Abbane. Il est né dans le Constantinois, d'une famille maraboutique de notables des hauts plateaux et a commencé des études d'art dramatique. Depuis le 1er novembre 1954, il a la responsabilité de la zone oranaise. Le voici désormais investi du commandement qui doit, pour le FLN, accélérer la marche vers la victoire. A-t-il dit qu'il voulait faire d'Alger « un nouveau Diên Biên Phu pour l'armée française » comme l'affirme *l'Écho d'Alger* ?

Si Ben Midhi a décidé d'habiter dans la Casbah où Yacef Saadi a préparé de nombreuses caches, les autres membres du CCE choisissent de vivre dans les quartiers européens où ils savent disposer de facilités de logement offertes par des amis français. À l'origine de ces amitiés, des rencontres entre chefs scouts catholiques et musulmans, la fréquentation des centres sociaux créés par l'ethnologue Germaine Tillion lorsqu'elle appartenait au cabinet de Jacques Soustelle, ou les foyers d'étudiants. Une association a aussi regroupé des intellectuels européens, comme André Mandouze, professeur à la faculté des lettres d'Alger et le docteur Chaulet avec des musulmans réformistes comme Ben Khedda. Privé de parole par le chahut des étudiants algérois pendant ses cours, Mandouze a quitté Alger en mars 1956, muté à Strasbourg. Les autres constituent désormais un réseau d'aide au FLN. On a déjà vu les époux Gautron faciliter les entretiens PCA-FLN rue Horace Vernet. Dans la même maison habite André Gallice, ancien chef scout, appartenant à la fédération des libéraux. Il a connu Ben Khedda bien avant l'insurrection. Il l'héberge régulièrement en 1956-1957. Krim loge souvent chez Évelyne Lavalette et Abbane chez les Chaulet. Fils d'Alexandre Chaulet, responsable à Alger de la Confédération française des travailleurs chrétiens (CFTC) et ami de Mgr Duval, Paul Chaulet, ancien chef de scouts marins avait, pendant ses études médicales, ouvert un dispensaire pour la population musulmane des hauts d'Alger. Avec son épouse, issue d'une vieille famille algéroise, le docteur Chaulet est celui des Français dits progressistes, qui s'engage le plus résolument aux côtés du FLN. Il a multiplié les actions au profit des insurgés ; il a soigné Si Azzedine, chef fellaga blessé et l'a fait opérer dans une clinique de la ville. Il transporte vers les maquis des militants recherchés. Sa sœur est fiancée à l'un des responsables de la fédération FLN en France.

Le CCE se réunit dans une villa cossue du boulevard du Telemly, appartenant à un musulman. Sa façade, très en retrait de la rue, disparaît derrière les palmiers et la luxuriance des lauriers et des bougainvilliers. C'est là que sont prises les décisions collégiales.

De son côté, Yacef Saadi a renforcé son équipe. Il a fait appel à un intellectuel, Haffaf dit « Houd », pour organiser une méthodique recherche des renseignements et développer un service social au profit des familles des condamnés. La direction du réseau « bombes », totalement indépendant des groupes d'action terroriste, est confiée à Mohamed Attab, pseudo Habib Reda, artiste de l'Opéra d'Alger dont une partie de la troupe et des machinistes passent au FLN.

Yacef Saadi reste fidèle au recrutement féminin. Il garde auprès de lui, Zohra Drif et Hassiba Ben Bouali, la jolie Kabyle blonde de 18 ans dont se souvient Daniel Timsit, qui a fait de solides études secondaires pour être infirmière. Toutes deux après avoir assuré de nombreuses liaisons avec le laboratoire de Birkadem, et, pour Zohra, avoir déposé la bombe du Milk Bar, constituent le secrétariat de Yacef, mais un secrétariat qui rédige ordres et correspondances.

Dans le réseau des porteuses de bombes, Samia Lakhdari très éprouvée par les résultats de sa bombe de la Cafétéria, a déclaré forfait et s'est réfugiée en France. Recrutée par Djamila Bouhired, Djamila Bouazza, employée aux Chèques postaux, ne regimbe pas devant une telle mission. D'autres filles participent aux groupes d'action terroriste. Kheira B. raconte : « Ils m'ont donné deux revolvers à transporter. Je suis partie avec deux “ frères ”, celui qui tue devant moi, celui qui surveille derrière. Près du cinéma El Djamal, le frère m'a abordée avec le mot de passe. Nous avons fait comme des amoureux, appuyés l'un contre l'autre ; je lui ai passé les revolvers dans ses poches. Il a tiré dans un café de messalistes, il a couru vers moi, jeté les revolvers que j'ai ramassés, je suis entrée dans un immeuble, je les ai cachés sur moi et suis ressortie… j'avais peur… »

Il y a aussi les *yaouled* (les gamins). À chaque chicane commandant les entrées dans la Casbah, les zouaves de service s'amusent avec des *yaouled* qui y musardent toujours en piaillant. Ce sont « les oies du Capitole », tout un réseau de gamins qui aboutit à « petit

Omar », 12 ans, l'inséparable neveu de Yacef Saadi et son agent de liaison préféré. Vif et déluré, connaissant les adresses, les caches, il parcourt la Casbah en tous sens, recueille auprès de ses copains les *yaouled* les renseignements qu'il rapporte à son oncle.

Le 1er novembre, deuxième anniversaire de l'insurrection, le lieutenant Cardel est de permanence à son bureau. Il note : « Journée calme, tout le monde est resté chez soi, les militaires par consigne, les Français d'ici par prudence, la majorité des Musulmans par obéissance aux consignes du FLN. Gros déploiements de troupes dans les principaux quartiers, nombreux barrages aux entrées de la ville. Cette nuit à Alger, comme les précédentes : éclairage somptueux, avenues désertes. »

Mais quelle avalanche de nouvelles sensationnelles en quelques jours et quelle résonance à Alger ! Successivement du 1er au 6 novembre :

– début de l'offensive sur Suez. L'aviation alliée bombarde l'Égypte. Enfin… !

– les chars soviétiques écrasent l'insurrection hongroise à Budapest. Honte à eux ! Comment le PCA peut-il affirmer qu'il défend la liberté en Algérie ?

– les parachutistes du colonel Château-Jobert sautent sur Port-Saïd. Hourrah !

– les forces égyptiennes de Port-Saïd capitulent. Victoire !

et le 6, les gouvernements anglais et français ordonnent l'arrêt des hostilités en Égypte, après l'ultimatum des États-Unis et de l'Union soviétique.

Nasser triomphe. Consternation et indignation s'abattent sur Alger. La honte. L'émotion est telle qu'on ne prête qu'une attention distraite aux informations des journaux du 10 novembre : deux petites bombes explosent dans des couloirs d'immeubles ; trois sont découvertes à la gare maritime. Le caïd de Tablat est blessé ; son agresseur, rejoint rue Bab-Azoun, est abattu par une patrouille. Du presque banal…

En revanche, le 13 marque la reprise de l'offensive du type « bombes dans les lieux publics », déposées dans des sacs de plage comme le 30 septembre.

16 h 45 rue Franklin Roosevelt, un autocar a le côté droit déchiqueté par une bombe. Il transportait des enfants sortant de l'école. 17 h 00 bombe dans le Monoprix de Maison-Carrée. 18 h 00 bombe dans la salle d'attente de la gare d'Hussein-Dey. Au total, trente-neuf blessés dont dix enfants, onze femmes dont cinq musulmanes et dix-huit hommes en majorité musulmans. Dix blessés devront être amputés dont trois enfants.

Le lendemain, un nouveau drame est évité de justesse. Un contremaître de l'usine à gaz du Hamma décèle un tic-tac insolite dans le vestiaire d'un ouvrier, Fernand Yveton. Il sonne l'alerte. Yveton est arrêté immédiatement, la bombe désamorcée. C'est un communiste, ami de feu Maillot. Dans sa poche, les policiers trouvent un papier : une deuxième bombe existerait qui devrait exploser à 19 h 30. Ils n'arrachent à Yveton qu'une information : une femme blonde conduit la voiture qui transporte l'engin. Alerte générale dans tout Alger à la recherche d'une conductrice blonde et attente de plus en plus angoissée à l'approche de 19 h 30. Rien ne se passera. On retrouvera la bombe le lendemain matin, abandonnée dans une camionnette. Elle n'avait pas explosé.

L'Écho d'Alger titre, le 16 novembre : « Les monstres démasqués » et commente : « Il ne fait plus de doute que les crimes les plus monstrueux commis à Alger sont signés : parti communiste… Inquiet du désarroi du FLN (après l'*Athos* et l'arraisonnement de l'avion de Ben Bella), le PCA est décidé à prendre la tête du terrorisme et de l'insurrection… »

Et, deux jours plus tard, il informe au conditionnel : « La jeune femme blonde serait Raymonde Peschard, employée à l'EGA (électricité d'Algérie) en absence illégale depuis un mois. » La femme, on le saura plus tard, n'était ni blonde, ni Raymonde Peschard, mais celle-ci devient la femme la plus recherchée d'Algérie.

La Justice ne perdra pas son temps avec Yveton. Dès le 25 novembre, il comparaît devant le TPFA (tribunal permanent des

forces armées) d’Alger. Tout auteur de crime ou délit au profit de l’insurrection échappe à la justice civile et est présenté devant un des trois tribunaux permanents des forces armées d’Alger, Oran et Constantine. Yveton est condamné à mort et sera le premier Européen guillotiné le 12 février 1957.

L’offensive du FLN à Alger ne masque pas la dégradation simultanée de la situation opérationnelle à l’intérieur du pays. Les journaux claironnent des bilans impressionnants : « 400 rebelles tués, 200 capturés en dix jours », peu après « 300 rebelles hors de combat en 48 heures ». A-t-on intérêt, se demande le lieutenant Cardel, à annoncer de tels chiffres qui ne prouvent qu’une chose : l’ALN devient plus forte et mieux armée.

Aussi le ministre de la Défense estime-t-il nécessaire de nommer un nouveau commandant en chef, le général Lorillot ayant fait son temps. C’est le général Salan qui lui succède. Sorti de Saint-Cyr en 1917 dans l’infanterie coloniale, il a passé treize ans en Extrême-Orient, avant 1939 et après 1945. Ce long séjour et son air impénétrable lui ont valu le surnom « le Mandarin ». Il a servi sous le général de Lattre en 1944-1945 et en Indochine où il lui a succédé en réussissant la difficile évacuation de Hoa Binh avant qu’il ne soit trop tard. Ce n’est pas le chef qui enthousiasme les troupes. Mais il sait s’entourer. Le colonel Godard écrira assez justement : « Il n’est pas générateur de lumière, mais il la réfléchit. » Il ne fuit pas les responsabilités.

Il prend ses fonctions à Alger le 1er décembre, c’est aussi la dernière journée des jeux Olympiques de Melbourne, si décevants jusqu’alors pour les athlètes français. Et qui franchit en vainqueur la ligne d’arrivée du marathon ? Alain Mimoun ! L’ancien et fidèle tirailleur algérien, en montant sur la plus haute marche du podium, déclenche *la Marseillaise* et fait hisser sur le plus haut mât le drapeau tricolore. Quel symbole pour une Algérie française !

Mais cette nouvelle réjouissante ne peut longtemps masquer les horreurs de ce décembre 1956 : la bombe qui explose à Bab-el-Oued dans un tramway lorsque descendent les voyageurs ; le raid terroriste, toujours à Bab-el-Oued, avec grenade dans un café, les terroristes fuient en couvrant leur retraite à coup de pistolets, blessant quatre passants avant de s’échapper par un immeuble à

deux issues tandis que quatre « suspects » sont abattus ; deux gardiens de la paix sont tués au Ruisseau par des terroristes qui s'enfuient avec leurs mitraillettes.

Tout l'Algérois s'embrase : onze morts dont deux policiers tués, trente-deux blessés en deux jours. À Boufarik, une grenade explose dans un cinéma, tue un enfant, blesse dix autres spectateurs.

C'est la litanie journalière jusqu'au point d'orgue, l'assassinat du président Froger, ses obsèques et les ratonnades qui les ont accompagnées.

La mort de Froger, c'est le détonateur qui provoque la brutale réaction française alors que le CCE, tout en veillant à la poursuite des attentats, prépare une nouvelle arme : la grève générale.

Deuxième partie

La deuxième bataille d'Alger

Chapitre V

Pleins pouvoirs au général Massu

Parmi les messages du Nouvel An qui s'échangent à Alger, notons celui de Robert Lacoste, affirmatif : « 1957 sera l'année où l'on pourra parler à nouveau de concorde et d'amitié. »

Quant à Mgr Duval, archevêque d'Alger, il souligne des évidences qui ne sont pas partagées par nombre de ses fidèles : « Nombreux sont en Algérie ceux qui voient clairement qu'il ne peut y avoir de paix véritable que dans le respect des droits de tous. Un jour ou l'autre finira par s'imposer cette évidence que l'Algérie ne peut exister que par la cohabitation fraternelle et la collaboration pacifique des communautés spirituelles qui la composent… L'histoire rendra hommage à tous les Algériens de toutes croyances, de toutes conditions qui auront travaillé avec un noble courage pour faire sortir l'Algérie de l'engrenage infernal des représailles et des épreuves de force. La véritable force est le droit… »

La rue répond le même jour par six attentats à la grenade visant des Européens, comme au café des « Boulomanes » à La Redoute, qui font seize blessés. Au tri postal et à l'hôtel Saint-Georges, trois petites bombes éclatent sans faire de victimes. Le 3 janvier, le rythme ne faiblit pas. Une section de zouaves est attaquée, alors qu'elle patrouille le long du chemin Vauban qui, depuis le jardin d'Essai, traverse le quartier populaire du Ruisseau. À l'opposé de la ville, sur les hauteurs à l'ouest de Climat de France, au Beau

Fraisier, quatre « tueurs » successivement sont abattus lors d'une chasse mouvementée. Mais surtout à 18 h 20 une bombe éclate dans le trolleybus reliant Hydra à la Grande Poste. Au milieu de l'affolement, les sauveteurs relèvent un mort et treize blessés dont trois devront être amputés. Parmi ces derniers, le parachutiste Pastre, qui vient de débarquer la veille, avec le 3e RPC, de retour de Chypre. Le lendemain, ses camarades l'enlèvent de l'hôpital civil où il a été transporté d'urgence, pour le « mettre en sécurité » à l'hôpital militaire Maillot. Une centaine d'autres manifestent dans Belcourt, saccagent les cafés maures de la rue Yusuf et se dirigent vers la cité Mahiedinne, cette « Casbah en tôle », comme la décrit la journaliste algéroise, Marie Elbe, un énorme lotissement de baraques qui dévalent la colline. Les CRS interviennent en urgence pour en interdire l'accès aux paras en fureur.

C'est dans cette ambiance qu'Yves Cardel revient à Alger. Il a passé les fêtes du jour de l'An, à Oran, chez un ami ingénieur. L'invitation a été bienvenue pour le changer d'air et lui permettre d'oublier la colère noire qui l'a saisi après les obsèques du président Froger. Oran, quel contraste ! Une ville calme, sans couvre-feu, avec très peu d'attentats. Même constatation à Sidi Bel Abbes où la population européenne se demande : mais que fait la police à Alger ? Comme entre temps, Cardel a appris qu'il était promu capitaine, il rentre à Alger, détendu, rasséréné. Trop brièvement : Alger n'est décidément pas Oran. Cardel commente la situation pour ses parents : « Devant le fossé immense creusé entre Arabes et Français d'Algérie, devant cette atmosphère de haine entre les deux communautés, il faut témoigner que, malgré tous les crimes et attentats, on peut rester de sang froid et continuer à raisonner en homme et à traiter quiconque, y compris son adversaire, en homme. Mais comment le faire admettre à des gamins de 17 ans qui ne connaissent rien de la vie, de ses difficultés, de ses souffrances et qui abattent l'Arabe comme un chien galeux, sûrs de leur impunité, *la Marseillaise* aux lèvres… » « Je rêve, se dit Cardel en se relisant, peut-on rester de sang-froid à Alger ? »

Le gouvernement de Guy Mollet, lui, ne rêve plus. Devant l'urgence, il décide de mettre en œuvre certains des pouvoirs spéciaux rendus possibles par la loi du 12 mars 1956. Il s'agit de transférer, dans le département d'Alger, la responsabilité du maintien de l'ordre à

l'autorité militaire. Comme le général Massu est de retour d'Égypte avec sa division parachutiste c'est lui qui reçoit cette responsabilité.

Le 7 janvier, il est convoqué par le ministre résidant, Robert Lacoste : « Je vais vous confier l'ordre dans le département d'Alger. Vous aurez tous les pouvoirs. Avec votre division, vous allez reprendre tout en main. » Le même jour, un arrêté préfectoral délègue à l'autorité militaire, c'est-à-dire à Massu, tous les pouvoirs de police normalement impartis à l'autorité civile, et il détaille les entorses à la législation qu'autorise la loi des pouvoirs spéciaux.

Massu est désormais détenteur de pouvoirs discrétionnaires, entre autres : contrôler la circulation des personnes et des biens ; instituer des zones réglementées ou interdites ; assigner à résidence, surveillée ou non, toute personne dont l'activité se révèle dangereuse pour la sécurité ou l'ordre public ; réglementer les réunions publiques ; ordonner et autoriser des perquisitions à domicile de jour comme de nuit. Revenons sur l'expression « assigner à résidence ». En vertu de la loi d'urgence et des pouvoirs spéciaux résultant de la loi du 16 mars 1956, assignation à résidence signifie généralement internement dans un camp d'hébergement, un internement administratif.

À quoi s'ajoute la directive du général Salan, commandant supérieur des forces armées en Algérie : « anéantir les groupements militaires rebelles et détruire la structure politique de l'adversaire. »

Massu peut invoquer sainte Mélanie, qui se fête en ce 7 janvier, « Priez pour moi ! », tant les missions qui lui sont confiées lui paraissent écrasantes et combien périlleuses. Mais il est soldat et il obéit.

Quel soldat ? Ayant choisi l'infanterie coloniale à sa sortie de Saint-Cyr, de 1931 à 1941, Massu sert presque tout le temps en Afrique (Maroc, Togo, Tchad). En août 1940, il rejoint la France libre lorsque le gouverneur du Tchad, Félix Éboué, décide le ralliement du territoire à de Gaulle. La carrière du capitaine Massu est alors étroitement liée à celle du général Leclerc qu'il accompagne du Tchad à l'Allemagne, via le Fezzan, la Tunisie, la 2e DB, Paris, Strasbourg et les Alpes bavaroises. Il le suit encore en Indochine en 1945-1946 à la tête du premier groupement français qui réapparaît

en Cochinchine, puis à Hanoi en mars 1946 où il trinque avec Hô Chi Minh, provisoirement ami. Son séjour est bref et Massu ne revient pas en Indochine. Il n'a donc pas l'expérience du combat que l'armée française mène pendant sept ans contre le Viêt-minh et sa guerre révolutionnaire. De retour en Afrique noire, Massu, devenu colonel, commande pendant trois ans, à Niamey, une brigade de l'Afrique occidentale française. Promu général en 1955, à 48 ans, il débarque à Alger pour organiser un groupement d'intervention parachutiste qui devient la 10e division parachutiste (10e DP) à la veille de l'opération de Suez. À Port-Saïd, le 6 décembre 1956, ses colonels lui reprocheront de ne pas avoir foncé sur Suez, dans l'attente d'ordres qui ne viendront pas. Mais Massu est un soldat discipliné. S'il se défie de la politique, il est, compagnon de la Libération, un gaulliste fidèle. Cette grande carcasse, cette tête taillée à la hache, le cheveu en brosse, la moustache hérissée au-dessus d'une bouche qui marmonne, n'appartiennent pas à un intellectuel.

Massu n'est ni orateur ni théoricien, mais un soldat reconnu, simple, peu affecté et qui ne coupe pas les cheveux en quatre. Un ordre est un ordre. La mission que lui confie Robert Lacoste ne le perturbe pas : « … J'offrais des traits de caractère favorables à l'accomplissement d'une mission devant laquelle auraient sans doute rechigné un grand nombre de mes pairs… Qui étais-je ? De contact humain facile, soucieux d'aimer, mais soldat tout prêt à cogner, si je ne pouvais l'éviter ! »

Si Massu reçoit les pleins pouvoirs le 7 janvier, ses régiments sont en cours de réinstallation dans leurs bases arrière de l'Algérois. Mais ceux qui sont encore responsables du maintien de l'ordre dans la ville ne sont pas inactifs, et marquent des points.

Ce jour même, la PJ arrête Abdel Kader Guerroudj, le chef de la filière terroriste communiste. Après la découverte d'une bombe dans le vestiaire d'un ouvrier de l'usine à gaz du Hamma, Yveton, le 14 novembre, l'enquête menée dans les milieux du PCA, débouche à Baïnem, dans la banlieue d'Alger, où réside clandestinement Guerroudj, avec sa femme Jacqueline Netter, et la fille de cette dernière née d'un précédent mariage, Danièle Minne. Guerroudj est bien celui qui a fourni les deux bombes à mettre en œuvre par

Yveton. Quant à la « femme blonde » qui avait transporté les engins et que tous les journaux algérois avaient baptisée Raymonde Peschard, c’était tout simplement Jacqueline Netter et elle n’était pas blonde ! Les policiers bouclent le couple (mais J. Netter chargée d’enfants en bas âge sera mise en liberté provisoire) et ne s’intéressent pas à cette gamine de 17 ans qui vit avec eux. Pouvaient-ils imaginer qu’elle allait prendre la relève ?

Le lendemain, de 3 heures à 12 heures, le lieutenant-colonel Marey dirige une grande fouille de la Casbah. Pour ce faire, il a rassemblé toutes les forces dont il peut disposer : les zouaves et les Sénégalais de la caserne d’Orléans, des unités d’une division stationnée à l’est d’Alger, la 7e DMR, des CRS, gendarmes mobiles et policiers. Le résultat n’est pas à la hauteur des effectifs engagés (plus de 2 000 hommes). Ni bombes ni armes, mais 563 suspects appréhendés et parqués dans un stade pour identification ; parmi eux, on dénombre un petit chef FLN, cinq « tueurs », 15 militants FLN et 45 « futurs rebelles » étrangers à la ville. Cette curieuse dénomination répond à la conviction des enquêteurs qu’un bureau de recrutement de l’ALN a été découvert.

Le bilan est décevant. Or, dans la Casbah, il y avait Ben Midhi et Yacef Saadi, bien à l’abri dans des caches. Soldats et policiers n’avaient pas encore appris à sonder les murs, lors de toute perquisition.

À part ces moments d’alerte, Ben Midhi et Yacef Saadi peuvent se concerter en des lieux plus confortables, même dans la Casbah où subsistent de vieilles demeures patriciennes de l’opulente époque turque. Le 2 janvier 1957, l’une d’entre elles, selon Saadi, a hébergé une réunion du CCE. Elle appartient au bachaga Boutaleb, une personnalité musulmane reconnue, descendant de l’émir Abd El-Kader, qui, depuis plus de vingt ans, multiplie les présidences en Algérie. Quel policier oserait aller perquisitionner chez le bachaga, officier de la Légion d’honneur, qui est en relations suivies avec Lucien Page, le directeur des Affaires politiques près de Robert Lacoste, et qui rencontre régulièrement à Paris des hommes politiques de tout bord ?

Boutaleb n’est pas présent à cette réunion du CCE (il loge le plus souvent dans un confortable appartement d’un quartier européen).

On y discute de la mise au point du grand projet de grève générale qu'il faut déclencher lors de la onzième session de l'Assemblée générale des Nations unies qui doit s'ouvrir à la fin janvier. La question algérienne est, pour la première fois, à l'ordre du jour. La grève générale démontrera à l'opinion internationale la représentativité des délégués que le FLN envoie à l'ONU.

Certes, ceux-ci ne sont pas admis aux réunions de l'Assemblée, mais dans les couloirs de l'ONU, à New York, ils plaideront la cause de l'Algérie indépendante et, assurés de l'appui sans faille du bloc afro-asiatique, essaieront d'obtenir un vote favorable à toute motion reconnaissant le droit du peuple algérien à l'indépendance. La délégation du FLN est très active, menée par deux Algériens qui se révèlent excellents diplomates, Abd el Kader Chanderli et M'Hamed Yazid, fils et frère d'officiers ayant servi ou servant encore dans l'armée française.

Si le principe de la grève générale est admis, le débat porte sur sa durée. Ben Midhi prêche pour huit jours, Krim Belkacem est très réticent. La décision est collégiale : ce sera huit jours.

Quand doit-on l'annoncer ? Vite ou pas trop tôt, afin de ne pas laisser aux Français le temps de s'y préparer ? Faut-il mener des attentats pendant la grève ? Yacef Saadi propose de l'encadrer par des actions spectaculaires, et de suspendre toute action terroriste pendant les huit jours, ce qui est retenu. Dernière question à trancher : que peut-on faire pour le peuple d'Alger réduit au chômage, pendant une semaine ? Le CCE vote un important crédit d'aide sociale que Yacef Saadi devra répartir selon les besoins. Dans une directive, le CCE définit, pour l'information de tous les responsables du FLN et de l'ALN, les buts de la grève :

– montrer de façon décisive l'adhésion totale du peuple algérien au FLN, son unique représentant. Cette démonstration donnera une autorité incontestable à nos délégués à l'ONU ;

– entraîner dans la lutte active de nouvelles couches de la société algérienne ;

– en faire une véritable répétition en vue de la préparation d'une insurrection générale.

Le responsable de l'organisation de la grève à Alger est Taleb Amar, un des chefs de l'Union générale des commerçants algériens (UGCA), créée par le FLN en septembre 1956. Il découpe l'agglomération en cent secteurs, chacun contrôlé par quinze militants, chargés de faire respecter les consignes : rester chez soi, fermeture des boutiques, ville morte, se ravitailler pour huit jours.

Après avoir reçu sa mission de Robert Lacoste, Massu rejoint son PC où l'attend son chef d'état-major, le colonel Godard qui, informé, est catégorique « Ce n'est pas une mission pour nous. Et quelles emmerdes en perspective ! »

Il n'est pas le seul à réagir ainsi. La décision politique de confier à la 10e DP le maintien de l'ordre à Alger n'est pas acceptée initialement par les cadres de la division. Faire la guerre dans le djebel contre les katibas de fellagas (compagnies de 120 hommes), oui, se transformer en policiers, non !

Quand Massu réunit ses commandants de régiment, il se heurte à leurs véhémentes protestations. Brothier : « C'est un métier de flic qu'on nous inflige. » Château-Jobert : « l'armée est la bonne à tout faire, toujours là pour les mauvaises corvées et toujours là pour se faire dénigrer lorsqu'on n'a plus besoin d'elle. » Un autre : « C'est les poubelles lorsque les boueux font la grève ! »

Ce ne sont pas des enfants de chœur que commande Massu, mais des guerriers à très forte personnalité, ayant accumulé l'expérience des combats entre 1939-1945 et en Indochine. Godard, ancien chasseur alpin, fait prisonnier en 1940, a réussi à s'évader à sa troisième tentative, a rejoint les maquis alpins pour reconstituer le 27e BCA (bataillon de chasseurs alpins) après le drame des Glières. Château-Jobert, fait aussi prisonnier en 1940, a pu s'évader aussitôt, rejoindre de Gaulle dès juillet 1940 et devenir le fameux « Conan » des parachutistes SAS (Special Air Service) de la France libre. Il vient de sauter à Port-Saïd à la tête de son régiment, le 2e régiment de parachutistes coloniaux (2e RPC). Que dire du plus jeune, le lieutenant-colonel Bigeard (41 ans) sorti du rang, petit employé de banque mobilisé et dont l'Indochine a révélé les qualités exceptionnelles de chef sur le terrain : « Le crack de sa génération, mais qu'est-ce qu'il me porte sur les nerfs », avouera Massu.

Le général sera parfois débordé par l'autorité et les initiatives de ses chefs de corps, forts de leur expertise de la guerre en Indochine. Château-Jobert, et son second, Fossey-François ne sont-ils pas, comme lui, compagnons de la Libération ? Mais, à leurs récriminations devant la mission, il fait jouer l'obéissance aux ordres. D'ailleurs, la discussion n'est plus permise quand est trouvé, le 13 janvier, sur le cadavre d'un fellaga tué près de Djijelli, un exemplaire de la directive du CCE qui explique ses objectifs.

Donc première urgence : empêcher la grève générale. Deuxième urgence : détruire l'infrastructure terroriste d'Alger, au besoin simultanément. Et agir le plus vite possible, pour sortir de ce bourbier et retrouver l'air pur des djebels et un combat de vrais guerriers.

De quels moyens Massu dispose-t-il ? Il faut noter que son commandement ne s'exerce pas seulement à Alger, mais sur toute la Zone Nord algérois (ZNA) qui comprend plusieurs secteurs comme Blida, Aïn-Taya, Fort-de-l'Eau et Alger-Sahel. Dans un premier temps, Massu porte tout son effort sur Alger-Sahel, c'est-à-dire le Grand Alger et sa banlieue et laisse les commandants de secteur gérer leurs affaires, comme son camarade de promotion, le général de Bollardière à Aïn-Taya.

La 10e DP est donc plaquée sur Alger-Sahel pour quadriller les quartiers à majorité musulmane : le 1er RCP (régiment de chasseurs parachutistes) à Maison-Carrée et la banlieue Est, le 2e RPC (régiment de parachutistes coloniaux) dans les quartiers Sud jusqu'à Hussein-Dey compris, le 1er REP (régiment étranger, composé de légionnaires) à Belcourt, Clos Salembier, La Redoute, le 3e RPC dans les quartiers Nord dont El-Biar, Saint-Eugène, la Casbah. Dans le centre, plus européen, il n'y a pas de renforcement de parachutistes. Gardes mobiles et CRS y veillent, mais les véhicules de la 10e DP (division parachutiste) les sillonnent en permanence. Avec ces quatre régiments, la 10e DP comprend un groupe d'artillerie parachutiste (canons inutiles, mais pas les hommes) et une compagnie du génie parachutiste (60e CGP) dont les sapeurs sont experts en explosifs. Au total, environ 8 000 hommes, chaque régiment pouvant compter en permanence sur 800 combattants (pour un effectif théorique de 1 200).

Outre sa division, Massu dispose des troupes de la garnison d'Alger aux ordres du lieutenant-colonel Marey, grevées de servitudes, dont émergent toujours le capitaine Sirvent et sa compagnie de zouaves. Un groupement de gendarmes mobiles, régulièrement relevés par des escadrons venus de la métropole, et disposant d'un groupe de recherches, renforce le dispositif, ainsi que 8 compagnies de CRS (soit environ 900 hommes), sachant qu'il s'agit d'unités civiles qui respectent les 40 heures de travail hebdomadaire.

Au total, on peut estimer que Massu peut compter en cette mi-janvier, sur 10 000 hommes pour le maintien de l'ordre dont une petite moitié disponible jour et nuit et sept jours sur sept.

On est loin du rapport de force annoncé par un historien algérien, Mohamed Teguia : « 200 fedayins et 5 responsables [ceux du CCE] contre des dizaines de milliers de soldats, policiers, membres de services spéciaux… » Les fedayins sont ceux qui sont volontaires pour sacrifier leur vie, donc à Alger les commandos terroristes. Mais la structure politico-militaire du FLN dans la ville compte beaucoup d'adhérents qui, sans être fedayins, participent à leur action, les aident, les couvrent, les ravitaillent. Enfin, problème majeur pour leur adversaire : les fedayins se dissimulent dans la foule, ce qui décuple leur nocivité avant qu'ils puissent être arrêtés.

Massu dispose donc de moyens importants mais très divers dont il faut assumer la coordination, voire une coopération étroite. Il est prévu qu'une réunion de travail se tiendra chaque jour à la préfecture, rassemblant les commandants d'unités, les commandants des secteurs autres qu'Alger-Sahel et les responsables des services civils qui participent au maintien de l'ordre : les polices judiciaire et urbaine (PJ et PU), les Renseignements généraux (RG) et même la DST qui reste rattachée directement au ministre de l'Intérieur.

La première réunion se tient le 21 janvier présidée par Massu, assisté de Paul Teitgen, le secrétaire général de la préfecture chargé de la police qui gère les policiers comme les camps d'internement. Ce haut fonctionnaire appartient à une famille démocrate-chrétienne illustrée par son père, le bâtonnier, et par son frère, P. H. Teitgen, ancien résistant, un des fondateurs du MRP et plusieurs fois ministre. Lui-même est un ancien déporté, comme son père. Il a été pris en grippe par l'armée pour avoir dénoncé au gouvernement des

projets du général Faure, comploteur aussi invétéré que maladroit ; or c'est lui qui doit veiller à ce que l'armée, dotée des pleins pouvoirs, respecte tout de même un certain nombre de règles de conduite qui sont précisées lors de cette réunion.

Massu demande aux commissaires divisionnaires chefs des RG, PJ et PU et de la DST de détacher des inspecteurs auprès des officiers de renseignement (OR) des régiments pour être utilisés dans leur spécialité et aider les OR dans une tâche qu'ils découvrent. Il propose de les habiller en paras, ce que certains feront.

Teitgen expose alors le mécanisme des assignations à résidence dont il est responsable puisque c'est lui qui les signe. Un bureau central à la préfecture tient les fichiers et rédige les arrêtés d'assignation.

Il existe trois centres de tri et de transit (CTT) où sont envoyés les suspects, deux dirigés par la gendarmerie (Ben Aknoun et Birmandreis), le troisième (Beni Messous) géré par le commissaire Ceccaldi-Reynaud (également responsable du parti socialiste SFIO d'Alger).

Les suspects y attendent la décision prise sur leur sort : ou ils sont remis en liberté, ou ils sont transférés au parquet pour suite judiciaire, ou ils sont assignés à résidence au camp de Paul-Cazelles, c'est-à-dire internés, pour une durée indéterminée dans un camp d'hébergement. Teitgen précise que toute personne appréhendée doit être conduite le soir même au CTT le plus proche. « Impossible, protestent les chefs de corps, car le départ du suspect entrave tout suivi de l'enquête. » Une transaction est adoptée : la garde à vue, chez l'OR, est admise moins d'une semaine, à condition que l'arrestation soit signalée le jour même afin que soit établie, par Teitgen, une assignation provisoire.

Ce mécanisme manque d'huile. Les rivalités entre polices et services de renseignements ne vont pas disparaître pour les beaux yeux de Massu. Mais surtout un grain de sable – un gros grain de sable – l'enrayera souvent. Il existe, près de Massu, une équipe assez clandestine pour ne jamais apparaître dans l'organigramme de la 10e DP. Le général l'évoque rapidement dans un de ses livres : « Je manipulais personnellement une équipe spéciale (deux officiers expérimentés et dix-huit sous-officiers triés sur le volet), chargée en

liaison avec les polices dont les fichiers lui sont ouverts, et avec la Justice, de coordonner, d'épauler, d'exploiter l'action des régiments. Chaque jour, je reçois le responsable de cette équipe qui me rend compte de toutes affaires en cours… Je n'ignore donc rien de son travail… »

Le nom du responsable n'est jamais cité. Sent-il trop le soufre ? Il faut attendre 2001 pour qu'un vieux général se confie à une journaliste du Monde puis publie ses souvenirs *Services spéciaux en Algérie 1955-1957*.

C'est lui, alors commandant Aussaresses, qui a été le chef de cette équipe très spéciale dont l'activité pendant plusieurs mois déréglera le mécanisme laborieusement mis au point par Paul Teitgen. Aussaresses a été choisi personnellement par le général Massu qui avait été informé de la vigueur de son action répressive lors de la grande flambée du 20 août 1955 dans le Nord-Constantinois. Désormais, pendant cinq mois, il dirige la section des basses œuvres de la 10e DP.

C'est un révérend père jésuite qui serait, involontairement, à l'origine de la carrière dans les services spéciaux de Paul Aussaresses, ancien khâgneux bordelais. Mobilisé en 1939, aspirant de réserve, il est admis, en 1941, comme élève officier d'active à l'École de Saint-Maixent, repliée à Aix-en-Provence. Il y est surpris par l'entrée de la Wehrmacht en zone libre en novembre 1942. L'École est fermée. Que faire ? L'aumônier, le R. P. de Lumley, conseille : « Je vais vous dire où est le Devoir. Il s'appelle de Gaulle. Vous n'avez rien à faire ici. Alors vous allez rejoindre de Gaulle en Angleterre. » Aussaresses objecte : « Mon père, et le serment au Maréchal ? – Un serment est sans valeur s'il est prêté, sous la contrainte et, sous la contrainte, le maréchal y est aussi. En Angleterre, vous vous trouverez à la source de cette Résistance qui déjà prend corps en France… » Suivant ce conseil, Aussaresses passe en Espagne, y reste bloqué huit mois avant de rejoindre d'abord l'Afrique du Nord, puis l'Angleterre à la fin de novembre 1943. Affecté au Bureau central de renseignements et d'action (BCRA) gaulliste, il suit l'entraînement très rigoureux que dispensent les Britanniques à tous ceux qui devront être parachutés en territoire occupé (dont toutes les techniques du combat individuel, y compris

apprendre à tuer si nécessaire). Aussaresses n'est parachuté que le 15 août 1944, à la veille du débarquement en Provence, dans un maquis de républicains espagnols en Ariège. Il est une nouvelle fois parachuté, le 15 avril 1945, en Allemagne, entre Américains et Soviétiques, pour prendre contact avec un camp de prisonniers français. Avant d'être affecté en 1948 au 1er RCP qui rejoint l'Indochine, Aussaresses ne quitte pas les services spéciaux de la Direction générale de l'enseignement et de la recherche (DGER [l'ancien BCRA]), et commande pendant un an le 11e bataillon de choc, bras armé mais discret du service Action. Après l'Indochine et un nouveau passage dans les services secrets, le capitaine Aussaresses est affecté en 1955 en Algérie dans une demi-brigade parachutiste où il sert comme OR à Philippeville.

Chapitre VI

La grève générale

Le CCE a fixé la date du déclenchement de la grève générale ; ce sera le 28 janvier. Radio Tunis et des tracts répandus dans la ville l'annoncent à la population. Massu avertit, dès le 13 janvier : « Tous les magasins seront ouverts, au besoin les rideaux forcés et les marchandises ne seront pas en sécurité… »

Pour entretenir la tension, une petite bombe fait des dégâts matériels, sans victimes, dans l'immeuble de Radio Alger, le même jour vers 21 heures. Selon les enquêteurs, la bombe est petite en volume, mais chargée d'un explosif puissant. Les artificiers de Yacef Saadi ont fait des progrès : « Betty », c'est le nom que donne le chef terroriste à ces nouveaux engins, est facilement transportable, puisqu'elle n'est pas plus grande qu'un paquet de Bastos les cigarettes locales, mais son explosif est efficace.

Malgré bombes et attentats, la vie continue, les cinémas et salles de spectacle restent ouverts ; les vedettes françaises n'hésitent pas à franchir la Méditerranée. Jean-Claude Pascal et Blanchette Brunoy sont venus jouer la comédie. Ce dimanche 13 janvier, il pleut à torrent. Cardel choisit d'assister à un spectacle à l'Opéra d'Alger. Amateur de belles voix, il y applaudit Suzanne Lefort, la célèbre contralto de l'Opéra de Paris qui joue en travesti le rôle d'Orphée dans l'opéra de Gluck, mais il se lamente sur la dame trop mûre qui interprète la resplendissante Eurydice jaillie des Enfers…

Trois jours plus tard, le 16 janvier, si la pluie s'est calmée, un

retentissant coup de tonnerre éclate sur la ville : « On a voulu tuer Salan ! Dans son bureau ! … Place d'Isly ! … “ On ” a tiré au bazooka depuis l'immeuble qui lui fait face ! … Des roquettes ! … Il y a un mort ! Un commandant, le chef du cabinet du général ! … » Mais qui ?

Salan qui était chez Robert Lacoste se précipite et, moins impassible que d'habitude, découvre le corps de son collaborateur, le commandant Rodier. Rien ne laissait prévoir un tel attentat. Ben Midhi et Yacef Saadi ne sont pas les moins étonnés, car ils n'y sont pour rien. En découvrant les restes du dispositif de mise à feu du bazooka, les policiers orientent leurs recherches vers des Européens, donc vers les communistes du PCA qui veulent peut-être réagir après l'arrestation de Guerroudj. L'erreur est vite corrigée : ce sont bien des Européens, mais des ultras, membres d'une des organisations de contre terrorisme dissoutes par Lacoste et dont la responsabilité a été démontrée dans l'explosion de la rue de Thèbes dans la Casbah. Pourquoi en veulent-ils à Salan ? Sont-ils commandités ? Au profit de qui ? L'enquête policière reste très discrète dans ses conclusions, laissant le terrain libre aux journalistes d'investigation qui en feront des romans et mettront en cause des gaullistes comme des leaders de l'extrême droite.

Tenus à l'écart de cette enquête, exclusivement policière, Massu et son état-major se consacrent à réunir tous les moyens pour faire échouer la grève. Aussaresses dispose d'un bureau à la préfecture puisqu'il est officiellement chargé des relations avec les policiers. Il y retrouve une connaissance de Philippeville avec qui il a participé à la répression de l'après-20 août 1955, le commissaire Arnassan, des RG. Celui-ci lui confirme l'existence d'un fichier des suspects (responsables supposés, à différents niveaux, du FLN dans l'Algérois). Aussaresses en obtient copie. Les fiches sont alors réparties entre les quatre régiments parachutistes. Au moment voulu, tous les suspects seront arrêtés et envoyés dans les centres de tri et de transit (CTT). C'est l'opération Champagne qui devrait priver le FLN algérois d'une partie de ses cadres, dans la mesure où le fichier des RG est suffisamment fiable. Elle est lancée dans la nuit du 25 au 26 janvier, pendant le week-end qui précède le déclenchement de la grève. Les équipes des quatre régiments perquisitionnent à la recherche des suspects, immédiatement

rassemblés dans le CTT ouvert à l'école des Transmissions de Ben Aknoun. Ils sont plusieurs centaines à attendre, angoissés, le sort qui leur sera réservé.

Cet énorme remue-ménage n'empêche pas à Yacef Saadi de tenir la promesse faite au CCE : encadrer la grève par de spectaculaires attentats. Samedi 26, entre 17 h 25 et 17 h 30, trois bombes éclatent successivement dans trois établissements du centre d'Alger, très fréquentés par les Européens, l'Otomatic, un bar où se retrouvent les étudiants, la Cafétéria qui lui fait face rue Michelet, et à quelques centaines de mètres, au coin de la rue Monge, le Coq hardi. À l'Otomatic, la bombe a été déposée dans les toilettes, seule une jeune fille qui en sortait est grièvement blessée. Mais à la Cafétéria comme au Coq hardi (où la terrasse vitrée a éclaté), les victimes sont nombreuses : cinq morts et trente-sept blessés dont vingt et une femmes.

Dès l'explosion, les musulmans présents dans la rue s'affolent, s'enfuient. L'un est lynché par la foule, un autre abattu par une patrouille « qui croit bien faire », c'est-à-dire abattre un des auteurs des attentats. Elle se trompe. Ce sont des femmes, une fois de plus, qui ont déposé les engins meurtriers, probablement des musulmanes habillées à l'européenne. On les identifiera peu à peu ; elles sont trois musulmanes dont Djamila Bouazza, qui avait été recrutée en novembre par Djamila Bouhired. C'est elle qui oublia son paquet sur une table du Coq hardi ; un consommateur se souviendra d'une « Européenne aux cheveux filasses ». Après son arrestation, elle raconta qu'effectivement, elle s'était fait teindre en blond, ce qui avait horrifié sa mère qui lui trouvait mauvais genre ! Mais à ce trio de jeunes musulmanes s'était jointe une Européenne, la toute jeune belle-fille de Guerroudj, Danièle Minne qui prenait ainsi le relais de ses parents arrêtés.

Comme le note *la Dépêche quotidienne*, les attentats de la rue Michelet ne sont pas les seuls de ce week-end sanglant. Notamment deux bombes éclatent à Bab-el-Oued, mais ne provoquent que de légères blessures ; l'une a été repérée devant un magasin grâce à la vigilance d'un agent de police. Il la jette dans le plus proche terrain vague ; elle explose en tombant ; il est atteint par quelques éclats, sans gravité.

Le soir même, Massu décide que sacs et paquets devront désormais être fouillés à l’entrée de toutes boutiques, magasins, cafés, cinémas et salles de spectacle. Et le stationnement bilatéral devient interdit.

En ce dimanche 27 janvier, veille de l’affrontement, tous les militaires sont consignés : « Dommage, note Cardel, il fait si beau. » Le soleil est revenu sur Alger, un soleil printanier qui redonne des couleurs à la ville, qui reblanchit la Casbah si grise, si délavée sous la pluie et les nuages bas. Ce soleil, indifférent aux évènements, préside à la grève générale.

Et « générale », elle l’est. De bon matin, il est facile de se rendre compte que l’ordre du FLN est respecté. La Casbah ne bouge pas, les lève-tôt par obligation de service, conducteurs de bus ou de tramways, cheminots n’ont pas rejoint leurs postes. Aucun magasin tenu par des musulmans ne lève ses volets. Les fonctionnaires restent à la maison comme les enfants des écoles. Sur le port, au centre d’embauche des dockers, toujours débordé par les chômeurs, personne. Le mot d’ordre de grève est suivi par la très grande majorité de la population (90 %).

Le FLN peut crier victoire… Trop vite car il a mésestimé l’organisation de la riposte. En racontant cette journée, Yacef Saadi met l’accent sur le spectaculaire : les hélicoptères survolant la Casbah avec des paras, jambes pendantes, mégaphone à la bouche, hurlant des slogans et des menaces au cas où les travailleurs persisteraient à rester cloîtrés chez eux ; dans les rues, les personnels de l’action psychologique en jeep, encourageant au porte voix à la reprise du travail ; le va-et-vient des camions… Certes, mais il y a derrière, une préparation méthodique de la manière de remettre tout le monde au travail. Il fallait connaître l’adresse des personnels des services d’intérêt général, comme les transports en commun, afin de pouvoir aller les requérir à leur domicile. Chaque unité se voit ainsi chargée d’un service à remettre « au boulot ». Il fallait disposer d’un riche parc de véhicules pour faire face à toutes les missions : suppléer à la carence des transports en commun urbains tant qu’ils n’ont pas repris leur activité ; ramener les travailleurs à leur lieu de travail ; procéder au ramassage scolaire ; évacuer vers les CTT les récalcitrants. Outre les véhicules de la 10e DP, Massu dispose de deux compagnies de transport en renfort.

De bon matin, le ballet des véhicules commence. Au domicile, le requis proteste, pas longtemps, il a désormais une bonne excuse : « Je cède à la force. »

Quant aux magasins fermés, la majorité, sauf ceux des Mozabites toujours réfractaires à toute consigne qu'elle soit du FLN ou des messalistes, il y a une manière progressive de les faire ouvrir : d'abord tambouriner violemment contre le rideau de fer ; en cas de non-réponse, crocheter la serrure si l'unité dispose dans ses rangs d'un serrurier ou d'un apprenti monte-en-l'air ; sinon la manière forte, sous la traction du treuil du GMC, du 4 x 4 ou du half-track, le rideau ne résiste pas et la boutique reste béante, ses marchandises à portée de main. Massu avait prévenu : « Tant pis pour vous. » Comme beaucoup de boutiquiers n'habitent pas sur place, leurs échoppes abandonnées deviennent la proie de pillards qui ne sont pas seulement musulmans. *L'Écho d'Alger* avoue « d'inexcusables scènes de pillage ». Et le curé de Bab-el-Oued, l'abbé Scotto invite, en chaire, ses paroissiens qui n'ont pas résisté à la tentation, à restituer leurs larcins aux propriétaires. Averti, Massu décide de protéger les magasins ouverts, de faire arrêter tous les pillards et de les envoyer au tribunal en comparution immédiate.

Les transitaires du port réclament de la main-d'œuvre pour charger et décharger les bateaux en transit à Alger. Des disponibles, des oisifs, on en a dans le camp de tri de Ben Aknoun ! La compagnie du génie reçoit l'ordre d'en récupérer une centaine, quels qu'ils soient, pour les confier aux transitaires qui en font des dockers occasionnels. Partis furieux, et certains scandalisés par l'emploi qu'on leur impose, ils reviennent le soir quelque peu apaisés, parce que les transitaires, satisfaits, ont tenu à leur payer leurs heures de travail.

Il y a aussi les enfants musulmans. Ils sont en grève depuis octobre. Comment les faire sortir de chez eux pour leur parler et les aider à reprendre le chemin de l'école ? Le lieutenant-colonel Marey a convoqué la musique militaire de la garnison. Elle défile en colonne par un, depuis l'archevêché, jusqu'au marché Randon et la place Fromentin, au son de marches militaires entraînantes, s'arrête pour donner des aubades, repart, toujours suivie d'une section de zouaves qui distribuent les bonbons aux « moutchachous ». Marey,

au bigophone, leur conseille : « Retournez à l'école ; demain on passera vous prendre ! » Ce ne sont que de petites astuces mais qui détendent l'atmosphère. D'ailleurs cette grève scolaire imposée par le FLN dure depuis trop longtemps : des familles s'en inquiètent. Une directrice d'école, escortée de parachutistes, fait la tournée des familles de ses écoliers. À peine a-t-elle frappé à une porte qu'une fatma jaillit, vociférante, tous ongles dehors, qui lui murmure « l'enfant est prêt, mais laisse moi crier pour les voisins » et reprend ses lamentations devant le rapt de son enfant.

Le capitaine Cardel a noté ce soir-là : « La ville a été morte. Je suis beaucoup plus sensible aux manifestations silencieuses d'unanimité qu'aux sanglantes bagarres. Il n'y avait pas un musulman dehors dans Alger… Dans l'après-midi, nous avons récupéré nos plantons arabes qui ont pensé sans doute que l'honneur était sauf quand un lieutenant de chez nous escorté d'un sous-officier est venu les quérir. Mais dans un grand garage voisin, le patron a fait chercher ses ouvriers par la Légion. Une fois à l'atelier, ils n'ont pas repris le travail et se sont entassés au vestiaire, sans bouger. »

Le deuxième jour de la grève, la pression des paras est de plus en plus forte, en particulier dans la Casbah dont 80 % des habitants ont repris le travail. Les grévistes les plus endurcis sont les fonctionnaires des PTT et les cheminots alors qu'une reprise sensible est notée chez les dockers et les traminots.

Le troisième jour, Yacef Saadi fera le bilan de cette grève : « Au troisième jour de grève, nous n'étions plus que des fugitifs. L'initiative qui nous avait permis de tenir tête au corps expéditionnaire, la grève de huit jours l'avait réduite quasiment à néant… »

De sa résidence surveillée en France, Messali Hadj avait averti : « C'est stupide de vouloir faire une grève de huit jours ; encore plus stupide de l'annoncer si longtemps à l'avance. » Une grève de 24 heures aurait été un incontestable succès pour le FLN, car pendant 24 heures à Alger, il fut obéi. Au bout de six jours tout le monde avait oublié qu'on était en grève. Le septième jour, dimanche 3 février, des milliers d'Algérois se retrouvent à l'hippodrome du Caroubier où se court le Grand Prix. Le lundi, les journaux sortent avec d'énormes manchettes : « Sensationnel exploit, le SCUEB

élimine Reims en Coupe de France ». Quoi, le Sporting Club Union d'El-Biar élimine le glorieux Football Club de Reims, en 1/16e de finale ? « Ma parole… C'est pas vrai ! »

Le soir, un accueil triomphal est réservé aux vainqueurs de Reims. Un petit article, moins accrocheur, informe qu'au cours d'une perquisition dans la Casbah, vingt tueurs ont été capturés et quarante-trois pistolets saisis.

Chapitre VII

La fin et les moyens

C

e n'était qu'une étape de l'action dans l'ombre des unités parachutistes. En fait, l'échec de la grève générale n'est pas imputable au ballet des véhicules sillonnant Alger pour remettre chacun au travail, ni aux bonbons de Marey. Il est patent dès la mise en place des régiments paras à la mi-janvier. Les commandos de combattants aguerris que l'ALN avait placés à la périphérie de l'agglomération sont repartis précipitamment dans leurs maquis. Le poids des unités quadrillant Alger a rompu immédiatement la toile d'araignée des cent comités de quartier organisés par Taleb Amar. Dès le 19 janvier, le CCE constate qu'il commande « un bateau en perdition ».

Les rafles ont commencé à désorganiser les structures politico-militaires du FLN dans Alger ; l'action des officiers de renseignement, les OR, a accéléré le processus. Elle est variable selon les régiments. Le militant du FLN identifie vite son adversaire – et son efficacité – à la couleur de son béret. L'uniforme, dans l'armée française, défie l'uniformité. Les régiments paras ont adopté une tenue qui les distingue du *vulgum pecus* : la tenue léopard, mouchetée comme la peau du carnassier du même nom. Puis chaque régiment para se distingue par la couleur de son béret : vert pour le 1er REP (la Légion), bleu pour les chasseurs parachutistes (RCP), rouge pour les paras coloniaux (RPC). Mais le 3e RPC de Bigeard, pour se distinguer parce que « Bigeard c'est Bigeard », a troqué le béret rouge contre une casquette à longue visière, ce qui donne à ses soldats des « têtes de lézard », surnom qui leur sera

parfois donné.

Bigeard – « Bruno » pour ses officiers (c'est son indicatif radio) – n'est pas l'homme des longs cas de conscience.

À son arrivée à Alger, il a froidement analysé la situation. Résumons son argumentation : « Si nous sommes incapables de régler leur sort à une poignée de tueurs, c'est parce que nous leur opposons des formules du temps de paix, des lourdeurs administratives qui ne sont plus de saison. C'est une action de guerre que nous devons mener contre un adversaire qui agit en surface, mais aussi – et surtout ici à Alger – en profondeur avec des méthodes révolutionnaires et des réseaux clandestins. Pour le vaincre, pas de moyens classiques, il faut agir comme lui, lui faire comprendre qu'on est prêt à tout pour l'éliminer, quitte à en venir dans un dernier stade à des interrogatoires de choc. » L'euphémisme est évocateur.

Ceci dit, Bigeard accepte difficilement ce « combat de merde et de sang ». Il a déjà été deux fois blessé en Algérie, à la loyale dans un combat dans les Nementchas, par derrière par des terroristes alors qu'il faisait son footing journalier ; mais avant d'être transporté à l'hôpital il a recommandé à ses hommes : « surtout pas de représailles. » S'il agit à Alger, c'est parce qu'il en a reçu l'ordre, mais le plus vite possible « avec souplesse, imagination, initiative et dynamisme intelligent et efficace ».

L'autre parachutiste colonial, mais lui, resté fidèle au béret rouge, le lieutenant-colonel Château-Jobert, commandant le 2e RPC, se pose, quant à lui, beaucoup de questions sur le choix des moyens. Le vainqueur de Port-Saïd, ce petit homme râblé, portant collier et bouc noirs, ce « moine-soldat » comme le dépeint le colonel Godard, envisage avec anxiété ce combat qui va déboucher sur la torture. « Faut-il faire souffrir des hommes pour les obliger à parler afin de sauver des civils innocents ?… Aucune réponse ne me paraît suffisante… On ne peut pas moralement se permettre n'importe quoi. La fin ne justifie pas l'emploi de n'importe quel moyen dans n'importe quelle condition… La torture, est-ce seulement infliger une douleur ? Une piqûre au Penthotal, une menace de mort ne font pas mal physiquement. Sont-ils licites ? … »

Château-Jobert termine ses interrogations, en affirmant que quiconque ne peut décider du choix des moyens : « C'est la prérogative du seul chef responsable, de celui qui décide de lancer des régiments dans les opérations policières anti-terroristes. » Cet ordre explicite d'employer tous les moyens, les commandants de régiment pourront l'attendre longtemps. Toutefois l'attente sera brève pour Château-Jobert car il arrivait au terme de son temps de commandement : « Je m'en réjouissais et échappais à cette mission désagréable. » Le 12 février 1957, son second, le lieutenant-colonel Fossey-François lui succède à la tête du 2e RPC.

Dans chaque régiment, l'OR est au cœur de la recherche du renseignement. Il la dirige en vue d'identifier les responsables à tous les niveaux de l'infrastructure clandestine du FLN, ses groupes armés, ses réseaux « bombes » et tous ceux qui peuvent lui apporter appui et aide, comme les collecteurs de fonds ou les bailleurs d'appartements pour loger les clandestins recherchés. L'interrogatoire doit être mené par l'OR, ou ses adjoints, officiers d'active. Quand les enquêtes se multiplient, Massu décide, pour soulager les OR, que les commandants de compagnie doivent se considérer comme des OR dans leur sous-secteur et faire parler la population.

Dans la pratique, le maintien en garde à vue d'un suspect au PC de l'OR, théoriquement vingt-quatre heures, toléré jusqu'à six jours, est souvent dépassé. L'OR souhaite conserver le suspect qui refuse de parler pour l'y contraindre, ou parfois le suspect qui a parlé et qui peut permettre d'en confondre d'autres. L'interrogatoire est une question d'intelligence, de finesse déductive, de mémoire, donc de patience. Est-ce compatible avec l'urgence de tirer les fils qui mènent aux poseurs de bombes et, surtout, au donneur d'ordres. Beaucoup ne le pensent pas, qui, en recourant à la violence physique, espèrent abréger les délais.

Il y a des gradations dans l'emploi de la violence : après les menaces verbales (si tu ne parles pas, ce sera la mort ; si tu parles, tu échapperas à une lourde condamnation), ce sont les gifles, les coups multiples, la torture par l'électricité (le passage à la gégène, c'est-à-dire l'application à différentes parties du corps d'électrodes reliés à une génératrice), par l'eau (la tête plongée dans la baignoire ou

l'eau versée par entonnoir jusqu'à suffocation), voire parfois une piqûre de Penthotal, tout pour tenter d'avoir raison des plus résistants que l'on soupçonne d'être détenteurs d'informations indispensables à la poursuite de l'enquête. Ce peut être aussi parfois des innocents ramassés comme suspects et qui ne peuvent rien dire parce qu'ils n'ont rien à dire.

Au démarrage des enquêtes menées par les paras, il existe au palais Klein en basse Casbah, l'organigramme de la rébellion à Alger qu'a commencé à dresser le capitaine Sirvent, le permanent de cette bataille. Il y a beaucoup de vides dans les identifications, mais l'écheveau qui mène à Yacef Saadi existe. Il faut tirer les fils. Et ce sera d'abord à partir de cette foule raflée lors de l'opération Champagne. On vérifie les identités, on pose des questions, on ramène l'individu à son domicile, s'il est douteux, et on perquisitionne, par exemple chez un nommé Hamened. On trouve chez lui des tracts FLN et, comme il est serrurier, on visite son atelier ; on y découvre des plans qui pourraient être des plans de fabrication de carcasses de bombes. On l'arrête ; trois jours plus tard, Hamened commence à donner des noms et même l'adresse où étaient fabriquées les bombes, 5, impasse de la Grenade chez Mustapha Bouhired. C'est là effectivement que Yacef Saadi a établi l'étudiant chimiste Taleb Abderrahmane, après l'explosion de la villa des Roses. La fouille immédiate ne donne rien.

Bouhired a disparu et le laboratoire a été déménagé précipitamment dès que Yacef Saadi a appris l'arrestation d'Hamened.

L'ancien garçon boulanger, devenu le chef incontesté du terrorisme à Alger, a des réflexes rapides et ne se laisse pas décourager par l'échec de la grève générale ni par l'éclatement de nombreux de ses réseaux.

Pour montrer qu'il existe, et comme ses dépôts de bombes sont encore intacts, il imagine une opération spectaculaire et très meurtrière : des bombes lors de compétitions sportives ! Et où y aura-t-il des milliers d'Algérois, sinon dimanche au stade d'El-Biar, où le Sporting Club Union d'El-Biar, le vainqueur de Reims, rencontre son rival algérois, le Racing universitaire d'Alger ?

Pour faire bonne mesure, Yacef Saadi décide de faire placer une

autre bombe au stade municipal où le Gallia rencontre, à la même heure, l'équipe de Guyotville. L'opération est très rapidement montée par Ali la Pointe le samedi 9 février. Deux membres des groupes armés, Touati Saïd, marchand de légumes (29 ans) et Rhadi Hamid, marchand de balais (22 ans) doivent constituer les deux équipes des stades. À El-Biar où deux bombes sont prévues, il faudra deux hommes et une fille qui transportera deux Bettys accrochées sous ses aisselles. Pour le stade municipal, un couple suffira. Les deux filles choisies sont des mineures, Baya Hocine (17 ans) et Djouer Akroure (18 ans). Les couples une fois constitués s'engouffrent dans des taxis, place du Gouvernement (appelé plus communément place du « Cheval »), en direction des stades. Sur le dernier gradin d'une tribune du stade d'El-Biar, Baya Hocine glisse discrètement une Betty dans une poche de la veste en tweed de son « amoureux » Mohand Belhamine, mais est obligée de se débarrasser de sa deuxième bombe dans un tas de détritus parce que l'autre garçon, affolé, s'est enfui. Il fait très beau, en ce mois de février, déjà chaud. Belhamine enlève sa veste, la plie soigneusement en quatre, et la dépose à sa place et s'en va. À 16 h 35 c'est l'explosion, la panique dans les tribunes. À 16 h 40 la même scène bouleverse le stade municipal, les mêmes cris d'épouvante, puis de haine « À mort, les melons ! » mêlés aux hurlements des sirènes des ambulances qui tentent de se frayer un passage. Au total, 10 morts et trente-huit blessés. Les urgences de l'hôpital Mustapha sont débordées et l'hôpital militaire Maillot accueille des blessés.

Rapidement sur les lieux, la PJ fouille l'excavation créée par la Betty d'El-Biar et recueille un lambeau de tissu. Un des blessés, un gamin de 12 ans, reconnaît le tweed de la veste sur laquelle il s'était assis par mégarde avant d'aller s'asseoir un peu plus loin. C'est un point de départ pour une enquête que va mener tambour battant le commissaire Gévaudan.

Les bombes des stades sont un affront pour le 3e RPC dont l'enquête sur la filière du réseau « bombes » s'est interrompue 5, impasse de la Grenade. Inutile de dire que les interrogatoires ont dû se durcir. Subitement des informations arrachées mènent à un, puis trois dépôts de bombes, tous dans des quartiers à majorité européenne. Une nouvelle information confirme la présence de bombes au 5,

impasse de la Grenade. Cette fois les murs sont sondés. L'un sonne le creux : il dissimule vingt-six bombes. L'identité du maçon susceptible d'avoir fait toutes ses caches est connue depuis le début de l'enquête ; il est enfin retrouvé le 17 février. Il avoue être l'auteur de la cache chez Bouhired, mais révèle qu'il en a fait une autre, 5, impasse Kléber, chez le bachaga Boutaleb. On y trouve derrière une cloison une petite pièce qui peut accueillir un clandestin et neuf bombes. Grosse émotion au niveau de Robert Lacoste et de ses collaborateurs Lucien Paye et le colonel Schoen, interlocuteurs du bachaga ; ils ne méconnaissent pas l'utilité de certains de ses contacts, sans probablement savoir qu'il a hébergé Ben Midhi et Yacef Saadi au début de l'année. Mais de là à détenir des bombes !… Bigeard n'a aucune hésitation : il faut le trouver et l'arrêter. C'est fait le 19 février, même si le bachaga jure ses grands dieux qu'il ignorait l'existence de bombes à son domicile.

Bigeard publie alors son bilan. Du 28 janvier au 19 février, son régiment a récupéré 87 bombes de 1 kilo et plus, 70 kilos d'explosifs, plus de 5 000 détonateurs au fulminate de mercure, 300 détonateurs électriques, des allumeurs chimiques à retard, tout un tas de petits matériels et des armes diverses. Massu admire, les journalistes se pendent aux basques du grand chef. Décidément, Bigeard c'est Bigeard !

Simultanément le commissaire Gévaudan a bouclé son enquête ; le morceau de tweed portait un numéro de teinturerie. Ce sésame mène à Belhamine, le porteur de la veste, puis à tous les autres de la bande des stades, soit cinq hommes et deux jeunes filles arrêtés. La PJ sait travailler vite et bien. La reconstitution a lieu quatre jours plus tard, au stade d'El-Biar. On y voit Baya Hocine, petit visage de fouine mangé par de grosses lunettes, répéter ses gestes sans la moindre émotion et on entend un des garçons redire : « Ils n'applaudiront pas longtemps ! »

Chapitre VIII

L'arrestation de Ben Midhi

Trouver les bombes et leurs porteurs, c'est bien. C'est même la première fois que les auteurs d'attentats si meurtriers sont arrêtés, et vite. Car les porteuses de bombes du 30 septembre comme celles du 26 janvier courent toujours, dont la « fameuse » Raymonde Peschard, créditée – à tort – d'une des bombes du 30 septembre.

Trouver les bombes, oui, mais les chefs ? Et surtout les cinq membres du CCE dont les paras comme les policiers connaissent la présence à Alger. Faulques, l'OR du 1er REP, est persuadé qu'ils sont tous hébergés par des Européens, ce qui est vrai, sauf pour Ben Midhi qui a vécu le plus souvent dans la Casbah, près de Yacef Saadi. Alors, tous les limiers sont à la recherche de Krim Belkacem, Abbane Ramdane, Saad Dahlab, Ben Midhi et Ben Khedda.

Ce dernier de taille moyenne, mince, le cheveu court passe très facilement pour un Européen. Il a rasé sa moustache et ne porte plus ses lunettes fumées mais un chapeau à vaste bord, abaissé sur les yeux. Il bénéficie régulièrement de l'hospitalité de ses amis Gautron, rue Horace Vernet qui débouche dans la rue Michelet, donc en plein centre d'Alger. Est-ce là qu'il a élaboré une réforme de l'impôt que le FLN réclame à la population ? Responsable politico-financier de la Zone autonome d'Alger, Ben Khedda ne voulait plus du système aléatoire d'impositions infligé à la population musulmane et accepté de gré ou de force ; il essaya de le rendre plus conforme aux revenus. Comment y parvenir ? En faisant

pirater par un militant qui travaillait au bureau des Contributions directes, la liste des imposables avec le montant des taxes perçues.

Mais en cette fin février, il ne s'agit plus d'assiette de contributions, mais d'éviter l'arrestation. Les cinq du CCE changent de domicile chaque soir. Les époux Gautron sont arrêtés. Le 24 février, le CCE se réunit – ce sera la dernière fois – dans la belle villa du boulevard du Telemly que leur a prêtée Rachid Amara. Ne pouvant plus diriger la révolution algérienne telle qu'Abbane l'a définie, ils décident de quitter Alger et de rejoindre Tunis. Ainsi ceux qui avaient prôné, au congrès de la Soummam, la prééminence de l'intérieur sur l'extérieur font l'aveu qu'il est impossible de diriger depuis Alger le mouvement national algérien. Krim et Ben Khedda rejoindront la Tunisie par l'est, les deux autres par l'ouest et le Maroc. Averti, Yacef Saadi essaye de retenir Ben Midhi auquel il s'est attaché pendant ces quelques mois. En vain. La décision de départ est collégiale. Ben Midhi n'ira pas loin. Le départ de ses quatre collègues est mouvementé ; le docteur Chaulet devait, une fois de plus, être le conducteur qui exfiltre les menacés. Il est arrêté par la DST le 25 février, non pas pour ses activités au profit du FLN, mais sur commission rogatoire d'un juge d'instruction parisien, pour des articles parus dans un journal tunisien. Sa femme prend le volant et sauve Krim et Abbane en les conduisant près de Blida où ils retrouveront Ben Khedda et Saab Dahlab, pris en charge par le chef de la wilaya IV, en attendant leur transfert vers l'extérieur.

Ben Midhi ne les a pas suivis. Il a été arrêté juste avant leur départ, le 25 février. Après plusieurs arrestations dont celle de Chergui Brahim, dit « Hamida », responsable des liaisons avec le CCE, le 3e RPC a obtenu deux adresses : boulevard Saint-Saëns où il loupe Ben Khedda qui s'est envolé et rue Claude Debussy où il a découvert Ben Midhi. Celui-ci est immédiatement conduit au PC de Bigeard qui « se le garde »… La presse ne sera informée que le 28 février dans la soirée et n'en diffusera la nouvelle que le 1er mars.

L'arrestation de Ben Midhi, c'est le triomphe de Bigeard. Pourtant pendant quelques jours, celui-ci respecte le silence-radio et n'affiche pas sa victoire. Il y a là une parenthèse assez exceptionnelle dans la bataille d'Alger. La présence de Ben Midhi au PC du 3e RPC n'est pas cachée parce qu'on essaye de lui faire cracher ce qu'il ne veut

pas dire. Non, il n’est pas torturé. Il demeure discrètement chez les paras parce que Bigeard est curieux de connaître cet homme, un des « neuf chefs historiques » de l’insurrection et son adversaire à Alger.

On ne connaît de ces entretiens prolongés que ce que veut bien en dire Bigeard dans ses livres. Il donne l’impression d’avoir reconnu en Ben Midhi, un chef – non « un chef de tueurs », comme l’appellent les journalistes – mais un chef animé d’une passion sincère pour l’idéal qui le fait combattre. Le dialogue peut s’ouvrir, de chef à chef. Au début Bigeard a proposé à Ben Midhi de lui enlever les menottes contre la promesse de ne pas s’échapper : « J’en profiterai à la première occasion », lui fut-il répondu. Cette honnêteté a séduit Bigeard : « D’emblée le courant est passé entre nous. » Ils ont parlé longuement, chacun essayant de justifier son combat et le recours obligé à des moyens que chacun utilise sans joie, les attentats aveugles chez Ben Midhi, la torture chez Bigeard. Celui-ci décrit son interlocuteur comme « un véritable fauve en pleine possession de ses moyens… un pur guerrier révolutionnaire, ascète, prêt à tout sacrifier à son idéal ». Quarante-six ans plus tard, Bigeard écrira encore : « Il va devenir mon ami auquel je voue une estime qui ne s’est pas estompée avec le temps. »

Le capitaine Allaire, l’OR du 3e RPC, a aussi conversé avec Ben Midhi pendant ces quelques jours. Il a gardé le souvenir « d’un seigneur, impressionnant de calme, un être hors norme à qui il a fait rendre les honneurs au moment où il quittait le PC du régiment ».

Ben Midhi est présenté à la presse le 1er mars avec Hamida arrêté peu avant lui et qui assurait la liaison avec Ben Khedda. Les flashs crépitent. Les photos paraissent le lendemain dans les journaux. Autant Hamida paraît hâve, épuisé, autant Ben Midhi toujours menotté apparaît en pleine forme, propre, un sourire ironique aux lèvres.

On ne le reverra plus. « Hélas on me l’enlève, conclut Bigeard, et j’apprendrai son suicide. »

Le 6 mars, les journaux d’Alger font paraître un communiqué du porte-parole de Robert Lacoste : « Ben Midhi s’est suicidé par pendaison, dans une cellule de la DST, dans la nuit de dimanche à

lundi. »

Seuls les innocents acceptent cette version officielle, qui perdurera. Pour tous les autres, Ben Midhi a été éliminé par les parachutistes. Mais comment ? Par qui ? Sur quel ordre ?

C'est dans son livre publié en avril 2001 que le général Aussaresses met fin à deux de ces interrogations : « C'est moi qui ai récupéré Ben Midhi la nuit suivante à El-Biar. Bigeard avait été prévenu que je prendrais en charge son prisonnier. Il s'était arrangé pour s'absenter. Le capitaine Allaire qui était de service avait fait aligner un petit groupe de combat… “ Présentez armes ”, a-t-il commandé au moment où Ben Midhi est sorti du bâtiment… C'était l'hommage de Bigeard à celui qui était devenu son ami. Ce geste spectaculaire, et quelque peu démagogique, ne me facilitait pas la tâche. Je l'ai même trouvé très déplacé… » Ben Midhi est transporté dans une ferme de la Mitidja et isolé dans une pièce : « Avec l'aide de mes gradés, nous avons empoigné Ben Midhi et nous l'avons pendu, d'une manière qui puisse laisser penser à un suicide. Quand j'ai été certain de sa mort, je l'ai tout de suite fait décrocher et transporter à l'hôpital… Il était à peu près minuit. J'ai appelé aussitôt Massu au téléphone : “ Mon général, Ben Midhi vient de se suicider. Je vous apporterai mon rapport demain matin. ” Massu a poussé un grognement et a raccroché. »

Initiative personnelle ou meurtre sur ordre ? La version d'Aussaresses est très nuancée dans son livre, plus catégorique en conclusion d'un second livre qui paraît quelques mois après. Avant son récit de la mort de Ben Midhi, il a évoqué deux conversations qu'il a eues : d'abord avec le juge Bérard qui est détaché auprès de Robert Lacoste, par le ministre de la Justice pour être rapidement informé de l'affaire algérienne. Le juge s'inquiète du sort à réserver à Ben Midhi et demande à Aussaresses s'il a vérifié que le chef du FLN ne camouflait pas sur lui une capsule de cyanure. De cette conversation, Aussaresses conclut que Bérard lui suggère ce mode d'emploi pour éliminer une personnalité trop gênante. Dans une conversation ultérieure avec Massu, Aussaresses soutient qu'il n'est pas juste d'exécuter « les pauvres diables qui obéissent aux ordres de ce type » et de tergiverser sur son sort. « Laissez-moi m'en occuper. – Faites pour le mieux, je vous couvrirai. » Je compris

alors qu’il avait le feu vert du gouvernement. »

Dans son second livre, Aussaresses est plus catégorique : « Le juge Jean Bérard que Lacoste avait délégué auprès de Jacques Massu pour tenir quotidiennement informé le ministre de la Justice, François Mitterrand, me transmit l’ordre d’exécuter Larbi Ben Midhi pour éviter un procès qui tournerait en faveur du FLN. Je devais empoisonner Ben Midhi au cyanure et faire passer cette exécution pour un suicide. »

Ordre ou pas ordre, cette exécution sommaire participait des activités habituelles de cette équipe très spéciale que commandait Aussaresses. Ne s’est-il pas dépeint comme « le chef d’orchestre de la contre-terreur » et n’affirme-t-il pas que ceux qui pénétraient dans son centre d’interrogatoire des Tourelles avaient peu de chances d’en sortir vivants !

Chapitre IX

Cocos ou cathos ?

Les succès de Bigeard que claironne la presse pourraient faire oublier que trois autres régiments parachutistes participent à Alger à un combat qu'ils apprécient modérément, mais qu'ils mènent avec la même conviction.

Le 1er REP est le plus discret dans son action. Son chef, le colonel Brothier a vivement protesté, nous l'avons vu, contre cette mission de flic. Mais grièvement blessé en Indochine, et mal remis, il passe progressivement la main à son second, le lieutenant-colonel Jeanpierre, appelé à lui succéder rapidement. Jeanpierre, c'est une « pointure ». Il n'a pas la verve de Bigeard, ni le souci de paraître. Il est discret, mais son parcours parle pour lui : pupille de la Nation, engagé à 18 ans, sorti sous-lieutenant de Saint-Maixent, de longues années dans la Légion, coupées par un engagement dans la Résistance et un an de déportation à Mathausen. En Indochine, toujours légionnaire, mais parachutiste, lors de la tragique évacuation de Cao Bang en octobre 1950, largué sur That Khê, il est un des rares officiers de son bataillon, le 1er bataillon étranger de parachutistes (1er BEP), à pouvoir s'extraire de l'encerclement des forces Viêt-minh. Aussi exigeant pour lui-même que pour ses cadres, il n'est pas l'homme des demi-mesures. Quand la route est tracée, il faut aller jusqu'au bout.

Au moment où les compagnies du 1er REP prennent le contrôle des quartiers qui leur ont été affectés (Belcourt, Clos Salembier et La Redoute), le 23 janvier près de leur base arrière de Zeralda, un

guet-apens sanglant a indigné la population européenne. Un commando de l'ALN a fait arrêter le car de Koléa en bordure d'un bois, et descendre tous les passagers : à gauche les Musulmans (« On ne vous fera pas de mal ! »), à droite les Européens, immédiatement abattus à la mitraillette ; les sept habitent Koléa. Le commando disparaît, profitant d'un temps exécrable qui interdit au 1er REP, alerté, de les retrouver. C'est un mauvais souvenir à dissiper rapidement.

Le 1er REP a installé son PC sur la route des crêtes, à la villa Sesini entre Belcourt et le Clos Salembier. Le capitaine Faulques, l'OR du régiment, n'a pas d'informations précises sur les structures du FLN dans les quartiers à contrôler et s'attache à en définir rapidement l'organigramme. Au bout d'un mois, le colonel Brothier peut présenter à Massu une reconstitution assez exacte des structures politico-militaires des quartiers-sud d'Alger ; ils font partie de la 3e région de la Zone autonome d'Alger (ZAA), bien désorganisée depuis l'arrivée des paras et le départ du CCE. Simultanément, Faulques concentre ses recherches sur les réseaux clandestins du PCA. Le capitaine est farouchement anticommuniste (sa captivité par le Viêt-minh ne l'en a pas dissuadé), comme l'est la grande majorité des officiers français. C'est un vieux sentiment qui date de 1917 quand la révolution bolchevique a privé l'armée française de son grand allié de l'Est. Le pacte germano-soviétique et la désertion du caporal Maurice Thorez en 1939, puis la guerre d'Indochine et enfin l'écrasement tout récent de la révolution hongroise par les chars russes ont renforcé régulièrement ce sentiment. Sa vivacité explique l'erreur d'appréciation sur les évènements d'Algérie considérés comme une nouvelle étape de la manœuvre d'encerclement de l'Occident par le communisme international. Or l'insurrection algérienne est nationaliste, Abbane Ramdane l'a bien démontré en refusant l'association PCA-FLN. Certes, le groupe terroriste des « combattants de la Libération », né du PCA, a rejoint le FLN et participé à l'offensive du sanglant automne 1956. Il n'en est pas le moteur permanent, comme veut le faire croire *l'Écho d'Alger*. L'arrestation de son chef, Guerroudj, par la PJ, avant l'arrivée des paras dans la ville, désorganise le groupe. La participation de la belle-fille de Guerroudj, la toute jeune Danièle Minne, à l'attentat de l'Otomatic n'est qu'un épisode sans lendemain, car la jeune fille est exfiltrée vers un maquis où elle

rejoindra la célèbre Raymonde Peschard.

L'homme que recherche Faulques en priorité s'appelle André Moine. Militant communiste déporté en Algérie par Vichy en 1941, libéré après novembre 1942, il reprend sur place son métier d'ajusteur, se marie et devient membre de la direction du PCA. Clandestin depuis le début de 1956, il imprime un journal la Voix du Soldat à destination des soldats français engagés en Algérie, et est poursuivi par la justice « pour entreprise de démoralisation de l'armée ». Est-il en même temps le successeur de Guerroudj dans l'action terroriste ? Faulques le croit et active la recherche qui n'aboutira que six mois plus tard.

Mais cette recherche des « cocos » débouche sur des « cathos » !

Faulques était convaincu, avec raison, que les membres du CCE étaient hébergés par des Européens. D'autre part, en construisant l'organigramme de la rébellion dans les quartiers-sud d'Alger jusqu'à Hussein-Dey, il lui était apparu qu'une partie des cadres identifiés fréquentaient le foyer des étudiants musulmans de la Robertsau, survivance d'une ancienne association de la jeunesse algérienne pour l'action sociale. C'était une bonne direction de recherche.

Les Gautron sont les premiers débusqués par Faulques, mais il n'y trouve pas Ben Khedda qui les a quittés le 15 février pour se réfugier successivement chez un couple d'excellents chrétiens, les Hélie, elle institutrice, lui secrétaire général de la caisse de Sécurité sociale, puis chez le professeur Causse, du lycée de Ben Aknoun. Les Gautron sont une bonne « prise » : n'ont-ils pas hébergé en 1956 les réunions entre Abbane et le docteur Hadjerès, chef du PCA à Alger ? C'est Yvonne Gautron qui est à l'origine de cette activité. Institutrice dans un établissement religieux, elle a fréquenté des étudiants musulmans et y a connu Hadjerès. À l'annonce de son arrestation, le colonel Godard, alors à l'état-major de Massu, découvre qu'elle est née Ratel, qu'elle est la fille d'un de ses anciens capitaines et qu'elle a sauté sur ses genoux ! « Ménage-la », conseille-t-il à Faulques.

En arrêtant les Gautron, Faulques ne sait pas encore qu'il a loupé Mustapha Bouhired, le très recherché propriétaire du 5, impasse de

la Grenade où le 3e RPC a trouvé vingt-six bombes ; Bouhired, réfugié chez les Gautron, a eu le temps de fuir par les escaliers jusqu'à la terrasse où il s'est plongé dans la citerne d'eau. Un autre locataire de l'immeuble, André Gallice, le découvre ruisselant, lui prête un pantalon et l'encourage à décamper ; il était lui-même très inquiet sur son propre sort, car c'est lui qui avait hébergé le plus souvent Ben Khedda, un vieil ami d'avant « les événements ». L'ancien chef scout, le conseiller municipal de Jacques Chevallier, se sentait très menacé depuis l'arrivée des paras.

Pendant que Faulques file son enquête, un de ses lieutenants, sur un renseignement fourni par un chaouch de la cité Mahieddine, découvre dans une cabane un suspect qui s'y était réfugié. Amené à la villa Sesini, celui-ci avoue être l'assassin d'Amédée Froger. Il devait abattre « un vieux » pour de l'argent. Badèche Ben Hamidi, amené sur les lieux du crime, facilite la reconstitution par sa connaissance apparente du trajet qu'il avait dû suivre. Il est bon pour une comparution rapide devant le Tribunal permanent des forces armées.

Froid et méthodique, Faulques a fini par « loger » une dizaine d'Européens qui aident le FLN et prévoit de les arrêter tous simultanément, lors d'une rafle bien organisée.

Brothier vient s'informer du progrès de l'enquête et s'étrangle en arrivant dans le domaine de Faulques : deux soutanes…

« Mais voyons, Faulques, vous ne pouvez pas !

– Ils sont mouillés, mon colonel.

– Il n'est pas question…

– S'il n'en est pas question, je m'en vais, j'en ai marre de ce boulot de merde. »

Jeanpierre intervient :

« Il faut le laisser faire. Il n'y a pas de raison de les renvoyer dans leurs paroisses, si on arrête leurs paroissiens ! »

Peut-être pense-t-il aussi qu'il y en a un qui ne sera pas mécontent

de ces arrestations, Robert Lacoste ; l’année dernière au cri de « Je ne vais pas me faire tourner sur ma gauche par des curés ! », n’a-t-il pas fait expulser d’Algérie trois prêtres de la Mission de France (prêtres ouvriers) qui, dans le Constantinois, fournissaient des médicaments aux rebelles.

Mais depuis, Lacoste a un gros souci : l’attitude de l’archevêque d’Alger et celui-là il ne peut l’expulser. Or le 15 février, Mgr Duval lui a écrit. D’un ton respectueux et ferme, il porte à la connaissance du ministre « les inquiétudes que m’inspirent les faits, hélas trop nombreux, que la morale réprouve et dont les conséquences ne peuvent manquer d’être désastreuses pour l’avenir du pays. » Et il cite : « arrestations massives de “ suspects ”, envoi dans des centres “ dans des conditions incompatibles avec le respect de la personne humaine ”, emploi par les militaires de « méthodes que rien ne peut autoriser ». « La torture sévit par les moyens que tout le monde connaît et dont tout le monde parle. » Et il conclut en tant que « porte-parole de souffrances qui deviennent intolérables », « que si un apaisement n’est pas apporté à ces souffrances, il sera impossible d’espérer un règlement des difficiles problèmes qui restent pendants en Algérie ».

Le signataire de ces lignes est un Savoyard. Séminariste à Rome, ordonné prêtre à Saint-Jean-de-Latran, il est nommé évêque de Constantine et d’Hippone en 1946 avant d’occuper le siège archiépiscopal à Alger en 1954. Mgr Duval, silhouette longiligne, au long nez fin chevauché de lunettes, est diversement apprécié par la population européenne. Autant l’évêque d’Oran, Mgr Lacaste, bénéficie d’une vive popularité parmi les Oranais dont il partage les tourments, autant Mgr Duval provoque des rejets parmi ses fidèles. Sa volonté de partager les soucis de toute la population, musulmane comme chrétienne, de prôner la conciliation entre les deux communautés, de s’élever contre toute violence, indispose de nombreux pieds-noirs, provoque même une violente contestation des « ultras » qui comme l’agriculteur Robert Martel encouragent, au nom du Christ-Roi, la croisade contre l’islam. Mgr Duval dit qu’il détient les preuves que les bombes qui ont éclaté fin décembre 1956, dans trois églises dont la Cathédrale, ne sont pas musulmanes mais l’œuvre d’une des organisations de contre-terrorisme. C’est lui qui est visé ? Mais l’archevêque voit loin : il ne veut pas courir le

risque de compromettre l'Église dans un combat partisan qu'il juge perdu.

Le 5 mars, Faulques lance ses équipes à travers Alger. « Perquisitions dans les milieux progressistes d'Alger », annoncent deux jours plus tard les journaux en citant les noms de ceux qui sont appréhendés et assignés à résidence en attendant une probable inculpation. Parmi eux, on distingue André Gallice, un prêtre, l'abbé Barthez et une musulmane Chafika Messlem. Celle-ci travaille dans un des centres sociaux créés par Germaine Tillion, lorsqu'elle appartenait au cabinet de Jacques Soustelle. Chafika Messlem est au cœur du réseau, celle qui sollicite les aides au profit du FLN. Elle fréquente les Gautron, y fait connaissance avec une assistante sociale de Chéragas, Denise Walbert, ancienne cheftaine des scouts. Elle lui demande de louer un appartement à son nom pour y installer une rotative, tirer des tracts et les transporter dans sa voiture. Denise Walbert accepte et devient une collaboratrice assidue. Lorsque la menace pèse sur son domicile, elle évacue la rotative et la fait transporter chez l'abbé Barthez, vicaire de la paroisse d'Hussein-Dey, qu'elle connaît par Chafika Messlem et dont le presbytère a déjà été un abri pour quelques militants pourchassés. Quant elle est arrêtée, Denise Walbert déclare : « Ce sont mes convictions chrétiennes qui m'ont décidé à participer à ces activités. »

Chafika Messlem a recruté une de ses collègues du Centre social pour une mission très particulière. Il s'agit de Nelly Forget, une Parisienne de 27 ans, assistante sociale chez Kodak, que Germaine Tillion avait fait venir à Alger comme éducatrice. Son interrogatoire fait sensation. Elle a été chargée par Chafika Messlem de trouver un refuge pour une Européenne en cavale, Raymonde Peschard. Sursaut des enquêteurs, Raymonde Peschard la femme la plus recherchée d'Algérie !

« Mais où l'avez-vous conduite ?

– Chez les sœurs blanches de Birmandreis.

– Incroyable et elles ont accepté ?

– Je leur ai dit que cette jeune femme était accusée injustement

d'avoir posé des bombes et la mère supérieure l'a accueillie.

– À quelle date ?

– Le 3 décembre mais au bout de huit jours, la mère supérieure a découvert dans le *Journal d'Alger* la photo de Raymonde Peschard. Alors elle n'a plus voulu la garder, et l'a adressée aux Clarisses de Notre-Dame d'Afrique où elle est restée un mois, puis Chafika Messlem est venue la chercher et a réussi à lui faire rejoindre la wilaya 3. »

C'est la stupeur : une communiste patentée, porteuse de bombes hébergée par les sœurs blanches ! Et s'il y en avait d'autres ? Peut-on aller perquisitionner dans un couvent de bonnes sœurs ? Ne faut-il pas faire inculper la mère supérieure ? Renseignement pris, la mère supérieure est en réalité sœur Marie-Louise, supérieure générale des sœurs missionnaires de Notre Dame d'Afrique, une vaillante octogénaire. Il faut en parler à Massu qui s'émeut : il faut avertir l'archevêque. Il est convenu que le colonel Brothier accompagné du vicaire général sera reçu par sœur Marie-Louise et s'efforcera d'attirer son attention sur les inconvénients d'une charité trop laxiste.

Mais en attendant Raymonde Peschard a échappé aux poursuites et il n'est pas évident de la retrouver en Kabylie.

Les bérets verts continuent d'exercer un sévère contrôle de la population, arrêtent encore des membres du réseau d'aide au FLN, deux professeurs de lycée, le docteur Jeannine Belkhodja, médecin du service d'hygiène scolaire de Boufarik et un prêtre aumônier du lycée Bugeaud, l'abbé Cortès.

On ne sait pas encore que le curé de Notre-Dame-des Victoires, cette paroisse qui jouxte à l'ouest la Casbah, l'abbé Declercq, a prêté un local et une ronéo pour le tirage du journal du FLN *El Moudjahid*. Or Declercq est également aumônier de la prison Barberousse…

De son côté, la PJ a arrêté Évelyne Lavalette. Cette ancienne secrétaire de la Confédération française des travailleurs chrétiens (CFTC), présentement employée dans les services administratifs de l'université, s'est chargée de la diffusion de la presse clandestine.

Bien plus tard l'ancien député communiste, exclu du PCA, Amar Ouzegane, révélera lors de son arrestation, qu'il a bénéficié de l'aide du père Cuiocq. Ils avaient sympathisé en participant au Comité pour la trêve civile d'Albert Camus. Lors de l'arrivée des paras dans Alger, Ouzegane demanda au père de l'héberger. S'étant assuré qu'il n'était pas recherché pour participation à un attentat, mais seulement en tant que dirigeant de l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA), le père Cuiocq l'adressa aux pères blancs de la basse Casbah où il demeura pendant ce si mouvementé mois de février 1957.

Et puis il y a le cas Scotto. Intouchable. L'abbé Scotto est le fils d'un cafetier d'Hussein-Dey. Il a été un remarquable combattant en 1939-1940 comme entre 1943 et 1945. « Scotto que j'ai connu tout jeune prêtre, écrit un de ses amis, avait au départ le sang chaud. C'était le pied noir de base. » Il avait été curé de Birmandreis et avait entretenu avec son maire communiste, des rapports à la « don Camillo » : « On ne mélange pas, monsieur le maire, l'anisette et l'eau bénite. » En 1956, Mgr Duval l'avait fait venir à Bab-el-Oued : « À son arrivée, l'église était très sombre, encombrée de statues, souvent vide de paroissiens. Il y a fait entrer la lumière, débarrasser les statues ; l'église refusait du monde. » Cet homme du peuple qui savait parler au peuple évolua progressivement, prit position contre les violences et les injustices, et admit le droit des Algériens à disposer d'eux-mêmes. Très proche de Mgr Duval, il veut témoigner de la présence de l'Évangile en terre africaine. Mais il n'a jamais adhéré au FLN. Donc doublement intouchable, même si son comportement irrite les militaires et beaucoup d'Algérois. Son église sera, bien plus tard, plastiquée.

Massu écrira que la plus grave opposition qu'il ait rencontrée pendant son action à Alger, a résidé, dès le début de cette « bataille », dans l'attitude de Mgr Duval et de certains prêtres. Il en est si choqué que dès le 1er février, il écrit à Sa Sainteté le Pape pour lui faire part des difficultés que lui cause « l'attitude surprenante de notre archevêque, Mgr Duval et de certains de ses collaborateurs notamment l'abbé Scotto ». Il demande au pape de faire faire une enquête sur place : « Dans la désunion qui oppose tant d'hommes en Algérie, il faut assurer au moins l'union sans réserve des catholiques. » La réponse du Vatican fut brève,

rappelant que pour rétablir la paix, les forces spirituelles ont des voies qui leur sont propres et accordant au général « la faveur implorée de la bénédiction apostolique ».

Chapitre X

Alger n'est pas toute l'Algérie

C

haque mois le colonel Schoen, le créateur du Service des liaisons nord-africaines, fournit au ministre résidant une synthèse des évènements militaires, diplomatiques, économiques, concernant l'Algérie. Cette synthèse est rédigée avec le souci d'objectivité que l'on peut attendre d'un excellent connaisseur du monde musulman.

Que retient-il pour février 1957, 28e mois de la révolte ? Trois constats positifs : « L'échec de la grève insurrectionnelle, échec à l'ONU et recul du terrorisme urbain » mais (il y a souvent des « mais » chez Schoen) les bases de l'ALN au Maroc et en Tunisie restent inquiétantes ainsi que la progression de l'OPA (l'organisation politico-administrative du FLN) sur l'ensemble du territoire algérien.

Il note que dans l'Algérois, les rebelles se sont repliés dans les djebels de Kabylie, de l'Ouarsenis et du Dahra et que dans le Grand Alger « 488 tueurs, chefs de cellules et collecteurs de fonds ont été arrêtés, 407 armes et 88 bombes saisies ».

En bref, nette amélioration dans l'Algérois, inquiétude ailleurs et particulièrement aux frontières.

Schoen revient sur le débat à l'ONU dont l'ouverture avait déclenché la grève générale. Le texte afro-asiatique qui affirmait le

droit à l'indépendance du peuple algérien a été repoussé au profit du texte italo-américain qui formule « l'espoir qu'une solution pacifique, démocratique et juste sera trouvée… » « Mais, écrit Schoen, la question algérienne a été débattue, c'est un précédent redoutable… Si la guerre d'Algérie n'est pas terminée à l'automne, l'affaire sera encore évoquée. »

Les menaces sur les frontières qui inquiètent Schoen sont devenues une des préoccupations majeures du commandement du Génie où est affecté le capitaine Cardel. Si celui-ci habite à Alger, il ne participe nullement à la « bataille » d'Alger ; son travail l'oriente vers la frontière algéro-marocaine. Celle-ci est une vraie passoire, notamment à Marnia, entre le Maroc et les monts de Tlemcen, par où s'écoule l'armement pour les wilayas. Le commandement local a commencé à barrer la frontière à l'aide de réseaux de fil de fer barbelé, mais de bonnes cisailles en ont vite raison. Il faudrait les électrifier. C'est à quoi travaille le patron de Cardel, le colonel Durr, un vieil et savant électromécanicien de la ligne Maginot. Avec réussite ! Dernièrement, il a fait une entrée triomphale dans le bureau de Cardel, en brandissant un message : « Ça marche ! Un “ fell ” vient d'être retrouvé, électrocuté. »

Si Alger n'était pas toute l'Algérie, la ville n'en restait pas moins un point de passage obligé. Cardel y rencontre ainsi des copains qui viennent de l'intérieur et qu'il héberge au besoin. C'est l'occasion d'échanger des expériences, de confronter les points de vue, d'élargir des horizons trop limités par la mission de chacun. Il y a aussi les rencontres fortuites au mess de garnison d'El-Kettani, dont la terrasse si recherchée tourne le dos à la ville et domine la mer. Un jour, Cardel y a retrouvé Le Pen. Ils s'étaient vaguement connus en Indochine, en 1954, quand Le Pen, béret rouge en tête, était venu dîner au mess de la compagnie de Cardel. Qu'y faisait-il ? Peut-être correspondant de Caravelle, le journal des combattants d'Extrême-Orient ? Les souvenirs de Cardel sont flous. Mais depuis 1956, Le Pen est devenu célèbre, un des plus jeunes députés – sinon le plus jeune –, élu sur une liste patronnée par Pierre Poujade. Il réapparaît au mess d'Alger avec un béret vert parce qu'il a contracté, comme officier de réserve, un engagement de six mois pour servir en Algérie avec le 1er REP.

« Tu as bien grossi depuis que tu es député », remarqua Cardel. Le Pen ne réapparaît plus au mess de garnison, que les officiers paras fréquentent rarement, mais, à la fin de janvier 1957, *l'Écho d'Alger* publie la photo du général Massu décorant le lieutenant Le Pen de la médaille de la Valeur militaire. Le député-lieutenant a participé à l'opération de Suez, en débarquant à Port-Saïd avec le 1er REP. Selon Aussaresses, il en est revenu avec le surnom de Borniol (un célèbre entrepreneur de pompes funèbres) parce qu'il fut chargé, avec sa section, d'enterrer les cadavres égyptiens qui jonchaient le port. À Alger, officier de réserve, Le Pen ne participe pas aux interrogatoires, fonction réservée aux officiers d'active, mais probablement à l'exploitation du renseignement. Yacef Saadi, caché 5, rue de la Grenade, croit le reconnaître perquisitionnant dans la maison à la recherche d'armes ou de bombes. Après l'arrestation de Yacef, on retrouvera dans ses papiers un projet d'article pour *El Moudjahid* relatant la participation du député à la répression.

Moins anecdotiques, plus fructueuses sont les rencontres de Cardel et d'un de ses amis du Maroc, désormais officier SAS dans la région de Médéa. Les SAS (sections administratives spécialisées) ont été créées en Algérie en 1955, sur le modèle des Affaires indigènes du Maroc, pour remédier à la sous-administration de nombreuses régions de l'intérieur du pays. Un officier SAS, disposant d'un adjoint souvent un sous-officier, et de quelques supplétifs (*les moghaznis*) est chargé d'administrer un vaste territoire. L'ami de Cardel, le capitaine Eoche-Duval, natif du Maroc, parle arabe, précieuse ressource pour une telle mission. Il raconte à Cardel comment il a été d'abord accueilli par la tribu des Sidi Yacoub, puis comment la population s'est éloignée, comme suite à un mot d'ordre. Il s'est retrouvé seul dans son bordj, n'a pas désespéré et a repris les contacts nécessaires pour pouvoir administrer, instruire si un soldat instituteur lui est affecté. Mais tout est fragile. Ses premiers succès sont trop souvent compromis quand une opération se déroule près de son territoire. Car ni les fellagas ni les troupes les poursuivant n'ont d'égards pour les populations qui sont sur leur chemin. Eoche-Duval a dit récemment à Cardel : « Garde les paras à Alger, je serai plus tranquille à Champlain. »

Chapitre XI

La solitude de Yacef Saadi

Trente ans plus tard, Yacef Saadi n'avait pas encore admis le départ des quatre membres du CCE « séduits par la honteuse tentation de fuir et d'abandonner le champ de bataille ». Et il convient que faute de moyens, il n'avait pu réagir à l'arrestation de Ben Midhi.

Le voilà désormais seul à la tête de la Zone autonome d'Alger, seul responsable politico-militaire d'une ZAA vidée de la plupart de ses militants enfuis vers les wilayas voisines, détenus par les paras ou dans les CTT ou emprisonnés à Barberousse. Toutes ses filières sont coupées. La Casbah n'est plus un repaire inexpugnable. Paras et zouaves y circulent en permanence, fouinent, fouillent passants et demeures, surveillent depuis les terrasses. Tout déplacement devient une expédition. Pour passer de cache en cache – celles qui n'ont pas encore été découvertes –, Yacef Saadi s'habille en fatma. La voilette dissimule le visage, sauf les yeux. Le haïk permet de cacher sous le voile le pistolet mitrailleur délesté de sa crosse, dont Yacef Saadi ne se sépare jamais, même si c'est risqué : les femmes voilées sont parfois passées au détecteur de mines par les sapeurs.

Sur qui peut-il compter ? Ses plus proches qui ne l'on guère quitté et ont évité l'arrestation au prix de déplacements incessants dans les venelles de la haute Casbah : Ali la Pointe, le petit Omar le plus sûr des agents de liaison, et les jeunes femmes, Hassiba Ben Bouali, Djamila Bouhired et Zohra Drif, la plus forte personnalité qui

soutient Yacef Saadi quand il déprime. Il y a aussi la tante de Djamila, Fatiha Bouhired qui, pendant des mois, tient un rôle très dangereux d'intercesseur avec les paras. Non, elle n'a jamais su que son mari Mohammed, en fuite, avait camouflé tant de bombes à leur domicile. Non, elle ne sait pas où il est. Oui, elle accepte qu'une souricière soit installée chez elle, alors qu'elle y héberge, caché, Yacef Saadi. Trois paras en civil, cloîtrés dans une pièce dans l'attente d'Hassiba Ben Bouali, vont ainsi voisiner pendant trois jours avec le chef de la ZAA. Fatiha Bouhired ne change pas d'attitude, une fois veuve, après que son mari Mohammed, finalement arrêté, a tenté de s'échapper et a été abattu. Les femmes restent de solides auxiliaires pour Yacef et il n'hésite pas à en recruter. On les appelle des fedayates, celles qui aident les fedayins et au besoin se substituent à eux. Il est curieux de constater que si Yacef se déguise en femme, certaines abandonnent le haïk. Malika S. explique : « … les militaires demandaient les papiers des femmes voilées, parfois les fouillaient… cela m'est arrivé plusieurs fois voilée. Tandis que sans voile je passais, j'étais jeune, je faisais un sourire et je passais. La première fois j'avais l'impression d'être nue et après, ça ne m'a plus gênée… »

Outre sa petite équipe, Yacef Saadi peut compter sur trois hommes solides et expérimentés : H'Didouche, Debbih Chérif (alias Si Mourad) et Hadji Othmane (alias Kamel ou Ramel). Ils sont bientôt rejoints par Houd, le responsable des liaisons et par l'artiste de l'Opéra, Habib Reda qui, bien que chargé du réseau bombes, put échapper aux hommes de Bigeard.

En essayant de sauver ce qui pouvait l'être encore, ils décident de repenser leur façon d'agir. Jusqu'à présent ils baignaient dans la population, comme poisson dans l'eau. Il n'en est plus question : « Il faut fraterniser le moins possible avec la population, écrit Yacef Saadi, pour lui éviter de payer à la place de ceux qu'elle héberge. » Il y a une autre raison : « Elle est traumatisée, il ne faut pas compter sur son entière disponibilité. »

Traumatisée, certes, mais surtout soumise désormais à un contrôle très étroit de ses mouvements et déplacements par le dispositif de protection urbaine, le DPU. Des commandants de compagnie paras avaient déjà commencé à recenser, maison par maison, les habitants

du quartier dont ils étaient responsables. Un adjoint de Massu, le lieutenant-colonel Trinquier, étend ce recensement à tout le Grand Alger et le systématise. Chaque maison est numérotée ; une fiche est établie par maison, précisant le nombre et le nom des occupants, leur position (présent, absent). Un responsable par maison doit tenir la fiche à jour et expliquer les absences. Des chefs d'îlots, choisis de préférence dans les associations d'anciens combattants, surveillent ce recensement permanent qui veut enserrer la population dans un gigantesque filet.

L'auteur de ce DPU, Trinquier, était un ami de Massu. De même âge, ils avaient été lieutenants dans le même régiment colonial de Lorraine avant 1939, mais alors que Massu de 1940 à 1946 participe à la chevauchée de Leclerc, Trinquier est resté enfermé pendant la même époque dans la concession française de Shanghai et son avancement s'en est ressenti. En revanche, il se fait remarquer en Indochine en organisant sur les arrières du Viêt-minh des maquis recrutés parmi les minorités ethniques qui lui sont hostiles et il tire de son expérience indochinoise une théorie de la guerre moderne où la conquête de la population est l'objectif ; il l'applique à Alger.

La réorganisation de la ZAA est faite par Yacef Saadi avec un grand souci de sécurité : « plonger la zone dans une sorte de souterrain hermétiquement fermé, inaccessible aux tiers », limiter les liaisons, agir par boîte à lettres. Le DPA (dispositif politico-administratif) offrira seul quelques passerelles vers la population. Dirigé par H'Didouche, il doit développer le renseignement sur « l'appareil colonial » (il y a une taupe chez Lacoste), retrouver des complicités avec des Européens (après les rafles du 1er REP), rétablir les liaisons avec les wilayas et la fédération FLN de France, s'occuper des collectifs d'avocats pour la défense des militants passant en jugement, établir des dossiers sur les « crimes de l'armée française ».

Le commandement opérationnel du Grand Alger est confié à Ramel qui coiffe les trois secteurs classiques : Alger Centre, Nord et Est. Si Mourad est l'instructeur militaire et le seul qui peut régler les bombes après le départ précipité vers un maquis de l'artificier du FLN, Taleb Abderrahmane.

Même si Yacef Saadi souhaite entretenir sporadiquement un climat

d’insécurité pendant cette période de réorganisation, le mois de mars s’écoule très calmement dans Alger. Les attentats ne font plus l’objet des manchettes de journaux. En revanche, les arrestations se poursuivent et les tribunaux, surtout le Tribunal permanent des forces armées, le TPFA, siègent et condamnent. Le colonel Schoen avait noté qu’en février il y avait eu 10 nouvelles condamnations à mort, 20 exécutions par la guillotine et que 134 condamnés à mort attendaient les résultats de recours en grâce.

En mars à Alger s’est ouvert le procès des poseurs de bombes dans les stades du 10 février, excepté les deux jeunes filles encore mineures, justiciables d’une cour spéciale. La salle d’audience est remplie par les familles des victimes, visages tendus, regards inquisiteurs découvrant les accusés. Les deux filles sont convoquées comme témoins. Baya Hocine paraît prendre plaisir à raconter, ne regrette rien et provoque une sourde rumeur dans la salle en répondant à la question du président : « Belhamine a-t-il hésité à poser une bombe ? – Lui oui, moi pas ! » Quatre condamnations à mort et trois acquittements clôturent cette séance.

Deux jours plus tard s’ouvre le procès du docteur Timsit, qui a organisé le laboratoire de fabrication d’explosifs du PCA. Un témoin surprise est convoqué, Jacques Sabort, membre du comité central du PCA, arrêté tout récemment par le 1er REP. Il se dresse, découvre ses avant-bras et parle de torture. Une voix forte l’interrompt du fond de la salle : « C’est moins terrible que des gosses tués et des jambes coupées. » Maître Ledermann, avocat de la défense, lit des conclusions demandant que trois experts viennent constater les traces de torture. Le cas est disjoint pour supplément d’information.

Chapitre XII

Le début de la campagne contre la torture

C

e n'est pas la première fois que la torture est évoquée dans les prétoires. Depuis des mois, beaucoup d'inculpés nient devant le TPFA des aveux qui, disent-ils, leur ont été extorqués par la torture. C'est d'ailleurs la consigne qu'a donnée le FLN à ses militants, en cas d'arrestation et de jugement.

Mais, au-delà des prétoires, se diffusent en 1956 des informations sur les conditions du combat en Algérie, ne mettant l'accent que sur les violences imposées à la population musulmane (interrogatoires à la « gégène » ou responsabilité collective, par exemple). Ces informations sont d'abord véhiculées par des organes de presse à faible diffusion, porte-parole de milieux dont l'anticolonialisme systématique n'est pas accepté par l'opinion publique. Pourtant le journal le *Monde* s'en fait progressivement l'écho, non sans hésitation, comme en témoigne cette lettre de son directeur, Hubert Beuve-Méry à Robert Lacoste, datée du 10 octobre 1956 :

« Me croirez-vous si je vous affirme que nous ne prenons jamais ici une attitude qui puisse contrarier ou gêner " ceux qui tiennent le manche " sans avoir essayé de nous mettre à leur place ? En retour, j'aimerais que vous essayiez de vous mettre à la nôtre. Que certains secteurs de la police et même certains éléments de l'armée aient recueilli le funeste héritage des méthodes totalitaires, y compris celles de la Gestapo, ne fait malheureusement aucun doute… C'est

pourquoi nous avons dû faire écho à la protestation simultanée de divers organes de presse, dont l’un au moins est d’obédience socialiste… Avions-nous le droit de couvrir systématiquement le tout d’un manteau de silence ? »

Ce manteau de silence est plus brutalement soulevé au cours du premier trimestre 1957 par la parution de témoignages sur la guerre en Algérie et par le déroulement de la bataille d’Alger. Il y a là une convergence qui provoque un développement de la campagne parisienne contre la torture.

Un tir groupé de trois publications relance le débat. Il émane de chrétiens, soit démocrates-chrétiens soit progressistes, tout au moins chrétiens de gauche (Mgr Duval rappelle que le progressisme est condamné par l’Église, car il est « une compromission doctrinale avec le communisme athée ou une collusion avec le parti qui propage cette doctrine »).

À la mi-février 1957, les cahiers de *Témoignage chrétien* publient le dossier Jean Müller, ancien chef scout, tué en Algérie, qui dans sa correspondance, dit son découragement devant le développement de la violence alors qu’il s’attendait à pacifier. L’Humanité, qui traîne le boulet de Budapest, est trop heureuse de publier à son tour ce dossier d’un jeune catholique. Le numéro en question est saisi immédiatement.

Peu après paraît la brochure *Les appelés témoignent* avec la caution d’un « Comité de résistance spirituelle » où l’on remarque la présence de catholiques comme René Rémond et Jean-Marie Domenach. Cette brochure est parue sous l’impulsion de l’ancien secrétaire général du Centre catholique des intellectuels français, Robert Barrat, dont un article sur un maquis de l’ALN qu’il a visité en 1956 a provoqué l’indignation des pieds-noirs et de l’armée.

Simultanément les éditions du Seuil publient un petit livre explosif par son titre *Contre la torture*, signé par un écrivain catholique qui n’est pas marqué par un engagement à gauche, Pierre-Henri Simon. Il a aussitôt droit à un éditorial de Sirius (Beuve-Méry) dans le *Monde* du 13 mars : « P. H. Simon a la tranquille audace de rappeler les principes et de citer, parmi d’autres, quelques faits… » C’est une gerbe de témoignages que l’auteur apporte après avoir expliqué son

objectif : « Le scandale n’est nullement, à mes yeux, dans la présence de l’armée française en Afrique du Nord… Ce qui est condamnable et déplorable c’est, dans la conduite de la guerre, un esprit de cruauté et de vengeance qui, loin de préparer les réconciliations nécessaires, les a rendues plus difficiles. J’ai hâte de dire qu’il n’a pas manqué de soldats et d’officiers pour le comprendre… » Il conclut par une réflexion sur l’honneur : « Je pense qu’une certaine éthique de la guerre totale, un certain ralliement aux méthodes d’un machiavélisme sans conscience et sans pitié ne sont possibles que dans un oubli criminel de la vocation de la France, dans une trahison de son âme… Ah puissions-nous ne pas perdre en même temps la bataille et l’honneur ! … »

Plus virulent, Jean-Jacques Servan-Schreiber (JJSS), directeur de *l’Express* – alors quotidien – publie dans son journal quelques réflexions tirées de son expérience de « lieutenant en Algérie » et en fait un livre qui portera ce titre même.

Le 15 mars, un communiqué du ministère de la Défense nationale s’élève contre la campagne de « dénigrement systématique » de l’action des forces armées, qui s’intensifie : « Le gouvernement a toujours cherché à contrôler les opérations de maintien de l’ordre, a prescrit des enquêtes quand il le fallait… il a décidé d’engager des poursuites contre tous les détracteurs qui s’associent à cette campagne. »

Sitôt dit, sitôt fait. *L’Express* et JJSS sont poursuivis pour démoralisation de l’armée. Mais l’affaire prend une ampleur considérable lorsque le général de Bollardière prend la plume pour défendre JJSS qui a servi sous ses ordres en Algérie. Sa lettre est publiée par *l’Express* le 29 mars.

L’affaire Bollardière date du début de l’année. Le général Pâris de Bollardière, de souche bretonne et profondément chrétien, commande alors le secteur d’Aïn-Taya, près d’Alger. Il est placé sous les ordres du général Massu quand celui-ci reçoit la responsabilité du maintien de l’ordre dans la zone nord-algéroise. Les deux hommes se connaissent depuis longtemps. Si Bollardière est l’aîné d’un an, ils ont été à la même période élèves du Prytanée de La Flèche, puis admis dans la même promotion de Saint-Cyr. Ils ont été

tous deux parmi les premiers Français libres et sont compagnons de la Libération. Bollardière commande en avril 1945 le 3e RPC en Hollande, puis en Indochine, lors d'un deuxième séjour, les troupes aéroportées. Présentement, il a sous ses ordres le commandant d'une demi-brigade de rappelés de l'armée de l'air, le colonel Barberot, un ancien marin anticonformiste qui a servi avec lui dans les Forces françaises libres et est aussi compagnon de la Libération. Bollardière s'efforce de rétablir la confiance avec la population musulmane et de mettre en valeur la région en utilisant les spécialistes qui se trouvent parmi ses appelés pour ouvrir de nombreux chantiers d'intérêt public. Simultanément le lieutenant Servan-Schreiber, officier de réserve rappelé, anime les commandos noirs qui nomadisent et essayent de reprendre contact avec les douars les plus éloignés.

Arrivent Massu et ses instructions sur le contrôle des populations musulmanes. Château-Jobert, qui a été en Indochine sous les ordres de Bollardière, constate que ces instructions paraissent au moment où Bollardière a d'excellents contacts avec les musulmans et que Massu a tort de vouloir appliquer à tous les secteurs l'action vigoureuse menée à Alger. Mais Massu a reçu les récriminations de colons se plaignant du laxisme de Bollardière vis-à-vis des musulmans. Finalement, Bollardière refuse d'appliquer l'ordre de fouiller les mosquées. Il sera reçu successivement par le commandant du corps d'armée, le général Allard, puis par le général Salan, sans se faire entendre. Il demande alors sa mutation en France, aussitôt accordée, mais restée discrète. Sa lettre à *l'Express* l'est moins où il évoque « l'effroyable danger qu'il y aurait pour nous de perdre de vue, sous le prétexte fallacieux de l'efficacité immédiate, les valeurs morales qui, seules, ont fait jusqu'à maintenant, la grandeur de notre civilisation et de notre armée ». Furieux, le ministre de la Défense nationale, Bourgès-Maunoury veut le chasser de l'armée. Il ne sera que sanctionné : soixante jours d'arrêts de forteresse dans un des forts de la ceinture de Paris. Mais son nom apparaît à la une des journaux parisiens : « Le général qui refuse la torture ! » *L'Écho d'Alger* est plus discret, se contentant de poser la question : le général de Bollardière est-il manœuvré par les politiques ?

Un autre nom fait la une des journaux algérois comme parisiens :

maître Ali Boumendjel. Ceux du 12 mars annoncent que cet avocat algérien connu a été arrêté il y a déjà quelque temps (c'était avant l'arrestation de Ben Midhi) et qu'il est assigné à résidence. Il n'appartient plus au barreau, travaille pour une compagnie pétrolière… et aussi pour le FLN. Il serait chargé des finances du secteur Alger-sud, en aurait versé les contributions à Ben Khedda, superviserait le collectif des avocats défenseurs, réglerait leurs honoraires. On aurait retrouvé un pistolet lui appartenant sur un *fidaï* arrêté par le 2e RPC après avoir tué un couple français circulant à motocyclette. Il aurait signé ses aveux ; c'est beaucoup pour un seul homme mais on ne prête qu'aux riches.

L'Écho d'Alger, daté des 24-25 mars, titre : « Maître Boumendjel s'est suicidé en se jetant de la terrasse d'un immeuble. Suspendu par un pied, il tenta d'entraîner l'officier qui voulait le retenir. »

En 2001, Aussaresses rétablit les faits. Massu lui a dit : « J'interdis qu'il s'évade. » Le commandant rejoint Boumendjel là où il était enfermé ; il y avait deux bâtiments reliés par une passerelle au 6e étage. Il donne l'ordre au lieutenant de service de transférer le détenu dans l'autre bâtiment par la passerelle et lui fait comprendre que Boumendjel ne doit pas franchir la passerelle. L'avocat est projeté dans le vide et s'écrase au sol. Aussaresses revient chez Massu : « Il ne s'évadera pas, il s'est suicidé. » Massu a grogné, comme d'habitude.

Le « suicide » de Boumendjel a un retentissement considérable à Paris. René Capitant, ancien ministre du général de Gaulle et professeur à la faculté de Droit, suspend ses cours pour protester contre le sort réservé à celui qui fut son étudiant. Vercors renvoie sa légion d'honneur au président de la République. La famille remue ciel et terre pour faire rechercher et inculper les auteurs du « suicide ». L'émotion saisit la Chambre des députés. Le gouvernement harcelé par les parlementaires finit par donner vie à une Commission permanente de sauvegarde des droits et libertés individuels, dont ni Lacoste ni Salan ne voulaient. Elle est composée de douze membres « d'une autorité morale indiscutable » dont l'ambassadeur François-Poncet, président de la Croix-Rouge française et membre de l'Académie française, le professeur de Vernejoul, président de l'Ordre des médecins, le général Henri

Zeller, l'âme de la résistance de l'armée de 1940 à 1944, maître Maurice Garçon un ténor du barreau et également académicien. Elle est présidée par un conseiller à la Cour de cassation, Pierre Béteille. La première réunion de cette Commission n'aura lieu que le 10 mai.

Entre-temps, la presse parisienne a poursuivi son offensive contre l'action de l'armée en Algérie, et précisément à Alger. France Observateur le 4 avril et le *Monde* le 6 publient une lettre adressée le 18 mars au ministre de la Défense, Bourgès-Maunoury, par le doyen Peyraga de la faculté de droit d'Alger. Elle relate une exécution sommaire à laquelle il a assisté le 26 janvier après les attentats à la bombe qui ont pulvérisé le Coq hardi et l'Otomatic : près de la place d'Isly, un soldat a abattu sans sommation un suspect qui s'enfuyait.

On comprend mal cette dénonciation tardive d'une bavure qui ne peut être détachée de son contexte : l'ambiance d'émeute consécutive aux explosions, qui enfièvre les quartiers du centre d'Alger. Les collègues de Peyraga à la faculté de droit protestent hautement contre cette lettre, ses étudiants annoncent une grève des cours. Peyraga prétend qu'il n'en a pas autorisé la publication. Le mal est fait. Il est convoqué à Paris par son ministre. S'il revient à Alger, ce sera pour déménager.

Dans sa synthèse du mois de mars, le colonel Schoen note que le FLN continue à développer son OPA dans certains territoires et qu'il est fortement aidé par « la campagne de dénigrement menée par le PC et les progressistes en France » que renforcent l'article de J.-J. Servan-Schreiber et les lettres de Bollardière et de Peyraga. Sur l'impact des « suicides » de Ben Midhi et de Boumendjel, Schoen rapporte un propos : « Leur exploitation équivaut à la destruction d'une division. » C'est une bataille d'opinion qui se déroule à cette époque. On le déduit facilement des déclarations, que rapporte Schoen, du docteur Lamine Debaghine, qui, à Tunis, fait office de chargé des relations extérieures du FLN. Exigeant la reconnaissance préalable de l'indépendance à l'ouverture de toute négociation de cessez-le-feu, Debaghine ajoute : « Nous comptons sur l'opinion internationale et surtout sur l'opinion française… qui peut faire pression sur le gouvernement. » Cette bataille d'opinion se déroule surtout à Paris en exploitant au maximum les bavures de la bataille

d'Alger.

Le capitaine Cardel est morose. Sa vie trop morne de fonctionnaire manquant d'espace et de contacts humains, où le confort matériel n'est pas signe de réconfort intellectuel, le lasse, comme le déprime la situation à Alger et le conflit des communautés : « Je ne me rappelle pas avoir connu de tels symptômes au Sud Viêt-Nam. » Il aimerait être dans le bled avec une compagnie pour témoigner, au milieu de la population indigène, d'un état d'esprit qui ne soit pas haineux et pour essayer de sauver ce qui pourrait l'être encore. En fait, il en est réduit à commenter avec prudence la situation pour ses parents : « Les journaux parlent beaucoup d'atrocités et de tortures. Il y a, paraît-il, un petit livre de P. H. Simon qui fait assez de bruit, et également les mémoires de Servan Schreiber dans *l'Express*. Pour qu'il y ait ces témoignages, pour que l'Assemblée des archevêques ait cru bon d'affirmer les principes de la charité et de la justice, on est obligé de conclure que – les exagérations de publicistes mises à part – il y a du vrai. Ce que j'ai pu en entendre sur place semblerait confirmer certains bruits. Si l'ordre a été rétabli à Alger, ce n'est certainement pas avec des agneaux ni avec des procédés de boy-scouts. On en arrive toujours dans les cas extrêmes au tragique conflit de la fin et des moyens. Je pense qu'il y a tout de même des extrémités à éviter, ce qui n'a pas dû être fait partout ces derniers mois. »

Il n'a pas été confronté personnellement au problème ; il ne peut pas préjuger de ce qu'il ferait… Donc il ne juge pas. Que pensent les jeunes officiers paras lorsqu'ils sont lancés dans une forme de guerre où n'a pas sa place le saint-cyrien montant à l'assaut, « casoar en tête et gants blancs » ? Dans un remarquable livre Paroles d'officiers où tous les camarades d'une même promotion racontent leurs parcours – combien divers, voire opposés –, Olivier Simonot évoque sa bataille d'Alger. En voici quelques extraits : « Il faut arrêter le massacre par tous les moyens, nous dit-on… verbalement. Seul, à ma connaissance, notre chef de corps met les points sur les i et dit à ses subordonnés : “ Questionnez brutalement s'il le faut. Si vous ne voulez pas le faire, il ne vous en sera pas tenu rigueur. ” Le révérend père Delarue, aumônier du régiment, rédige une note à l'intention des unités de la 10e DP, intitulée “ Réflexions d'un prêtre sur le terrorisme urbain ”… Diffusée jusqu'à l'échelon

compagnie, elle permet à beaucoup d'y voir un peu plus clair… sans pour autant prendre un goût particulier à la recherche poussée du renseignement.

Comment pratique-t-on cette recherche ? Après avoir placé le suspect dans une position aussi inconfortable que nécessaire pour annihiler toute tentative d'évasion, l'interrogatoire commence. Au 1er REP il est toujours mené par un officier d'active… les officiers de réserve n'avaient accès au renseignement que dans la phase d'exploitation. Lorsque le suspect refusait de répondre aux questions posées, on employait la manière forte. Cela ne durait jamais longtemps, d'autant que l'interrogatoire était conduit intelligemment jusqu'à ce que le suspect se fasse piéger et, finalement, renonce à dissimuler la vérité. Cette façon de faire n'est pas douce. Nous ne sommes pas devenus officiers pour cela. Cependant, lorsqu'on a vu des femmes et des enfants déchiquetés par des bombes et qu'il nous est demandé d'y mettre fin par tous les moyens, il y a deux réponses possibles : je ne suis pas fait pour cela, ou, présent… Ce qui est sûr, c'est qu'on risque d'y perdre son âme et que, si cela dure, on peut devenir vicieux. Le commandement s'en est rendu compte très vite. Au mois d'avril, nous irons nous refaire une virginité dans le djebel. »

Précisons que « le chef de corps qui met les points sur les i » est le lieutenant-colonel Jeanpierre dont on connaît le parcours et le séjour à Mauthausen. Informé des rudes méthodes du 1er REP, un de ses compagnons de déportation, commissaire à Alger, les lui a reprochées en rappelant leurs souvenirs communs. Jeanpierre a refusé toute analogie avec sa résistance en 1943 : « J'étais un terroriste pour les Allemands certes mais je ne balançais pas des bombes au milieu des femmes et des enfants ! »

Il faut revenir sur la note du R. P. Delarue dont un exemplaire est vite parvenu à *Témoignage chrétien* en y déclenchant un séisme : « Scandale, un prêtre justifie la torture ! »

Dans un milieu d'officiers où la pratique religieuse est courante, il est évident que le R. P. Delarue a vite partagé – ne serait-ce que dans le secret du confessionnal – les cas de conscience d'officiers devant la mission qui leur a été fixée. Il a cherché à les aider en définissant des attitudes à proscrire (agir par colère ou haine,

l’arbitraire et le choix de boucs émissaires, « tirer dans le tas » pour faire un exemple faute de trouver le coupable…). « Entre deux maux – faire souffrir passagèrement un bandit pris sur le fait… et laisser massacrer des innocents que l’on pourrait sauver… – il faut sans hésiter choisir le moindre : un interrogatoire sans sadisme mais efficace… Il suit de là qu’on a le droit d’interroger efficacement – même si l’on sait que ce n’est pas un tueur – tout homme dont on est certain qu’il connaît les coupables, qu’il a été témoin d’un crime, qu’il a sciemment hébergé quelques bandits, s’il se refuse de révéler librement, spontanément ce qu’il sait. En se taisant, il est coupable, complice des tueurs, responsable de la mort d’innocents pour délit de non-assistance à des personnes, injustement menacées de mort. »

Muni de ce viatique, le lieutenant Simonot exécuta au mieux sa mission, attendant avec impatience le retour dans le djebel.

Comme tous ceux de la 10e DP, Bigeard en tête ! Après le brillant bilan du mois de février, il dit à ses hommes : « Préparons-nous à tourner la page et restons les pieds sur terre. Ne nous prenons pas pour des super Sherlock Holmes. Ne déraillons pas… pensons aux futurs combats, prêts à s’épauler dans des combats plus sérieux. » En attendant, il fait défiler son régiment à Saint-Eugène devant une population française enthousiaste. Sa popularité agace Massu et quelques-uns de ses collègues.

La décision de retirer d’Alger la 10e DP a été prise au plus haut niveau, Robert Lacoste et le général Salan. Plusieurs facteurs y ont contribué.

La mission a été exécutée avec efficacité : destruction de la filière bombe, arrestation de Ben Midhi, fuite du CCE, retour à une vie normale avec 75 % des enfants musulmans présents dans les écoles alors que l’absentéisme, avant la grève, était de 90 %.

Les commandants des régiments paras souhaitent sortir au plus vite leurs hommes d’une mission malsaine où des subordonnés, trop éparpillés dans les quartiers de la ville, peuvent se révéler incontrôlables.

Les « suicides » de Ben Midhi et de Boumendjel concentrent sur les paras l’actuelle campagne contre la torture.

Robert Lacoste s'est convaincu que le contrôle de l'armée à Alger lui a échappé. Il n'a pas rendu publique la lettre de démission que lui a adressée le 29 mars, Paul Teitgen le secrétaire général de la préfecture d'Alger, chargé de la police générale aux côtés de Massu. Son rôle avait été défini en janvier : être averti chaque soir des arrestations afin de signer les assignations à résidence dans les CTT. Il vient de visiter les centres de Beni-Messous et de Paul-Cazelles. Il y a « reconnu sur certains assignés les traces profondes des sévices ou des tortures qu'il y a quatorze ans [il] subissai[t] personnellement dans les caves de la Gestapo de Nancy ». Il a constaté également que de nombreux individus sont dirigés à Beni-Messous après quelques semaines d'interrogatoire sans contrôle et de là, sans assignation à résidence, à Paul Cazelles. Lui-même a accepté de signer près de 2 000 arrêtés d'assignation à résidence pour régulariser des situations de fait.

« Je ne pouvais croire, ce faisant, que je régularisais indirectement des interrogatoires indignes… » En conséquence, Paul Teitgen demande à être appelé rapidement à d'autres fonctions. Dans l'ambiance de ce début d'avril, il était impossible d'accepter cette démission qui aurait alimenté la campagne contre la torture. Lacoste le fait comprendre à Teitgen qui accepte de rester à son poste.

Ce ne sont que trois des quatre régiments paras qui quittent Alger au mois d'avril. L'un est maintenu dans la ville qui sera relevé par rotation par les trois autres. Les bérets rouges du 2e RPC, du lieutenant-colonel Fossey-François, prolongent donc leur séjour jusqu'au 15 mai.

Le 3e RPC est le premier à partir. Massu a demandé à Bigeard de s'en aller discrètement : « Rassurez-vous, le Barnum Circus va planter sa tente ailleurs. » Et très rapidement le régiment est engagé dans l'Atlas blidéen. Les bérets bleus du 1er RCP du lieutenant-colonel Mayer s'éloignent vers Bou Saada. Auparavant une de ses compagnies qui avait campé à Maison-Carrée a été reçue par la municipalité au cours d'une paella monstre, en remerciement de la sécurité retrouvée.

Quant au 1er REP après une remise en condition à sa base arrière de Zeralda, il repart en opérations, en ne laissant à Alger qu'un petit

détachement.

Mais demeurent à Alger, le commandant Aussaresses et son équipe spéciale. À le lire, on a l'impression que c'est lui qui a dirigé la répression pendant tout le trimestre écoulé. C'est faire peu de cas de la personnalité des quatre chefs de corps. Mais il a aidé leurs OR : « Mon rôle était de soulager les régiments des corvées les plus désagréables… on me donnait des gens qui, interrogés par les régiments, avaient parlé et dont on ne voulait plus… Bref quand on voulait se débarrasser de quelqu'un, il finissait par arriver aux Tourelles », c'est-à-dire la villa de Mustapha où Aussaresses avait installé son PC clandestin ; on n'est sort pas vivant, sauf pour être abattu par une rafale de mitraillette dans la campagne de la Mitidja et disparaître dans une fosse. Faut-il croire Aussaresses lorsqu'il déclare qu'il tenait chaque matin un compte rendu indiquant « le nombre d'arrestations de chaque unité, de suspects abattus au cours des interpellations, d'exécutions sommaires pratiquées par [son] groupe ou par les régiments » ; ce compte rendu était établi sur un manifold à trois feuilles de carbone, ce qui permettait quatre exemplaires dont un en archive personnelle et trois autres destinés à Massu, à Salan et à Lacoste. Si l'affirmation d'Aussaresses est exacte, il est clair que les plus hautes autorités de l'Algérie étaient régulièrement tenues au courant de ces pratiques. Ce qui est certain, c'est qu'en faisant signer des assignations à résidence pour des suspects qui avaient été exécutés, il roulait dans la farine le malheureux Paul Teitgen découvrant progressivement le décalage entre le nombre des assignations qu'il avait signées et le nombre des détenus dans les CTT ou à Paul-Cazelles.

Le 1er avril, une bombe éclate avenue de la Marne, près de la caserne Pelissier, plus de bruit que de mal : aucune victime n'est à déplorer. Poisson d'avril de Yacef Saadi voulant rappeler qu'il existe encore ?

Ce n'est qu'un fait divers éclipsé par la manchette de *la Dépêche quotidienne* : Halimi, le boxeur algérois, est devenu champion du monde des poids coq en dominant le titulaire du titre, l'Italien d'Agata ! Après Mimoun, Halimi ! Décidément les sportifs d'Algérie portent haut le drapeau français.

On imagine que le départ des régiments paras doit être bien

accueilli par Yacef Saadi au moment où les nouvelles structures de la ZAA se mettent en place, et que se reconstitue un petit stock de « Betty ». Mais le départ des paras n'est pas significatif d'une liberté de circulation retrouvée et d'une moindre activité policière. Après l'arrestation en février (mais longtemps tue) d'Ousmer, officier de police à la DST, qui renseignait le FLN depuis un an, la PJ, les RG et la DST ont fait le ménage chez eux, sécurisé leurs enquêtes. Les mises en détention se succèdent. Le 13 avril, *l'Écho d'Alger* annonce que sont présentés au parquet vingt et un communistes dont neuf femmes. Ils sont tous européens ou israélites autochtones et appartiennent au réseau d'André Moine, notamment Eliette Loup, proche collaboratrice du chef du réseau ; elle a loué avec lui une villa pour loger l'imprimerie d'où sort *la Voix du soldat*. Cette jeune femme de 23 ans est la fille d'un colon de la Mitidja qui explique ainsi son évolution : « J'ai été en France, je ne m'y sens pas chez moi. Je suis algérienne. »

Le même jour est annoncée l'arrestation par la PJ, aidée par une compagnie du 2e RPC, de quinze membres de cellules du FLN à Hussein-Dey, ainsi que de cinq terroristes, cette fois par la Gendarmerie mobile.

Et la Casbah reste étroitement contrôlée par les zouaves du capitaine Sirvent, toujours fidèle au poste. Leurs patrouilles veillent et parcourent la haute Casbah jusqu'aux plus sombres venelles qu'ils connaissent bien. Yacef Saadi va s'en rendre compte rapidement.

Il a passé la nuit du 8 au 9 avril chez Si Mourad pour décider du partage du stock de « Betty », que celui-ci vient de constituer. Ramel devra en récupérer la moitié. À l'aube il doit rejoindre son PC caché rue N'Fissa, en compagnie d'Alilou, garde du corps, et des trois filles-secrétaires Zohra Drif, Hassiba Ben Bouali, Djamila Bouhired. Celle-ci est chargée d'une sacoche qui contient de la correspondance pour le CCE, une grosse liasse de billets de banque, des tampons. Précédés d'un éclaireur qui doit se poster à un carrefour, ils sortent échelonnés, Alilou en tête, deux des secrétaires, Yacef Saadi sous un haïk qui camoufle son PM et enfin Djamila Bouhired. Ils ont passé le carrefour quand l'éclaireur, qui y faisait le guet, s'affole en voyant arriver une patrouille de zouaves et s'enfuit. Ainsi alertée, la patrouille se précipite dans la rue où s'est engagée la petite troupe.

Yacef dégage son PM et tire. Mais entre les zouaves et lui, il y a Djamila Bouhired. Elle tombe blessée à l'épaule. Yacef s'esquive avec tous les autres. Les zouaves vont rapidement brancarder la blessée et l'amener à leur PC au palais Klein avec la sacoche qui, ouverte, révèle l'importance de la prise. Yacef a-t-il volontairement tiré sur elle pour qu'elle ne parle pas alors qu'elle détient beaucoup de secrets ? Certains l'affirment. D'autres pensent qu'il a tiré en direction des zouaves pour couvrir leur retraite et qu'il a blessé accidentellement celle qui était une fidèle collaboratrice. C'est d'ailleurs la version qu'il donne dans ses mémoires.

Alors s'ouvre l'affaire Djamila Bouhired qui devient, lors de son procès à la mi-juillet 1957, l'un des grands thèmes de la campagne contre la torture. Ses avocats, dont le jeune maître Vergès, multiplieront les incidents de séance, les allers-retours à Paris, pour dénoncer l'affreux traitement subi par leur cliente.

Que sait-on ? Brancardée jusqu'au PC des zouaves de la Casbah, Djamila Bouhired est transportée aussitôt à l'hôpital Mustapha, puis transférée à l'hôpital militaire Maillot. Sa blessure n'est pas grave. Elle est soignée par des médecins militaires. Le 17 avril, soit huit jours après son hospitalisation, elle est transférée à l'état-major de la 10e DP pour y être interrogée par son 2e bureau, en la personne du capitaine Graziani.

Lors de son procès, Djamila Bouhired affirme que des parachutistes l'ont torturée en charcutant sa plaie alors qu'elle était à l'hôpital. Les comptes rendus des médecins militaires ne signalent aucune trace d'une telle intervention. Quant à Aussaresses, il est catégorique, il n'y est pour rien : « Djamila Bouhired a eu beaucoup de chance car je n'aurais pas hésité une seconde à l'exécuter. » Et cette chance, elle la doit, toujours selon Aussaresses, à l'intervention de l'épouse du général, Suzanne Massu. C'est une très forte personnalité. Ancienne femme de maître Henri Torrès, une des gloires du barreau parisien, elle a fait la guerre avec la division Leclerc, comme chef des Rochambelles, les ambulancières de la division. Devenu madame Massu, elle s'investit en Algérie dans une politique sociale au profit des femmes musulmanes et porte une attention particulière à celles qui s'engagent dans la lutte du FLN. « Grâce à l'intervention de Suzanne Massu, ajoute Aussaresses, les

femmes du FLN furent presque systématiquement livrées à la justice régulière », c’est-à-dire ont échappé au passage à la villa des Tourelles. C’est ainsi que Djamila Bouhired a été confiée « au capitaine Jean Graziani que Suzanne Massu tenait pour un gentil garçon ». L’expression ne convient probablement pas pour définir ce pied-noir d’origine corse, parachutiste expérimenté largué en 1950 sur la RC4 et qui est resté prisonnier des Vietnamiens pendant quatre ans, ce qui forcément durcit le caractère. Mais, ce 17 avril, Graziani « s’occupe de sa prisonnière avec une grande courtoisie ». Il l’aurait même invitée au mess ! Les journalistes feront plus tard un vrai roman-photo des relations du beau capitaine avec sa prisonnière.

Graziani a préféré la séduction à la torture. Pour quel résultat ? Djamila Bouhired n’a donné aucune adresse permettant l’arrestation de Yacef Saadi. Mais on constate que le lendemain de son interrogatoire par Graziani, un dépôt de treize « Betty » et détonateurs est découvert 13, rue Porte-Neuve ! Tout laisse penser qu’elle a indiqué à Graziani que la porteuse de bombe du Coq hardi, le 26 janvier, est une Djamila qui serait employée aux Chèques postaux d’Alger. A-t-elle avoué qu’elle était la porteuse de la bombe qui n’a pas éclaté au Maurétania le 30 septembre ? Le 27 avril, *l’Écho d’Alger* qui annonce la mise sous mandat de dépôt d’une jeune femme, Djamila Bouhired, croit savoir que ce serait celle qui a posé une bombe à la Cafétéria.

Les journaux peuvent se tromper. Ce même 27 avril, ils démentent l’arrestation d’André Moine qui a été à leur une deux jours plus tôt. Il en avait été de même le mois précédent pour Raymonde Peschard : la trop célèbre terroriste communiste, camouflée par les sœurs blanches avant de rejoindre le maquis, a été arrêtée ! Quelle manchette pour *l’Écho d’Alger* du 26 mars ! Le porte-parole du ministre résidant peut démentir dès le lendemain. Rien n’y fait. La conviction est acquise : si l’arrestation est démentie, c’est parce qu’il est impossible de présenter la malheureuse à la presse (comme on l’a fait pour Ben Midhi), parce qu’elle est morte sous les coups des paras. Et de même pour André Moine un mois après. Encore deux cas qui nourrissent la campagne contre la torture et l’armée, et particulièrement celle de l’Humanité, puisque Raymonde Peschard et André Moine sont communistes. La bataille d’Alger ne se déroule

pas qu'à Alger. Se perdrait-elle à Paris ?

Elle s'est toutefois bien calmée en ce mois d'avril. C'est le ramadan, le neuvième mois de l'année de l'hégire pendant lequel les musulmans doivent s'astreindre au jeûne entre le lever et le coucher du soleil. Explique-t-il la mise en veilleuse des activités du FLN jusqu'à l'Aïd el Seghir qui tombe cette année le 1er mai ? Très peu d'attentats, mais des arrestations dont celle de Djamila Bouazza, la Djamila des chèques postaux identifiée, qui reconnaît avoir posé la bombe du Coq hardi. Et les séances publiques du TPFA se succèdent. Marie Elbe, qui en rend compte pour *l'Écho d'Alger*, est une journaliste de grande sensibilité. Si elle se scandalise des plaidoiries idéologiques, elle sait écouter accusés et défenseurs. Au procès de Bardèche inculpé pour l'assassinat du président Froger, qu'il a d'abord avoué au 1er REP, Marie Elbe constate pour ses lecteurs : « Il nie avec un tel accent de sincérité qu'on serait tenté de le croire… mais deux témoins disent le reconnaître… son avocat plaide avec le cœur dans les manches, comme dirait Camus… » Bardèche est néanmoins condamné à mort. Mais Marie Elbe avait raison. Bardèche était innocent de la mort de Froger.

Mais qui alors ? Le mystère ne paraît pas éclairci. Pour Yves Courrière, c'est Ali la Pointe. Pour Yacef Saadi, c'est un Européen qui a voulu aggraver la tension entre les deux communautés. Pour Mohammed Lebjaoui, ce n'est ni l'un ni l'autre ; c'est un *fidaï* venu spécialement du maquis et qui y est retourné aussitôt : « Je le connais, mais c'est à lui de décider s'il garde ou non l'incognito. »

Avril 1957, mois du ramadan, est aussi celui de la Semaine sainte. La cathédrale Saint-Philippe est située, comme l'archevêché, en basse Casbah (elle a été construite sur l'emplacement d'une mosquée). Pour Mgr Duval, cet emplacement était providentiel : « J'étais entouré de musulmans… je ne pouvais pas vivre dans l'illusion. » En ce dimanche pascal, lors de la grand-messe, son prêche est un nouvel appel à la réconciliation qu'il réitère dans la Semaine religieuse d'Alger : « … une des conditions essentielles de la solution des problèmes algériens est un effort sincère de rapprochement entre les familles spirituelles qui composent l'Algérie… » Le capitaine Cardel n'assiste pas à l'office pascal. Il est parti au volant de sa voiture passer le week-end chez son ami SAS

de Champlain dans l'Atlas blidéen. Il est curieux de connaître les lieux où Eoche-Duval, képi bleu en tête, chèche autour du cou, s'efforce d'administrer la tribu des Beni Yacoub en leur montrant une France plus attentive à leurs besoins qu'elle ne l'a été depuis cent trente ans. Le temps est gris et humide mais Eoche-Duval est heureux que quelqu'un vienne peupler sa solitude. Il est heureux surtout parce qu'il a le sentiment de se faire comprendre par cette population trop sur ses gardes, de l'apprivoiser sans la rendre trop dépendante. Une école s'est ouverte, le bâtiment de la SAS fait office de mairie en attendant mieux : « Tu vois, Cardel, il n'y a qu'une chose qui m'emmerde c'est de marier les gens avec le buste de Marianne dans mon dos. » Et de s'esclaffer de sa plaisanterie de monarchiste convaincu.

En redescendant vers la Mitidja, Cardel se demandait : « Mais est-on vraiment en guerre ? Eoche-Duval, pour une fois, ne se plaint pas des incursions des unités opérationnelles dans son domaine. Je fais le voyage Champlain-Médéa-Alger seul dans ma voiture, sans besoin d'escorte. Et Alger est redevenue calme. D'ailleurs, les vedettes françaises défilent en cette quinzaine : le TNP de Vilar, Maria Casarès en tête interprète *Marie Tudor*. Line Renaud chante la Madelon chez les paras du 2e RPC et à l'hôpital de Ben Aknoun pour les blessés. Yves Robert et Danièle Delorme débarquent pour jouer la pièce d'Armand Salacrou *Histoire de rire*…

Un témoignage inattendu de l'atmosphère qui règne à Alger en ce mois d'avril 1957 est fourni par Jean Daniel, alors rédacteur en chef de *l'Express* et natif d'Alger. Ses reportages le conduisent souvent dans le Maghreb. Le 3 avril, il est à Tunis pour la fête-anniversaire de l'indépendance tunisienne. Il est accueilli par ses amis de l'hebdomadaire Action : « Je leur dis, dès le dîner à l'aérodrome, ce que j'ai vu à Alger. Une ville en pleine détente. Les parachutistes y ont brisé le terrorisme avec les méthodes que j'ai dénoncées. Mais le terrorisme est brisé. Et les Musulmans, comme les Européens, respirent. Tous mes amis algérois ont été ou arrêtés ou interrogés et torturés ou perquisitionnés. La délation est chose courante. L'arbitraire est total. On a peur, on se méfie, on vit clandestinement. Mais on respire. Les familles ne sont plus à la merci d'un attentat indistinct, d'une grenade ou d'une bombe. C'est un fait : il faut savoir en tirer les conclusions. Chacun est silencieux. Les visages se

sont fermés. Pour la première fois, je crois sentir une méfiance. Alors, j'insiste. Oui, les Algérois, respirent. Le commerce marche. Il y a crise du logement. Il y a du monde dans les cafés, les restaurants, les cinémas et les théâtres, les dancings et même, déjà, les plages… »

Jean Daniel invite ses interlocuteurs à garder une certaine mesure dans la description des faits : « Alger est une ville où il vient de se passer des choses horribles, à vrai dire effroyables. Mais on est encore loin du bain de sang, de l'emploi du napalm et des gaz asphyxiants décrits par les radios arabes et même tunisiennes. J'ajoute que si, malgré les faits terribles de la répression, la masse musulmane ne se sent pas encore complètement représentée par la minorité active, c'est qu'il y a d'autres facteurs… Bien sûr, on peut dire que dans toutes les révolutions qui durent trop longtemps, les hommes aiment à respirer, à se détendre, et que cela ne les engage pas. Mais en fait, il y a en plus, en Algérie, que le terrorisme, un certain terrorisme, est profondément impopulaire chez les Musulmans eux-mêmes. Ils ne sont pas arrivés, malgré tous les mythes de la guerre sainte, à accepter le terrorisme indistinct et aveugle. Ils n'y sont pas arrivés tout simplement peut-être parce qu'ils se sentent eux-mêmes à la merci d'un attentat, parce qu'ils ne sont pas sûrs, en quittant leurs enfants le matin, qu'ils ne les retrouveront pas assassinés par les révolutionnaires musulmans. Et cela, ce n'est pas ce qu'on appelait le terrorisme révolutionnaire. On peut me dire que c'est le seul recours d'hommes qui possèdent des fusils en face d'une grande armée qui utilise les tanks et les avions. On peut me dire que c'est l'arme du désespoir et que ce sont les Français qui ont conduit les Algériens au désespoir. Mais c'est un fait qu'il n'est pas accepté, que les Musulmans, pour leur honneur, ne l'acceptent pas.

Et alors ?

Et alors, rien. Cela ne change pas mon point de vue sur la politique française. Cela ne change pas mon opinion en faveur de la cause du peuple algérien. Mais je peux dire que le terrorisme aveugle ne s'appuie que sur la force de la terreur et non sur l'assentiment des masses et que, dans ces conditions, je demeure, et passionnément, pour la négociation. Dans l'univers de la violence anarchique, je n'ai

plus envie de choisir des victimes et des bourreaux. Tout le monde est à la fois victime et bourreau.

Et alors ?

Alors, l'avenir franco-algérien semble compromis aussi bien par les Français que par les Algériens, et c'est un malheur surtout pour l'Algérie. Et cela, il faut l'écrire. »

On respire, certes, à Alger, mais l'avenir n'est pas rose. Le colonel Schoen le confirme dans sa synthèse mensuelle : « le FLN s'organise pour durer… », l'ALN est mieux armée, plus instruite. Cardel sait bien que tant que n'aura pas été résolu le problème de la frontière de l'Est, armement et recrues entraînées continueront à renforcer l'ALN. Il ne suffira pas de vaincre à Alger.

Troisième partie

La fin de la bataille

Chapitre XIII

Du Ruisseau à Melouza

L

e 30 avril, Camerone, la fête de la Légion, attire la grande foule à Zeralda, dans la base arrière du 1er REP, au milieu des pins et des allées de roses. Le général Gilles commandant toutes les forces aéroportées est venu de Paris pour présider, avec le général Massu, cette cérémonie festive. Sont également présents les députés Le Pen et Demarquet. Massu décore le lieutenant-colonel Jeanpierre de la Valeur militaire.

Le 30 avril, c'est aussi le dernier jour du ramadan. A-t-on voulu le fêter par des coups de feu ? On pourrait le croire en comptabilisant six morts dans la journée dont un sous-officier du 2e RPC tué place du Gouvernement, un gardien de la paix abattu alors qu'il était en faction boulevard Bru, un ancien combattant musulman. Est-ce une reprise de l'offensive après le calme de mars ? Qui aurait pu en décider ? Le CCE arrive en ordre dispersé à Tunis. Abbane et Saad Dalhab ont mis un mois pour atteindre et passer la frontière marocaine. Abbane a de longs entretiens avec le chef de la wilaya oranaise, Boussouf, plus en sécurité au Maroc que dans les monts de Tlemcen. Yacef Saadi ne peut donc recevoir aucune instruction de l'extérieur ni beaucoup d'aide. Tunis ne répond pas.

À Alger, le 2e RPC attend avec impatience sa relève après quatre mois de séjour dans la ville. La population de Birkadem où sa 4e compagnie a été stationnée veut honorer les bérets rouges. Le conseil municipal a décidé de baptiser une des places de la commune du nom « 4e Cie du 2e RPC » pour la remercier d'avoir si

bien assaini la région. Le commandant du régiment, Fossey-François, prend la parole au cours de la cérémonie pour remercier ; il interroge, sûr de la réponse : « Quand un criminel est arrêté, avons-nous, oui ou non, le droit de lui faire dire où se trouvent cachées les bombes qui mutilent femmes et enfants ? ».

Le 17 mai, les bérets bleus du lieutenant-colonel Mayer (1er RCP) qui étaient en opération vers Bou Saada, sur les franges du désert, relèvent les bérets rouges de Fossey-François.

Le même jour, un attentat contre deux parachutistes déchaîne de sanglantes représailles. Deux soldats de la 191e compagnie de réparation et d'entretien des parachutes (191e CREP) sont atteints, rue de Polignac, par le tir de deux terroristes. L'un est tué, l'autre blessé. La nouvelle est à peine répandue qu'une vingtaine de paras de l'unité, située dans les environs, surgissent, armés de pistolets-mitrailleurs, sur les lieux du drame, à la recherche des « tueurs ». Qui leur indique le bain maure voisin où ceux-ci auraient pu se réfugier ? Ils s'y précipitent, en éjectent une quarantaine de musulmans et les mitraillent sur le trottoir dans un accès de rage incontrôlée, continuant à vider leurs chargeurs sur des corps inertes. Seuls parviennent à faire cesser le feu un lieutenant de l'unité des territoriaux du quartier et le commissaire de police Guinard qui établira le procès verbal. Il y a entassés les uns sur les autres, contre le mur, trente-huit corps dont vingt-six sans vie et douze gravement blessés, transportés d'urgence à l'hôpital Mustapha. Ce sont tous des hommes, âgés de 20 à 52 ans, habitant rue de Polignac, à l'exception de deux non identifiés dont l'un pourrait correspondre au signalement donné d'un des terroristes.

Dans l'histoire de la bataille d'Alger, ce drame apparaît sous le nom de massacre du Ruisseau, le quartier où il s'est déroulé, au sud de la ville, entre le Jardin d'Essai et Hussein-Dey. L'implantation du FLN y a été permanente. Le Ruisseau est plus que jamais en ébullition. Les mitraillés du bain maure crient vengeance. Deux jours plus tard, au cours d'une opération de bouclage par le 1er RCP du chemin Vauban, qui traverse le quartier, un béret bleu est tué, un autre grièvement blessé tandis que des suspects tentant de forcer un barrage sont tués ou blessés.

La propagande du FLN a beau jeu d'exploiter ce lâche assassinat

collectif qui donne du grain à moudre à la campagne parisienne contre la torture et la guerre en Algérie.

Mais, le 21 mai, la chute du gouvernement Mollet accapare l'attention de la presse, la détournant très provisoirement de la bataille d'Alger. Après seize mois passés à l'hôtel Matignon (un record de longévité ministérielle sous la IVe République), Guy Mollet démissionne, attaqué sur sa gauche (y compris dans son propre parti) pour sa politique répressive en Algérie, sur sa droite pour sa politique financière. Le choix de son successeur va-t-il déterminer une nouvelle politique en Algérie orientée vers une reprise de discrètes négociations, ou plus musclée ? Le président de la République, René Coty, consulte.

Yacef Saadi, qui se pose en défenseur de la population musulmane, sait qu'elle ne comprendrait pas son absence de réaction au massacre du Ruisseau. C'est seulement au bout d'une semaine qu'une demi-douzaine d'attentats le même jour peuvent apparaître comme une réplique, mais bien mesurée, à coups de pistolet ou de grenades : un boulanger à Belcourt tué en ouvrant sa boutique, un peintre blessé à Diar-el-Mahçoul, six militaires mitraillés depuis une voiture alors qu'ils dînent dans un restaurant, tous blessés dont un meurt en arrivant à l'hôpital Maillot, et au Ruisseau, un couple blessé et une grenade offensive lancée dans un café.

Aucun attentat spectaculaire, à la bombe. Et pourquoi ? Yacef Saadi s'en expliquera bien plus tard : « Parce que notre stock d'explosifs rendait l'âme. » Il en attribue la responsabilité à la fermeture de la frontière marocaine qui « interdit toute circulation » et au début des travaux pour barrer la frontière tunisienne.

Le capitaine Cardel est bien placé, de son poste de travail, pour rectifier cette affirmation et préciser la situation exacte des barrages frontières à la fin mai 1957. À l'ouest, si le barrage est électrifié dans la région de Marnia jusqu'à la mer, il n'a pas encore une densité telle qu'il puisse empêcher toute circulation entre le Maroc et Tlemcen, et il peut être détourné par le sud. Quant au barrage à l'est, il n'est pas commencé. Cardel sait que le général Salan veut le faire construire, mais il se heurte à la mauvaise volonté de son subordonné, le commandant du corps d'armée de Constantine. Celui-ci, hostile à toute construction d'une « ligne Maginot », fait

confiance à une manœuvre très mobile pour interdire les franchissements de la frontière depuis la Tunisie. Salan se heurte surtout à un obstacle financier : la construction du barrage coûtera cher. Il faut donc obtenir du ministre de la Défense des crédits supplémentaires. Bourgès-Maunoury, démissionnaire, ne peut plus rien lui promettre, surtout préoccupé par son avenir ministériel.

La prétendue fermeture des frontières est donc une mauvaise raison invoquée par Yacef pour justifier la faible efficacité de sa riposte. Sa solitude est une explication plus plausible. Toutefois, il n'est pas exact qu'il soit tellement privé d'explosifs. On découvrira, en septembre, qu'un mandataire de la Pêcherie du port recevait, avec des armes, des explosifs, enrobés dans des blocs de paraffine mêlés aux morceaux de glace, transportés par des bateaux d'une société tunisienne de pêche et d'entretien frigorifique. Certains poissons (pieuvres, poulpes, thons) étaient eux-mêmes bourrés de bâtonnets de dynamite-gomme. Des parachutistes découvriront le pot aux roses en s'étonnant de voir des pêcheurs jeter des colis à l'eau, à leur approche : « Poisson non consommable », leur sera-t-il répondu. L'explication ne les satisfera pas. Une équipe de plongeurs de la Marine ramènera à la surface des colis contenant 20 kilos de dynamite-gomme, des amorces électriques, des munitions diverses et des bacs de thons bien recousus après avoir été bourrés de pains de plastique.

Le 1er juin, le président de la République, interrompt brutalement ses consultations pour lancer, dans un message radiodiffusé, un appel à l'opinion nationale et internationale : « Il n'est pas un homme de cœur qui n'ait été bouleversé de pitié et d'horreur en apprenant les atrocités massives qui, en quelques heures, viennent de coûter la vie à plusieurs centaines de nos compatriotes musulmans d'Algérie… Je donne l'assurance solennelle que la France, qui veut leur garantir la sécurité et la justice, ne les abandonnera jamais. »

L'affaire de Melouza vient d'éclater.

C'est un camarade de promotion de Cardel, le capitaine Combette qui découvre le massacre. Le 28 mai, à son PC dans la chaîne des Bibans au sud de la Kabylie, il est averti par un observateur aérien que des mechtas brûlent dans le douar des Beni-Ilmane, fief du

MNA, cette organisation messaliste qui s'opposait au FLN dans une guerre fratricide. « Je me rends sur les lieux, le plus vite possible, écrit Combette. Il fut difficile d'apprendre ce qui s'était passé. Les femmes, affolées, criaient et hurlaient, courant dans tous les sens, et les témoignages étaient confus. Je pus enfin savoir que tous les hommes avaient été emmenés dans la matinée à Mechta Kasbah, sorte de village-forteresse, situé sur les hauteurs à quelques kilomètres de là. Dès le lendemain matin, avec une quinzaine d'hommes, je me rendis sur les lieux, accompagné par les femmes et un certain nombre de « soldats du MNA » qui m'avaient rejoint. J'y découvris un affreux massacre : des corps atrocement mutilés, des cadavres, dont le visage gardait l'empreinte de la terreur indicible, du sang partout, en mares, en flaques, en traînées sur le sol et sur les murs… le FLN avait mis sa menace à exécution et avait exterminé de la manière la plus sauvage les membres du MNA qui avaient voulu négocier avec la France… »

Toute la population mâle (adulte) du douar, soit 302 hommes, a été systématiquement massacrée par une section de l'ALN. L'horreur de ce crime de guerre civile a un tel retentissement que le PC que Combette a installé à Melouza est envahi par tous les grands reporters de la presse nationale et internationale. La première page des journaux est réservée aux photos prises sur le terrain, mares de sang, femmes et enfants creusant pour enterrer les hommes.

L'émotion est telle que le FLN en est réduit à protester contre une version scandaleuse de ce massacre et à l'imputer aux parachutistes français. Qui peut le croire ? Certainement pas *l'Écho d'Alger* qui commente les photos qu'il fait paraître : « De telles hécatombes… apparaîtront aux yeux de tous les observateurs impartiaux comme la préfiguration de ce que sera l'Algérie si, d'aventure, la France l'abandonnait à elle-même. »

Mouloud Feraoun, l'instituteur kabyle, écrivain français et ami d'Albert Camus, ne se trompe pas non plus sur l'identité des massacreurs de Melouza. Le 3 juin, il note dans son journal intime : « Les massacres de Melouza, hélas !… Une honte, un acte imbécile par quoi tout un peuple se condamne et découvre avec impudence sa barbarie. Désormais, au nom de quoi pourront parler ceux qui en ont assumé la responsabilité… aucune excuse ne séchera les larmes

des enfants, ne fera disparaître, des yeux hagards des femmes, l'indicible épouvante qu'une nuit infernale y a imprimée pour toujours. »

François Mauriac écrit dans son bloc-notes de *l'Express* du 14 juin : « L'horreur appelle l'horreur. Le FLN le sait, il le cherche, il n'hésite devant rien qui puisse provoquer d'aveugles représailles. Quoi qu'il advienne dans les rues d'Alger, disons-le très haut, le FLN l'aura voulu… »

Melouza n'est pas dans le Grand Alger. Le village est situé à plus de 150 kilomètres au sud-est de la capitale, mais Melouza ne peut être dissocié de la bataille d'Alger. Il y a un après-Melouza. Le massacre d'une population musulmane peut justifier la violence de la 10e DP, en confirmant que le FLN n'a qu'une seule arme pour imposer sa volonté, la terreur, à Alger comme à Melouza. À l'accusation de torture, nombreux sont ceux qui pourront désormais opposer Melouza.

Le bilan des activités que présente le colonel Schoen pour mai, 31e mois de l'insurrection est pessimiste. Il note une aggravation du terrorisme sur l'ensemble du territoire, une nette augmentation des attentats contre les musulmans (Melouza notamment) et surtout une « valorisation qualitative et quantitative des unités rebelles » menant des engagements de plus en plus meurtriers.

Massu le confirme qui dirige deux de ses régiments sortis d'Alger pour dégager les communications entre la Kabylie et l'Atlas blidéen ; le 1er REP et le 3e RPC se heurtent à des résistances farouches.

Le 22 mai, Bigeard reçoit l'ordre de retrouver une katiba (une compagnie de fellagas) qui vient, dans une embuscade, de provoquer de grosses pertes dans une compagnie d'un bataillon de tirailleurs algériens. Le 23, après une mise en place nocturne de plusieurs embuscades, Bigeard surprend non pas une mais deux katibas, près du village d'Agounenda. Les fellagas se battent courageusement, bien dirigés, mais leur itinéraire de fuite est fermé par l'héliportage d'une compagnie. Le lendemain, on compte 96 tués et 16 prisonniers rebelles. Le 3e RPC déplore 8 tués, 29 blessés, ce qui est trop pour un Bigeard connu pour être très

économe de la vie de ses hommes.

On a déjà analysé les facteurs qui ont pu contribuer au retrait de la 10e DP de la ville d'Alger, sans noter l'évolution de la situation hors d'Alger. Le besoin de pouvoir disposer de cette grande unité de réserve générale qu'est la 10e DP alors que l'ALN se développe de manière inquiétante peut avoir pesé lourd sur la décision du général Salan de la récupérer, ou tout au moins trois régiments sur quatre, aussitôt engagés.

Chapitre XIV

Yacef Saadi reprend l'initiative

L

e dimanche 2 juin, le ciel est gris, mais la foule se presse autour du circuit tracé dans la ville pour un grand critérium cycliste. Des coureurs métropolitains y participent dont le célèbre Jacques Anquetil. Il est venu, il court, il gagne.

Est-il encore à Alger le lendemain ?

Le soleil est revenu, mais malheureusement avec lui l'odeur de la poudre, les cris, les pleurs, le hurlement des ambulances.

Vers 18 h 30, à l'heure où les travailleurs rejoignent leur domicile, sur l'axe Grande Poste/carrefour de l'Agha/Sadi-Carnot, à trois arrêts du trolley-bus, éclatent trois violentes explosions. Elles déchiquettent le socle de trois lampadaires dont les éclats, tels des shrapnells, balayent le trottoir.

À l'arrêt du Moulin, au coin de la rue Hoche, le lampadaire s'est effondré sur la maison voisine, mais comme le trolley-bus vient de passer, il n'y a que deux blessés. En revanche, les trottoirs de l'Agha et de la rue Lelluch près de la Grande Poste sont transformés en champ de bataille, jonchés de corps sanglants, d'éclats de fonte. Dix morts (dont trois garçons de 5, 10 et 15 ans), quatre-vingts six blessés européens ou musulmans sont dénombrés le lendemain.

Yacef Saadi expliquera ultérieurement le choix de ce nouveau

procédé de mise en œuvre des bombes : « Il fallait gérer au mieux l'insignifiant reliquat de gomme explosive dont nous disposions. » Seuls 150 grammes par lampadaire avaient été utilisés, la capacité meurtrière étant obtenue par la « volatilisation » de l'armature du lampadaire. Le chargement des trois socles avait été effectué de jour par une équipe du réseau « bombes » déguisée en employés de l'Électricité d'Algérie. Disposant de la clé permettant d'ouvrir le socle, l'équipe simula une visite d'entretien et y glissa l'explosif.

L'émotion est très grande à Alger. Le ministre résidant craint des manifestations à l'occasion des obsèques des victimes. Le service d'ordre est en alerte, mais cette fois la foule contient sa douleur.

Cet attentat des lampadaires survient quelques jours après la découverte de Melouza. Les deux émotions se conjuguent pour réclamer une action énergique contre la terreur qu'impose le FLN. Mais il n'y a plus de gouvernement et René Coty consulte toujours. Les maires du département d'Alger demandent la mobilisation de tous les Français d'Algérie et la formation d'un gouvernement de salut public.

Quel a été l'objectif de Yacef Saadi lors de cette opération des lampadaires ? Venger les morts du Ruisseau ? Curieuse vengeance qui tue autant de Musulmans que d'Européens ! Attirer à Alger les régiments parachutistes pour soulager la wilaya IV attaquée par les paras de Bigeard et de Jeanpierre ? Ce serait une opération suicidaire pour la ZAA.

Il récidive cinq jours plus tard, le 9 juin, en choisissant un objectif exclusivement européen : le casino de la Corniche, construit sur un éperon rocheux dominant la mer à Saint-Eugène. On y dansait, on y joue, mais entre Européens ; les Musulmans sont refoulés à l'entrée. Encore faut-il trouver dans le personnel de l'établissement un volontaire pour introduire la bombe. C'est un plongeur des cuisines, âgé de 17 ans, Lounès Imekhlef qui accepte de transporter la bombe et de la placer sous l'estrade de l'orchestre. En échange, on lui promet de le faire passer dans un maquis.

Ce samedi de Pentecôte, il y a près de deux cents personnes dans la salle de bal qu'anime l'orchestre de Lucky Starway, très populaire à Alger, particulièrement à Bab-el-Oued dont Lucky (Lucien Seror) est

originaire. Lounès Imekhlef a placé sa bombe en début d'après-midi sous l'estrade puis s'est enfui. L'engin explose vers 19 heures, alors que l'orchestre joue pour de nombreux couples enlacés. « Je dansais avec ma fiancée, elle me fut arrachée des bras », dira un blessé léger au chevet de sa fiancée mourante. L'estrade est soulevée par l'explosion, Lucky Starway, éventré, meurt sur le coup, son danseur a les jambes sectionnées, la chanteuse, les pieds coupés, les autres musiciens blessés moins grièvement, le piano culbuté, l'accordéon et le bandonéon crevés au milieu des flaques de sang. Dans la salle beaucoup de couples à terre, surtout blessés aux jambes. Les sauveteurs qui arrivent sont débordés par le nombre de blessés à évacuer d'urgence sur l'hôpital Mustapha. Les sirènes des ambulances tentent de se frayer un passage dans le flot des voitures des Algérois qui reviennent de la plage. Cardel, qui est de permanence à son bureau, voit passer à toute vitesse les voitures qui transportent les blessés, à coups de klaxons et de sirènes, et prévoit des lendemains difficiles. À l'hôpital, douze blocs opératoires fonctionnent simultanément pendant quelques heures, car sur les quatre-vingts blessés, il faudra pratiquer dix amputations des membres inférieurs. La moitié des blessés sont des femmes et des jeunes filles. Huit morts dont cinq hommes complètent ce sinistre bilan.

Massu est vite arrivé sur les lieux et s'épanche devant les journalistes : « Qui ne déplorera pas que ses paras n'aient été, pour la plupart, éloignés trop tôt ? Sous la pression sans doute d'une campagne de presse qui n'aura que trop bien servi les terroristes. »

Le lendemain, le général Salan sort de son silence pour affirmer que « nul d'entre nous ne doit rester en repos tant que nous n'aurons pas abattu le rebelle ».

De telles paroles peuvent-elles calmer l'exaspération des Algérois et la douleur des parents des victimes ? Dès le lundi après-midi les obsèques de Lucien Seror sont suivies par une grande foule agitée. Au retour du cimetière juif de Saint-Eugène où il a été enterré, les incidents se multiplient à Bab-el-Oued ; les musulmans se calfeutrent chez eux.

Le lendemain, c'est l'émeute en ville. Vingt mille personnes suivent les obsèques de cinq victimes ; de très violents incidents embrasent

le centre d'Alger, des ratonnades dignes de celles qui ont accompagné l'enterrement d'Amédée Froger ! Cinq musulmans tués, plus de quarante blessés dont cinq parmi les forces de l'ordre, vingt véhicules incendiés, une centaine de magasins saccagés. La note est lourde, malgré l'intervention des CRS qui tentent, à coups de gaz lacrymogène, de fermer la rue d'Isly en direction de la Casbah. D'aussi violents incidents reprennent boulevard Pitolet, vers Saint-Eugène.

Les journaux algérois lancent un appel au calme : « Le sang-froid s'impose. De graves, multiples, déplorables incidents, des scènes d'émeute ont marqué la journée d'hier. Une exaspération compréhensive ne peut excuser l'attitude de meneurs entraînant des groupes de tout jeunes gens dans un vertige de destructions aveugles et des actes d'une violence parfois meurtrière. »

Les Algérois croyaient désormais être immunisés contre les dangers du terrorisme et vivaient comme si de rien n'était ; or, le retour des attentats aveugles en pleine foule, et plus particulièrement celui du casino de la Corniche, suivis de ratonnades qui tournent à l'émeute, provoque un choc indéniable. Jeannine Verdès-Leroux cite une Algéroise qui échoue à son deuxième bac, après l'attentat de la Corniche. Elle ne connaissait pourtant personne parmi les victimes, mais « … c'est là que j'ai réalisé… des enterrements, des ratonnades… j'étais complètement traumatisée par ça, j'ai échoué… C'est là que je me suis aperçue qu'il y avait quelque chose qui n'allait pas… je n'avais pas peur, franchement non, mais ça n'allait pas… j'allais mal, j'allais mal ».

Un autre se souvient : « L'attentat de la Corniche, c'était horrible ; c'était le genre de débat qu'on a toujours dans ce type de situation, on est un peu déchiré entre des positions très très contradictoires ; c'est sûr que l'attentat de la Corniche m'avait ébranlé ; cela étant, quand j'ai vu les ratonnades qui se sont passées après l'attentat… »

Qu'a cherché Yacef Saadi en organisant le massacre de la Corniche ? Venger les morts du Ruisseau en évitant cette fois toute victime musulmane ? Creuser encore plus profondément le fossé entre les deux communautés ? Obliger le commandement français à rappeler les trois régiments paras à Alger et ainsi soulager la wilaya IV ?

Dans ce dernier cas, c'est un pari perdu, car quoi qu'en écrivent certains commentateurs, le rythme des relèves des régiments paras à Alger n'est pas modifié. Les bérets bleus du 1er RCP doivent être relevés à la mi-juillet par le 3e RPC. C'est le 19 juillet que celui-ci revient à Alger.

Par contre, Yacef Saadi n'avait pas prévu que l'émotion provoquée par « la Corniche » provoquerait une subite réorganisation du secteur Alger-Sahel et l'arrivée à sa tête d'un colonel décidé à changer de méthodes.

Chapitre XV

Le colonel Godard aux commandes

A

près trois semaines de vacance du pouvoir, un nouveau gouvernement est enfin constitué. C’est l’ancien ministre de la Défense, Maurice Bourgès-Maunoury qui le préside. Robert Lacoste reste à Alger, comme ministre de l’Algérie (au lieu de ministre résidant). C’est dire que la politique menée jusqu’à présent en Algérie, celle que critiquait la gauche du parti socialiste, est confirmée. À la Défense nationale est nommé un radical très attaché à la défense de l’Algérie, André Morice ; il est décidé à agir vite et va le montrer.

Comme Robert Lacoste est confirmé à son poste se tient à Alger une réunion « au sommet » rassemblant tous les responsables de la justice, de l’administration, des polices, de la DST, de la gendarmerie, des CRS, pour tirer les conséquences de la volcanique reprise des activités de Yacef Saadi. Il est indispensable de mieux concentrer la responsabilité sur une seule tête, c’est-à-dire de renforcer encore les pouvoirs du général Massu. Dans la zone nord-algéroise dont il est le responsable, le préfet et les sous-préfets doivent se considérer comme ses subordonnés.

Massu nomme alors le colonel Godard, chef du secteur Alger-Sahel en lui déléguant tous les pouvoirs dont il est investi.

Godard, on a évoqué ce nom lorsque le 7 janvier Massu, sortant de

chez Robert Lacoste, apprend à son chef d'état-major – c'est le colonel Godard – quelle est la nouvelle mission de la 10e DP. « Ce n'est pas une mission pour nous », répond-il au général. S'il n'est plus fait mention de Godard dans ce récit – sinon par quelques citations de ses mémoires – c'est parce que Godard ne participe que de très loin à la bataille d'Alger. Il désapprouve ouvertement la participation de la division dans le maintien de l'ordre. La vocation de la 10e DP est d'être une unité de réserve générale dont les interventions sont décidées par le commandant en chef. Il faut qu'elle continue de s'y préparer. Et c'est ce que lui, Godard, entend faire avec l'état-major dont il est le chef. C'est donc beaucoup plus en témoin qu'en acteur qu'il vit les premiers mois de la bataille d'Alger.

Godard est très réservé sur le travail de policier, imposé aux parachutistes qui ne peut déboucher que sur la torture. Or, « les sévices servent la propagande de l'adversaire ; ceux qui parlent d'eux-mêmes sous le coup de l'arrestation sont beaucoup plus nombreux qu'on ne le croit généralement, j'en parle d'expérience… Pas de torture limitée non plus car c'est s'engager dans un engrenage. Alors quelle solution ? Il n'y en a pas de bonne dans la lutte contre la subversion qui ne peut être qu'une sale besogne. La mienne est la moins mauvaise : prévenir l'adversaire que le terroriste pris en flagrant délit sera fusillé dans les vingt-quatre heures s'il n'a pas livré ses secrets de bonne grâce. Certes, il y a eu des cas de sévices… mais le FLN en a inventés. »

Tels sont quelques propos qui peuvent faire comprendre le comportement très réservé de Godard pendant les six premiers mois. Yves Godard est alors âgé de 46 ans. L'ancien chasseur alpin, skieur de classe, le prisonnier évadé qui a rejoint la Résistance, a succédé à Aussaresses au commandement du 11e bataillon de choc en 1948. Après un séjour en Indochine, où il est à la tête de la colonne du Laos qui tente d'aller secourir Diên Biên Phu, il est chef d'état-major de Massu depuis 1955. Celui-ci apprécie ce sportif « tout en muscles » dont il souligne la ténacité, la capacité de travail et le sens de l'organisation, avec toutefois une réserve : il est « réfléchi au point de manquer de spontanéité et il a une tendance à être souvent en retard d'un train ». Est-ce une allusion à sa réserve devant la mission policière ?

Aussaresses n'apprécie guère Godard depuis qu'il a dû lui céder le commandement du 11e bataillon de choc. Leurs retrouvailles en Algérie n'améliorent pas leurs rapports. Aussaresses pense que Godard « s'est défilé » pendant la crise : « C'est au moment où la bataille d'Alger semblait gagnée que le colonel Godard refit soudain surface », écrit-il benoîtement.

Il « refait surface » parce que Massu lui délègue tous pouvoirs dans le secteur d'Alger-Sahel. À un très mauvais moment, lorsque se déclenche l'affaire Audin !

Le capitaine Faulques est toujours sur la piste d'André Moine, le chef d'un réseau du PCA. Le 10 juin, son équipe arrête le docteur Hadjad membre du PCA, qui avoue qu'il a soigné Caballero (en cavale avec Moine) chez un certain Maurice Audin.

« Mardi 11 juin, la journée a été pénible », se souvient Josette Audin en évoquant les ratonnades. « Environ 11 heures du soir – les trois enfants dorment. Soudain on tambourine à la porte : " Police, ouvrez " ; une troupe de paras armés, béret bleu sur la tête, entre dans l'appartement avec quelques civils… ils emmènent Maurice. Et quand je demande : " Où l'emmenez-vous ? Quand reviendra-t-il ? " " S'il est raisonnable il sera là dans une heure ", me dit en s'en allant un capitaine. " Raisonnable, il ne l'a pas été. Je ne l'ai jamais revu ". »

Maurice Audin, 25 ans, est un jeune mathématicien, assistant à la faculté des sciences d'Alger, qui termine la préparation de sa thèse de doctorat. Il est membre du PCA, comme sa femme. Tous deux sont originaires d'Algérie mais, dit-elle, « nous nous considérions comme algériens, même si nous n'étions pas musulmans ». Maurice Audin ne participe pas à la lutte armée, mais s'occupe de la propagande et peut héberger des militants recherchés.

En emmenant Audin, les bérets bleus laissent deux paras dans l'appartement où est consignée Josette Audin et ses enfants avec interdiction de téléphoner. La souricière fonctionne très vite : le 12 juin, Henri Alleg vient s'y jeter, qui est aussitôt conduit dans un immeuble en construction, le centre de triage d'El-Biar où a été conduit Audin vingt-quatre heures plus tôt et où maître Boumendjel a été précipité dans le vide.

Henri Alleg est certainement pour les paras une plus grosse prise qu'Audin. En Algérie depuis 1939, cet homme d'origine polonaise et de confession juive, né à Londres, élevé en France, adhère au PCA en 1944, puis épouse une Française de Mostaganem, professeur d'anglais, également militante communiste. Il devient membre du comité central du PCA et directeur d'*Alger républicain*. Lors de la dissolution du PCA en septembre 1955, *Alger républicain* est interdit mais Alleg obtient que le tribunal administratif reconnaisse l'illégalité de cette interdiction, sans toutefois que le journal puisse reparaître. Alleg passe en clandestinité, en novembre 1956, après l'assignation à résidence de 140 membres du PCA.

Alleg est le dernier à revoir Audin, au centre de triage où ils sont tous deux torturés. « C'est dur, Henri », lui murmure Audin. Un jour, Alleg est averti qu'il doit être transféré avec Audin. Il entend partir Audin en jeep, mais n'est pas transféré, sinon bien plus tard. Quant à Audin…

Le colonel Godard inaugure son commandement d'Alger-Sahel avec une affaire que d'aucuns, non sans exagération, qualifieront de nouvelle affaire Dreyfus, et dont il doit endosser la responsabilité. Car c'est à lui que s'adresse madame Audin pour savoir ce qu'est devenu son mari. Dès le 16 juin, elle alerte les autorités académiques, prend deux avocats dont l'un télégraphie au président de la République. Elle profite du premier passage à Alger de membres de la nouvelle Commission de sauvegarde des droits et libertés individuels pour évoquer le cas de son mari. Elle rencontre Louis Martin-Chauffier de passage à Alger au titre de la Commission internationale contre le régime concentrationnaire, il enquête et lui apprend que son mari a été enregistré au centre de triage de la Bouzaréa. Le 27 juin, Godard jusque-là silencieux, annonce à maître Borker, un des avocats de madame Audin, que Maurice Audin comme Henri Alleg vont être conduits devant le juge d'instruction. Et il lui donne rendez-vous le 1er juillet pour lui fournir des nouvelles rassurantes.

Ce jour-là, ce n'est pas Godard qui reçoit madame Audin, mais le lieutenant-colonel Trinquier, devenu son adjoint. Et quelle nouvelle rassurante donne-t-il ? Maurice Audin s'est évadé ! À l'appui de l'affirmation est présenté un rapport sur l'évasion du détenu Audin,

signé le 25 juin par le lieutenant-colonel Mayer, commandant le 1er RCP. Au cours d'un transfert en jeep, Audin a sauté du véhicule et s'est enfui vers le Frais-Vallon. La nuit obscure n'a pas permis de le retrouver. Quinze jours d'arrêts de rigueur ont été infligés pour négligence au sous-officier convoyeur. N'en croyant rien, madame Audin dépose entre les mains du juge d'instruction d'Alger une plainte en homicide contre X et se constitue partie civile. L'affaire est désormais engagée sur le plan judiciaire.

Godard, lui non plus, ne croit pas à l'évasion. Il n'est pas dupe, bien obligé d'adopter cette version « officielle » que défendra longtemps Robert Lacoste. Mais l'affaire qui va renforcer la campagne contre la torture a déclenché chez lui une très violente colère ; elle se traduit par le renvoi d'Aussaresses qui réintègre le 1er RCP dès que celui-ci est relevé à la mi-juillet par le 3e RPC, et aussi par la dissolution des équipes qu'il dirigeait la nuit. L'une d'elles ne serait-elle pas intervenue au cours du transfert d'Audin ? Pour une fois, Aussaresses, si prolixe sur ses opérations punitives meurtrières, reste discret dans ses mémoires.

Ainsi débarrassé d'un groupe qui a agi le plus souvent dans la plus grande autonomie, Godard se constitue une équipe solide et homogène. Il y a toujours le capitaine Sirvent que Godard tient en grande estime pour le travail aussi discret qu'efficace mené avec sa compagnie de zouaves dans une Casbah qui n'a plus guère de secrets pour eux. Le 27 juin ne viennent-il pas, avec l'aide de la police urbaine, de saisir 32 nouvelles bombes du format boîte de cigares, avec des amorces et des chargeurs !

Godard obtient le détachement du capitaine Faulques dont la mémoire infaillible et l'esprit de déduction ont permis la réussite d'enquêtes difficiles. Il était jusqu'alors l'OR du 1er REP ; il a démantelé le réseau des chrétiens progressistes aidant le FLN et est sur le point d'atteindre son grand objectif : détruire le dernier réseau du PCA, en la personne d'André Moine. Des jugements très divers sont portés sur lui. « C'est un dur – très dur, écrit Yves Courrière… Il est beau et cruel. Comme les tigres de Malaisie… ses yeux bleus sont comme délavés, sans vie, froids. » Henri Le Mire proteste : « Froid peut-être, mais loyal, coopératif et jamais cruel. » Il est souvent la cible de la campagne contre la torture, mais il

gagne ses procès en diffamation quand Jean-François Kahn l'accuse plus tard dans *l'Express* d'avoir été « un de ceux qui torturaient Henri Alleg et jusqu'à la mort Maurice Audin ».

En prenant Trinquier, le chef du DPU, comme adjoint, Godard récupère un capitaine que Trinquier a fait nommer récemment en Algérie pour utiliser des capacités très particulières de « monteur de coups tordus », mais efficaces.

Le capitaine Léger, ancien du BCRA, parachuté en Anjou en 1944, en Hollande en 1945 a été affecté dans les services spéciaux à plusieurs reprises. Il s'est rallié à la méthode Trinquier d'encadrement des populations, un encadrement très strict qui doit permettre de les contrôler et de les faire échapper à la pression de l'adversaire. C'est ce que Trinquier a réalisé avec le DPU. Mais Léger trouve cette « mise en carte » insuffisante, trop passive. Il faut « travailler » cette population, exploiter les renseignements qu'elle peut fournir, priver l'adversaire de ses moyens d'information, en bref retourner contre le FLN ceux qui ont été ses victimes ou ses complices, voire ses agents.

À cette fin, Léger constitue une équipe restreinte, appelée le GRE (groupe renseignement et exploitation), initialement composée de cinq membres : deux sous-officiers parachutistes dont un musulman qui a combattu avec Trinquier en Indochine ; une musulmane, ancien agent de liaison du FLN que Léger a sortie du centre de tri de Beni-Messous où elle avait été assignée à résidence après avoir été dénoncée par son époux ; deux musulmans dont un, Farès Saïd, arrêté par les zouaves au mois de mai et que « retourne » facilement Léger. Le GRE agit depuis une petite villa d'El-Biar, près du balcon Saint-Raphaël, mais lorsque Léger rejoint Godard, il installe son PC rue Maupas, dans une vieille maison mauresque, près du palais Klein, PC de Sirvent.

Ainsi sont regroupés, en basse Casbah, non loin de la cathédrale, le commissariat de l'arrondissement et les PC des trois hommes qui vont jouer un rôle déterminant dans la deuxième et dernière phase de la destruction de l'implantation terroriste à Alger : Godard, Sirvent et Léger.

Pour exécuter sa mission, Godard doit disposer en permanence d'un

régiment para. Pour l'heure, il s'agit du 1er RCP très impliqué dans l'affaire Audin et dont Godard souhaite une relève rapide. Elle est programmée à la mi-juillet. Godard ne doute pas de l'efficacité du successeur, le 3e RPC, mais comment pourra-t-il imposer son autorité à son chef, Bigeard, devenu « le lion de l'Atlas » après ses derniers succès dans l'Atlas blidéen ? L'OR du 3e RPC s'inscrira-t-il facilement dans la nouvelle stratégie que prône Godard, une infiltration progressive grâce à une manœuvre où l'intelligence et l'imagination sont décisives, reléguant la torture au magasin des accessoires ?

L'organisation de la ZAA que Yacef Saadi a réussi à reconstituer sous une forme réduite n'est pas inconnue de Sirvent. Ses organigrammes successifs établis au palais Klein en suivent l'évolution. Mais beaucoup de noms ont disparu lors de la tourmente de janvier et de février. Ceux qui ont survécu sur place et ceux qui reviennent se remettre à la disposition du chef de la ZAA sont des durs, des obstinés. Ils sont, peu nombreux, sans véritables adjoints. La chute de quelques-uns d'entre eux peut entraîner l'effondrement de l'ensemble.

Depuis la Corniche, l'activité terroriste n'est que sporadique. Ce sont probablement des isolés qui, depuis une voiture, tirent sur une patrouille de soldats dans la sinueuse rue Rovigo, et le lendemain 20 juin tuent un sergent d'unité territoriale, rue de la Lyre. Le soir, Bab-el-Oued risque de s'embraser une nouvelle fois : une grenade lancée par-dessus les barbelés qui isolent la Casbah pénètre par l'avant dans le tramway devant l'église Notre-Dame-des-Victoires. Elle atteint en pleine figure et tue Vincent Pilato, un des meilleurs boulistes du quartier.

L'émotion est grande, mais le calme respecté.

Simultanément, le TPFA siège régulièrement, chargé d'affaires. Depuis la loi des pouvoirs spéciaux, il est possible de traduire devant les trois TPFA (Alger, Oran, Constantine), sans instruction, les individus pris en flagrant délit de participation à une action contre les biens et les personnes, même si cette comparution immédiate concerne des infractions susceptibles d'entraîner la peine capitale. Le durcissement de la guerre en 1957, particulièrement à Alger, a donc entraîné une activité croissante du TPFA d'Alger.

Entre le 1er janvier 1957 et le 13 mai 1958, il rend 2 372 jugements dont 26 % à des peines de mort en présence des accusés ou par contumace. Sur l'ensemble de l'Algérie, on dénombre pour l'année 1957, 391 condamnations à mort et 91 exécutions – les civils, la grande majorité des condamnés à mort, sont guillotinés, tandis que les militaires sont fusillés. Les dossiers de grâce cheminent lentement jusqu'au président de la République, René Coty.

En ce mois de juin, le TPFA d'Alger juge sans bruit des inculpés d'assistance au FLN, le docteur Jeannine Belkhodja, de Boufarik, représente un type humain très caractéristique du melting-pot qu'est l'Algérie depuis 1830 : père kabyle, mère corse-pied-noir, catholique pratiquante et militante au PCA. Son avocat, maître Morinaud, un ami de la famille, rappelle qu'« elle est le bonheur de la population de Boufarik pour son action médico-sociale ». Elle est condamnée à cinq ans de prison avec sursis. Expulsée d'Algérie, elle se réfugiera temporairement en Tunisie.

Une même condamnation frappe l'infirmier Ahmed Bouderba, très bien défendu par son avocat maître Duld Aoudia, du barreau de Tizi Ouzou dont *la Dépêche quotidienne* tient à reproduire la plaidoirie : « … Si nous avons dans le cœur des sentiments généreux, c'est à la culture française que nous le devons. Nous avons l'espoir que nous verrons tout cela aboutir à la création d'une Algérie nouvelle qui reste dans le giron de la France. Bouderba n'a pas d'autre désir… Renvoyez l'accusé à son action médico-sociale. »

Quelques jours après, le procès du bachaga Boualem attire la foule. Il est accompagné de neuf autres inculpés (menuisier, serrurier, membres de la filière « bombes », dont Yacef Saïd, le frère de Yacef Saadi). Maître Popie, défenseur du bachaga, demande de disjoindre le dossier de son client. N'est-il pas investi d'une mission de contact avec des chefs du FLN, par Lucien Paye, le directeur des affaires politiques ? Les juges ne veulent retenir que la présence de bombes à son domicile de la Casbah : « Je jure devant Dieu que j'ignorais leur existence ! » Il est condamné à dix ans de prison, Yacef Saïd à cinq et le menuisier fabricant de boîtes emballant les bombes, à vingt.

Le 20 juin *la Dépêche quotidienne* annonce l'arrivée en Algérie du nouveau ministre de la Défense, André Morice, accompagné des

plus hautes autorités militaires. Il est reçu à Bône, et non à Alger, par le général Salan. Le lieu de réunion prouve que l'objectif de cette visite est la frontière tunisienne. Cardel sait que le général Salan espère arracher au nouveau ministre le financement du barrage à l'est. Effectivement, la presse annonce, le 7 juillet, qu'un barrage de 300 kilomètres de fil électrifié sera tiré le long de la frontière tunisienne. Et c'est là, et non pas à Alger, pense Cardel, que va se jouer l'avenir de l'Algérie.

Chapitre XVI

Une discrète parenthèse : Germaine Tillion à Alger

L

a Commission internationale contre le régime concentrationnaire a reçu l'accord du ministre de l'Algérie, pour y visiter les centres d'hébergement et les prisons. Les trois membres étrangers sont pilotés par Louis Martin Chauffier et Germaine Tillion, tous deux anciens déportés.

Germaine Tillion ne découvre pas l'Algérie. Jeune ethnologue, elle a passé, avant guerre, quelques années dans les Aurès pour étudier les populations. En France, sous l'Occupation, elle s'engage très tôt dans un des premiers réseaux de Résistance, celui du musée de l'Homme, vite détruit par trahison. Arrêtée, elle est déportée. Elle retrouve l'Algérie au début de l'insurrection. Sur les conseils de son directeur de thèse, Louis Massignon, François Mitterrand, alors ministre de l'Intérieur, l'envoie en mission pour enquêter sur le déplacement des populations. Son rapport pessimiste soulignant l'effondrement économique de l'arrière pays, attire l'attention du nouveau gouverneur général de l'Algérie, Jacques Soustelle, ancien du musée de l'Homme, comme elle. Il la charge de mission dans son cabinet. C'est alors qu'elle crée le service des Centres sociaux, chargés de promouvoir l'alphabétisation et l'instruction des autochtones et de leur apporter les soins les plus élémentaires. Rentrée en métropole, elle fait paraître au début de 1957 l'Algérie en 1957, étude qui insiste sur la paupérisation croissante de celle-ci et conclut sur la nécessité pour l'Algérie de vivre en symbiose

économique avec la France.

Germaine Tillion débarque à Alger le 18 juin, avec ses collègues de la Commission. Elle est rapidement et secrètement contactée par une autorité du FLN qui souhaiterait discuter avec elle des conclusions de son livre. Le 4 juillet, revêtue d'un haïk, elle suit un guide venu la chercher à son hôtel qui la conduit, après moult changements d'itinéraire, en pleine Casbah, dans une maison. Elle y est accueillie par une femme, puis rejointe par deux hommes, mitraillette au bras, accompagnés d'une jeune femme. Lors de cette réunion, Germaine Tillion ne connaît pas l'identité de celui qui, seul, participe à la conversation. C'est Yacef Saadi ; les deux muets sont Zohra Drif et Ali la Pointe. Quant à l'hôtesse, c'est Fatiha Bouhired, la tante de Djamila, qui reçoit et cache bien souvent le chef de la ZAA. Curieux entretien au cours duquel chacun sur ses gardes évoque la vie à Alger, la vie dans la clandestinité, où « le chef FLN » fustige la torture tandis que Germaine Tillion condamne les attentats aveugles. Peu à peu la conversation s'oriente sur une proposition : « Si j'arrêtais les attentats, promettez-vous de ne plus faire d'exécutions capitales ? – C'est du ressort de mon gouvernement d'en décider, mais je peux l'informer de cette proposition. »

Elle retourne à Paris.

Germaine Tillion a ses entrées au cabinet du président du Conseil Maurice Bourgès-Maunoury. Elle en connaît le directeur André Boulloche, ancien déporté, et Louis Mangin, un ami personnel qui en est membre. Elle leur fait part de son entrevue, dès le 8 juillet, en suggérant qu'il n'y ait plus d'exécutions tant qu'il n'y a pas d'attentats ; il n'est pas du ressort d'un directeur de cabinet d'en décider mais Boulloche, ne sachant qui son interlocutrice a rencontré, lui suggère de retourner à Alger pour prendre contact avec le CCE, curieux conseil puisque le CCE a quitté précipitamment Alger depuis la fin février.

Germaine Tillion se décide à repartir, avant d'apprendre par Louis Mangin qu'il n'y aura pas d'interruption des exécutions, trois sont prévues sous peu. Elle prend néanmoins l'avion le 24 « la mort dans l'âme » et apprend le 25 qu'à Barberousse trois terroristes ont été guillotinés dont Badèche Ben Hamidi, le « faux » assassin d'Amédée

Froger.

Évidemment à Alger, Germaine Tillion ne pourra rencontrer aucun membre du CCE. Celui-ci, réduit à quatre membres depuis la mort de Ben Midhi, est d'ailleurs en pleine crise, déchiré par un conflit qui oppose Krim Belkacem à Abbane depuis qu'ils ont rejoint Tunis. Germaine Tillion avait pu obtenir d'André Boulloche qu'un sauf-conduit soit établi pour permettre à un Algérien de faire un aller-retour Alger-Tunis afin de prendre l'avis d'autorités responsables du FLN. C'est Hadj Smaïn qui en bénéficie (il ne figure sur aucun des organigrammes de la rébellion que reconstituent les services de renseignements français). À Tunis, il découvre un CCE, éclaté, incapable de prendre la moindre décision et revient découragé. Il a appris à Germaine Tillion l'identité de son interlocuteur de la Casbah, Yacef Saadi.

Une nouvelle entrevue est organisée et, le 9 août, par des chemins zigzagants, elle retrouve chez Fatiha Bouhired, le chef de la Zone autonome. Mais la situation a bien changé. Les exécutions de condamnés à mort continuent. Le 27 juillet, Yacef a réagi à celles du 25 : neuf bombes éclatent ou sont découvertes en ville, mais sans provoquer de victimes civiles. Le 1er août, un adolescent en scooter lance une autre bombe, près de la Grande Poste, sans résultat notable. C'est parce qu'il n'y a pas eu de victimes que Germaine Tillion a accepté cette deuxième entrevue. Elle le dit, d'entrée de jeu, à son interlocuteur. Yacef répond qu'il avait pris toutes ses dispositions pour qu'il en soit ainsi. Ils évoquent ensuite l'avenir bien incertain de l'Algérie. Avant de reprendre l'avion, le 16 août, Germaine Tillion, informée de nouvelles exécutions, fait passer un dernier message à Yacef : « qu'il soit assez intelligent pour prendre une position de modération, seul et sans contrepartie » face à la décision du gouvernement de ne pas freiner la répression.

Ces entretiens sont restés très secrets échappant à l'attention de Godard comme de Robert Lacoste, mais pour peu de temps. Les arrestations successives de Hadj Smaïn et de Yacef Saadi permettront de trouver le sauf-conduit et des correspondances codées qui se révèlent celles échangées entre Germaine Tillion et le chef de la ZAA. Alors fusent les commentaires indignés des paras : « Quoi ! Le gouvernement nous oblige à faire un sale métier qui

nous vaut le mépris des bonnes âmes de Paris et en même temps il envoie un Algérien à Tunis pour négocier ! Scandaleux. »

Les épithètes pleuvent sur Germaine Tillion : une « girl scout » qui croit aux bonnes paroles d'un assassin ! ; un émissaire des bradeurs d'Empire ! ; une traîtresse…

Elle ne mérite pas ces qualificatifs. Personne ne peut dénier le courage personnel dont elle a toujours fait preuve, en particulier à Ravensbrück, ni son honnêteté intellectuelle. Elle n'a jamais participé à un réseau d'aide au FLN. Elle a tenu à le préciser à Yacef Saadi : elle est française, mais une Française attachée à l'Algérie depuis son séjour dans les Aurès, bouleversée en voyant disparaître dans la violence intercommunautaire son projet d'une Algérie rénovée socialement, vivant en symbiose économique avec la France. D'où sa volonté de trouver des interlocuteurs.

Yacef Saadi a-t-il été un interlocuteur honnête ? A-t-il, en faisant reprendre les attentats le 27 juillet pour répondre aux exécutions du 25, donné des instructions pour éviter toute victime civile ? En fait, il n'y a pas « reprise » le 27, car le 18, donc avant les exécutions du 25 et après la première visite de Germaine Tillion à Yacef, plus d'une dizaine de bombes éclatent ou sont découvertes dans le centre d'Alger, à Hussein-Dey, sur une plage, jusqu'à la pointe Pescade. Il n'y a qu'un mort et trois blessés parmi la population, et un terroriste qui saute avec le couffin où est dissimulé son engin. Il semble que certains poseurs de bombes, affolés par la multiplication des patrouilles, se soient débarrassés de leur engin un peu au hasard. L'un, retrouvé dans le tunnel des Facultés, est désamorcé à temps.

Quant aux bombes du 27, trois des poseurs ne pourront préciser quelles instructions ils avaient reçues : ils sont morts l'un en transportant son engin, les deux autres dans des couloirs où ils s'étaient réfugiés pour tenter de désamorcer leur bombe car l'heure approchait de l'explosion préréglée ; ils ne purent le faire assez vite. La surveillance aux rares sorties de la Casbah était telle, les patrouilles tellement nombreuses que le temps perdu à échapper aux contrôles a contraint les autres porteurs de bombes à s'en débarrasser n'importe où, sur une fenêtre du Cercle franco-musulman place Bresson (désamorcée), à la brasserie Terminus (désamorcée), rue de la Lyre (deux blessés), rue Mogador où deux

paras découvrent dans un couffin une bombe que l'un tente de désamorcer mais échoue et perd un bras. C'est la seule victime sérieuse. Ce résultat blanc a-t-il été voulu par Yacef ou bien n'est-il que la conséquence d'une surveillance très étroite des abords de la Casbah et du manque de maîtrise des nouveaux poseurs de bombes ? Quant à l'attentat du 1er août, il est le dernier à Alger pour très longtemps… Yacef Saadi n'est pour rien dans cet arrêt, désormais traqué dans la Casbah sans trouver de volontaires pour un nouveau – selon son expression – « bombing ».

Zohra Drif, qui a assisté aux deux entretiens, les évoquera bien après l'indépendance. Elle ne semble pas avoir conservé un souvenir personnel ému de cette rencontre : « Yacef menait toute la discussion. Germaine Tillion m'agaçait en nous faisant la morale. Je suis intervenue. Taisez-vous, gros bébé, m'a-t-elle répondu. » Mais Zohra Drif est très catégorique sur les intentions de Yacef : « La situation était mauvaise à Alger. Nous manquions de matériel. Nous avions besoin d'un laissez-passer pour Hadj Smaïn qui devait transmettre à Tunis un rapport indiquant des filières pour faire entrer des armes et du plastic et réclamer un matériel sophistiqué pour photographier la nuit… Nous voulions faire arrêter les exécutions pour avoir le temps de nous réorganiser. »

Germaine Tillion n'était pas venue pour négocier avec Yacef Saadi. Elle est là, avec la Commission internationale, pour s'assurer que le régime d'internement administratif – l'assignation à résidence – n'évolue pas vers un système concentrationnaire. Elle visite des prisons.

À Oran, elle retrouve emprisonné le docteur Martini qui avait hébergé à Orléansville les rescapés du maquis « rouge » de Laban. Ils s'étaient connus un an auparavant, discutant de l'avenir de l'Algérie. Il l'avait trouvée paternaliste et développa devant elle un discours nationaliste algérien. Elle lui avait dit : « Ces idées-là, monsieur, vous conduiront en prison. » Il lui répondit : « Ces idées-là, madame, vous conduiront dans le camp de la répression. » En se retrouvant à Oran, ils purent échanger un « qu'est-ce que je vous avais dit ».

Mais à Alger, Germaine Tillion s'inquiète particulièrement pour « ses filles » des Centres sociaux qu'elle a créés en 1955. Certaines

figurent parmi les Européens poursuivis pour aide au FLN, après leur arrestation par les équipes de Faulques. Elle en retrouve à la prison Barberousse en instance de comparution devant le TPFA. Nelly Forget se plaint d'avoir été torturée pendant l'interrogatoire où elle avoua avoir conduit Raymonde Peschard chez les sœurs blanches. D'autres ne se plaignent pas. Germaine Tillion est de retour à Alger lorsque prend fin le procès de ceux que la presse qualifie de chrétiens progressistes même si Mgr Duval récuse l'adjectif. Toutes « les filles » obtiennent le sursis : cinq ans de prison pour Chafika Meslem et Denise Walbert, les plus engagées ; Nelly Forget est acquittée. L'abbé Barthez est condamné à cinq mois de prison, André Gallice, à trois mois, les Gautron, à deux mois, tous avec sursis. Le docteur Chaulet, malade, n'a pas comparu. Ce n'est que partie remise. Car s'il avait été arrêté initialement pour des articles « mal pensants » publiés en Tunisie, ses activités révélées au profit du FLN lui ont valu un second chef d'accusation. De tous les inculpés qui comparaissent ce jour-là, il est certainement celui qui, avec son épouse, s'est le plus engagé aux côtés du FLN. Il se présente d'ailleurs désormais comme un nationaliste algérien.

Quand la Commission de Germaine Tillion arrive à Alger, une autre Commission internationale remettait son rapport de visite à Robert Lacoste et au général Salan. C'était la quatrième mission envoyée par le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) en Algérie avec l'accord du gouvernement français. Les deux délégués ont visité, du 15 mai au 6 juillet, dix prisons, neuf centres d'hébergement (CH), vingt-sept CTT et deux hôpitaux civils. Leur rapport, qui n'est pas rendu public, constate l'absence de sévices dans les CH, CTT et hôpitaux, mais signale que de nombreuses plaintes de sévices ont été recueillis pendant les interrogatoires, des séquelles évidentes ont été relevées par le docteur de la mission. Les deux délégués ont pu s'entretenir sans témoins dans la prison Barberousse, à Alger, avec une dizaine de prévenues. Elles ont présenté quelques revendications (douches, nourriture trop grasse…), ne se plaignent pas des surveillantes mais disent avoir subi des sévices à la villa Sesini.

Quant à la Commission de sauvegarde des droits et des libertés, créée par le gouvernement à la suite du « suicide » de maître Boumendjel, elle fait ses premiers pas à Alger au moment où Josette

Audin cherche à savoir ce qu’est devenu son mari. Le général Henri Zeller, maître Garçon, le gouverneur général Delavignette, le recteur Daure la reçoivent, mais l’enquête trop brève ne peut résoudre le problème. Et quand, le 19 juin, le général Zeller vient visiter le centre de tri de la Bouzaréa, les détenus, non présentables, dont Audin et Alleg, ont été transférés provisoirement dans un autre bâtiment.

Mais ce qui va devenir l’affaire Audin n’a pas encore obtenu une grande publicité, quand a lieu à Alger, à la mi-juillet, le plus tumultueux des procès de cette époque, à l’origine d’une nouvelle affaire qui va alimenter la campagne contre la torture. Quatre inculpés de marque et huit comparses comparaissent devant les juges militaires : Djamila Bouhired, bien connue ; Djamila Bouazza, la porteuse de bombe du Coq hardi ; Marsalis le menuisier qui confectionnait les boîtes des bombes ; et Taleb Abderrahmane le fabricant des bombes qui s’était échappé de la Casbah, mais a été fait prisonnier dans le maquis où il s’était réfugié. Les deux Djamila se déchirent. Bouazza joue la folle tout en ayant affirmé que la bombe du Coq hardi lui a été fournie par Bouhired. Celle-ci décrit son martyre quand les paras ont charcuté sa plaie pour la faire parler. Les avocats, surtout maître Gautherat et maître Vergès, multiplient les incidents d’audience, font même un aller-retour à Paris, quittant l’audience, puis revenant quand les avocats commis d’office sont récusés par les accusées. Ils réclament une expertise psychiatrique concernant Djamila Bouazza, déposent conclusions sur conclusions. Au bout de quatre jours tombent les sentences : la mort pour les deux Djamila, Marsalis et Taleb, des travaux forcés et des peines de réclusion pour les autres, sauf un acquitté. Yacef Saadi, Ali la Pointe et Zohra Drif sont condamnés à mort par contumace. Les avocats parisiens sortent sous les huées et doivent être protégés pour regagner leur hôtel.

« L’affaire Djamila Bouhired démarre une nouvelle affaire Dreyfus », s’exclame son défenseur, Jacques Vergès qui inaugure une nouvelle stratégie de la défense : la médiatisation des affaires ; attirer l’attention sur ses clients, qui seront toujours condamnés par une justice si répressive, est le seul moyen de les sauver.

Chapitre XVII

Bleus de chauffe et Bigeard's boys

L

es commissions passent, les condamnations tombent, une frange de l'opinion s'échauffe, mais le 14 juillet, sur les Champs-Élysées, le peuple de Paris acclame les unités de la 10e DP qui défilent derrière Massu.

À Alger, la lutte continue, discrète, avec un objectif qui paraît de moins en moins inaccessible : Yacef Saadi.

En attendant, Faulques met un point final à la destruction des réseaux du PCA à Alger. Le 7 juillet, André Moine et son ami du PCA, Caballero, sont arrêtés dans une villa d'Alger-plage où ils imprimaient *la Voix du combattant*. Ni Moine ni Caballero ne sont torturés, Moine l'affirme dans ses mémoires. Godard y a-t-il veillé ? Et pourquoi auraient-ils été torturés ? Faulques n'est pas un sadique, il n'avait plus rien à apprendre sur André Moine et le PCA était devenu totalement inoffensif.

Dans la Casbah en revanche, il y a encore du travail à faire. Les capitaines Sirvent et Léger s'y emploient.

À son PC rue Maupas, Léger a renforcé sa petite équipe du GRE par deux recrues qui vont s'intégrer très vite. Khouas Boualem est un des dix-neuf prisonniers faits par le 3e RPC au cours de l'opération d'Agounenda, il n'a pas l'allure du djounoud (« combattant ») classique. Il a fui Alger au moment de l'offensive des paras. Ancien

homme du « milieu », il était de ceux qui s'étaient ralliés au FLN. Léger l'enrôle sans que Boualem ait manifesté la moindre opposition à une affectation fort périlleuse. Il va faire équipe avec le calme Farès Saïd, cocktail apparemment explosif, finalement très stable et efficace. Léger découvre en Boualem une extraordinaire mémoire visuelle. Quelle aubaine pour détecter les agents du FLN dans la Casbah où Boualem a été longtemps un des hommes de main chargés de maintenir l'ordre FLN !

Léger recrute une deuxième femme. Elle s'appelle Ouria comme la première recrutée. Celle-ci s'était engagée dans le GRE, par haine de son époux qui l'avait dénoncée comme agent du FLN (ce qu'elle était) pour s'en débarrasser et vivre avec sa maîtresse. Elle est brune. La deuxième Ouria est blonde. Elle s'engage, elle, pour venger son mari, assassiné par ordre du FLN, parce qu'il était messaliste. Elles seront parmi les éléments les plus sûrs et les plus déterminés du GRE.

Le GRE a deux missions. Il faut d'abord mettre fin à l'emprise des groupes qui, dans la Casbah, font appliquer les règles imposées par le FLN : interdiction de jouer dans les cafés maures, ne serait-ce qu'aux dominos, boycott du tabac et de l'alcool. Les hommes du GRE sont habillés en bleus de chauffe, d'où le nom qui leur est donné. Ils vont dans la Casbah montrer qu'ils ne respectent pas la loi du FLN, fumer, jouer aux cartes, inviter leurs compatriotes à partager ces licences. Ils identifient des sympathisants FLN, leur confisquent leur carte d'identité en leur conseillant d'aller la rechercher au PC rue Maupas. Et le GRE enrichit ses effectifs.

La deuxième mission est plus subtile : identifier dans la foule les membres de la Zone autonome d'Alger (ZAA) et les signaler aux patrouilles de zouaves qui les intercepteront.

Le lieutenant-colonel Bigeard a tenté d'échapper au retour à Alger, mais Massu est ferme : « Vous allez faire ce qu'on vous demande, sans discuter. – J'obéis mais c'est de nouveau la galère. »

Le 20 juillet au moment où le 3e RPC reprend pied dans Alger, Bigeard adresse une directive à ses capitaines : « Nous l'avions prévu… Il nous faut revenir à Alger pour recommencer… À une époque où il est plus facile de renoncer que de vouloir, nous avons

deux éventualités possibles pour “ tuer ” notre période d’Alger : la première peut consister à se contenter du travail en surface, en évitant de se compromettre, en jouant intelligemment sans prendre de risques, comme beaucoup, hélas, savent trop bien le faire ; la seconde : à nouveau, et comme toujours, jouer le jeu à fond, sans tricher en ayant un seul but : détruire, casser les cellules FLN, mettre à jour la résistance rebelle d’une façon intelligente, en frappant juste et fort. Nous adopterons immédiatement la seconde. Pourquoi ? Parce que c’est une lâcheté de ne pas le faire… Parce que face à ces guerres subversives, face à ces pâles assassins, c’est la seule formule valable… L’opinion en France est encore divisée. Il y a les “ pour ” et les “ contre ”. Il y a un essai de reprise de contact avec les dirigeants FLN à Tunis. Il y a ces articles de presse qui nous calomnient… Les directives concernant cette guerre, les ordres écrits n’existeront pas et pour cause ! Je ne peux vous donner des ordres se référant à telle ou telle note de base… Peu importe ! Vous agirez, comme en janvier, avec cœur et conscience, proprement ; vous interrogerez durement les vrais coupables, avec les moyens bien connus qui nous répugnent. Dans l’action du régiment, je serai le seul responsable. »

Les commandants de compagnie apprécient cette directive qui va droit au but sans discours fleuve, et qui ne triche pas avec la dure réalité de la mission. Et chacun prend la responsabilité d’un quartier de la ville.

Le colonel Godard, chef d’Alger-Sahel, entend exercer son autorité sur toutes les unités mises à sa disposition à Alger, coordonner leur action, se faire rendre compte chaque matin des activités de tous, relier les renseignements. Il a organisé un bureau où des gendarmes – officiers de police judiciaire – et des policiers déchargent les OR des dossiers de présentation à la justice. Il veut tout suivre. Mais peut-il considérer le lieutenant-colonel Bigeard comme un subordonné ? Il y a des clashs. Godard demande à être relevé de son commandement, refusant d’avaler trop de couleuvres parce que Bigeard refuse de se subordonner à lui : « Massu d’accord comme patron, mais pas un colonel malgré toute l’estime que je porte à Godard. » Mais Massu s’énerve, lui reproche « son orgueil excessif ». « C’est vrai, écrira plus tard Bigeard, faussement contrit, j’étais devenu difficilement commandable. » Mais à qui la faute ? À la

presse qui ne connaît que les Bigeard's boys ! « Cette pub me faisait beaucoup d'ennuis. »

Finalement Godard reste à son poste. Au-delà des susceptibilités de « grands chefs », il règne autour de la Casbah un esprit de coopération au niveau des capitaines. Déjà, juste avant le retour du 3e RPC, Sirvent vient d'arrêter un familier de Yacef Saadi, Alilou, un de ses gardes du corps. C'est un militant courageux, audacieux, mais il a une faiblesse : la drogue. Godard et Sirvent ne le transfèrent ni à la Justice ni dans un CTT. Léger l'embauche en alimentant son vice caché et l'intègre dans le GRE. Quelle recrue que cet Alilou qui a si souvent protégé les déplacements du chef de la ZAA, même si, prudent, Yacef Saadi, connaissant ses vulnérabilités, l'a probablement tenu à l'écart de certaines caches !

À ce duo Sirvent-Léger se joint, mais de manière plus indirecte, le capitaine Chabanne, du 3e RPC, dont la zone de responsabilité s'étend à la Casbah. Il commande la compagnie d'appui du régiment qui, dans cette mission de police, n'a d'appui que le nom. Elle a reçu la même mission que les compagnies de combat : détruire les structures du FLN. Chabanne connaît bien les lieux. Il y a opéré très activement six mois auparavant, ayant été un des artisans de la destruction de la filière « bombes » en février. Bigeard reconnaît qu'il avait sous ses ordres « de grands pros. Un plus que tous les autres se donne à fond dans la lutte, Chabanne, le chat-tigre… Fin limier, il a le radar… »

Dans ses vieux jours, Chabanne expliquera pourquoi il s'est alors « donné à fond ». Le 20 août 1955, il était affecté dans le Nord-Constantinois quand un responsable FLN a déclenché le massacre de populations européennes par des fellahs fanatisés. En intervenant dans une exploitation d'agrumes appartenant à un colon, « j'ai vu, dit-il, pour la première fois, des victimes égorgées : le grand-père, les parents, les enfants, toute la famille avait été massacrée. Et puis ce fut l'horreur absolue : ces ordures de “ fellouzes ” avaient cloué la petite fille, qui avait peut-être huit ans, sur la porte. Depuis la rage et la haine contre les “ fell ” ne m'ont jamais quitté… »

Chabanne a comme adjoint un lieutenant, para comme lui, qui n'a pas participé à la première phase de la bataille, mais qui partage très vite le jugement de son capitaine sur les « terroristes-

assassins ». Le 3 juin, le lieutenant Schmitt s'approchait du carrefour de l'Agha quand un lampadaire éclata dont les éclats fauchèrent la foule qui attendait le tramway et il vit mourir devant lui une jeune fille éventrée par les éclats.

Chabanne a installé son PC dans une école située à la frontière sud de la Casbah, rue Montpensier. Le bâtiment est assez vaste pour y loger la compagnie et y installer le centre d'interrogatoire et de détention provisoire des suspects arrêtés. S'il reste aux ordres de Bigeard, Chabanne a une mission commune, un « terrain de chasse » commun – la Casbah – avec Sirvent et Léger, donc avec Godard leur chef. Une liaison permanente s'établit, et les échanges d'informations s'installent entre paras, bleus de chauffe et zouaves. Mais parfois chacun peut mener son enquête sans en avertir les autres.

En ce début du mois d'août, quelle est donc la situation ? Sur qui Yacef Saadi peut-il compter ? Auprès de lui, il y a toujours Ali la Pointe et les deux jeunes femmes Zohra Drif et Hassiba Ben Bouali. Il a cinq grands subordonnés : le responsable politique, Ben Hamida dit El Kiam, le responsable militaire, Ramel ; l'instructeur militaire et régleur de bombes Si Mourad, le responsable renseignement Houd, et le chef de la filière « bombes » Reda. Sous l'autorité de Ramel sont placés les chefs des trois régions : Ali Moulay pour la région I (El-Biar, Casbah, Centre), Hani Mohamed pour la région II (Sud-Est), et Gandriche pour la région III (Bab-el-Oued et Nord). S'est joint récemment à cette structure très ramassée Hadj Smaïn, un avoué, chargé des relations extérieures, celui qui bénéficie du sauf-conduit procuré par Germaine Tillion.

À part ce dernier, les noms et fonctions des autres figurent à peu près correctement dans l'organigramme que Sirvent s'efforce de tenir à jour depuis un an. Mais il y a hésitation sur le chef de la région I, le nom de Saïd Bakel revenant souvent au cours des interrogatoires. Depuis l'arrestation d'Alilou, Godard sait quels sont les projets offensifs du chef de la ZAA. Alilou avait dans sa poche un message de Yacef annonçant son programme : du 24 au 31 juillet et du 1er au 8 août, actions par bombes de petit format ; du 9 au 16 août, interventions de groupes armés des trois régions au pistolet-mitrailleur ; du 17 au 25 août les mêmes avec grenades

incendiaires, enfin première quinzaine de septembre, simultanément bombes et groupes armés.

Le programme est ambitieux, mais dès le 27 juillet il capote ; on se rappelle l'échec de l'offensive bombes à cette date, au moment où Germaine Tillion revient à Alger. Les poseurs de bombes sautent avec leur engin ou s'en débarrassent. Quant à l'offensive du 1er août, elle se résume à une bombe, lancée d'un scooter, à l'aveugle… Ce sera la dernière à Alger pour de longs mois.

Yacef Saadi est donc réduit à la défensive. Qu'a-t-il voulu faire avec l'opération-manipulation de Fatiha Bouhired ? Parce qu'elle est veuve et mère de cinq enfants, certains commentateurs l'ont présentée comme une vieille femme ; en réalité, elle n'a que 25 ans, de trois ans plus âgée que sa nièce Djamila, c'est une belle femme qui parfois s'habille à l'européenne. Elle habite 3, rue Caton, une maison qu'a achetée à son nom Yacef Saadi, afin qu'elle abandonne la rue de la Grenade où les paras ont cherché les bombes que son mari Mustapha y avait cachées, avant de s'enfuir et d'être abattu. Depuis, sa nièce a été arrêtée et vient d'être condamnée à mort. C'est beaucoup pour une même famille, mais Fatiha Bouhired ne joue pas les éplorées. Chabanne est déjà passé à son domicile, 3, rue Caton, pour voir… Elle l'a bien accueilli. Ne voilà-t-il pas qu'elle arrive un jour, au début août, à l'école de la rue Montpensier, PC de Chabanne, avec un plat de couscous pour ces messieurs les officiers. En le partageant avec eux, elle fait des offres de service parce que la guerre s'éternise et rend malheureux le peuple. Chabanne accepte et on la reverra régulièrement à l'école pendant tout le mois. A-t-elle fourni des renseignements qui ne soient pas périmés ? Le lieutenant Schmitt en doute. Après l'indépendance, Fatiha Bouhired, la veuve du chahid (« martyr ») Mustapha Bouhired, expliquera ses visites à l'école-PC : « Avec l'accord de Yacef Saadi, j'ai fait semblant d'aller travailler boulevard Gambetta. J'apportais des renseignements sur ceux qui étaient arrêtés. Je voyais ainsi les “ vendus ” et les repérais… » Elle était détentrice « d'un papier français me permettant de circuler. Ainsi le PC de la zone autonome était sous protection ! Mais un militant arrêté nous a amenés les militaires… » Il y a du vrai dans cette déclaration, même s'il est douteux que Fatiha Bouhired ait pu repérer, au PC de Chabanne, ceux qui discrètement le renseignaient. Un laissez-passer avait été établi que

la jeune femme pouvait présenter à toute rafle ou toute perquisition domiciliaire.

Or le 3, rue Caton, domicile des Bouhired, recelait une des deux caches les mieux protégées de Yacef Saadi, la deuxième étant située dans la maison en face du n° 3, au 4. Yacef se cachait le plus souvent au 3 ; c'est là qu'il reçut à deux reprises Germaine Tillion. Ali la Pointe couchait au 4, mais on pouvait sauter d'une maison à l'autre. Fatiha Bouhired ne manquait pas de sang froid. Elle a raison d'affirmer que son laissez-passer protégeait le chef de la ZAA car si Chabanne et ses officiers ont fini par douter de la véracité des renseignements qu'elle fournissait, jamais ils n'ont imaginé qu'elle logeait Yacef. Ils l'apprendront lors de l'arrestation du chef de la ZAA par le 1er REP. Ensuite, décontracté, devisant avec Chabanne, Yacef pourra lui dire : « Nous avons mangé le même couscous ! »

Depuis qu'il a été créé, le GRE du capitaine Léger a complètement perturbé l'ordre que faisait régner le FLN dans la Casbah. Un des adjoints de Léger, l'adjudant-chef musulman dénommé Surcouf, un colosse qui peut être aussi brutal qu'aimable, impose peu à peu sa loi, rafle et conduit les suspects au PC de Léger. Périodiquement, ceux-ci comparaissent devant deux hommes, assis derrière une table, la tête encapuchonnée d'une cagoule trouée à hauteur des yeux et de la bouche. Ce sont Alilou l'ex-garde du corps de Yacef et Farès Saïd qui, avant d'être arrêté par les zouaves, était adjoint de Si Mourad, l'instructeur militaire. Les deux hommes connaissaient donc de nombreux militants. Sous leur cagoule, ils désignent d'un geste à Léger, parmi ceux qui comparaissent devant eux, les « clients » sérieux, qui seront alors interrogés sur place, tandis que les autres ou bien sont transférés dans un CTT ou renvoyés chez eux, bien avertis que le patron n'est plus Yacef Saadi.

Le nettoyage de la Casbah prive celui-ci de collecteurs de fonds qui avaient déjà bien du mal à lever l'impôt du FLN, d'agents de liaison, de guetteurs, de boîtes postales et d'éventuels transporteurs de bombes dont le recrutement devient très difficile. Ce n'est encore que du menu fretin, mais à partir de tous les renseignements recueillis et rassemblés chez Godard, Sirvent et Léger vont peu à peu « loger » deux des plus efficaces subordonnés de Yacef, les vrais responsables militaires de la ZAA, le duo Ramel-Si Mourad.

Parallèlement, Chabanne s'attaque plus particulièrement aux chefs de la région I qui comprend la Casbah, son domaine de responsabilités.

En un mois (août 1957), les structures de la ZAA sont totalement démantelées.

Tout commence au début du mois d'août ; il y a, au PC de Chabanne comme dans tous les PC d'Alger, un officier de police détaché pour aider les parachutistes. Il a l'œil observateur et l'oreille tendue. Il sait que, lors de nombreux interrogatoires, un nom revient souvent : Ali Moulay. Or, le 3 août, il découvre que parmi les suspects détenus par une unité qui n'est ni parachutiste ni zouave, figure un Ali Moulay, arrêté depuis le 17 juillet. Chabanne réussit à obtenir le transfert de ce suspect à son PC. Qu'en a-t-il fait ? Dans le livre d'Yves Courrière le Temps des léopards pourtant relativement précis, mais pas toujours exact, le nom d'Ali Moulay n'apparaît jamais. Il existe. N'a-t-il pas fait une apparition récente sur une chaîne de télévision française pour dénoncer le traitement qu'il a subi en arrivant à ce PC de parachutistes. Après lui, une Algérienne, ancienne porteuse de bombes, déclare avoir été torturée en présence du lieutenant Schmitt. Celui-ci, devenu général d'armée, tint à rétablir les faits, encore plus déformés dans un livre paru à la même époque, d'une autre Algérienne, Louisette Ighilahriz.

Ali Moulay a effectivement été interrogé par le lieutenant Schmitt mais il a craqué aussitôt qu'il a compris que s'il n'avouait pas de bon gré, il serait condamné à mort. Et peu à peu, dans la même journée, il avoue quelques-unes de ses activités. Après l'arrestation de Djamila Bouhired, il avait été chargé par Yacef Saadi de la faire évader de l'hôpital Maillot avec l'aide d'un sous-officier musulman de l'établissement (arrêté dès le lendemain par des paras de la compagnie de Chabanne, la CA). Il signale l'existence d'un trafic d'explosifs à la Pêcherie (les paras y foncent à l'aube). Puis il donne les noms des poseurs de bombes du 18 juillet, opération qu'il avait montée juste avant son arrestation le 17 juillet (ils seront tous arrêtés le 6 août). Enfin, il reconnaît avoir été le chef de la région I, avoir organisé l'attentat de la Corniche et donne l'adresse d'une maison où il tenait ses réunions. Comme il est arrêté depuis quinze

jours, il est convaincu qu'il peut le faire sans danger pour ses camarades, l'adresse devant être brûlée. À tout hasard, Chabanne envoie une équipe qui constate discrètement que la villa est occupée. La nuit suivante, le 6 août à minuit, un commando de la CA envahit les lieux, intervient en force, surprend un couple au lit, donc incapable de se défendre. Dans une autre pièce, le chef du commando ceinture un deuxième homme au moment où il brandit son colt. Les trois suspects sont amenés aussitôt au PC de Chabanne. Ils sont interrogés, séance tenante, mais séparément, dans le bureau où sont affichés les organigrammes de la ZAA, provisoirement recouverts, tandis que derrière un rideau, Ali Moulay assiste invisible aux interrogatoires.

Le premier qui comparaît devant Chabanne, un très bel homme blond, athlétique, habillé élégamment reconnaît être Bakel Saïd, chef de la région I ; il dédouane la jeune femme – une connaissance de rencontre – et réduit le deuxième homme à un rôle de comparse. Puis se tait. C'est un roc qu'aucune menace n'ébranle. La jeune femme déclare s'appeler Malika Ighilahriz et n'avoir aucun lien avec l'insurrection ; mais, après son départ, Ali Moulay précise qu'elle a convoyé de petites bombes d'un atelier du quartier du Ruisseau jusqu'à la Casbah. Pendant que Chabanne et Schmitt procèdent à l'interrogatoire de l'homme au colt, des équipes de la CA se dispersent dans le Grand Alger pour arrêter les poseurs de bombes du 18 juillet. Il faut constater une nouvelle fois la présence de femmes parmi les fedayins. Les « fedayates » sont encore au nombre de cinq parmi les « bombistes » de la seconde quinzaine de juillet dont Koriche Malika (29 ans) qui a fait sauter ses deux bombes sur des plages sans provoquer de victimes.

À l'école de la rue Montpensier, l'interrogatoire du deuxième homme ne donne rien. L'homme avoue n'être qu'un comparse. Mais Ali Moulay le connaît bien, c'est Gandriche le chef de la région III. Devant l'évidence, inutile de continuer à dissimuler ! Hacene Gandriche reconnaît sa fonction. Son pseudo est Zerrouck. Il est ami de Yacef Saadi. Après le premier démantèlement de la ZAA en février, Yacef a fait appel à lui pour reconstituer les structures. Il était avec Bakel Saïd lors de son arrestation, parce que Yacef voulait fusionner les deux zones I et III, faute de cadres.

Quand Bigeard déclare que « Chabanne a le radar », pense-t-il à cette décision du capitaine d'utiliser Gandriche-Zerrouck pour trouver le meilleur chemin qui mène à Yacef Saadi ?

Chabanne a jugé qu'il ne tirerait rien de Bakel Saïd, torturé ou non. En revanche il estime que Gandriche, intelligent, est beaucoup plus friable. Or il est en relation directe avec Yacef. L'utiliser c'est le convaincre de jouer le jeu qu'il lui propose, un jeu dangereux, mais moins que la condamnation à mort qui l'attend.

Et Gandriche accepte.

Alors se monte dans le plus grand secret l'opération Zerrouck. Initialement, seuls Chabanne, son lieutenant Schmitt et son chef de corps Bigeard savent que Zerrouck a été arrêté. Si les arrestations d'Ali Moulay et de Bakel Saïd sont rendues publiques, le dénommé Zerrouck a pu s'échapper, ajoute-t-on, de la villa où Bakel Saïd a été découvert. Zerrouck n'est pas maintenu au secret à l'École Montpensier. Un studio est loué en pleine ville rue de Tanger, dans la maison d'où le 16 janvier des Européens ont tiré au bazooka dans le bureau du général Salan. Là est confiné Zerrouck d'où il essayera de renouer avec Yacef Saadi, en lui faisant passer un message indiquant qu'il a échappé à l'intervention des parachutistes et qu'il reste à sa disposition, les liaisons pouvant continuer à s'effectuer par sa femme. C'est le plus souvent le lieutenant Schmitt qui vient lui tenir compagnie et veiller à la rédaction des messages. Par le circuit des messages, Chabanne espère découvrir où se cache Yacef Saadi. Latifa, la femme de Gandriche, une actrice, habite dans la Casbah. Il faut d'abord trouver un agent de liaison crédible qui puisse se faire admettre chez Latifa pour remettre les messages. Il faut ensuite surveiller son domicile pour détecter par quels moyens le message peut être transmis à Yacef et ainsi « loger » avec précision le chef de la ZAA.

Pendant la mise en œuvre de ce processus, le capitaine Léger a poursuivi sa recherche du duo Ramel-Si Mourad. Le 10 août, il se précipite au PC de Chabanne, y trouve le lieutenant Schmitt et lui réclame en urgence une section pour boucler un pâté de maisons de la Casbah où vient d'être signalé Ramel. Et il fonce avec ses bleus de chauffe par les terrasses, pendant qu'une section de paras se précipite dans la Casbah. En arrivant sur les lieux, les bleus de

chauffe, pris pour des combattants du FLN par un *yaouled* qui fait le guet, sont invités à fuir fissa (« vite »). À l'approche trop bruyante des paras, le gamin a prévenu Ramel et Si Mourad qui ont pu s'échapper fissa aussi. Le capitaine Léger est furieux. Pour le calmer, Chabanne le met au courant de l'opération Zerrouck. D'ailleurs sa coopération est utile, sinon indispensable. Avec les hommes et surtout les femmes du GRE, il sera plus facile d'assurer la liaison avec Latifa et de surveiller tous les abords de sa maison.

La liaison se rétablit entre Zerrouck et sa femme grâce à une jeune musulmane arrêtée puis retournée. Zerrouck réclame du linge, de l'argent et demande de transmettre son message à Yacef. Quelques jours après, la réponse de Yacef, signée « Lee », un de ses pseudos, parvient à Zerrouck qui doit prendre un nouveau nom Safi.

D'autres renseignements recueillis par le 3e RPC et rapidement exploités font tomber plusieurs responsables de la ZAA vers le 20 août : d'abord Houd qui est chargé du renseignement, puis Attab Habib, dit Reda. C'est une personnalité connue à Alger, le directeur artistique de l'Opéra d'Alger que Yacef avait recruté en 1956. Il reconnaît avoir eu des responsabilités politiques dans la ZAA et nie toute participation terroriste jusqu'au moment où il est confronté avec Ali Moulay. Il reconnaît qu'il a dirigé une équipe responsable de l'explosion d'une bombe en janvier, dans la cale de la Ville d'Alger, le navire assurant le service Alger-Marseille (mal réglée, la bombe a éclaté trop tardivement lorsque le bateau était sorti du port et n'a donc pas attiré l'attention). Reda est surtout responsable des lampadaires cisaillés. Il a été si peu maltraité au cours de son interrogatoire que le lieutenant-colonel Bigeard décide de le présenter immédiatement à la presse. Mieux. Jacques Le Prévost, journaliste à Radio Alger, interviewe l'ancien artiste qui déclare : « Le moment est venu d'arrêter cette guerre. Nous sommes appelés à vivre ensemble. Les musulmans ne sont pas antifrançais mais anticolonialistes. »

Tenaces, le capitaine Léger et ses bleus de chauffe ont continué à pister Ramel et Si Mourad. Le 26 août, Léger se souvient que le temps était gris, l'air moite ; des brumes humides s'élevaient de la mer et voilaient le ciel. Alilou et quelques hommes du GRE déambulaient dans les ruelles de la Casbah quand un jeune

musulman sortant d'un café maure s'engouffre, à leur vue, dans un couloir voisin. Alilou bondit, le ramène au café maure, le fouille et trouve une lettre revêtue du cachet du FLN, adressée à « Cher frère Si Kamel [Ramel]… » Le jeune déclare que la lettre doit être déposée chez un crémier de la rue de la Grenade où elle sera relevée par un homme en blouson de cuir, à midi.

À l'heure dite, Léger est présent et conduit illico le blouson de cuir au palais Klein.

Il est porteur d'une nombreuse correspondance. C'est le facteur ! Il dit habiter 5, impasse Saint-Vincent de Paul, au 3e étage ; Alilou lui confisque ses clés et part en courant avec Surcouf. Le blouson de cuir s'affole : « Ramel et Si Mourad habitent aussi dans la maison, mais au 2e étage. Ils sont là-bas, armés, avec un stock de bombes. »

Alerte générale. Léger, Chabanne et Sirvent étaient en réunion au palais Klein ; Léger, suivi de l'adjudant-chef Perruchot et de quelques hommes du 9e régiment de zouaves, fonce pour rattraper Surcouf tandis que Chabanne appelle deux sections de sa compagnie et prend avec Sirvent toutes dispositions pour boucler le quartier et fermer l'impasse. Quand Léger et les zouaves arrivent devant le 5, ils entendent des rafales de PM à l'intérieur de la maison. Surcouf est entré en trombe, a escaladé les trois étages si vite qu'il a pris de vitesse Ramel et Si Mourad ; ils réagissent avec retard contre lui, mais se retournent vers la porte qu'ils dominent de leur balcon et tuent l'adjudant-chef Perruchot et un caporal-chef des zouaves. Léger a pu s'introduire dans la maison voisine et grimpe sur la terrasse où il retrouve Surcouf. Cette fois le quartier est bouclé, l'impasse fermée. Les paras, avec le lieutenant Schmitt, investissent les maisons voisines et, en grimpant vers les terrasses, sont pris sous le tir des deux terroristes. Un sous-officier est blessé.

Le siège dure trois heures. Chabanne est rejoint par le commandant Lenoir, l'adjoint de Bigeard qui arrive plus tard ; ensuite ce sera Massu. Chabanne, armé d'un porte-voix, invite les assiégés à se rendre : « Vous serez traités comme des prisonniers – Qui nous parle ? Qu'il se montre ! – Je suis le capitaine Chabanne. Vous avez ma parole – Nous voulons une promesse écrite – Comment vous la faire parvenir ? – Nous vous descendons un couffin. »

Et l'on voit descendre un couffin lentement depuis le deuxième étage. Il arrivait au sol quand un sous-officier, pris de pressentiment, hurle : « Planquez-vous. »

La bombe, préréglée par Si Mourad, explose ; le commandant Lenoir, Chabanne, et une demi-douzaine de légionnaires sont atteints par des éclats et évacués. Le siège continue. Un sous-officier propose de tirer une grenade anti-chars dans l'appartement de Ramel ; un grand vacarme, des plâtres qui dégringolent, une fumée épaisse, puis jaillissant de la porte, Ramel et Si Mourad tentent la percée. Pas longtemps, ils tombent sous la fusillade, Si Mourad sautant avec la bombe qu'il tient à la main. On en retrouvera encore dix-huit à leur domicile dévasté.

Bigeard est rayonnant, Massu admiratif. Léger, descendant des terrasses, rejoint l'impasse. Il est apostrophé par Bigeard : « Tiens, Léger, qu'est-ce que vous faites là ? – Je passais… »

Le lendemain, Bigeard tient une conférence de presse. Les journaux l'encensent, lui et son régiment : « Tabac que je fais dans la presse ! » Quid de Sirvent et surtout de Léger ? Ce dernier est pourtant celui qui a fini par coincer ceux qui finalement se sont révélés les adversaires les plus redoutables et ont soutenu courageusement un combat désespéré.

Arrêtés Ali Moulay, Bakel Saïd, Houd, Attab Habib Reda, arrêté encore Hani Mohamed, le chef d'une fantomatique région II, si découragé qu'il collaborera bientôt avec Léger ; tués Ramel (Hadji Othmane) et Si Mourad (Debih Chérif, créateur dès 1955, du premier groupe d'action du quartier de Mustapha où il était ajusteur). Toutes les structures de commandement de la ZAA ont volé en éclats en un mois, sauf la tête, Yacef et le petit cercle qui l'entoure fidèlement depuis un an, dont il faut rappeler la composition : Ali la Pointe dont Yacef doit en permanence maîtriser les folles audaces au moment où il faut jouer si serré, une jeune mais maîtresse femme, Zohra Drif, une jeune fille de 18 ans, Hassiba Ben Bouali, et un gamin de 12 ans, le petit Omar, le neveu bien-aimé. Ont échappé au désastre, El Kiam, mais c'est un politique, Hadj Smaïn, qui doit repartir vers Tunis, grâce à son laissez-passer pour crier au secours, et surtout, espoir suprême et suprême pensée, Zerrouck !

Dès la mort de Ramel, Zerrouck reçoit dans son studio de la rue de Tanger un message de « Lee » le nommant responsable militaire de toute la ZAA. Ainsi le capitaine Chabanne qui tient la plume de Zerrouck est nommé chef militaire de la ZAA aux ordres de Yacef Saadi ! Il reçoit les félicitations de Bigeard pour cette promotion, résultat d'une remarquable manœuvre d'intoxication de l'adversaire.

Reste à déterminer avec la plus grande précision le lieu où se terre le chef de la ZAA bien isolé, mais qui ne se décourage pas, si l'on en croit les instructions qu'il adresse à Zerrouck (reconstituer un stock de bombes, par exemple). Il faut surtout éviter qu'il ne s'échappe d'Alger et l'arrêter vivant.

Ce ne sera pas l'œuvre des Bigeard's boys. Le jour de la relève par le 1er REP, le 4 septembre, est arrivé. Chabanne, désolé de s'arrêter en si bon chemin, ne peut obtenir de Bigeard de prolonger son séjour à Alger : « vive l'air pur de Sidi Ferruch » s'exclame le commandant du 3e RPC en ramenant ses hommes à sa base arrière où ils se décrasseront, se remettront en condition avant de repartir en opération en Kabylie dès le 20 septembre.

Le capitaine Cardel, lui aussi, s'éloigne d'Alger. Depuis qu'il préparait le concours de l'École d'état-major, Cardel achetait le *Monde* dont la lecture lui avait été recommandée pour la qualité de ses informations sur les relations internationales. Il était un des rares Européens à réclamer le journal au kiosque du square Bresson ; il y rencontra parfois Alain Jacob, alors correspondant du quotidien. C'est dans le numéro daté du 7-8 juillet 1957 qu'il lit une première évocation d'une affaire Audin à partir d'informations communiquées au journal par l'épouse de celui qui se serait évadé. Et le 13 août, le *Monde* publie un appel de Josette Audin disant sa certitude que son mari a été torturé.

Mais Cardel ne sera plus à Alger quand Jean Daniel dans *l'Express* du 30 août interpelle les membres de la Commission de sauvegarde des droits et libertés individuels, après avoir rencontré Josette Audin.

Cardel vient de quitter Alger, reçu à l'École d'état-major. On ne s'arrache pas sans regrets à cette ville si harmonieuse dans son

cirque de collines, lorsqu'on la découvre depuis la mer, mais si diverse, si étrange pour qui y vit depuis un an de drames et de gaieté, de joie de vivre et de haines, indissociablement mêlés. C'est aussi une ville aux multiples parfums en toutes saisons, magnolias, mimosas, jasmin… et senteurs épicées des magasins arabes ; Cardel savait qu'il regretterait son espace « paix et sérénité », le balcon du studio qu'il avait loué à Saint-Eugène ; il dominait un jardin où s'enchevêtraient orangers, bananiers et citronniers, des boules blanches au printemps. Un palmier en jaillissait dont le fût rectiligne faisait éclater les palmes dans le bleu du ciel. À l'arrière, l'élégant minaret d'une petite mosquée fermait l'horizon. Chaque soir s'envolait la mélopée du muezzin pendant que les glycines embaumaient de leur lourd parfum le silence de la nuit.

En quittant Alger au moment où les structures terroristes s'effondraient, Cardel ne pouvait imaginer trois ans plus tard, qu'il rejoindrait une Algérie encore en guerre, et qu'il y passerait encore deux ans dont douze mois dans un Alger à feu et à sang, dont les parfums auraient disparu…

Chapitre XVIII

La fin de Yacef Saadi et d'Ali la Pointe

A

vant de s'éloigner, Chabanne a passé ses consignes à l'OR du 1er REP, le capitaine Allaire en lui révélant l'affaire Zerrouck. Celle-ci va toutefois être gérée par le colonel Godard, plus à l'aise désormais pour exercer son autorité, depuis le départ de Bigeard, et en accord avec le lieutenant-colonel Jeanpierre, commandant le 1er REP. Godard devient la plume de Zerrouck pour la correspondance avec Yacef Saadi. Léger améliore les relations avec Latifa, la femme de Zerrouck en choisissant une nouvelle messagère, plus sûre et plus audacieuse, Ouria la brune. Elle a mission d'assurer la liaison avec Latifa, de se faire admettre à son domicile et d'y rencontrer le messager qui repart vers Yacef. Elle y parvient, découvre chez Latifa un nommé Mahmoud arrivé avec une petite fille. Il réceptionne le message de Zerrouck-Godard, l'épingle sous la jupe de la gamine qui est sa petite sœur.

Quand il repart avec l'enfant, Ouria la brune l'encourage par une petite tape dans le dos. Elle a ainsi marqué à la craie le veston de Mahmoud, désormais très repérable par les divers membres du GRE qui veillent dans toutes les venelles avoisinantes. Il est ainsi suivi facilement jusqu'à la maison où il pénètre 4, rue Caton. C'est son domicile, ce qui peut être vérifié grâce au recensement du colonel Trinquier. A-t-il accueilli Yacef ? C'est apparemment dangereux, puisqu'en face, au n° 3, loge la veuve Bouhired dont Chabanne a dit qu'elle rend des services.

Léger est partisan d'agir vite, Godard refuse. On ne sait pas pourquoi, car la mort l'a surpris alors qu'il rédigeait ses mémoires des batailles d'Alger et n'en était parvenu qu'à avril 1957. On peut imaginer qu'il a craint de tomber dans le vide, de compromettre inutilement Fatiha Bouhired et de rompre la chaîne Zerrouck. Déçu, Léger demande à bénéficier d'une permission depuis longtemps retardée et rejoint sa famille en France. Il y apprendra l'arrestation de Yacef Saadi.

C'est une initiative personnelle d'un gendarme qui décide Godard et Jeanpierre à intervenir. On parle peu des gendarmes dans cette bataille d'Alger et pourtant ils sont présents. Outre la gendarmerie départementale, stationne, en particulier à Alger, à cette époque, un groupement d'escadrons de gendarmerie mobile venus de métropole, aux ordres du colonel Crozafon. Ils séjournent cinq-six mois dans la ville. À partir de ces escadrons s'est constituée la brigade de recherche d'Alger-Sahel, composée d'une dizaine de gendarmes, commandée par un sergent-chef, installée villa Nador. Comme son nom l'indique, elle est chargée d'enquêter au profit du commandant d'Alger-Sahel, c'est-à-dire Godard.

Le gendarme Vidal est arrivé à Alger le 6 juin 1957 avec l'escadron de La Réole. Il a été versé dans la brigade de recherche parce que, né à Tlemcen, il parle arabe ; il y a remplacé un gendarme qui a demandé sa relève, ayant peu de goût pour assurer des missions parfois peu réglementaires. Vidal, tout jeune gendarme, a le goût de l'action. Le 22 septembre, un indicateur lui chuchote une adresse, dans un quartier européen, qui vaut le déplacement. Sans en rendre compte, Vidal décide d'y aller voir ; il convainc un de ses collègues de l'accompagner : un gendarme ne se déplace jamais seul en mission, même occulte ! À la nuit, les deux gendarmes pénètrent à l'adresse indiquée, ne trouvent personne, fouillent à la recherche d'indices qui pourraient justifier leur pénétration si peu réglementaire, ne découvrent qu'un tampon FLN. Le camarade de Vidal est de plus en plus angoissé par l'irrégularité de la situation : qu'arriverait-il si on les surprenait chez quelqu'un qui n'a rien à se reprocher ? Vidal décide d'attendre encore un peu, se postant au dehors, dans l'ombre de la porte. Enfin une silhouette ; c'est un homme que Vidal menotte immédiatement et qu'ils ramènent villa Nador. Un coup de fil au capitaine Allaire qui fait transférer aussitôt

le suspect à El-Biar au PC du 1er REP.

L’homme bien habillé n’est manifestement ni ouvrier ni fellah. Il ne veut rien dire. Mais les surprises commencent : on trouve dans son imperméable un laissez-passer émanant… de la présidence du Conseil du gouvernement français. Alors assuré qu’il est protégé par ce papier, l’homme explique devant Allaire et Jeanpierre aussitôt arrivé qu’il doit repartir dans quelques jours à Tunis pour rencontrer la délégation extérieure du FLN. Il explique ce qui est à l’origine de ses voyages à Paris et Tunis : la visite ô combien discrète de Germaine Tillion chez Yacef Saadi. Le suspect de Vidal, c’est Hadj Smaïn, celui qui relie encore Yacef à Tunis. « Merci gendarme ! », doit penser Allaire. Et c’est la bombe :

« Avez vous rencontré Yacef Saadi et où ?

– Je l’ai rencontré trois heures avant mon arrestation, chez madame Bouhired. »

« La garce, elle nous a bien eus », aurait pu dire Chabanne s’il n’avait pas été en opération. Plus d’hésitation. Jeanpierre, Godard et le capitaine de La Bourdonnaye, qui remplace Léger à la tête du GRE pendant sa permission, décident d’intervenir à l’aube. C’est le 24 septembre. Les bleus de chauffe se glissent discrètement sur toutes les terrasses voisines des 3 et 4, rue Caton, tandis que les légionnaires du REP bloquent tout le quartier. Chez Fatiha Bouhired, Yacef Saadi et Zohra Drif dorment chacun sur une paillasse, à peine vêtus, il fait chaud. Des bruits suspects réveillent leur logeuse qui donne l’alerte. Ils se réfugient dans la cache de la salle de bains tandis qu’elle plie les paillasses. Avec sang-froid, elle ouvre la porte violemment tambourinée et présente à Jeanpierre son laissez-passer. Celui-ci n’est pas dupe, même s’il est momentanément désorienté par l’assurance de Fatiha qui répond à sa question « Où est Yacef ? – Il n’est pas là, je vous l’aurais dit. » Jeanpierre s’adresse alors à la cantonade, invitant à la reddition tandis que des légionnaires sondent au pic toutes les cloisons. Dans la cache, Zohra Drif tente de brûler des archives et Yacef, repoussant la dalle de sortie de la cache, lance une grenade qui blesse Jeanpierre, rapidement évacué.

Le colonel Godard prend la relève : « Ici Godard, rendez-vous,

inutile de continuer… vous êtes seul… nous savons que vous êtes malade… vous serez considéré comme prisonnier de guerre… »

L'allusion à sa maladie (il a la fièvre asiatique et l'a dit dans un message à Zerrouck) est la brutale révélation que la taupe est Zerrouck. Judas !

Le silence seul répond à Godard qui annonce : « Eh bien, on vous fera sauter. » Un pain de plastic, avec un long bout de mèche lente, est déposé devant la cache. Yacef et Zohra évaluent rapidement la situation : « S'il y a explosion, on meurt ; si on sort, on meurt (ils sont condamnés à mort par contumace) ; mais s'il y a explosion, la famille Bouhired risque d'être victime et la maison d'en face risque aussi d'être ébranlée ; or au 4, cachés, il y a Ali la Pointe, Hassiba, petit Omar ! Donc on sort… » On entend alors une voix masculine :

« Je veux voir le général Massu.

– Inutile de le déranger. Je vous donne ma parole d'honneur que vous serez traité en prisonnier de guerre. »

Yacef tire le panneau, jette sa mitraillette, réclame une robe pour Zohra Drif et sort. Le gendarme Vidal, présent près de la cache, passe la robe à la jeune femme et l'entend dire en arabe à Yacef : « Mais lève la tête ! » Un légionnaire éteint la mèche.

Tous deux sont amenés à El-Biar au PC du 1er REP. Ils y sont interrogés sans aucune brutalité ; ils en témoigneront. Godard et La Bourdonnaye discuteront longtemps avec Yacef Saadi, soucieux de mieux connaître celui qui fut l'adversaire n° 1 pendant de longs mois. Le général Salan viendra le dévisager, sans un mot, puis Massu. Ils sont tous deux présentés à la presse et le lendemain paraissent les photos qui prouvent au monde que le chef du terrorisme à Alger est neutralisé. De taille moyenne, carré d'épaules, un visage régulier barré par une fine moustache noire bien entretenue et par deux sourcils très sombres, en blouson brun et pantalon clair, il se livre à l'objectif sans émotion apparente, mais sans le sourire ironique de Ben Midhi. Zohra Drif, son long visage penché, regard lointain, paraît bien jeune et si petite à côté du grand gendarme Vidal qui les surveille, PM au bras.

Restait Ali la Pointe !

Un miraculé ! Comment a-t-il pu échapper au 1er REP et aux bleus de chauffe alors qu'il a assisté, impuissant, à deux mètres du n° 3, à l'arrestation de son chef, pelotonné dans la cache du n° 4, rue Caton, la maison où des hommes du GRE ont vu entrer Mahmoud le porteur de messages ?

Selon Yacef Saadi, un dispositif militaire a été maintenu pendant deux jours rue Caton. C'est seulement le troisième jour qu'auraient pu s'échapper de leur cache et du quartier, Ali sous un haïk, Hassiba Ben Bouali, le petit Omar, et Mahmoud Bouhamidi, le jeune messager. Ils rejoignent dans le sud de la haute Casbah, le quartier de la Porte-Neuve. Il y a, 5, rue des Abderrames, une cache encore inviolée. C'est une ruelle étroite et sombre qu'Ali et le petit Omar connaissent bien : la maison familiale de Saadi est au n° 3.

Le capitaine Léger a abrégé sa permission. De retour, il veille à renforcer la surveillance de la maison de Latifa, au cas où Ali la Pointe chercherait à reprendre contact avec Zerrouck. Si Yacef Saadi a compris qui était le Judas, il n'a pu transmettre sa conviction à personne, étant maintenu au secret avec Zohra Drif. Donc perdure l'image de Zerrouck, seul survivant de l'hécatombe. C'est à lui seul qu'il faut se raccrocher.

Léger et son adjoint, le capitaine de La Bourdonnaye s'inquiètent de la présence du petit Omar et de la jeune Hassiba aux côtés d'Ali. Sans pitié pour ce dernier, ils aimeraient soustraire les deux jeunes aux risques d'un nouveau siège du type de celui qui a coûté la vie de Ramel et Si Mourad. Avec l'accord de Godard, ils approchent Fatiha Bouhired, laissée en liberté provisoire pour s'occuper de ses cinq enfants. Ils souhaitent que, d'une manière ou d'une autre, elle intervienne auprès d'Ali pour qu'il se sépare d'Hassiba et d'Omar. L'a-t-elle tenté ? Savait-elle où le trouver ?

Tout est allé très vite. Les légionnaires du REP « logent » Ali 5, rue des Abderrames, le 7 octobre. Le soir même tout le quartier est investi, la maison envahie. Selon un des capitaines parachutistes menant l'investissement, Yacef, caché sous une cachabia, les aurait accompagnés. Pour tenter de sauver son neveu ?

Au 5, personne ne répond aux sommations du chef de bataillon Guiraud, qui commande le 1er REP pendant que le lieutenant-colonel Jeanpierre soigne ses blessures. Guiraud fait alors évacuer les maisons voisines, les terrasses les plus proches. Des sapeurs disposent explosifs et mines-ruches à l'aube du 8 octobre. La dose était-elle trop forte ? Elle déclenche par sympathie l'explosion du stock de mines qu'Ali possédait encore. La maison s'effondre ainsi que la voisine, ébranlant les proches. Des terrasses s'écroulent entraînant des paras dans leur chute. Ils s'en sortent avec quelques blessures. Mais à la place du n° 5, il y a désormais un trou béant avec des tonnes de gravats enfouissant Ali et ses trois compagnons, dont les corps seront difficilement identifiés après deux jours de fouille. Ils ne sont pas les seuls : vingt-cinq voisins dont huit enfants sont victimes de l'explosion qui ravage la rue des Abderrames.

Ali la Pointe n'était pas le dernier des responsables de la ZAA à « tomber ». Il en restait un : le chef politique, Ben Hamida, dit El Kiam. Lui aussi se raccroche à Zerrouck via Latifa. Il veut le voir. Zerrouck (c'est Godard ou Léger qui tient la plume) lui donne rendez-vous, rue Marengo dans la Casbah ; une jeune femme l'attendra avec une voiture Citroën 11 CV, à telle heure. Le 18 octobre, Ben Hamida, fidèle au rendez-vous, est invité par Ouria la brune à monter dans la voiture garée contre le trottoir. Le conducteur, un bleu de chauffe, le mène directement à la caserne d'Orléans. Avant de franchir le portail, Ben Hamida murmure : « J'ai l'impression que je suis arrêté. » Godard lui expliquera…

Quand il comprend la manœuvre de mystification dont il a été victime, Ben Hamida explique que généralement il écoute ses pressentiments. Le 18 octobre, il est allé au rendez-vous, parce qu'il n'avait pas d'autre solution ; et il ajoute : « Je constate que l'homme qui combina pour nous avoir est très fort, intelligent. Il a essayé de limiter le champ d'action, de rejeter les anciennes méthodes et de n'agir que par intelligence… Je lui rends hommage… »

Trois hommes peuvent se partager le compliment : Godard qui a voulu changer les méthodes, Chabanne qui a imaginé la manœuvre d'infiltration si dévastatrice, Léger qui a pris le relais pour la mettre en œuvre.

Mais comme l'opération Zerrouck – devenu Safi – est restée

confidentielle, Léger reprend la manœuvre d'intoxication, cette fois en direction de la wilaya III (Kabylie). Puisque Safi reste le seul chef survivant de la ZAA, il est évident que les liens entre la zone et la wilaya doivent être rétablis, d'où le début d'une correspondance entre Safi (et son porte-plume Léger) et des chefs de la wilaya III. L'infiltration si réussie des structures de la ZAA se renouvelle en wilaya III. Son chef, Amirouche, alerté par les messages de Safi-Léger, va déclencher des épurations sanglantes dans son organisation, malade de la « bleuite », cette épidémie de « trahisons » déclenchée par les bleus de chauffe du capitaine Léger.

Mais Alger n'est plus l'objectif. Alger a échappé à l'emprise du FLN. Le calme y règne. À la rentrée scolaire, 174 000 enfants se sont présentés aux portes des écoles, soit 20 000 de plus qu'avant la longue grève déclenchée en 1956.

Chapitre XIX

La campagne d'opinion

E

n revanche, « la bataille d'Alger » s'est transférée à Paris. En efet, trois affaires alimentent la campagne contre la torture et la présence de l'armée en Algérie : le cas Maurice Audin (qu'est-il devenu ?), la suite du procès de Djamila Bouhired et les sévices subis par Henri Alleg lors de son interrogatoire.

Les interrogations angoissées de mesdames Audin et Alleg éveillent l'opinion depuis Alger où Josette Audin est restée avec ses enfants, depuis Paris pour madame Alleg expulsée d'Alger dès le 1er juillet. Depuis cette date, on l'a vu, le *Monde* transmet à ses lecteurs les informations que lui communique l'épouse de Maurice Audin.

François Mauriac, le grand écrivain catholique, prix Nobel de littérature, met le feu aux poudres. Dans son bloc-note de *l'Express*, il avait déjà protesté contre certains comportements de l'armée en Algérie, ce qui lui avait valu de figurer parmi « les exhibitionnistes de l'intelligence et du cœur » dénoncés par Robert Lacoste défendant l'armée française. Le 16 août, son bloc-note synthétise tous ses griefs. Ils sont d'abord tirés d'informations que Louis Martin-Chauffier publie dans *le Figaro* du 13 août sur la visite en Algérie de la Commission internationale contre le régime concentrationnaire. Il évoque le sort de nombreuses personnes arrêtées qui « en toute irrégularité restent, pendant des mois parfois, entre les mains des policiers ou des militaires… Parfois les interrogatoires sont si vivement poussés que la victime en meurt ou en sort vivante mais dans un tel état… qu'elle disparaît… Il ne

s’agissait alors que de la police ? Candeur ! Où Audin s’évade-t-il ? Quel est le sort d’Alleg, un confrère, tout communiste qu’il est… Un effrayant dossier. Le pire n’est pas que certains crimes de guerre soient pratiqués, mais qu’ils soient acceptés et approuvés. »

À ces interrogations indignées se joint la stratégie de médiatisation développée par maître Jacques Vergès. Il a été expulsé d’Algérie, alors que Yacef Saadi a refusé de le prendre pour avocat, et a trouvé un romancier, Georges Arnaud, pour l’aider à écrire *Pour Djamila Bouhired* que publient les éditions de Minuit dès octobre 1957 : comment une jeune fille blessée au cours de son arrestation est torturée sur la table d’opération, est condamnée à mort sur le témoignage d’une folle alors que ses avocats manquent d’être lynchés. S’ajoute au récit le rappel de la disparition dans les geôles françaises, d’une autre jeune femme, Raymonde Peschard.

Seule Djamila Bouhired peut dire en son âme et conscience quel traitement elle a subi à l’hôpital Maillot. Contraints au secret médial, les médecins militaires qui ont soigné Djamila Bouhired, ont laissé entendre qu’ils n’avaient relevé aucune intervention de ce genre. Faut-il rappeler quelques faits irrécusables ? Djamila Bouhired est une des trois poseuses de bombes du 30 septembre 1956. Si sa bombe déposée au Mauritania ne fait pas de victimes, c’est qu’elle n’éclate pas, mal réglée. Lors de son arrestation, elle est blessée par un tir de Yacef Saadi et brancardée aussitôt par les zouaves qui l’emmènent à l’hôpital. Aussaresses affirme qu’il ne s’en est pas occupé (sinon, dit-il, elle serait morte…) En revanche, madame Massu s’est intéressée au sort de la jeune musulmane et les brutalités de son interrogateur, le capitaine Graziani, se sont bornées à une gifle quand Djamila Bouhired l’a traité d’emblée de salaud.

Quant à Raymonde Peschard, elle n’a jamais été arrêtée ni par la police française ni par les paras. Elle s’est réfugiée dans un maquis kabyle. On apprendra sa mort au cours d’un combat, le 25 novembre, alors que le convoi, qui devait la conduire en Tunisie avec Danièle Minne, est intercepté par les forces françaises.

Mais à peine publié, ce récit – avec l’expression « interrogée sur son lit d’hôpital » – déclenche l’émotion indignée de la presse parisienne, y compris des journaux de droite. André Frossard dans

l'Aurore le 11 novembre : « Non, non, non ! », Pierre Lazareff dans France-Soir le 12 : « Les égorgeurs ne justifient pas les tortionnaires. » François Mauriac y fait écho dès le 14 dans *l'Express*, évoquant « l'atmosphère d'un procès où l'inculpée blessée d'un coup de feu lors de son arrestation a été interrogée sur la table d'opération – oui ! – et où les défenseurs ont été à deux doigts d'être lynchés… »

Ainsi relancée, la campagne contre la torture en Algérie se nourrit des affaires Audin et Alleg. Un comité Audin se constitue en novembre 1957, au moment où est soutenue in absentia en Sorbonne, événement rarissime, la thèse de celui-ci. Pierre Vidal-Naquet publie l'Affaire Audin le 12 mai 1958. Quant à Henri Alleg, il a réussi à faire sortir de Barberousse, où il est incarcéré depuis la mi-août 1957, le manuscrit de la Question publié par les éditions de Minuit le 18 février 1958. L'auteur y décrit, avec une précision clinique, les tortures qu'il a subies au centre de triage d'El-Biar. Le nom des paras incriminés n'est pas alors mentionné, sinon par une initiale : « C'est à la justice de les démasquer et de les sanctionner », déclare Henri Alleg.

Hors des brumes parisiennes, dans Alger la Blanche, le général Massu suit avec attention le développement du Centre de formation professionnelle qu'il y a fait créer à l'intention de la jeunesse musulmane, ainsi que l'activité des SAU (les sections administratives urbaines). Créées depuis un an sur le type des SAS mais adaptées à la vie urbaine, les SAU sont chargées d'administrer ces immenses lotissements de baraques, comme la cité Mahieddine. Elles ont commencé à fonctionner en pleine bataille d'Alger.

À Mahieddine, deux immenses guitounes font office d'école et sont remplis d'élèves. Maintenant que les structures d'encadrement du FLN ont pratiquement disparu, il faut faire oublier la terreur passée et mener la population musulmane vers des horizons plus lumineux.

Et puis, en cette fin d'année, apparaît brutalement sous les projecteurs de l'actualité, celui qui, bouleversé par le drame algérien, se tait et ne s'engage dans aucune polémique ni protestation : Albert Camus, l'ancien gamin de Belcourt où vit encore sa vieille mère.

L’Académie royale suédoise vient de lui décerner le prix Nobel de littérature. Il l’a remerciée de l’honneur qu’elle fait en sa personne à « un écrivain français d’Algérie ». Dans une conférence qu’il donne à cette occasion dans la capitale suédoise, à un jeune musulman qui l’a pris violemment à partie, il réplique : « Je n’ai jamais parlé à un Arabe comme vous venez de me parler publiquement… J’ai toujours condamné la terreur. Je dois condamner aussi un terrorisme qui s’exerce aveuglément dans les rues d’Alger, par exemple, et qui, un jour, peut frapper ma mère… Je crois à la justice, mais je défendrai ma mère avant la justice. »

Ce qu’il est convenu d’appeler la bataille d’Alger se clôt donc en octobre 1957, faute de combattants. Le mot « bataille » est inadéquat, qui, classiquement, désigne un combat entre deux armées en uniforme.

Qu’en est-il à Alger ? Il y a ceux qui simplifient le rapport des forces et écrivent encore maintenant : une armée d’occupation contre un peuple sans défense.

La réalité est autre. Il y a deux adversaires dissymétriques. D’une part le FLN, organisation politico-militaire rebelle à une présence française, vieille de cent trente ans. Il peut probablement disposer, dans l’agglomération, de 400-500 fedayins, de plus de 5 000 militants dévoués et de nombreux occasionnels issus d’une masse musulmane d’environ 300 000 âmes (soit un peu plus de la moitié de la population du Grand Alger).

D’autre part, le ministre résidant dispose, on l’a vu, d’un ensemble de moyens très évolutifs suivant la menace, avec un pic pendant les deux mois de présence de la 10e DP au complet.

Dans cet affrontement, l’objectif n’est pas un territoire, mais la population musulmane qu’il faut convaincre, soit de participer au combat pour l’indépendance, soit de faire confiance à la France pour obtenir au minimum l’égalité des droits avec l’autre communauté.

Comme le FLN a défini une stratégie dont le terrorisme urbain est l’élément fondamental, les forces françaises ont dû s’adapter à cette menace et s’immerger dans la masse musulmane pour rechercher les

terroristes qui s’y cachent. Si le parachutiste et le zouave sont en uniforme, leur adversaire est n’importe qui en civil. Comment séparer l’innocent du terroriste ? C’est une interrogation qui implique un redoutable choix des moyens.

Quels sont les résultats de cette lutte contre le terrorisme ? Le tableau suivant montre très clairement la montée du terrorisme jusqu’en janvier 1957, le coup brutal porté par la 10e DP au complet et les effets de la manœuvre d’infiltration menée en août 1957.

Attentats imputés au FLN dans le Grand Alger

	1956	1957
Janvier	4	112
Février	5	39
Mars	15	29
Avril	23	37
Mai	39	36
Juin	50	27
Juillet	50	41
Août	72	6
Septembre	96	2
Octobre	95	1
Novembre	74	-
Décembre	122	-

Il y a eu offensive, puis contre-offensive et, à l’issue, une victoire militaire que personne ne nie. Même si on peut le juger trop restrictif, le jugement de Mohamed Lebjaoui, acteur et mémorialiste de la guerre d’Algérie, mérite la citation : « L’action de Massu a incontestablement obtenu sur le terrain, pour un temps assez bref,

quelques résultats tactiques. Elle a désorganisé et décimé les structures du réseau FLN de la capitale ; elle a entraîné l'arrestation ou la mort de nombreux responsables. »

Peut-on évaluer les pertes humaines de cette « bataille d'Alger » ?

Dans un affrontement de ce type, il est très difficile de les chiffrer.

Il n'y a pas de combat proprement dit. Jamais à Alger les groupes armés du FLN ne se sont attaqués à une unité militaire, comme l'ALN pouvait le faire à l'intérieur du pays, en tendant des embuscades. La seule fois, en 1956, où Ali la Pointe et sa bande, ont essayé d'assaillir une caserne, il a suffi d'une sentinelle décidée et de bons tireurs pour les mettre en fuite. Seul l'assaut du réduit de Ramel et de Si Mourad dans la Casbah le 26 août 1957 prend la forme d'un combat.

Par contre, il y a des attentats, soit aveugles (bombes dans la foule), soit ciblés : pieds-noirs, musulmans et parfois, des soldats français isolés. À ces pertes, s'ajoutent celles imputées au contre-terrorisme ou aux ratonnades qui succèdent à certains attentats.

Qu'en conclure ? Les pertes des forces françaises sont insignifiantes : quelques dizaines. Par contre, la population, européenne et musulmane, a souffert. Le maire d'Alger, Jacques Chevallier, a dressé en 1958, un bilan du terrorisme : 751 attentats ayant fait 314 morts et 917 blessés (européens comme musulmans), sans que soit exactement précisée la période (on sait qu'en 1956-1957, il y a eu 975 attentats dans le Grand Alger).

En ce qui concerne les pertes du FLN, la confusion règne. Seule certitude : elles sont dues essentiellement à l'action policière et à la dureté des interrogatoires.

Yves Courrière a évalué à environ 4 000 le nombre de morts et disparus, à partir des informations fournies par le secrétaire général chargé de la Police, Paul Teitgen. Le colonel Godard a fait une critique très pertinente de l'addition des chiffres qui mènent à 4 000. Le général Massu dans ses mémoires avance un chiffre d'un millier de militants hors de combat, dont 300 tués. Quant au général Aussaresses, il perturbe ces estimations en déclarant que

dans une colonne de tableau de pertes, intitulée « Libérés », il faisait inscrire le nombre de « ceux dont on ne parlait plus », soit 1 200.

On comprend qu'un des meilleurs historiens de la guerre d'Algérie, Guy Pervillé, écrive encore récemment : « Il me semble plus prudent d'admettre que le vrai bilan de la bataille d'Alger est encore inconnu et qu'il reste à établir. »

Et après ?

Victoire sans lendemain ? Il y a toujours des lendemains, qui chantent ou ne chantent pas.

Pour la grande majorité de la population européenne d'Alger, les lendemains ont d'abord chanté. Le calme règne dans la ville et le général Massu est le « grand chef » dont la voiture, restée couleur sable depuis Suez, est applaudie à chaque passage dans les rues d'Alger. Les Algérois, comme la majorité des pieds-noirs, ont tiré de la bataille d'Alger la conviction que si le gouvernement veut se doter des moyens nécessaires, l'insurrection est matée. À lui de vouloir continuer dans cette voie. S'il ne s'y résout pas, alors il faudra changer le pouvoir en place ; le droit à la révolte s'impose. Il y a, en germe, dans la bataille d'Alger, trois événements successifs qui ont Alger pour théâtre : le 13 mai 1958 et ses rassemblements franco-musulmans sur le Forum ; les barricades d'Alger (1960) quand le si populaire général Massu est rappelé sèchement à Paris par le général de Gaulle ; et enfin le putsch des généraux (1961) suivi par le développement de l'OAS, cette rébellion ouverte contre le gouvernement français dont la politique mène à l'indépendance de l'Algérie et sacrifie une population européenne très attachée à sa terre natale.

Cet itinéraire est aussi celui d'un certain nombre d'officiers et de sous-officiers, vainqueurs sur le terrain, choyés par la population pied-noir, et devenus les cibles de campagnes de presse parisienne inspirées aussi bien par des chrétiens que par des laïques de gauche et par un parti communiste qui traîne le boulet des chars soviétiques écrasant l'insurrection hongroise. Avoir mené une mission hors norme, non sans cas de conscience, ne permet pas à ces cadres de l'armée, d'envisager que l'Algérie soit abandonnée au FLN.

Pour la frange libérale de la population européenne d'Alger, assez spécifique de cette ville, les lendemains n'ont pas chanté. Surtout d'inspiration chrétienne, elle a souffert de la répression française dans la mesure où certains de ses membres ont participé à des réseaux d'aide au FLN. Elle a désormais tendance à dissocier religion et nationalité et à envisager de devenir citoyen algérien tout en restant chrétien. De même, le comportement de l'archevêque d'Alger vis-à-vis de la population musulmane, sa volonté de justice et de conciliation, sont bien guidés par une politique à long terme : préserver la présence de l'Église dans un futur État algérien.

Quant à la population musulmane d'Alger, sorite très meurtrie d'un affrontement dont elle était l'enjeu, ses lendemains sont très incertains. Les structures d'encadrement du FLN ont disparu pour longtemps remplacées par une vigoureuse action psychologique française. Que pense-t-elle ? Disons qu'elle est en attente…

Quant au FLN, il tire de la bataille d'Alger un certain nombre d'enseignements. Il a renoncé à diriger l'insurrection depuis la capitale comme l'avait fait progressivement Abbane en 1956. Désormais la direction siègera à l'extérieur : Le Caire, Tunis. La primauté de l'intérieur sur l'extérieur, prônée par le 1er CCE, est un principe abandonné.

D'autre part, le FLN a compris la limite de ses possibilités sur le plan militaire. Il en sera définitivement convaincu six mois plus tard, quand les unités de réserve générale, dont des régiments paras, écraseront au cours de très violents et coûteux combats, les katibas que l'ALN de Tunisie essaye de faire passer en Algérie avant que le barrage de la frontière algéro-tunisienne ne devienne réellement efficace. Ensuite l'ALN intérieure sera asphyxiée faute de recevoir, du Maroc comme de la Tunisie, recrues instruites et armement.

Renonçant à la victoire militaire, le FLN juge que le succès de son entreprise réside dans une action extérieure reposant sur une vive activité diplomatique et des campagnes d'information vers l'opinion internationale et aussi vers une opinion française friable.

Abbane avait toujours dit qu'Alger était une exceptionnelle caisse de résonance. Si la grève générale et les bombes de Yacef Saadi

n'ont pas permis d'obtenir à l'ONU la majorité à la résolution afro-asiatique favorable à l'indépendance algérienne, ces bombes sont restées, dans l'esprit de nombreuses délégations, comme l'expression d'une révolte légitime. Le colonel Schoen a prévenu : « Si la guerre n'est pas terminée à l'automne 1957, notre délégation à la prochaine assemblée générale de l'ONU risque de se heurter à une majorité favorable au principe de l'indépendance algérienne. »

Automne 1957 : la guerre est finie à Alger, mais non en Algérie.

« On continuait à servir quel que soit le régime parce que l'on servait son pays. »

Entretien de Jean Delmas avec Claude Quétel 23 janvier 2007

Claude Quétel ***Jean Delmas, dans ce livre, vous êtes le lieutenant puis le capitaine Cardel. Avant de nous dire ce que fut votre expérience en Algérie, racontez-nous d'abord ce qui a fait de vous un militaire en même temps qu'un historien.***

Jean Delmas J'ai d'abord été étudiant en histoire à la Sorbonne. Et puis le 6 juin 1944, le Débarquement est arrivé en Normandie. Le lendemain, nous avons décidé, un camarade et moi, de quitter à bicyclette la capitale pour rejoindre une maison qu'il avait dans les environs de Saint-Lô. Nous voulions nous engager.

Nous sommes restés dans cette maison une quinzaine de jours. On entendait le canon au loin et jamais les Américains n'arrivaient. De guerre lasse, nous avons quitté le village et nous avons marché au canon, en traversant Saint-Lô, une ville vidée de toute sa population, totalement en ruines. Nous avons essayé de rejoindre la zone des combats. Des Allemands nous ont interceptés et nous ont dit que l'on n'avait rien à faire par là. Nous sommes repartis vers le Nord, en longeant une route qui allait vers Isigny. On passait sous le tir des canons.

On a traversé un canal. Dès que nous sommes parvenus sur l'autre rive, nous avons été mis en joue par un groupe de soldats que nous avons

pris pour des Allemands. On commençait à être sérieusement inquiets quand un autre soldat est arrivé et a sorti de sa poche un paquet de Camel. Alors là, brutalement, nous avons compris que nous étions arrivés chez les Américains et nous avons crié « Free French ! ». Ravis, les GI nous ont fait monter dans une espèce de caisse montée sur roues (c'était la première fois qu'on voyait une jeep) et emmené dans un état-major, probablement celui du régiment.

Alors là ont commencé les interrogatoires : « D'où venez-vous ? Que faites-vous ici ? » On a été transférés à un autre état-major où les interrogatoires se sont multipliés, de plus en plus rudes. Finalement nous nous sommes retrouvés mon camarade et moi emprisonnés dans une cave à Isigny. C'est ainsi que s'est passée notre première soirée de Libération.

Nous sommes restés une huitaine de jours dans cette prison, les Américains considérant que nous étions des espions allemands envoyés pour leur donner de faux renseignements. Heureusement, au bout de huit jours, un officier des Forces françaises libres a réussi à convaincre les Américains que nous étions des jeunes gens qui voulaient s'engager et non des espions. C'est ainsi qu'après avoir été conduits à la brigade de gendarmerie de Cherbourg nous nous sommes engagés pour la durée de la guerre.

Pour quoi faire ?

C'est la question ! Dans le Cotentin, il n'y avait pas une seule unité française. On était en zone américaine. Les Américains nous ont fait tout de suite comprendre qu'ils n'avaient pas besoin de nous pour libérer le territoire. Ce sont des officiers de réserve français qui avaient été remobilisés dans une caserne de Cherbourg qui nous ont pris en charge.

Pour finir, on a été récupérés par des Britanniques qui, apprenant qu'il y avait des volontaires pour se battre, ont fait appel à nous et nous ont transféré de Cherbourg à Bayeux. C'était une ville qui avait échappé aux bombardements. Les Anglais nous ont aussitôt habillés en « Tommies » et nous ont appris le déminage. Huit jours de théorie ont été suivis par une instruction pratique, avec une section britannique, sur le champ de bataille, où il restait énormément de mines. Ensuite nous avons rejoint une compagnie de déminage française qui est devenue par la suite le 3e bataillon du génie-déminage.

Nous avons passé l'hiver 1944-1945 à déminer la région de Deauville-Trouville, les plages, l'intérieur, le champ de courses de Deauville, etc. Voilà notre participation à la Libération. Ce n'est pas glorieux. Nous

étions toujours en arrière de la ligne de front et on nous considérait comme des « mectons qui ne se battaient pas ». Il y a eu pourtant 15 morts dans la compagnie et beaucoup de blessés.

Cela a duré jusqu'en avril 1945 où on a été désignés pour faire le peloton d'élèves officiers, d'abord dans le génie en Avignon, puis, après sélection, à l'école militaire interarmes de Coëtquidan, le 1er juillet 1945, après la capitulation de l'Allemagne.

Vous voilà donc officier de carrière. Quelle a été alors votre première affectation ?

Malheureusement, elle a été très tardive. En sortant de l'école d'application du Génie, au lieu de partir avec mes camarades en Indochine, je suis parti en sanatorium. J'ai été arrêté pendant quatre ans avant de pouvoir reprendre une activité militaire. Ce séjour en « sana » m'a cependant permis de terminer ma licence d'histoire et de préparer un diplôme d'études supérieures d'histoire de la colonisation. Et là, par un hasard extraordinaire quand je songe à la suite des événements, j'ai travaillé sur l'Algérie à la fin du XIXe siècle.

Pourquoi le choix de l'Algérie ?

Tout simplement parce que le professeur d'histoire de la colonisation à cette époque en Sorbonne était Charles-André Julien, grand historien de l'Afrique du Nord et qui m'a dirigé sur une sujet un peu particulier : le système des rattachements en 1880-1890, en Algérie. Cette étude, du fait que je suis allé travailler dans les archives du gouvernement général à Alger, m'a permis de découvrir cette ville somptueuse, au fond de son écrin. Autre intérêt, ce fut de me familiariser très tôt avec le problème de l'administration de l'Algérie et des rapports entre les deux communautés.

Vous voilà donc sorti de vos problèmes de santé et de votre premier cursus universitaire. Vous reprenez donc votre activité d'officier ?

À la sortie de ce long congé je suis affecté en Avignon pendant un an, puis je demande à partir au Maroc, où je suis resté un an à Port-Lyautey (Kenitra). Puis j'ai été désigné pour l'Indochine. Comme j'ai été affecté dans les unités de génie-légion, c'est-à-dire des unités de sapeurs ayant des légionnaires comme hommes de troupe, j'ai été obligé de faire un stage d'initiation à la Légion pendant deux mois en Algérie (mon deuxième séjour) dans une compagnie du 1er régiment étranger stationné

à Orléansville. C'était la période d'hiver et j'ai surtout des souvenirs de batailles de boules de neige dans l'Ouarsenis avec les jeunes femmes d'Orléansville pour qui le lieutenant célibataire qui arrivait était une proie toute désignée.

Puis j'ai embarqué pour l'Indochine. Je n'y suis arrivé qu'au début de 1954 pour apprendre les très mauvaises nouvelles qui arrivaient du Nord et de mes camarades qui étaient à Diên Biên Phu. Mon séjour en Indochine a duré deux ans dont un an et demi après les accords de Genève, où je me suis occupé en particulier, comme officier du génie, à la création de villages dans le Sud Viêt Nam pour les réfugiés qui venaient du Tonkin.

Juillet 1956… Le lieutenant Cardel du livre arrive en Algérie. Quel est votre tout premier contact ? Quelles sont vos premières impressions ?

Je suis d'abord affecté dans une compagnie du génie qui était stationnée dans un petit village de la Mitidja, à Fouka. Les officiers de la compagnie étaient logés chez l'habitant. J'étais dans une vieille famille d'origine lorraine – ce qui m'avait beaucoup rapproché d'eux car ma mère est vosgienne. Mais, peu de temps après, j'ai eu de mauvais rapports avec eux parce que chaque fois que je sortais pour aller à la compagnie, ils me disaient : « Alors, quand est-ce que vous les détruisez tous ? » Choqué, je me disais que ce n'était pas là l'opinion de tous les pieds-noirs.

Ce qui m'a choqué ensuite, c'est la lecture les journaux locaux. J'avais l'impression quelquefois de relire la Vigie algérienne, un journal de 1885 que j'avais dépouillé au cours de mes recherches universitaires. J'y retrouvais exactement les mêmes problèmes et je ne voyais pas du tout quelles seraient les solutions si, depuis tant d'années, aucune évolution véritable ne s'était produite.

Dans le livre, vous apparaissez d'emblée plus comme un témoin que comme un acteur d'une bataille d'Alger déjà commencée. Comment peut-on être au milieu de tels événements sans être appelé à combattre directement le FLN ?

C'est simple. La bataille d'Alger, c'est un moment de la guerre d'Algérie dans son ensemble. On peut résider à Alger et participer à des actions ailleurs qu'à Alger. Pour mon cas, après avoir été deux ou trois mois dans cette compagnie du génie dont j'ai parlé, j'ai été affecté au

commandement du génie en Algérie. Là, je suis amené à traiter notamment des projets de barrages-frontières.

Donc je suis présent à Alger, mais je ne participe aucunement aux activités de maintien de l'ordre comme d'autres unités présentes dans la région d'Alger, dont les missions couvrent l'ensemble du territoire algérien, comme le 19e régiment du génie d'Hussein-Dey. Qu'est-ce qui participe au maintien de l'ordre ? Essentiellement à Alger, le régiment de zouaves qui est l'unité territoriale traditionnelle d'Alger et puis la division parachutiste qui arrive quand le besoin s'en fait sentir.

Et les loisirs, s'il y en a ? Et les femmes, s'il y en a ? Vous avez tout de même 32 ans et vous êtes célibataire !

Effectivement je suis toujours célibataire. Mais il faut dire que j'arrive d'Indochine et que là-bas on vit dans la société vietnamienne, alors qu'en Algérie on ne vit pas dans la société algérienne. Au Viêt Nam, la société est ouverte, les femmes et les hommes participent à la vie sociale. Il n'y a aucun sentiment de ségrégation. Les femmes vivent normalement et il n'y a aucune difficulté pour rencontrer des Vietnamiennes.

Je connais des officiers et des sous-officiers qui ont épousé des Vietnamiennes et sont revenus avec elles en France. Je ne connais personnellement aucun officier ou sous-officier ayant épousé des Algériennes. C'est tout de même un signe très caractéristique.

Si je reviens à mon histoire personnelle, pendant cette année passée à Alger, je suis peu sorti, d'abord parce que je préparais le concours d'école de l'état-major et qu'en dehors de mon boulot, je rentrais souvent travailler dans mon studio. Quels rapports ai-je pu avoir avec des femmes ? Quelques-uns avec des femmes françaises, pieds-noirs, auprès de qui j'étais reçu de temps en temps mais sans beaucoup de chaleur. Aucun avec des femmes musulmanes. Je me souviens d'une surprise partie où j'étais invité. J'avais trouvé une jeune femme qui me plaisait bien, qui était très sympathique, mignonne comme tout. J'ai dansé souvent avec elle. Mes copains qui étaient là ont dû le remarquer. À un moment, il y en a un qui est venu me dire discrètement à l'oreille : « Fais gaffe, c'est une musulmane ! ».

Et puis comme distraction le théâtre, de temps en temps, et souvent la balade en voiture le long des côtes.

On y était en sécurité ?

C'était sécurisé. On pourrait avoir l'impression que ça sautait en permanence mais ce n'était pas le cas. Il y avait des endroits où ça ne sautait jamais, et d'autres plus vulnérables. Il y avait des moments où l'on vivait presque normalement. En dépit des bombes, on allait à la plage, on sortait énormément. Les cinémas avaient du monde et les représentations théâtrales étaient suivies surtout quand les vedettes françaises prenaient le risque de venir à Alger.

Vous prépariez donc le concours d'entrée à l'école d'état-major ? Qu'en est-il advenu ?

Quand je suis parti d'Alger, je n'aurais jamais imaginé que je reviendrais trois ans plus tard. On était en 1957. Je pensais que la guerre se terminerait beaucoup plus tôt.

Donc, je rejoins Paris le 1er septembre 1957. Je suis les cours de l'école d'état-major qui durent un an. C'est le retour dans le giron familial, étant toujours célibataire. Mais le célibat s'arrête brutalement et à la fin de l'école d'état-major, en 1958, je suis diplômé et très jeune marié. Et pour un jeune marié, l'idéal c'est d'être affecté dans les forces françaises en Allemagne. C'est bientôt chose faite, à Trèves.

Passons sur Trèves. Qu'est-ce qui a pu vous pousser à vouloir retourner en Algérie ?

Parce que je sentais que l'affaire de Gaulle n'allait pas exactement dans la direction que la majorité des officiers s'était imaginée et qu'on allait avoir une période très difficile. Si j'y suis allé, je vais être un petit peu grossier, c'est parce que « quand j'ai des copains dans la merde, je préfère être avec eux. »

Vous revoilà donc en Algérie, en 1960. Avec quelle affectation et quelle mission ?

Ce séjour en Algérie est très particulier. D'abord parce que j'y retourne avec ma femme. J'étais affecté au commandement d'une compagnie qui était dans la vallée du Cheliff, une rivière qui coule parallèlement à la côte, d'est en ouest en direction de la plaine d'Oran. La vallée du Cheliff est une des régions les plus chaudes d'Algérie, parce que, entre la mer et la vallée, il y a un long massif côtier, le Dahra, qui empêche la fraîcheur marine et les pluies d'arriver. Donc c'est insupportable l'été – ce que j'ignorais alors.

Je prends donc le commandement de cette compagnie, pas très loin d'Orléansville. Mon prédécesseur m'a écrit en me disant : « Je sais que tu viens de te marier. Tu peux venir avec ta femme. Parce que le village est calme. Le lieutenant y vit avec sa femme et l'adjudant-chef avec la sienne, une Vietnamienne. Il y a une petite colonie européenne dans le village. »

Alors on décide de venir dans ce village et là c'est la première surprise : ce village est l'un des seuls villages d'Arabes catholiques de toute l'Algérie ! Il était composé d'Arabes musulmans en grande majorité et d'Arabes catholiques qui étaient les propriétaires. Il n'y avait pas de pieds-noirs dans ce village. Les Arabes catholiques étaient les descendants d'orphelins qui avaient été recueillis par le cardinal Lavigerie à la fin du Second empire et au début de la IIIe République. Celui-ci avait ouvert des orphelinats, recueilli des enfants abandonnés, les avaient fait éduquer chrétiennement et les avait mariés. Il les avait installés en achetant des terres dans un village proche d'Orléansville, les Attafs.

La terre était très mauvaise. Il avait fallu travailler dur mais, petit à petit, on avait planté des orangers, puis du blé dur. Mais les parcelles étaient trop petites. Alors, les plus forts ont racheté les parcelles des plus faibles qui sont partis travailler comme petits employés ou femmes de ménage en ville. Ce qui fait qu'il est resté trois ou quatre familles. Leur nom patronymique était un prénom. Il y avait les Marcel, les Édouard. C'était le prénom du premier baptisé. Les patrons, c'était eux. Ils étaient habillés à l'européenne avec un type arabe ou berbère et parlant aussi bien l'arabe que le français. Ils faisaient travailler leurs congénères.

Des pieds-noirs arabes en quelque sorte ?

Oui, ils étaient les pieds-noirs du coin. Mais ils n'étaient plus des « Arabes » pour les Arabes et ils n'étaient pas des Européens pour les Européens. Le village s'appelait Sainte-Monique-des-Attafs. Il y avait une belle petite église blanche et un père blanc qui était le curé.

Et pas de mosquée ?

Non pas de mosquée. Et il y avait un peu plus loin, toujours sur le terrain des Attafs, un autre village de ce type qui s'appelait Saint-Cyprien-des-Attafs.

Alors, votre mission aux Attafs ?

La compagnie était installée dans une très grande ferme qui appartenait à

un des propriétaires les plus riches, une vieille demoiselle qui habitait Alger. Ma compagnie comptait 200 hommes, tous appelés dont 10 % d'appelés algériens. Il fallait tout de même de l'espace. On avait agrandi un petit peu les bâtiments pour pouvoir les loger.

Qu'entendez-vous par « appelés algériens » ?

Ceux qu'on appelait à ce moment-là les Français de souche nord-africaine. Sur le tableau d'effectifs d'une compagnie comme la mienne, il y avait deux colonnes : les FSE, Français de souche européenne, et les FSNA, Français de souche nord-africaine. Et on devait avoir un petit contingent d'appelés nord-africains puisque l'Algérie étant la France, ses départements étaient eux aussi astreints au service militaire.

Et la cohabitation entre ces deux communautés ?

J'avais l'habitude d'avoir depuis l'Indochine des compagnies non homogènes du point de vue ethnique. Mais, en Algérie, j'ai eu le problème que connaissaient tous les officiers : on n'avait pas toujours confiance dans les appelés nord-africains. Mettez-vous à leur place. Ils étaient dans des unités qui se battaient contre l'Armée de libération nationale.

Est-ce que certains désertaient avec armes et bagages ?

Oui, il y en avait assez souvent…

… qui rejoignaient les rangs de l'ALN ?

Oui. Même si l'on se disait que chez nous ça se passerait bien, il y avait toujours une arrière-pensée. Celle-ci était peut-être encore plus forte chez les appelés métropolitains qui n'avaient pas toujours très confiance quand ils devaient prendre la garde avec un camarade nord-africain. De plus, j'avais une harka, une petite unité d'une vingtaine de harkis. Il s'agissait de supplétifs musulmans, qui venaient comme volontaires mais qui n'étaient pas engagés, c'est-à-dire qu'ils ne signaient pas un contrat. Ils venaient pour un mois et ils repartaient quand ils voulaient.

Ils étaient armés ?

Oui. Ils étaient habillés et équipés en soldats. Les harkis sont des supplétifs qui viennent à l'appui d'une unité, qui combattent au besoin avec elle. Mais ils repartent dans leur douar quand ils veulent.

En laissant leurs armes quand même ?

Oui mais, avec les harkis, on avait une pleine confiance. Dans ma compagnie, ils venaient tous d'un douar perdu dans le Dahra. J'ai toujours eu l'impression que les vingt harkis qui venaient travailler dans la compagnie faisaient vivre le douar. On les payait chaque mois. Quand ils étaient payés, ils pouvaient repartir. Mais ils se faisaient alors eux-mêmes remplacer par un autre gars du douar. Généralement, ils restaient longtemps. Dans ma compagnie, j'ai toujours eu à peu près les mêmes pendant l'année où j'ai été avec eux.

Vous voyez donc le problème dans cette unité un peu particulière. Dans le village, j'avais des musulmans, qui étaient les fellahs et qui travaillaient au profit des arabes catholiques. Dans ma compagnie, j'avais des appelés, en majorité des Français astreints à vingt-sept mois de service quand même – et les endroits où je les envoyais, ce n'était pas les bains de mer. J'avais en plus une vingtaine d'appelés musulmans qui me causaient toujours une certaine inquiétude. Enfin, j'avais les harkis que les appelés musulmans rejetaient parce qu'ils venaient en volontaires. Bref, ce n'était pas facile à commander.

À commander pour faire quoi ?

Je commandais une compagnie du génie à la disposition du général commandant une division, c'est-à-dire un grand théâtre d'opérations. L'Algérie avait été divisée en un certain nombre de zones opérationnelles et, dans chacune, il y avait une division, avec un général, un état-major et un certain nombre d'unités. Chaque zone avait sa compagnie du génie qui était chargée d'entretenir ou de créer toutes les voies de communication dans le djebel, de déminer éventuellement, mais il n'y a jamais eu beaucoup de mines…

Donc j'avais un territoire très vaste à couvrir. La compagnie était stationnée dans le village mais les sections étaient souvent absentes pendant un mois, en chantier à l'intérieur du pays. Le Cheliff coule entre le Dahra, au nord, et le massif de l'Ouarsenis, au sud. À part une grande route qui le traversait, il n'y avait que quelques pistes qui rejoignaient des maisons forestières évacuées par les forestiers pour raison de sécurité. On avait enlevé les toits pour que les « fells », c'est-à-dire les rebelles, ne s'y installent pas et les pistes étaient devenues inutilisables. Or, à l'intérieur de ce grand Ouarsenis, on avait installé des compagnies de surveillance. Il y avait aussi des SAS, sections administratives spécialisées, qui étaient chargées de s'occuper de l'administration de ces populations isolées.

À vol d'oiseau, on pouvait être à 25 kilomètres de la vallée du Cheliff où était ma compagnie. Mais, là, il n'y avait ni eau ni électricité. Alors on avait implanté certaines compagnies et quelques SAS. Il fallait donc leur assurer l'entretien courant, ouvrir des pistes. C'est ainsi qu'une section partait du village pour un chantier d'un mois. Elle installait son bivouac sur une petite hauteur puis commençait par dessiner la piste. Le sous-lieutenant se faisait ingénieur des ponts et chaussées. J'opérais une reconnaissance pour voir par où la piste pouvait passer, pour qu'il n'y ait pas de pourcentage de pente trop fort pour les voitures. Par ailleurs, il ne pleut pas beaucoup mais quand il pleut, il pleut ! Il fallait essayer de dessiner des tracés de piste évitant les points de convergence des eaux pluviales. Quand on ne pouvait éviter de passer sur des fonds de talwegs, il fallait prévoir des ponceaux, des petits ponts. C'était une véritable activité de travaux publics.

Et la guerre dans tout ça ?

Elle était là. On était théoriquement en zone interdite, ce qui voulait dire que la population ne devait plus être éparpillée mais regroupée afin de priver les « fells » de leur soutien potentiel. Un jour, j'étais en chantier dans l'Ouarsenis quand une jeep est arrivée avec un sous-lieutenant SAS. Il me demandait de l'aide parce qu'il devait gérer un regroupement de population très éparpillée dans de petites mechtas. Le sous-lieutenant, un tout jeune appelé, ne s'en sortait pas. On avait concentré la population sur un piton rocheux. Le sous-lieutenant me dit textuellement : « Ils se pissent les uns sur les autres » – ce qui était vrai. Je lui ai dit : « Mon pauvre vieux, je ne peux rien faire. Il faudrait raser. Je peux te prêter un bulldozer, mais c'est au préfet de te donner les crédits pour faire un regroupement correct. Mais là c'est indigne. La conséquence, c'est que ça fera des rebelles plus qu'autre chose. »

Et alors, c'est resté comme ça ?

Je ne sais pas ce que ça a donné par la suite. Mais cette expérience de commandement d'un an a été extrêmement intéressante. J'ai été stupéfait de la bonne volonté des appelés. Je me souviens d'un maître maçon qui, avec les appelés musulmans qu'il dirigeait, m'avait fait un ponceau superbe. Je lui ai dit : « Tu le signes. » Il l'a signé puis il m'a dit : « On a fait ça mais qu'est-ce qu'ils vont en faire ? »

Qui étaient ces « ils » ?

Ceux qui allaient nous succéder quand ce serait l'indépendance. C'était devenu clair pour tout le monde mais je leur disais : « Tant pis, on fait quelque chose. »

Et votre épouse au milieu de tout cela, comment s'organisait sa vie ?

Elle a parfois eu peur, surtout les nuits où je n'étais pas là, quand je partais faire l'inspection de mes sections. Mais cette découverte de la vie d'un village du bled a été pour elle une expérience plus qu'intéressante.

Il n'y avait pas d'activité de fellagas dans le secteur ?

Si, il y en avait. Une fois, sur un détachement qui revenait du chantier, une grenade a été lancée contre un half-track mais elle a accroché une branche d'arbre et est tombée à côté. Le seul mort que j'ai eu, c'est dans un accident. La moitié des pertes en Algérie, était due à des accidents.

Revenons à votre « vie de famille » aux Attafs…

Au village, il y avait la petite communauté européenne. Les familles de la compagnie. Mon fils est né là. Il y avait à quelques kilomètres, un hôpital de sœurs blanches, avec un docteur français où mon fils est né, le 30 juin. C'était la seule pièce de la vallée où il y avait un peu de fraîcheur. J'étais parti voir une section dans le Dahra, la naissance n'étant attendue que quelques jours plus tard. Les radios n'ont pas réussi à me prévenir. Je conduisais en jeep avec mon chauffeur, un appelé musulman et un harki. Il faisait une chaleur épouvantable. On s'est dit : « Dès qu'on arrive à la compagnie, la douche. » On arrive à la compagnie où mon radio me dit : « Mon capitaine, vous avez un fiston. » Alors on n'a pas pris la douche. On est reparti par la route goudronnée. Il faisait si chaud que les pneus collaient à la route. Cette naissance du fils sur place a été un élément fédérateur extraordinaire pour le village et en particulier pour les musulmans. En effet, les Européennes allaient généralement accoucher à Alger parce que le docteur des Attafs avait une très mauvaise réputation. Ce fut une joie pour tout le village. Les filles venaient voir le fils du capitaine. Peu de temps après, dans les mêmes circonstances, la femme du lieutenant a eu un bébé à son tour.

Seuls les officiers pouvaient faire venir leurs épouses ?

Non, non, les sous-officiers aussi. Mais pas les sapeurs. Enfin c'était dans la mesure où chacun pouvait s'installer à peu près correctement.

Le 22 avril 1961, c'est le putsch d'Alger. Comment avez-vous vécu cet événement du fond de Sainte-Monique-des-Attafs ?

En raison du très peu d'espoir que j'avais d'une solution française de l'Algérie, j'ai considéré que le putsch d'Alger était une erreur fondamentale. Surtout j'avais l'obligation de dire le plus rapidement possible quelle était l'attitude du commandant de compagnie dans cette affaire. Chaque appelé avait son transistor et était très informé de ce qui se passait. Quelques heures après l'annonce du putsch, j'ai réuni la compagnie, tout au moins ceux qui étaient présents à Sainte-Monique. Je leur ai dit que je n'avais pas l'habitude d'obéir à des généraux à la retraite et qu'en conséquence, leur capitaine était toujours fidèle au gouvernement. Point à la ligne. J'ai envoyé un message à tous mes chefs de section en redisant la même chose. Compte tenu de cette attitude, je n'ai eu aucun ennui parmi mes appelés pendant ces quelques jours. Ils sont restés très calmes, même si un ou deux, que je connaissais comme étant membres du PC, avaient un peu manifesté l'intention de faire une réunion. Je leur ai dit : « ce n'est pas la peine de faire une réunion. Pour discuter de quoi ? Vous savez ce que je pense. Terminé ! » Je ne m'affolais pas quand la sécurité militaire m'indiquait : « Il est communiste. » 25 % des Français votaient alors communiste.

Mon drame, par contre, a été dans le village où l'institutrice était une pied-noir d'Oran qui avait épousé un Arabe catholique. Quand elle a appris le putsch, elle a aussitôt fait pavoiser l'école. Mon adjudant-chef, en allant au village et en voyant l'école pavoisée, est allé voir l'institutrice et l'a informée de la déclaration du capitaine. Elle a enlevé ses drapeaux. Quand je l'ai appris, ça m'a fait un choc. Alors que depuis 1944 je me battais pour le drapeau français, c'était ma déclaration qui le faisait descendre.

À partir de ce moment là, les Arabes catholiques m'en ont voulu parce qu'ils espéraient sûrement une solution qui n'était pas l'autodétermination que le général de Gaulle avait proclamée. Ils ont été les premiers à partir pour la France. Ils s'étaient achetés des terres dans le Gers. Le dernier est parti en se déguisant en Arabe ! Je sais qu'ils m'en ont toujours voulu puisque bien après, quand j'ai essayé de vouloir reconstituer la vie de ce village, j'ai retrouvé leur adresse mais ils ne m'ont jamais répondu. J'étais considéré comme celui qui n'avait pas voulu que le village reste l'Algérie

française.

Je voudrais aussi parler du curé, le père blanc, qui trouvait que j'étais un petit trop laxiste vis-à-vis de la population musulmane. Il me disait de temps en temps : « Ah, ils mériteraient bien des coups de pieds au cul ! » C'était un type solide, qui ne partageait probablement pas le point de vue de son archevêque, Mgr Duval. Le malheureux a été assassiné trois mois après l'Indépendance. Il avait voulu rester en Algérie. Il a été emmené en voiture et abattu.

Dans un aussi petit village, vous avez donc eu, votre épouse et vous, des relations avec la population musulmane ?

Beaucoup plus avec les hommes qu'avec les femmes, parce que les femmes, c'était pire qu'à Alger. Les femmes dans le village, et dans tout le bled, ne sortent qu'avec le haïk et le voile, en ne laissant paraître qu'un œil. Elles passaient comme des ombres. Par contre on a eu des contacts avec une des jeunes filles. C'était une des filles du garde-champêtre, un musulman qui s'appelait Abdelkader. Un jour, il m'a dit « Eh, mon capitaine, tu ne veux pas ma fille ? » Il nous l'offrait comme femme de ménage. Le garde-champêtre habitait presque en face de notre maison. Il y avait un petit chemin de terre entre les deux. On a vu arriver sur le chemin une femme voilée, toujours avec un seul œil apparent. Entrée dans la maison, elle a enlevé son voile et on a découvert une jeune fille de 15 ans. Elle s'appelait Baïa. Elle est devenue vraiment une amie de la famille et s'est occupée aussi de l'enfant avec beaucoup de compétence.

Comme il faisait très chaud, des amis à Alger m'avaient dit : « Viens, nous partons en vacances, on te laisse la maison. Tu pourras y amener ta famille pendant l'été. » Donc j'ai amené femme et enfant, et aussi Baïa. Il a d'abord fallu convaincre son père qu'elle puisse quitter le village. Il m'a dit : « J'ai confiance en toi. » Donc Baïa est partie. Et puis, on a fait coup double. À la compagnie, en plus de toutes les catégories dont j'ai parlé, il y avait un petit orphelin qui avait été retrouvé dans une grotte – probablement par mes prédécesseurs – et qui était élevé par la compagnie. Il allait à l'école et il commençait à bien écrire. Je suivais ses cahiers. C'était un gamin très éveillé. On a décidé de l'emmener lui aussi. Inutile de dire qu'un fois arrivée à Alger, Baïa a rangé son voile dans sa valise, en vivant pendant un mois la vie d'une Algérienne citadine. Je me suis beaucoup reproché cette affaire-là, parce qu'on a révélé à Baïa la possibilité d'une vie très différente de celle qu'elle connaissait dans son village. Or, peut être un ou deux mois après le retour de tout ce monde, le

garde-champêtre est venu me voir et m'a dit :

« – Eh, mon capitaine, je veux reprendre Baïa.

– On la garde. Elle est très très bien. Elle s'occupe admirablement de Vincent et s'y est attachée.

– Non, non, non.

– Pourquoi ?

– Je la marie.

– Elle ne m'en pas parlé du tout.

– C'est moi qui décide et puis, figure-toi, il me donne un beau bouc.

– Qui ça ?

– Ben, celui qu'elle va épouser.

– Mais ce n'est pas possible !

– Non, non, non, ne t'inquiète pas, je te donnerai sa sœur. »

Baïa a disparu de notre horizon définitivement. Ma femme a été invitée au mariage et là, chez le garde-champêtre, avant d'aller chez le fiancé, il y avait toutes les femmes du villages musulmanes qui papotaient en arabe et il y avait sous un voile blanc une fille qui pleurait, qui pleurait. C'était Baïa. Quand ma femme s'est approchée d'elle, elle lui a dit : « Ah, emmène-moi ! emmène-moi ! » Ma femme est revenue complètement effondrée et m'a dit : « C'est ça ton Algérie française ? ». Je lui ai répondu : « Je suis capitaine mais je ne règle pas les mœurs de la population.»

Vous restez longtemps à Sainte-Monique après le putsch ?

Oh, non, je vais partir très rapidement. J'ai dû quitter la compagnie au mois de juin 1961. J'avais terminé mon temps de commandement depuis déjà un certain temps. Normalement, un capitaine commande une compagnie deux ans. J'aurais aimé rester à Sainte-Monique, mais j'avais un de mes anciens patrons qui était devenu chef d'état-major du commandement en chef en Algérie après le putsch et qui, me connaissant, m'a fait muter à Alger, à l'état-major du commandant en chef, au 3e bureau. Donc, un changement complet d'activité. J'ai quitté la compagnie, le village et mes harkis. Mes harkis, c'était un problème parce que ça faisait un certain temps que je m'inquiétais de leur avenir. J'avais dit à mon lieutenant qui s'occupait plus particulièrement d'eux : « Arrête de les renouveler. Il ne faut pas qu'on les entretienne plus longtemps. Qu'est-ce qu'ils vont devenir après ? » Le lieutenant m'a répondu : « Mais mon capitaine, je ne peux pas, je ne peux pas parce qu'ils font vivre leur douar. S'il y en a un qui s'en va, il y en a un autre qui va revenir. Je ne

peux pas les empêcher. S'ils savent qu'ils ne sont pas remplacés, ils vont rester, ils restent. »

Je ne voulais pas compromettre mes harkis dans des affaires qui pourraient leur être reprochées, l'indépendance venue. Par exemple, la compagnie avait de temps en temps des missions de réduction de grottes. L'Ouarsenis était un vrai gruyère. Il y avait beaucoup de grottes et des fellagas s'y réfugiaient souvent. Pour les en extirper, il fallait des spécialistes. J'avais une section de spécialistes qui étaient équipés comme des spéléologues avec tout ce qu'il fallait pour descendre et expulser les gens de grottes.

À vous écouter, vous ne faisiez que construire des routes ! Mais voilà bien là une action de combat !

Il y avait une mission de combat de temps en temps. Rarement. C'était quand une compagnie d'infanterie tombait en arrêt sur une grotte et qu'elle n'arrivait pas à en sortir ses occupants. En dernier ressort, on faisait appel au génie.

Dès la conquête de l'Algérie et dans cette région précisément, il y a eu des épisodes tragiques de grottes enfumées par l'armée d'Afrique dont les occupants, civils et rebelles mêlés, étaient asphyxiés. Est-ce que vous enfumiez les grottes ?

Non, on s'employait à les réduire. On faisait sauter un explosif aux entrées des grottes et les plus audacieux pénétraient petit à petit. Il y avait des bombes fumigènes qu'on jetait au bout d'un certain temps.

Dans une grotte, on ressortait souvent non pas tellement des fellagas mais des civils. Une fois, on compta plus d'une vingtaine de personnes, vieillards, femmes et enfants, qui s'étaient réfugiée là par peur d'une répression ou par refus d'aller dans un regroupement. Ils vivaient là, dedans, avec deux ou trois fellagas qui s'occupaient d'eux.

Et les fellagas, qu'en faisiez-vous ?

Quand on les capturait, on ne s'en occupait plus. On les remettait à la compagnie chargée du nettoyage de la région. Notre mission n'allait pas plus loin.

Vous disiez donc ne pas vouloir mêler vos harkis à ce type d'opérations.

Sauf un qui était l'intellectuel de la harka, celui qui parlait bien le français. Dans mes harkis, il y avait la moitié qui ne parlait pas un mot de français. J'avais fait de ce harki mon interprète. Lui par contre, il a toujours été à la section « réduction de grotte ». Je m'en étais inquiété auprès du chef de section qui m'avait répondu : « Lui, il est malin. Il s'en sortira. »

Peu de temps avant l'indépendance, je me suis inquiété auprès de mon remplaçant de ce que devenait la harka. Il m'a dit : « On leur a proposé de partir en France. Ils ne veulent pas. Ils veulent rester en Algérie. Ils veulent retourner dans leur douar. » J'étais terriblement inquiet jusqu'au jour où, en France, j'ai reçu une lettre qui venait du douar Tacheta – c'était le douar de mes harkis ! C'était l'écrivain public du douar, un ancien cuisinier de la compagnie. Il me donnait des nouvelles.

Ces harkis n'avaient pas été massacrés comme beaucoup au moment de l'indépendance ?

Il y en a un qui a été tué mais mon ancien lieutenant, qui le connaissait bien, m'a dit : « Oh lui, ce n'est pas une question de FLN, c'est parce qu'il courait trop les filles ! » Les autres, pendant cinq à six mois, ont dû accomplir des travaux forcés. Puis, ils sont retournés dans leur douar où ils ont été très bien accueillis puisqu'ils avaient fait vivre le village pendant des années.

Revenons à Alger où vous avez été affecté après cette expérience aux Attafs.

C'est la dernière année, en 1961-1962. C'est aussi l'année la plus noire de ma carrière. J'ai tout d'abord le sentiment qu'entre militaires, il y a eu une déchirure. Il y a ceux qui sont partis dans l'OAS et certains avec des idées de révolution contre la République, mais la plupart on les avait obligés, en particulier pendant la bataille d'Alger, à accomplir des missions quelquefois contre leur propre conscience, et ce n'était pas pour aboutir à la perte totale de l'Algérie et à l'abandon de tant de musulmans qui s'étaient engagés avec nous, sans parler des pieds-noirs. C'est un drame interne de l'armée.

D'autre part, la vie à Alger était devenue extrêmement difficile. Avec ma femme et mon fils, j'habitais à El-Biar dans un bel appartement avec une vue superbe sur la baie. Mais il est vite devenu impossible de conserver femme et enfant dans l'ambiance qui régnait à Alger. Une

ambiance excessivement bruyante parce que les pieds-noirs tapaient dans les casseroles pour manifester qu'ils étaient contre tout ce que le gouvernement français faisait. Une ambiance d'attentats multiples. Dans la rue, on trouvait des cadavres dans le caniveau. Il régnait une atmosphère épouvantable. Je me suis résolu à faire partir mon épouse et mon fils et je suis resté de nouveau seul jusqu'au mois d'août 1962.

L'armée française est venue tirer contre les pieds-noirs à Bab-el-Oued où des commandos OAS avaient attaqué des camions d'appelés. Or Bab-el-Oued, ce n'était pas le fief des grands colons mais des petits pieds-noirs qui n'avaient pas d'autres ressources que de dire : « Il faut que l'on reste là mais comment ? » À ce moment là, l'OAS interdisait de déménager. Lorsque le chef de l'OAS, Susini, a signé en juin un accord avec les Algériens, on n'a plus interdit les déménagements mais c'était trop tard. Les gens qui étaient encore là ont continué à partir dans les avions et les quelques bateaux qui restaient.

Il y avait du terrorisme FLN contre la population, du terrorisme OAS contre les musulmans et contre les forces françaises, une véritable guerre civile, et en plus contre les « barbouzes », c'est-à-dire les forces de sécurité envoyées par les organisations gaullistes pour aider les policiers français d'Alger à lutter contre l'OAS. C'était une conjonction d'éléments extrêmement difficiles. Il y avait beaucoup de gendarmes. Or les gendarmes étaient devenus très hostiles à la population européenne depuis qu'ils avaient été tirés à vue, avec de nombreux morts, lors d'une manifestation où ils défendaient le palais du Gouvernement général.

Étant à l'état-major du commandant en chef, j'étais considéré par l'OAS et par les pieds-noirs comme un traître. J'ai reçu des menaces de mort dans ma boîte aux lettres. Or je ne m'occupais absolument pas de maintien de l'ordre puisque j'étais plus que jamais chargé du suivi des barrages aux frontières qu'on a tenus jusqu'au jour de l'indépendance.

Dans quel état d'esprit quittez-vous une Algérie devenue indépendante ?

J'avais toujours pensé qu'on n'échapperait pas à cette issue, mais je n'avais pas imaginé que cette solution serait atteinte après de tels affrontements, une telle guerre civile entre Français.

Bon, je suis rentré en France. J'ai eu la chance d'être désigné pour refaire des études supérieures comme toute une série d'officiers. Comme j'avais une licence d'histoire, on m'a renvoyé continuer mes études universitaires.

Toujours capitaine ?

Oui, je suis encore capitaine. À ce moment là, l'avancement était beaucoup moins rapide que maintenant.

Je me suis donc retrouvé étudiant en 1963. J'avais 38 ans. Deux ans plus tard, j'étais diplômé de Sciences Po. avec en sus un doctorat de 3e cycle sous la direction de Pierre Renouvin.

Vous étiez donc nettement plus âgé que les autres étudiants.

On m'appelait le « major » quand j'ai été promu commandant.

Ensuite, ma carrière s'est partagée équitablement entre l'arme à laquelle j'appartenais, le génie, où je devais aller faire des temps de troupe et des temps de commandement, et l'histoire. J'ai été nommé professeur d'histoire à l'école supérieure de Guerre puis j'ai commandé un régiment (comme lieutenant-colonel) avant de retourner à l'école de Guerre, cette fois en tant que directeur du cours d'histoire.

Est-ce que les guerres qu'on appelle aujourd'hui les guerres de décolonisation figuraient dans votre programme ou pas encore ?

On les étudiait au cours de la réflexion sur l'évolution des formes de guerre. On abordait les problèmes de l'Indochine et de l'Algérie, forcément.

Parlait-on du problème éthique qui s'est posé à propos de la torture en Algérie ?

On n'en parlait pas.

Ensuite, vous êtes affecté au service historique de l'Armée de terre au château de Vincennes. Vous êtes alors colonel et vous terminerez votre carrière militaire comme général.

Je vais rester à Vincennes dix ans, quatre ans comme directeur des études et six ans comme chef du service historique.

Quelles ont été vos relations avec le monde universitaire ?

Elles ont été excellentes. Élève de Pierre Renouvin, j'ai eu très vite de très bons rapports avec plusieurs de ses anciens élèves qui étaient à ce moment là titulaires de chaires d'histoire dans différentes universités

parisiennes ou provinciales. Cette multiplication d'amitiés universitaires a facilité le travail du service. J'étais souvent invité à participer à des colloques universitaires, ce qui apportait beaucoup aux relations armée-université, à une époque où celle-ci n'était pas très désireuse de développer des rapports avec ces « affreux militaires », surtout quand ils revenaient d'Algérie.

Est-ce que vous pensez que la guerre d'Algérie a nui à ce point à l'image de l'Armée ? Et qu'elle lui nuit encore ?

Le problème algérien n'est pas mort. Il est évoqué encore régulièrement dans des campagnes d'opinion et s'articule essentiellement sur le problème de la torture. Quand on voit le développement de la campagne de presse qui a suivi les révélations du général Aussaresses, on se dit : « Oh là là, voilà qui va faire croire que tous les officiers qui ont participé à la guerre d'Algérie furent des Aussaresses ! » Je vais vous dire ma réaction. Je n'avais jamais voulu écrire sur l'Algérie, parce qu'on n'est jamais sorti indemne des batailles d'Algérie. Je ne voulais pas évoquer ces périodes, dont la dernière a été la plus noire de ma carrière. Et puis il y a eu l'affaire Aussaresses. Pour moi ce fut le déclic : « Il faut que tu parles de ton expérience en Algérie parce que tu n'es pas un Aussaresses. »

Alors, je me suis mis à écrire. J'ai écrit très vite. Je l'ai présenté à plusieurs éditeurs et ça a été l'échec total parce que, à ce moment là, il était impossible de publier un témoignage sur l'Algérie si on ne s'accusait pas de tortures et si on n'était pas repentant. Mais ces campagnes répétées, dans certains journaux, étaient insultantes et injustes vis-à-vis du corps des officiers. Or il est un fait que ces souvenirs de la guerre d'Algérie revivifiés en permanence par des aveux, tantôt cyniques, tantôt pleurnichards, ne permettaient pas d'avoir une vue objective des problèmes qui se sont posés à ce moment-là dans l'armée – d'autant plus que les gouvernements qui ont donné l'ordre de détruire par tous les moyens les infrastructures terroristes du FLN n'ont jamais essayé de défendre leurs officiers.

Ceci dit, je ne pense pas que cette vision négative de l'armée à cause de l'Algérie s'étende à l'ensemble de la population. Au sein de celle-ci, il y a eu des centaines de milliers d'appelés en Algérie. Combien de tortionnaires parmi eux ? Je peux citer l'exemple de mes 200 hommes. À un moment, il y en a eu un qui a eu tendance à jouer les costauds devant un musulman qu'on interrogeait. J'ai mis fin tout de suite à cette situation et il n'a pas continué. Si je n'avais pas fait attention, je ne suis pas

persuadé qu'il ne se serait pas laissé aller à des brutalités.

Ce sont les commandants de compagnie qui ont joué le plus grand rôle dans l'Algérie, ce ne sont pas les généraux ni les colonels. L'armée avait éclaté sur tout le territoire. Le rôle des capitaines est énorme. Ceux qui n'ont pas véritablement tenu leurs gars en main ont pu laisser faire beaucoup de choses. Un homme qui est brusquement armé au milieu d'une population où il se sent vraiment le caïd, eh bien, il ne maîtrise pas toujours cette force qu'il sent, cette puissance – et des sadiques, il y en a partout. Il y a ceux qui ont fait ou donné des ordres pour faire, mais il y a ceux aussi qui ont laissé faire.

Je pense que l'opinion publique sur la guerre d'Algérie est beaucoup plus subtile et nuancée que veulent l'affirmer certains journaux. Ceci dit, l'armée passe à travers les âges et les régimes. J'ai travaillé pas mal sur l'armée au XIXe siècle où des officiers ont commencé leur carrière comme sous-lieutenants des armées napoléoniennes, ont connu l'abdication, les Cents Jours, le retour définitif des Bourbons, les Révolutions de 1830 et de 1848, et qui ont terminé leur carrière sous le Second empire. Eh bien, pour eux, il y avait autre chose que le régime politique. Ils servaient autre chose que l'on a appelé la nation ou la France. On continuait à servir quel que soit le régime parce que l'on servait son pays.

Que sont-ils devenus ?

général Paul Aussaresses

Après l'Algérie il a, par deux fois, servi à l'étranger, d'abord aux États-Unis comme officier de liaison à l'École de Fort-Benning et au Centre des Forces spéciales à Fort Brag (1962), ensuite en 1972 au Brésil comme attaché militaire. Il est un homme de l'ombre quand les révélations fracassantes qu'il fait à une journaliste du Monde en 2001, puis son livre Services secrets, font scandale et déclenchent une nouvelle campagne contre la torture pratiquée en Algérie.

général Marcel Bigeard

Il quitte le commandement du 3e RPC en 1958 après l'avoir dirigé en plein désert à Timimoun pour détruire une compagnie méhariste qui avait déserté. Il crée à Philippeville une École d'entraînement à la guerre subversive. Général, il a des commandements outre-mer. Pendant la présidence de Valéry Giscard d'Estaing, il est nommé en 1975 secrétaire d'État auprès du ministre de la Défense, Yvon Bourges, au moment où des mouvements divers agitent l'armée. Sa présence, son aura, son parler « peuple » semblent des arguments pour réconcilier armée et nation. Il démissionne en août 1976, jugeant avoir rempli sa mission. Il fait paraître en 2003 Ma guerre en Algérie où Bigeard raconte Bigeard, bref récit illustré de superbes photos prises par le sergent-chef Flament qui l'a accompagné pendant toute cette période.

général Jacques Pâris de Bollardière

Après avoir purgé ses soixante jours d'arrêts de forteresse, il est affecté outre-mer puis en Allemagne dans des emplois d'adjoint sans responsabilité. Il démissionne lors du putsch des généraux (1961) et participe ensuite à de nombreuses associations caritatives, devenant militant antinucléaire avec Greenpeace, au moment de la reprise des essais nucléaires français en Océanie.

Maurice Bourgès-Maunoury

Président du Conseil démissionnaire le 30 septembre 1957, il devient ministre de l'Intérieur dans le ministère Gaillard jusqu'au 13 mai 1958. Il refuse les pleins pouvoirs à de Gaulle puis prend position pour le maintien de l'Algérie dans la France.

colonel Pierre Château-Jobert

Ayant quitté son commandement du 2e RPC dès février 1957, il reçoit diverses affectations en France. En janvier 1962, ce chrétien intégriste, théoricien d'une doctrine d'action révolutionnaire, rejoint le général Salan dans la clandestinité et dirige l'OAS dans le Constantinois. Condamné à mort par contumace, amnistié en 1968, il rentre en France.

docteur Pierre Chaulet

Après sa condamnation, il est expulsé d'Algérie et rejoint la Tunisie. Il rentre en Algérie à l'indépendance. Citoyen algérien, il devient un pneumologue de renom.

Jacques Chevallier

Maire d'Alger depuis 1953, libéral, chassé de sa mairie en mai 1958, il dit : « Mort ou vif, je resterai ici, quel que soit l'État nouveau. » Il prend la nationalité algérienne à l'indépendance. Directeur du port autonome d'Alger, il dirige avec l'architecte F. Pouillon le développement d'un complexe touristique sur le littoral. Il décède à Alger en 1971.

Léon-Étienne Duval, archevêque d'Alger

Il acquiert la nationalité algérienne après les accords d'Évian. Élevé à la dignité de cardinal par Paul VI en 1965, il demeure à l'archevêché jusqu'en 1982.

commandant Roger Faulques

Il quitte l'armée après l'Algérie et mène une carrière privée d'expert-conseiller militaire. Il est en particulier recruté par Moïse Tschombé qui veut proclamer l'indépendance du Katanga, province du nouveau Zaïre.

colonel Fossey-François

Après son commandement du 2e RPC en Algérie, il se tue lors d'une démonstration de saut en parachute.

colonel Yves Godard

Il est nommé en mai 1958 par le général Salan directeur général de la sécurité en Algérie. Il participe au putsch des généraux en 1961, puis devient dans la clandestinité un des animateurs de l'OAS. Exilé, condamné à mort par contumace puis amnistié, il ne revient pas en France et crée une petite entreprise en Belgique où il meurt en 1975, n'ayant pu écrire que le premier tome des Paras dans la ville. Il avait adopté un orphelin algérien.

colonel Pierre Jeanpierre

Il commande toujours le 1er REP lors de la bataille des frontières (1er semestre 1958). Il meurt au combat le 28 mai lorsque est abattu l'hélicoptère d'où il dirigeait l'action de ses légionnaires assaillant une katiba.

Robert Lacoste

Il quitte l'Algérie le 10 mai 1958 pour ne plus y revenir. Il soutient initialement le général de Gaulle mais s'en sépare à cause de sa politique algérienne. Sénateur de la Dordogne, il meurt en 1989.

lieutenant-colonel Marey

L'ancien major de garnison d'Alger en 1956-1957 est tué au combat en 1959, à El-Milia dans le Constantinois.

docteur Michel Martini

Le chirurgien d'Orléansville, inculpé pour avoir hébergé les deux rescapés d'un maquis rouge, est condamné à cinq ans de prison avec sursis. Expulsé d'Algérie en France, il préfère se réfugier à Tunis et se mettre à la disposition de la jeune République. Après l'indépendance de l'Algérie, il mène à Alger une carrière hospitalo-universitaire comme professeur de chirurgie orthopédique et traumatologique. Il rentre en France à sa retraite en 1987.

général Jacques Massu

Le vainqueur de la bataille d'Alger jouit alors d'une très grande popularité auprès de la population européenne d'Algérie. Aux premières loges le 13 mai 1958, il prend la présidence du Comité de salut public. Il reste affecté à Alger comme commandant du corps d'armée jusqu'au 18 février 1960. Il est alors rappelé à Paris par de Gaulle pour avoir manifesté ses

états d'âme devant un journaliste à propos de l'Algérie. Plus tard, il revient en cour. Il commande les FFA (Forces françaises en Allemagne) en mai 1968 et c'est à son PC que de Gaulle vient reprendre courage avant de repartir à Paris pour affronter la rue.

Danièle Minne

La belle-fille d'Abdel Kader Guerroudj, après avoir participé aux attentats à la bombe du 27 janvier 1957, a été exfiltrée dans un maquis. En novembre, avec Raymonde Peschard, elle fait partie d'un convoi qui doit rejoindre la Tunisie. Le 27, le convoi est intercepté par les troupes françaises. Raymonde Peschard est tuée et Danièle Minne faite prisonnière. Incarcérée en France, libérée à l'indépendance, elle rejoint l'Algérie. Devenue Djamila Amrane, elle vient soutenir à Paris une thèse de doctorat d'histoire sur « La place de la femme dans la Révolution algérienne ». Pierre Vidal Naquet est membre du jury. Elle est aujourd'hui professeur retraitée.

général Raoul Salan

Il exerce les pleins pouvoirs civils et militaires à Alger à compter du 14 mai 1958 mais est rappelé à Paris par le général de Gaulle en décembre 1958 pour des fonctions représentatives sans responsabilités. Il n'est plus en activité quand, d'Espagne, il rejoint à Alger les trois généraux auteurs du putsch. Il entre ensuite en clandestinité et dirige l'OAS jusqu'à son arrestation le 20 avril 1962. Il est condamné à la détention perpétuelle en 1962 et gracié en 1968. Il décède en 1984.

abbé Jean Scotto

Le curé de Bab-el-Oued prend la nationalité algérienne après les accords d'Évian. Nommé évêque de Constantine et d'Hippone, il se retire ensuite comme simple vicaire dans une paroisse d'Alger.

capitaine Jean Sirvent

Après ses deux ans de commandant de compagnie au 9e régiment de zouaves, il est envoyé en Italie pour suivre les cours de l'École de guerre italienne à Civitavecchia puis est affecté à l'état-major des forces alliées de Vérone. De retour en France, il mène une carrière classique d'officier d'infanterie. Il est placé en position de retraite en 1978 avec le grade de général de brigade.

docteur Daniel Timsit

Le chef du laboratoire de fabrication d’explosifs du PCA, arrêté en octobre 1956, jugé en 1957, est d’abord emprisonné en Algérie notamment à Lambèze où Simone Veil vient inspecter le centre d’internement à la demande du ministre Edmond Michelet. Transféré en France en janvier 1960 en même temps que Yacef Saadi, d’abord aux Petites Baumettes ensuite à Angers, il rentre en Algérie en juillet 1962. D’abord médecin à l’hôpital d’El-Keltar, il devient chef de cabinet d’Omar Ouzegane, ministre de l’Agriculture, et en 1964 de Boumaze, ministre de l’Industrie. N’acceptant pas le coup d’État du colonel Boumediene qui renverse Ben Bella en 1965, il quitte l’Algérie et rentre en France où il se marie.

colonel Roger Trinquier

Il succède à bigeard au commandement du 3e RPC en 1958. Il démissionne de l’armée pour servir au Zaïre où il retrouve Faulques. Il écrit un livre, la Guerre moderne, qui connaît une forte diffusion et plusieurs traductions. Ce combattant bourlingueur meurt en chutant d’un arbre qu’il élaguait.

Ramdane AbBane

Quand il rejoint Tunis après avoir dû quitter précipitamment Alger, Abbane, contesté pour son idée de grève générale, n’a plus de situation prééminente. S’il fait partie du 2e CCE élargi, il est chargé de fonctions mineures et est l’objet des attaques de Krim Belkacem et des colonels. Sa mort semble avoir été décidée par la majorité des militaires du CCE. Se rendant au Maroc, Abbane est étranglé le 27 décembre 1957 par des sbires du colonel Boussouf. Officiellement, il est mort au combat.

Ferhat Abbas

Le chef des nationalistes modérés qui rejoint Le Caire en 1957 devient le chef du premier Gouvernement provisoire de la République algérienne, le GPRA, de septembre 1958 à août 1961. Élu président de l’Assemblée nationale lors de l’indépendance, il démissionne en 1963. Placé en résidence surveillée pendant deux ans, il se retire de la vie politique.

Krim Belkacem

Quand, membre du 1er CCE, il rejoint Le Caire après avoir dû quitter précipitamment Alger, il entre en conflit avec Abbane. Membre du 2e CCE, il devient vice-président du GPRA et ministre des Forces armées de 1958 à 1959 puis ministre des Relations extérieures. Il participe activement aux

négociations d'Évian. En 1962, à l'indépendance, il tente vainement de s'opposer à Ben Bella et quitte la vie politique. Il est assassiné à Francfort en 1970.

Ahmed Ben Bella

Après le détournement de l'avion qui le transportait à Tunis, il est emprisonné à la Santé (Paris) puis placé en résidence très surveillée en France. Il rentre en Algérie lors de l'indépendance. Fort de l'appui de l'ALN de Tunisie et du Maroc, il devient chef de gouvernement et président de la République algérienne. Il est renversé par le colonel Boumediene en 1965. Pendant quinze ans, il sera tenu au secret.

Youssef Ben Khedda

Membre du CCE avant son départ précipité d'Alger, il ne fait pas partie du 2e CCE pourtant élargi. Il est ministre des Affaires sociales du 1er GPRA et préside le 2e GPRA à la tête duquel il entre dans Alger le 2 juillet 1962. Il ne peut s'opposer à Ben Bella soutenu par l'ALN extérieure. En disgrâce, il reprend son métier de pharmacien en ouvrant une boutique à Hydra.

Rabah Bitat

Le chef de l'insurrection à Alger, le 1er novembre 1954, est arrêté dès le 23 mars 1955 et emprisonné en France puis placé en résidence très surveillée jusqu'aux accords d'Évian. Il a occupé différents postes ministériels en Algérie et a épousé Zohra Drif.

Djamila Bouhired

Condamnée à mort en juillet 1957, graciée en mars 1958, elle est emprisonnée en France jusqu'à l'indépendance. De retour à Alger, elle épouse son avocat, maître Jacques Vergès, dont elle a deux enfants, puis divorce.

Fatiha Bouhired Oukhiti

La veuve du « chadid » Bouhired, qui a rusé avec les paras à Alger et dont Yacef Saadi était le fréquent locataire, s'est remariée après l'indépendance.

Saad Dahlab

Membre du CCE quand il doit quitter précipitamment Alger, il reste membre du 2e CCE. Ministre des Affaires étrangères du GPRA présidé par son ami Ben Khedda, il participe à toutes les négociations qui mènent aux

accords d'Évian.

Zohra Drif

Condamnée à mort par contumace en juillet 1957, arrêtée en même temps que Yacef Saadi, elle est transférée en France où elle est emprisonnée jusqu'aux accords d'Évian. Devenue avocate, elle épouse Rabah Bitat, l'un des « neuf chefs historiques ».

Yacef Saadi

Condamné à mort par contumace en juillet 1957, il est emprisonné d'abord en Algérie puis en France à partir de janvier 1960 jusqu'à l'indépendance. Il devient producteur de cinéma, notamment du film de Gillo Pontecorvo : la Bataille d'Alger (1966).

Sources

la presse algéroise (1956-1957) :

L'Écho d'Alger (collection complète)
La Dépêche quotidienne (Éd. clairsemée)
En libre communication au centre de documentation historique sur l'Algérie (CDHA) d'Aix-en-Provence.

Bibliographie

Aissaoui Mohammed, le Goût d'Alger, Mercure de France, 2005.
Aït-El-Djoudi Delila, la Guerre d'Algérie vue par l'ALN 1954-1962, Autrement, 2006.
Alleg Henri (dir.), la Guerre d'Algérie, 1. 2., Temps actuel, 1981.
Alleg Henri, la Question, Paris, Éd. de Minuit, 1re édition février 1958.
Amrane Djamila, les Femmes algériennes dans la guerre, Plon, 1991.
Arnaud Georges et Vergès Jacques, *Pour Djamila Bouhired*, Éd. de Minuit, 1957.
Aussaresses général, Services spéciaux Algérie 1955-1957, Plon, 2001.
Aussaresses général, Pour la France – Services spéciaux 1942-1954, Éd. du Rocher, 2001.
Berchadsky Alexis, la Question d'Henri Alleg, Larousse, 1994.
Bigeard général, Pour une parcelle de gloire, Plon, 1975.
Bigeard général, Ma guerre d'Algérie, Éd. du Rocher, 2003.
Bollardière (général de), Bataille d'Alger, bataille de l'homme, Éd. Desclée de Brouwer, 1972.
Branche Raphaëlle, la Torture et l'Armée pendant la guerre d'Algérie, Gallimard, 2001.
Branche Raphaëlle, la Guerre d'Algérie – Une histoire apaisée ?, Le Seuil, 2005.
Bromberger Serge, les Rebelles algériens, Plon 1958.
Camus Albert, Actuelles III, Gallimard, 1958.
Château-Jobert colonel, Feux et lumières sur ma vie, Presses de la Cité, 1978.
Courrière Yves, la Guerre d'Algérie, t.II, Le temps des léopards, Fayard, 1969.
Dayan Roseman Anny et Valensi Lucette (direction), la Guerre d'Algérie dans la mémoire et l'imaginaire, Éd. Bouchène, 2004.
Droz Bernard et Lever Évelyne, Histoire de la guerre d'Algérie, Le Seuil, 1987.

Duval Léon-Étienne, archevêque d'Alger, Au nom de la vérité – Algérie 1954-1962, Éd. Cana, Paris, 1982.
Faivre Maurice, le Renseignement dans la guerre d'Algérie, Lavauzelle, 2006.
Faivre Maurice, Conflits d'autorité devant la guerre d'Algérie, L'Harmattan, 2004.
Feraoun Mouloud, Journal 1955-1962, Le Seuil, 1962.
Frémeaux Jacques, la France et l'Algérie en guerre 1830-1870, 1954-1962, Economica, 2002.
Godard colonel, les Paras dans la ville, Fayard, 1972.
Goinard Pierre, Algérie, l'œuvre française, Éd. Gandini, Nice, 2001.
Hamon Hervé et Rotman Patrick, les Porteurs de valise, Albin Michel, 1979.
Harbi Mohammed, les Archives de la révolution algérienne, Éd. Jeune Afrique, 1981.
Harbi Mohammed, Mirage et réalité – des origines à la prise du pouvoir 1945-1962, Éd. J.A.P., 1980.
Hardy Michel, Lemoine Hervé, Sarmant Thierry, Pouvoir politique et autorité militaire en Algérie française, L'Harmattan (Shat 2002).
Jauffret Jean-Charles (dir.), Des hommes et des femmes en guerre d'Algérie, Autrement, 2003.
Jauffret Jean-Charles et Vaïsse Maurice (dir.), Militaires et guérilla dans la guerre d'Algérie, Éd. Complexe, Bruxelles, 2001.
Jordi Jean-Jacques et Pervillé Guy (dir.), Alger 1940-1962 – Une ville en guerre, Autrement, 1999.
Lamarque Philippe, les Unités territoriales (1955-1960), Éd. Sides, 2006.
Laxenaire Michel et Zimmermann Bernard, Retour de mémoires sur l'Algérie, Éd. Bouchène, 2005.
Lebjaoui Mohammed, Bataille d'Alger ou bataille d'Algérie ?, Gallimard, 1972.
Léger Paul Alain, Aux carrefours de la guerre, Paris, 1983.
Le Mire Henri, Histoire militaire de la guerre d'Algérie, Albin Michel, 1982.
Le Prévost Jacques, la Bataille d'Alger, Ed. Baconnier, Alger, 1957.
Mameri Khalfa, Abbane Ramdane, L'Harmattan, 1988.
Martini Michel, Chronique des années algériennes 1942-1962, Éd. Bouchène, 2005.
Massu Jacques, la Vraie Bataille d'Alger, Plon, 1971.
Mauriac François, Bloc-Notes 1952-1957, Flammarion, 1958.
Meynier Gilbert, Histoire intérieure du FLN, Fayard, 2002.

Michaud Yves (dir.), la Guerre d’Algérie (1954-1962), Université de tous les savoirs, Éd. Odile Jacob, 2004.
Moine André, Ma guerre d’Algérie, Éditions sociales, 1979.
Nozière André, les Chrétiens dans la guerre, Éd. Cana, 2001.
Paillat Claude, Dossier secret de l’Algérie 1954-1958, Presses de la cité, 1962.
Pellissier Pierre, la Bataille d’Alger, Perrin, 1995.
Pervillé Guy, Pour une histoire de la guerre d’Algérie, Éd. Picard, 2004.
Porteu de la Morandière François, Soldats du djebel. Histoire de la guerre d’Algérie, Société de production littéraire, 1979.
Promotion Extrême-Orient, Paroles d’officiers 1950-1990 – Des Saint-Cyriens témoignent, 1991.
Reynaud Michel, Elles et Eux et l’Algérie, Éd. Tiresias, 2004.
Rioux Jean-Pierre, la Guerre d’Algérie et les Français, Fayard, 1990.
Robin Marie-Monique, Escadrons de la mort – L’école française, La Découverte, 2004.
Saadi Yacef, la Bataille d’Alger – 3 t., Casbah Éditions, Alger, 1997.
Saint Marc Hélie de, Mémoires. Les champs de braise, Perrin (Tempus), 2006.
Salan Raoul, Mémoires, t. III, Algérie française 1954-1958, Presses de la Cité, 1972.
Schmitt Maurice, général, Alger, été 1957 – Une victoire sur le terrorisme, L’Harmattan, 2006.
Simon Pierre-Henri, *Contre la torture*, Le Seuil, 1957.
Stora Benjamin, Histoire de la guerre d’Algérie, La Découverte, 1992.
Stora Benjamin, la Gangrène et l’Oubli, La Découverte, 2005.
Teguia Mohamed, l’Algérie en guerre, Ben Aknoun, Alger, 1988.
Thénault Sylvie, Une drôle de justice – Les magistrats dans la guerre d’Algérie, La Découverte, 2001.
Tillion Germaine, les Ennemis complémentaires, Éd. de Minuit, 1960.
Timsit Daniel, Algérie, récit anachronique, Éd. Bouchène, 1998.
Tripier Philippe, Autopsie de la guerre d’Algérie, France-Empire, 1972.
Valette Jacques, la Guerre d’Algérie des messalistes, L’Harmattan, 2001.
Verdès-Leroux Jeannine, les Français d’Algérie de 1830 à aujourd’hui, Fayard, 2001.
Vidal-Naquet Pierre, l’Affaire Audin, Éd. de Minuit, 1989.